

correspondance de presse internationale

inprecor

France

LA CRISE N'EST PAS FINIE

Allemagne

LA GRÈVE DES MÉTALLOS EN DÉBAT

Grande-Bretagne

LA NOUVELLE GAUCHE



Palestine : Quel avenir pour le mouvement national de libération ?

États-Unis : L'ÉCONOMIE APRÈS LE BOOM

Chine : TENSIONS ENTRE LE RÉGIME ET LES OUVRIERS

Union européenne : APRÈS SÉVILLE, AVANT L'ÉLARGISSEMENT

Espagne : APRÈS LA GRÈVE GÉNÉRALE



**Amérique latine
Climat d'insurrection
et de désobéissance populaire**

France			
<i>La crise n'est pas finie</i>		François Ollivier	3
Union européenne			
<i>Séville, sommet de la mélancolie et de l'Europe forteresse</i>		G. Buster	9
<i>4e Conférence de la gauche anticapitaliste européenne</i>		Communiqué de presse	11
<i>Elargissement de l'UE et nouvelles restructurations néolibérales en Europe centrale</i>		G. Buster	12
<i>Après Séville, bilan rapide du "semestre espagnol"</i>		Josep Maria Antentas	15
Espagne			
<i>Succès de la grève générale</i>		Javier Navascués	18
Grande-Bretagne			
<i>Lumières et ombres de la nouvelle gauche</i>		Terry Conway	19
Allemagne			
<i>L'importance de la grève des métallurgistes</i>		Winfried Wolf	23
<i>Accord dans la métallurgie : une chance gaspillée</i>		Daniel Berger	25
<i>Le vote entérinant le résultat</i>		Manuel Kellner	26
Pays-Bas			
<i>Polarisation à droite, nouvelle mobilisation à gauche</i>		Peter Durcker	27
Jeunesse			
<i>19e Rencontres internationales en France cette année</i>	entretien avec O. Besancenot		30
Amérique latine			
<i>Réflexions sur la situation présente et les tâches des révolutionnaires</i>		Ernesto Herrera	31
Colombie			
<i>La continuité néolibérale renforce la guerre</i>		Fermin Gonzalez	38
Paraguay			
<i>Le peuple livre sa principale bataille contre le néolibéralisme</i>		Adolfo Gimenez	40
<i>Proclamations du Congrès démocratique du peuple</i>		Documents	42
Palestine			
<i>Quel avenir pour le mouvement national de libération</i>		A. Handal, J. et P.-Y. Salingue	43
Chine			
<i>Tensions entre le régime et les ouvriers</i>		Roland Lew	51
<i>Tracts des ouvriers de Daqing du 6 mars et du 26 mars 2002</i>		Documents	52
Notes de lectures			
<i>SYLVAIN PATTIEU - Les camarades des frères</i>		Jean-Michel Krivine	56
<i>ROSA LUXEMBOURG - La question nationale et l'autonomie</i>		Michael Löwy	67
Etats-Unis & Economie			
<i>Après le boom : un diagnostic</i>		Robert Brenner	57
Massacre en Argentine			
<i>Déclaration du Secrétariat unifié</i>		IVe Internationale	68

Inprecor sur le web !

Vous pouvez consulter *Inprecor* sur son site réalisé par nos camarades québécois :

<http://www.inprecor.org>

Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Editée par la PECCI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :

PECCI, BP 85,
75522 PARIS Cedex 11, France.
Tél. : 33/0 1 49 28 54 88
Fax : 33/0 1 49 28 54 87
E-mail :

100641.2324@compuserve.com

Directeur de publication, gérant :
Jan Malewski.

Rédaction : J. Malewski, J.-M. Krivine

Commission Paritaire n° 59117.

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie
2, rue Richard-Lenoir, 93106
Montreuil Cedex, France.

Diffusé dans les librairies par
DIF' POP' SARL, 21^{er} rue Voltaire,
75011 PARIS, France.

Tél. : 01 40 24 21 31.

Fax : 01 43 72 15 77 ou 01 40 24 15 88

Abonnement

(11 numéros)

- France - DOM-TOM - 55 EUR (1 an)
- Europe - Afrique 30 EUR (6 mois) 71 EUR (1 an)
- Autres destinations 39 EUR (6 mois) 90 EUR (1 an)
- Pli fermé 48 EUR (6 mois)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 EUR (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations; 92 EUR, pour 1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 EUR, pour 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé nouveaux abonnés ; 12 EUR, pour 3 mois)
- Lecteurs solidaires (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 EUR)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Tél./Fax/E-mail :

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECCI", à adresser à PECCI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.

● Virements bancaires à "PECCI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

● Virements postaux à "PECCI", CCP n° 3.900.41 N Paris, France.

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous (rabais pour les commandes groupées !).

La crise n'est pas finie

Par
François Ollivier*

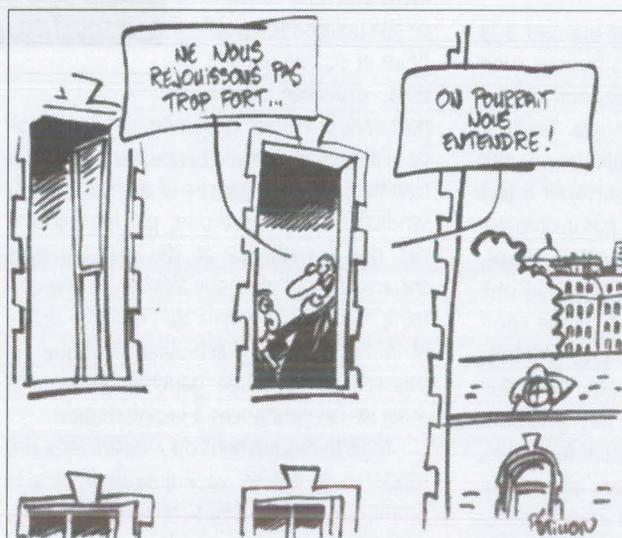
En moins de deux mois, la France a connu quatre consultations électorales qui viennent de secouer le pays. La crise politique s'est ajoutée à la crise sociale. En effet, la qualification de Le Pen pour le deuxième tour des élections présidentielles montrait un système au bord de l'implosion. L'abstention massive, le rejet des partis de gouvernement, la percée de l'extrême droite, la poussée de l'extrême gauche, débouchaient sur la crise ouverte. L'irruption du mouvement de masse sur la scène politique pour bloquer le Front National traduisait aussi, à sa manière, l'acuité des tensions politiques. Ce n'est qu'appuyée sur les institutions de la V^{ème} République que l'élection de Chirac à la Présidentielle allait contenir ces déséquilibres.

Dès lors, par un enchaînement mécanique, la droite obtenait la majorité à l'Assemblée nationale, donnant l'apparence d'un retour à la stabilité. Mais la crise n'est pas finie.

La signification de l'abstention

L'abstention massive est le fait majeur de ces dernières élections. L'augmentation régulière de l'abstention depuis une dizaine d'années a connu un pic lors de ces dernières consultations électorales. C'est une tendance lourde de la situation politique française et européenne de ces dernières années. Cela n'empêche pas, dans certains cas, une participation massive lorsque l'électorat sent qu'il y a un enjeu, par exemple, au deuxième tour de la présidentielle contre Le Pen, mais en général, les dernières élections indiquent une distanciation croissante des citoyens vis-à-vis de leur système de représentation politique.

Il y a une première explication fondamentale à ce phénomène : c'est la confiscation de la démocratie par la logique de concentration du capital et sa « financiarisation ». Les puissances économiques — multinationales et marchés financiers — domes-



tiquent, de plus en plus, les États et leurs institutions. A l'heure de la contre-réforme libérale, les choses importantes se décident, de moins en moins, dans les gouvernements et assemblées parlementaires. Le processus de construction libérale de l'Europe a même aggravé cette tendance. Dès lors, des millions de citoyens sont exclus de la vie politique. Ils considèrent que la politique ne peut plus changer leurs conditions de vie. La politique menée par les classes dominantes vide ainsi de leur substance les institutions de la démocratie représentative... qui représentent de moins en moins les citoyens.

A la base des phénomènes d'abstention il y a donc cette tendance du capitalisme libéral qui confisque la démocratie.

C'est, d'ailleurs, un des fondements du « modèle américain » où la moitié des citoyens — ouvriers, employés, pauvres, noirs et chicanos — est exclue des consultations électorales pour laisser se déployer un système bipolaire où « démocrates » et « républicains » s'affrontent dans un théâtre d'ombres. Bref, progressivement, en se substituant au suffrage universel, se construit cyniquement un suffrage censitaire dont sont exclus les plus défavorisés.

En France, vingt années de politique libérale ont provoqué l'abstention massive comme la percée du Front National, nous y reviendrons. Le moule des institutions de la

V^{ème} République donne une forme particulière à cette tendance générale des transformations du capital. La forme bonapartiste originelle de la V^{ème} avait déjà bien entamé le périmètre de la démocratie parlementaire. L'élection du président de la République au suffrage universel donnait des pouvoirs exorbitants à un seul homme, « un coup d'État permanent » que Mitterrand dénonça, en son temps, avant de s'installer aux commandes de l'État et d'utiliser à son profit ces institutions.

Le mode de scrutin majoritaire à deux tours écartait de la représentation législative toute une série de courants politiques et amplifiait les majorités en réduisant les oppositions à la portion congrue. La réforme du quinquennat, comme les initiatives de modifications du calendrier électoral, ont renforcé cette « secondarisation » du rôle de l'Assemblée nationale.

Bref, le caractère particulier des institutions de la V^{ème} République amplifie ces phénomènes d'abstention.

Nous le répétons encore, l'explication fondamentale de l'abstention réside, dans les effets de la politique socio-économique des gouvernements de droite comme de gauche qui appliquent les recettes libérales, et ce au-delà des formes institutionnelles spécifiques à chaque pays, mais la logique des institutions françaises accentue le phénomène. Même si — faut-il encore le préciser ? — c'est une tendance et non un processus achevé.

Ces transformations se heurtent et vont se heurter à l'histoire du pays, à ses tradi-

* François Ollivier est membre du Bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale. Les dessins illustrant cet article ont été publiés dans l'hébdomadaire satirique français *Le Canard enchaîné*.

tions révolutionnaires, à la réalité des rapports de forces sociaux et politiques qui attestent des résistances sociales au libéralisme. Mais il y a eu dans ces journées d'avril et mai 2002 un coup d'accélérateur à tous ces processus. C'est pourquoi, les résultats de la présidentielle et des législatives restent fragiles pour la droite, un terrain mouvant. Il n'y a pas encore de remise en ordre. La crise du premier tour de la présidentielle n'est pas effacée par l'élection de Chirac et la victoire de la droite parlementaire.

Dans ces conditions il faut opposer à la « *présidentialisation* » des institutions, une logique de démocratie radicale, non pas un retour au parlementarisme de la IV^{ème} République. Une VI^{ème} République ou une nouvelle République qui conserverait intact l'ordre néolibéral, ne réglerait pas les problèmes fondamentaux de la population. Seule, une démocratie radicale, qui constitue une vraie rupture démocratique et sociale commencerait à donner des premières réponses cohérentes, en particulier par l'élection d'une Assemblée nationale à la proportionnelle, par le contrôle des élus par le peuple, le non-cumul des mandats, par l'alignement des revenus des députés et ministres sur ceux d'un salarié moyen, par la suppression de l'élection du président de la République au suffrage universel et la suppression du vieux Sénat.

Cette rupture avec les institutions de la V^{ème} République exigerait un processus constituant, qui devrait avoir un contenu économique et social permettant aux assemblées élues de contrôler l'ensemble des activités du pays. La démocratie ne doit pas s'arrêter à l'entrée des entreprises ni devant les pouvoirs des marchés financiers. Aucun domaine ne doit lui échapper. Elle exige l'incursion dans la propriété privée et l'instauration de la propriété sociale. Elle suppose donc une mobilisation des travailleurs et l'émergence de formes de démocratie directe dans les entreprises et les quartiers qui trouvent aussi les voies de leur centralisation. De ce point de vue, la perspective socialiste est aussi la démocratie jusqu'au bout.

Rapports de forces et victoire de la droite

L'abstention est donc la manifestation d'une crise politique et institutionnelle.

Contrairement à l'analyse de Jacques Julliard du *Nouvel Observateur*, pour qui « *les Français sont sagement revenus à une bipolarisation qui rend de nouveau lisible le jeu politique* », nous ne pensons pas que l'élection des 400 députés de droite à l'Assemblée nationale traduit l'exact rapport

de forces social et politique. « *C'est trop beau pour être vrai* » explique Raymond Barre, une des personnalités de la droite qui garde l'intelligence des rapports de forces et des intérêts des classes dominantes.

Il y a plus exactement une forte tendance à la polarisation politique et sociale dans le pays, exprimée, d'une part dans la victoire parlementaire de la droite, l'évolution social-libérale des appareils traditionnels de la gauche et du mouvement syndical mais, d'autre part, par les résistances des travailleurs et des mouvements sociaux face à l'offensive libérale. D'une certaine manière, la percée de l'extrême droite et à l'opposé de l'échiquier politique, la poussée de l'extrême gauche, témoignent aussi de ces tendances à la polarisation.

Mais le mouvement du « *balancier* » des rapports de forces va aujourd'hui vers la droite. La « *vague droitière* » qui emporte, aujourd'hui, presque tous les pays d'Europe après des années de gouvernements de gauche ou de centre gauche correspond aussi à une accélération de la construction libérale de l'Europe. C'est la sanction d'une gauche qui s'est moulée dans les critères de Maastricht mais c'est aussi le résultat d'une politique des classes dominantes qui exigent de passer à la vitesse supérieure dans la restructuration libérale.

Déréglementation, généralisation des privatisations, éclatement du service public, flexibilité, remise en cause des régimes des retraites, réformes des systèmes d'assurance-chômage pour contraindre les demandeurs d'emploi à s'adapter à la précarité, voilà les axes de politiques gouvernementales qui visent à en finir avec ce qui reste d'un certain type du « *modèle social européen* ».

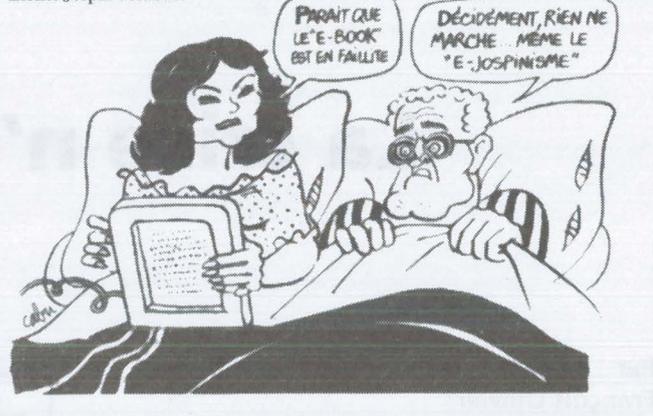
Ainsi, la constitution d'un parti unique de la droite parlementaire, l'UMP (Union de la Majorité Présidentielle), a un double objectif :

- tenir le choc dans l'affrontement qui se prépare pour remodeler les rapports sociaux du pays, essentiellement en appliquant la « *refondation sociale* » du MEDEF.

- s'arc-bouter sur les institutions de la V^{ème} République en construisant le parti du président.

C'est un tournant pour la droite française qui enregistre les données de l'instabilité sociale et politique et tire toutes les conséquences des changements institutionnels

Lionel Jospin désabusé



survenus ces derniers mois. Ce qui explique la prudence des dirigeants français. Mais derrière le côté « *terroir* » et « *France profonde* » de l'équipe Raffarin, les classes dominantes du pays préparent une nouvelle offensive contre le monde du travail.

Après les législatives, Chirac et la droite traditionnelle ont contenu la crise du 21 avril. Ce sont, maintenant, les rapports de forces sociaux et politiques extra parlementaires qui constituent les vrais enjeux de la situation.

La situation de l'extrême droite

Après les législatives, nombre de commentateurs enterraient une nouvelle fois l'extrême droite. A tort. Certes, le Front national a reculé mais il y a deux approches possibles des tensions politiques résultant de la place du Front National.

a) La première met l'accent sur des mouvements électoraux qui ne feraient apparaître qu'une progression, somme toute limitée, du vote d'extrême droite : les suffrages de Le Pen ajoutés à ceux de Megret ne dépassent pas ceux de Le Pen et De Villiers lors de la présidentielle de 1995 ; tout compte fait, Le Pen ne devance Jospin que de 200 000 voix ; aux législatives de 2002, l'extrême droite perd 2 millions de voix.

Du strict point de vue électoral, cette analyse sous-estime totalement la consolidation du vote pour l'extrême droite, lors de l'élection présidentielle : non seulement, le Front national confirme en 2002 ses résultats de 1995, mais il réitère au deuxième tour de la présidentielle, la performance du premier tour, en rassemblant, malgré une mobilisation antifasciste extraordinaire, plus de 5 millions de voix sur le nom de Le Pen. Quant aux résultats obtenus pour les élections législatives, ceux de 2002 sont dans la moyenne de la série obtenue depuis une quinzaine d'années. Le scrutin majoritaire à deux tours et la dynamique du vote utile pénalisant aussi le FN. En général, cette ana-

lyse conduit à relativiser les conséquences de la place du FN dans la situation politique.

b) La deuxième approche, c'est la nôtre, ne se contente pas d'une analyse des mouvements électoraux. Elle met en relation l'ensemble des facteurs qui ont déterminé la crise politique : la poussée de Le Pen doit être rapportée au rejet des partis de gouvernement, suite aux vingt années de politique libérale menée par les gouvernements successifs, à l'explosion de l'abstention, à l'effondrement de la droite traditionnelle (perte de 4 millions de votes entre 1995 et 2002), à la débâcle de la gauche (perte de 2,5 millions de votes entre 1995 et 2002) lors d'une élection comme la présidentielle. La droite adossée sur les institutions de la V^{ème} République a repris la main après les législatives, mais il n'en demeure pas moins que l'accumulation de force électorale de l'extrême droite est telle que dans une conjoncture de crise, le parti fasciste devient le problème nodal de la situation.

Ce qui explique aussi l'irruption démocratique et sociale de masse, de la jeunesse et du monde du travail, contre le Front National.

Dans ces situations, la tactique, les propositions, l'attitude des révolutionnaires doivent, toutes, être concentrées dans le développement de la résistance démocratique et sociale à l'extrême droite.

Certes, et nous l'avons indiqué dès le début, nous ne sommes pas dans les années 1930, à la veille de la prise de pouvoir par les fascistes. Le fascisme était la réponse contre-révolutionnaire à la montée révolutionnaire de la classe ouvrière en Europe. A l'étape actuelle, il n'y a pas de parti fasciste de masse tenant la rue pour s'attaquer aux organisations ouvrières. Aucune des fractions significatives du grand capital ne soutient activement le parti de Le Pen.

Mais la profondeur de la crise sociale, des déchirements résultants de la mondialisation capitaliste, comme l'hypothèse d'une crise européenne, concourent à créer les conditions propices au développement de l'extrême droite. « *Populiste* » ou « *fasciste* », elle peut devenir l'un des instruments d'une solution autoritaire et, à n'en pas douter, une force de frappe décisive contre les travailleurs et leurs organisations.

Les transformations qualitatives de la gauche

Ces dernières élections ont confirmé les tendances à l'œuvre dans la gauche française depuis plusieurs années.

La gauche subit un vrai décrochage d'une partie importante des classes populai-

res qui se traduit par l'abstention, les votes pour l'extrême gauche, et malheureusement pour le Front national. Dans ces conditions, contrairement aux attentes d'une série de responsables du PS et du PCF, il n'y a pas eu au deuxième tour des législatives de « *sursaut* » du peuple de gauche pour sauver une série de députés de gauche, même si une partie importante des couches populaires continuent à voter pour la gauche traditionnelle, et plus exactement pour le Parti socialiste. Ces secteurs sont socialement et politiquement hétérogènes : certains continuent à se saisir du vote à gauche pour barrer la route à la droite, une autre partie du salariat et des classes moyennes épousent les thèses social-libérales, en l'absence d'alternative politique crédible. Le Parti socialiste reste le parti largement dominant à gauche, même si le PCF s'effondre et les écologistes fléchissent.

Mais c'est un parti socialiste qui change. La social-démocratie s'oriente de plus en plus vers le social-libéralisme. L'intégration de la social-démocratie dans l'appareil d'État et dans des cercles de l'industrie et de la haute finance ont converti l'essentiel de l'appareil socialiste au libéralisme. Ce sont de moins en moins « *les bureaucrates syndicaux et les bistrotiers* » qui dominent l'appareil socialiste, comme l'expliquait Trotsky, mais de plus en plus les technocrates et hauts fonctionnaires. L'orientation Jospin, présentée comme une alternative à la politique de la « *Troisième voie* » de Blair et Giddens, n'a pas fait le poids.

Le bilan du gouvernement Jospin, en matière de privatisations ou de flexibilité de la force de travail, prouve bien que le PS français s'est adapté à cette tendance lourde qui travaille toute la social-démocratie européenne. La construction européenne a accentué cette intégration aux structures de la domination de la bourgeoisie européenne. Cette évolution n'est pas seulement celle des partis mais aussi d'une bonne partie du mouvement syndical intégrée dans la Confédération européenne des syndicats (CES).

Cela n'a pas encore conduit à une rupture des rapports politiques de la social-démocratie avec l'histoire du mouvement ouvrier, de même que, comme nous l'avons indiqué, une partie de l'électorat populaire suit toujours cette gauche traditionnelle. Mais l'adaptation organique de celle-ci au libéralisme a connu des avancées qualitatives dans la dernière période. Et la question qui est maintenant posée pour la social-démocratie est d'adapter la théorie, le corpus programmatique à la politique menée depuis des

années. Bref, faut-il suivre Blair dans une nouvelle révision idéologique ? Une partie des responsables socialistes — Fabius et Strauss-Kahn — répondent positivement. Nul doute qu'il y aura des débats dans le PS, que ces évolutions dépendront aussi de la courbe de la conflictualité sociale, mais la logique de l'appareil socialiste pousse dans ce sens. Cela n'exclut pas, dans telle ou telle conjoncture, des positionnements momentanés « à gauche » qui peuvent être la réponse de l'appareil socialiste à une radicalisation de la situation.

Enfin, ce changement socio-politique est aussi renforcé par la logique des institutions de la V^{ème} République. L'alternance entre parti conservateur et gauche libérale est maintenant intégrée par l'ensemble des forces de la gauche plurielle. C'est d'ailleurs ce qui a conduit le gouvernement Jospin à prendre lui-même l'initiative du référendum sur le quinquennat et la modification du calendrier électoral, donnant la prééminence à l'élection présidentielle.

Cette « *présidentialisation* » de la vie politique conduit les dirigeants socialistes à accompagner leur adaptation social-libérale d'un dispositif où le parti socialiste verrouillera beaucoup plus ses alliances.

La formule de la gauche plurielle est maintenant caduque. Le PS se retrouve avec des alliés considérablement affaiblis. Ainsi, les modifications qualitatives du mouvement

Jacques Chirac et
Jean-Pierre Raffarin





ouvrier, le recul du PCF et les limites écologistes vont conduire la direction socialiste à retenir des formules qui poussent le PS à accentuer sa place comme parti central, à élargir sa base sociale et politique pour en faire le « grand parti de la gauche social-libérale », le parti de l'alternance à gauche, et à relativiser la question des alliances. L'accélération de la présidentialisation du régime pousse à construire à gauche l'équivalent de ce qu'est l'UMP à droite.

La direction du PS y arrivera-t-elle ? Quelles seront les relations entre les alliés et le Parti central ? Comment se positionneront les Verts et le PCF dans ce débat, voilà une série de questions décisives dans les mois qui viennent.

Malheureusement, cette évolution social-libérale n'épargne pas les alliés du PS, PCF et écologistes. Les écologistes ont limité les dégâts sur le plan électoral. Ils occupent une place particulière dans la gauche, en combinant certaines propositions radicales

sur le plan sociétal — en défense des droits des sans papiers, par exemple — et l'acceptation du cadre social libéral en participant au gouvernement de la gauche plurielle. Ainsi, si les Verts ont fait avancer certaines discussions sur les questions écologiques, leur participation n'est pas particulièrement probante dans l'avancée de certaines questions clé comme le nucléaire ou les OGM. Relancer l'activité de mobilisation unitaire sur ces thèmes, pousser le débat sur la nécessité d'une nouvelle approche politique où la participation aux institutions est subordonnée à la dynamique des mouvements sociaux et au type de politique menée dans ces institutions, voilà une des questions capitales à débattre avec les Verts.

Mais c'est le PCF, qui connaît un nouveau recul électoral, tant aux présidentielles qu'aux législatives, recul à peine amorti par la préservation du groupe parlementaire à l'Assemblée. Il recueille maintenant des résultats équivalents à l'extrême gauche. Le déclin s'accélère. La fonctionnalité historique du PCF est discutée depuis l'effondrement de l'URSS. Sa satellisation par le PS a, en même temps, sapé substantiellement ses bases « communistes nationales ». L'URSS n'existant plus, le PCF ne se distinguant plus suffisamment du PS, à quoi sert le PCF ? C'est la question que se posent des milliers d'électeurs et de militants communistes, et au-delà, des milliers de militants des mouvements sociaux ou d'autres partis politiques de gauche et de gauche radicale.

Son déclin historique est irrémédiable. Les sursauts pour défendre son appareil ne peuvent constituer une politique. La confirmation d'une orientation subordonnée au PS, pour les uns, ou la crispation nostalgique sur le PCF d'antan pour certaines oppositions, ne mènent qu'à l'impasse. Le repli sur une discussion théorique réduite au projet communiste ou à la reconstruction d'une « maison communiste » ne prend pas en compte la nécessité d'une

recomposition d'ensemble sur de nouveaux axes. Une nouvelle force anticapitaliste ne peut s'identifier avec un replâtrage, peu ou prou lié à l'appareil du PCF. Il faut en fait rompre avec une logique infernale des débats au sein du PCF qui tend, pour les uns, à confondre unité et adaptation à la social-démocratie et, pour les autres, radicalisme et repli nostalgique sur le stalinisme d'antan.

C'est en tirant les leçons du stalinisme dans toutes ses dimensions, en revenant sur le bilan de la participation gouvernementale, en choisissant le terrain de l'unité d'action et la réflexion sur des propositions de rupture avec le système capitaliste que peut émerger un courant unitaire et radical. Après la campagne d'Olivier Besancenot, la LCR rencontre un certain écho auprès des militants communistes. Cette nouvelle phase de la crise du PCF exige une série d'initiatives spécifiques de la Ligue : depuis les propositions d'actions et de discussions communes aux militants et aux sections du PCF jusqu'à la participation à tous les débats qui traversent aujourd'hui la "galaxie communiste".

Et l'extrême gauche ?

L'extrême gauche ou gauche radicale peut être maintenant une force politique à part entière dans la situation française, même si ses résultats aux législatives n'ont pas confirmé ceux de l'élection présidentielle. Les candidatures de Laguiller, Besancenot, et Gluckstein avaient obtenu 10 % des suffrages au premier tour de l'élection présidentielle. L'extrême gauche n'a pas dépassé les 3 % aux législatives.

Dans une élection difficile, c'est le résultat du mode de scrutin majoritaire à deux tours qui pénalise les petites formations politiques, en poussant au vote utile tout en confortant l'abstention de ceux qui, justement, ne veulent pas voter utile... L'extrême gauche paie aussi ses divisions, puisque dans certaines circonscriptions, il n'y avait pas moins de cinq candidats se réclamant de la gauche radicale ou de l'extrême gauche.

Il faut ajouter un dernier commentaire pour nos résultats : le fait que nombre d'électeurs ne fassent pas encore le rapport entre le candidat de la LCR à la présidentielle — Olivier Besancenot — et les candidats de la LCR aux élections législatives.

Dans ce cadre deux remarques doivent nuancer ces résultats aux législatives, pour la LCR. La première, c'est qu'en 1997, nous présentions et soutenions seulement 150 candidats qui obtenaient près de 80 000 voix. En 2002, la LCR présentait 450 candidats qui obtenaient près de 330 000 voix. C'est un net progrès. La deuxième indication



que font apparaître les résultats de ces élections législatives, c'est un rapport équilibré entre les résultats de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et de Lutte Ouvrière (LO), favorable aux scores de la Ligue. Lutte ouvrière a été visiblement sanctionnée par une partie de son électorat qui n'accepte pas son sectarisme ni la politique menée par LO entre les deux tours dans la mobilisation anti-Le Pen. Au-delà de ses déclarations pour le vote blanc ou nul lors du deuxième tour, ou du refus d'appeler au vote contre Le Pen, la direction de LO s'est frontalement opposée au mouvement contre le Front National. Résultat, une partie de son électorat s'est retirée lors de ces législatives.

Il serait faux de conclure après ces législatives que l'extrême gauche est hors jeu. Les élections législatives sont les élections les plus difficiles pour ce courant, aussi faut-il prendre la mesure des résultats de l'extrême gauche sur la longue durée. Et de ce point de vue, depuis 1995, à l'exception des deux élections législatives de 1997 et de 2002, l'extrême gauche progresse de scrutin en scrutin jusqu'à atteindre les 3 millions d'électeurs en 2002. Là aussi, les résultats électoraux globaux n'effacent pas l'écho de l'extrême gauche, et en particulier la campagne et les résultats d'Olivier Besancenot. La faiblesse de la situation actuelle de l'extrême gauche ne réside pas tant dans des résultats électoraux, somme toute exceptionnels en rapport à la force militante de ces partis, mais dans les limites de l'auto-activité politique du monde du travail. Ces résultats, s'ils indiquent une traduction politique partielle des luttes sociales de la décennie, ne correspondent pas à une progression qualitative de la conscience anticapitaliste liée à la croissance organique de courants ou partis « *lutte de classes* » dans le pays.

La gauche radicale, dans toute sa pluralité, se développe aujourd'hui en Europe. Un nouvel espace politique s'ouvre pour cette gauche anticapitaliste en Italie, au Portugal, en Angleterre et en Écosse, au Danemark, en France, résultant fondamentalement des résistances sociales à l'offensive libérale — luttes ouvrières et sociales, mouvements anti-globalisation capitaliste — et des changements qualitatifs de la gauche traditionnelle. L'évolution social-libérale de la social démocratie conjuguée au déclin des partis

communistes libère un espace à gauche.

Ne pas laisser cet espace aux sociaux-libéraux ou ne pas abandonner des secteurs populaires pour qui les combats d'une vraie gauche gardent un sens, voilà la signification de la référence 100 % à gauche des candidats ou des listes municipales présentées ou soutenues par la LCR. Mais au-delà de ces références, les points clé de la construction d'une nouvelle force anticapitaliste, s'ordonnent autour des axes suivants :

a) La « *centralité* » de la question sociale. En effet, l'actualité d'un marxisme critique réside dans l'analyse des contradictions du capitalisme, des luttes sociales que



celles-ci génèrent, de l'extension de leurs thématiques, jeunes, féministes, écologistes, articulées aux contradictions capital-travail. Loin de rechercher les « *insaisissables classes moyennes* », nous partons d'une définition large du prolétariat : « *toutes celles et tous ceux qui sont contraints de vendre leur force de travail* », c'est à dire plus des 2/3 de la population active — ouvriers, employés, techniciens, enseignants, une partie des cadres, occupés ou sans emploi.

Pourquoi ce rappel ? Parce qu'un des problèmes clé de reconstruction d'un mouvement social et politique c'est de reconstruire une appartenance sociale et politique. On les disait « *invisibles* », mais la majorité de la population est bel et bien constituée par la classe des travailleurs, même si cette classe est fragmentée, différenciée, divisée par nombre de situations et statuts. Il y a effectivement une crise d'appartenance qu'exploite l'extrême droite en substituant aux références sociales, les références raciales ou nationalistes. Cette crise d'appartenance sociale se ressent aussi sur le plan

politique où les effets désagrégateurs du stalinisme et de la social-démocratie sur le plan de la conscience politique pèsent encore sur l'émergence d'une nouvelle force politique. Aux révolutionnaires, et au-delà aux anticapitalistes, de reconstruire ces références de classe. D'où la nécessité de mettre l'accent sur une série d'expériences de luttes, de Danone au jeunes de Mac Do, sur la démocratie et l'auto-organisation des luttes et mouvements sociaux. D'où aussi l'importance de redonner de la chair au projet socialiste en revitalisant un programme de démocratie révolutionnaire. C'est aussi cette compréhension qui nous a conduit au choix d'un jeune travailleur comme candidat à l'élection présidentielle. Un « *jeune facteur* » qui permettait une identification des classes populaires avec le discours et le parti du jeune candidat.

b) La question sociale est aussi au centre d'une refondation programmatique d'une gauche anticapitaliste. Ce programme doit combiner revendications immédiates des luttes et objectifs transitoires qui inversent la logique socio-économique actuelle en donnant la priorité aux besoins sociaux sur les profits, des objectifs qui subordonnent la propriété aux droits sociaux. Pour réarmer les mouvements sociaux sur le long terme il ne s'agit pas d'auto-limiter le combat anti-libéral, que ce soit à un hypothétique retour à un capitalisme à visage humain ou à la définition d'objectifs compatibles avec la domination de la loi du profit et la préservation des institutions bourgeoises.

La discussion sur la question de l'interdiction des licenciements ou sur la participation gouvernementale recouvre sous un certain angle ce débat. Cette discussion programmatique doit aussi intégrer une vision ample de la question sociale. Il ne s'agit pas seulement de défendre les intérêts des ouvriers dans l'entreprise mais de savoir intégrer toutes les dimensions de l'exploitation et de l'oppression, d'abord le combat pour la libération des femmes. Mais c'est aussi, par exemple, l'intérêt que comporte l'action contre la globalisation capitaliste, activité multidimensionnelle, ou ce qui nous a conduit à traiter de l'usage des drogues douces pendant la campagne présidentielle ou d'autres thèmes sociétaux ou démocratiques.

c) Enfin, construire un nouveau parti, exige de faire du neuf. Cette perspective ne peut se centrer sur des reclassements au sein des organisations traditionnelles. Bien entendu des secteurs du PS, PC ou écologistes peuvent à des moments donnés s'opposer à leur direction voire rompre avec leurs organisations. Ils peuvent vouloir changer la

France

gauche. Nous devons y être attentifs, mais le centre de gravité d'une nouvelle force sera extérieur aux vieilles organisations traditionnelles. Il s'agit bien alors de changer de gauche, de construire une nouvelle force.

C'est aussi ce qui a fait un des succès de la campagne de Besancenot : affirmer un camp nettement démarqué et en particulier une délimitation nette avec la gauche plurielle.

Il y a aujourd'hui deux gauches en action et en perspective dans ce pays : une gauche social-libérale satellisée par le PS et composée des partis de l'ex-gauche plurielle et une gauche anticapitaliste. Une gauche d'accompagnement social-libérale et une gauche de rupture avec le système capitaliste. Bien entendu, des plages d'unité d'action entre ces gauches sont indispensables pour résister aux attaques patronales et gouvernementales mais la construction d'une nouvelle force qui tienne le choc tant face à la droite qu'à l'extrême droite ne peut se faire qu'en totale indépendance des partis de la gauche gouvernementale. En effet, une nouvelle perspective politique ne peut s'accompagner de « faux-semblants » ou de « flou » sur des revendications indispensables à la mobilisation sociale, l'interdiction des licenciements par exemple ou des questions comme la participation à des gouvernements de type social-libéral. Ce « flou » constituant la caractéristique des projets actuels issus des Verts comme du PCF, qui permettent à ces derniers de maintenir leurs liens avec le PS.

La LCR : passer au stade de petit parti populaire

C'est dans ce cadre, celui de la nécessité d'une alternative anticapitaliste, qu'il faut maintenant ajuster la construction de la LCR à la nouvelle période, en œuvrant à une profonde mutation de l'organisation, dans le sillon de la campagne d'Olivier Besancenot.

1. D'abord en relançant l'action de masse unie. La question de la préparation et de la construction des mobilisations sociales unitaires contre les plans du gouvernement Chirac-Raffarin est une des priorités de la prochaine rentrée sociale et politique.

Retraites, licenciements, salaires, privatisations : sur chaque dossier, il faut construire un front unitaire des travailleurs et de leurs organisations. Pourquoi ne pas construire un comité national unitaire pour la défense des retraites appuyé sur des comités locaux dans les communes, entreprises, quartiers ? Sur le terrain de l'anti-globalisation capitaliste, les mobilisations du Forum Social Européen en Italie, comme la prépara-



tion des mobilisations contre la tenue du G8 en France en 2003, constitueront les prochaines échéances. Un spectre hante la droite revenue aux affaires : la grève générale de l'hiver 1995. A nous de favoriser les conditions pour un nouveau « tous ensemble ! ».

2. La LCR a appelé à la tenue de forums pour discuter des perspectives de construction d'une nouvelle force anticapitaliste. En effet, la crise politique issue du premier tour de l'élection présidentielle a donné un coup d'accélérateur à cette perspective : face à la gauche libérale qui a failli, il faut un nouveau parti.

Nous avons proposé d'associer des militants ou collectifs locaux à ces forums. La discussion sur cette question est décisive pour l'avenir tant du point de vue des contenus politiques que des formes. Sur le contenu, le programme, la stratégie, c'est la rupture avec le capitalisme et ses institutions. Ce sont les grandes lignes de la campagne d'Olivier Besancenot. Sur les formes, une nouvelle force ne peut résulter que d'un saut qualitatif dans le rassemblement des forces radicales et anticapitalistes.

Seule une convergence de forces issues des mouvements sociaux, des jeunes générations, de militants de la gauche qui rompent avec une politique faillie, et des militants révolutionnaires peut déboucher sur de nouvelles structures organisationnelles. Seule une telle convergence dépasserait la réalité actuelle d'une organisation comme la LCR. Des événements brusques peuvent accélérer la situation, mais dans l'état actuel, ce processus sera long : il exige de nombreux débats et la confrontation d'expériences. Dans cette perspective, la LCR a pris l'initiative de Forums qui seront organisés par ses équipes locales mais aussi par des courants,

groupes ou militants intéressés par cette discussion. Ces réunions seront un moment important pour discuter, tisser des liens, créer les conditions d'échanges sur l'action immédiate et les perspectives. Ces Forums seront un moment fort du débat politique de la rentrée. Dans l'immédiat la LCR est disponible pour participer à tous les débats qui vont intéresser des milliers de militants de gauche. Elle poursuivra aussi sa politique unitaire vis-à-vis de Lutte Ouvrière.

3. Enfin, la nouvelle situation politique met à l'ordre du jour un processus de transformation de la LCR dans le sillon de la campagne d'Olivier Besancenot. C'est le point d'appui principal pour changer la LCR. Celle-ci a vu affluer des centaines de sympathisants et de nouveaux membres. La LCR doit maintenant s'ouvrir et muter pour les accueillir, stabiliser et organiser. Passer du stade de l'organisation à celui de petit parti populaire, voilà l'objectif pour la Ligue dans les mois qui viennent. Ce flux militant est essentiellement composé de jeunes, mais aussi de militants qui observaient la Ligue depuis des années et qui font maintenant le pas, sans oublier d'anciens militants qui reprennent le chemin de l'action partidariaire. Des cartes de membres ont été éditées. Elles permettront de formaliser le contrat militant entre chacun, chacune et l'organisation. Des réunions ou sessions de formation d'accueil ont été organisées sur tout le territoire. Des dizaines de nouvelles sections doivent se créer pour répondre à la demande de groupes militants dans de nouvelles villes. Bref, nous sommes confrontés à une nouvelle étape pour la construction d'une organisation révolutionnaire, pour une nouvelle Ligue. ■

Séville

Sommet de la mélancolie et de l'Europe forteresse

Par
G. Buster*

« Les efforts inutiles produisent la mélancolie et je ne suis pas prêt à ce que Séville soit un sommet de la mélancolie »

José Maria Aznar, le 3 juin 2002

Malgré le nouveau climat politique créé dans l'Union européenne (UE) avec la victoire de la droite au Portugal, en Hollande et en France, le Conseil européen de Séville n'a pas été capable de trouver un "ordre du jour positif" conservateur. Les plans de réforme institutionnelle, la défense rigide du Pacte de Stabilité et de Croissance et même la politique de sanctions contre les pays natals des émigrants illégaux proposés par Aznar ont été bloqués par l'absence du consensus entre les États membres.

Le programme originel de la Présidence espagnole — le deuxième assaut de réformes économiques et sociales néolibérales résumées par "l'esprit de Lisbonne" — a été remplacé au cours des deux derniers mois du semestre espagnol par une authentique obsession visant à construire l'Europe forteresse et arracher ainsi à l'extrême droite le discours sur la sécurité et l'émigration. Même la "guerre contre le terrorisme" a été réinterprétée dans ce climat et convertie en une guerre xénophobe interne contre les émigrants illégaux, les menaçant d'un pogrome et d'expulsion dans les prochains mois.

Les hésitations de la stratégie néolibérale

La réunion des ministres d'économie et des finances — célébrée à Madrid le jour même de la grève générale appelée par les syndicats espagnols tel un acte de provocation — a seulement servi à exposer les difficultés économiques et sociales pour imposer la deuxième vague de restructurations néolibérales décidée par le Conseil européen de Barcelone. L'interprétation fondamentaliste du Pacte de Stabilité et la Croissance, déjà dénoncée par Chirac (après l'élection présidentielle française) et par les deux candidats

aux élections allemandes, Schröder et Stoiber, a été abandonnée. La nouvelle formule de consensus retient le but de l'équilibre budgétaire, mais la déclaration unilatérale de la France, le conditionnant à une croissance de 3 % au cours des deux prochaines années, sera une bouée de sauvetage à laquelle s'accrocheront les États membres en difficultés, à commencer par l'Allemagne. Face à cette réalité crue et à la situation des marchés boursiers, les vœux pieux prononcés — « le récent déclin de l'activité économique touche à sa fin » — ont peu de poids.

La réforme du marché du travail, principal accord issu du Conseil européen de

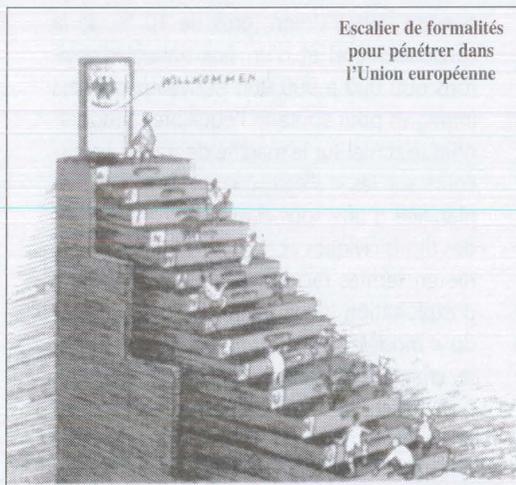
particulièrement celles qui remettent en cause les acquis des services publics et des systèmes de retraites. Les ballons d'essais de Berlusconi et Aznar concernant l'affrontement avec les syndicats ont déjà provoqué la pause dans le « dialogue social » et d'engagement accru la tension sociale en Italie et en Espagne. Chirac et le reste de la droite européenne semblent préférer une stratégie plus traditionnelle de cooptation de la bureaucratie syndicale et de division des travail leurs pour imposer leurs politiques.

Rejet du « Plus d'Europe ! »

Les deux éléments complémentaires du programme de la Présidence espagnole, résumés par la devise « Plus d'Europe ! » — l'avancée des négociations pour l'élargissement de l'Union et la réforme du fonctionnement du Conseil avant l'entrée de nouveaux membres — n'ont pas trouvé le consensus nécessaire.

La négociation sur l'élargissement de l'Union est bloquée par l'absence d'accord interne au sein de l'UE sur la réforme des aides agricoles dans l'Union élargie et sur l'avenir du budget communautaire. De plus, les conséquences sociales de la restructuration néolibérale implicite dans les conditions imposées aux États d'Europe Centrale candidats provoquent déjà des tensions. Ainsi, la Pologne devra faire face à une crise agricole qui s'annonce très grave dès l'automne prochain et, comme les autres pays d'Europe centrale et orientale, au démantèlement de sa sidérurgie, conséquence de la fin imposée des subventions étatiques.

À ce panorama il est nécessaire d'ajouter la situation politique à Chypre. La Grèce a déjà annoncé qu'elle bloquera l'élargissement si Chypre ne fait pas partie des nouveaux membres admis dans l'Union, sous prétexte qu'il n'y a toujours pas de solution en ce qui concerne la division de l'île. Et la Turquie n'a aucun intérêt à précipiter un



Escalier de formalités pour pénétrer dans l'Union européenne

Barcelone, est restée prudemment au second plan après le succès des grèves générales appelées par la Confédération générale italienne du travail (CGIL) et par les Commissions ouvrières (CCOO) et l'Union générale du travail (UGT) en Espagne. On peut dire la même chose du projet du « ciel unique européen », contesté par la grève des contrôleurs aériens dans la moitié des États membres le 19 juin, qui dénoncent le danger qu'impliquerait la privatisation de ce service public. Cette nouvelle capacité de résistance des secteurs du mouvement ouvrier européen (à laquelle il est nécessaire d'ajouter les grèves de la métallurgie et du bâtiment en Allemagne) oblige les gouvernements de droite à plus de prudence dans l'introduction des réformes néolibérales,

* G. Buster est membre du conseil de rédaction de la revue *Viento Sur*, por una izquierda alternativa, publiée à Madrid.

Union européenne

accord à Chypre tant que l'horizon de sa propre adhésion n'est pas éclairci. De cette manière les négociations s'engagent dans une impasse dont l'issue dépasse les capacités diplomatiques de la Présidence espagnole.

Le Plan Solana pour la réforme du fonctionnement du Conseil — basé sur la division en deux de l'actuel Conseil des Affaires Générales (CAG) pour créer le noyau d'un gouvernement de l'UE et sur la substitution de l'actuel régime d'unanimité pour l'adoption des décisions par celui de majorités qualifiées — a été repoussé par sept « *petits* » États membres. Aznar et Blair, qui avaient défendu ce projet, devront se satisfaire des réunions spécifiques du CAG pour préparer les Conseils européens.



Le projet parallèle de Prodi pour réformer le fonctionnement de la Commission en créant des Commissaires de premier plan (Vice-présidents et coordonnateurs de secteurs) et de second plan (qui n'assisteraient plus désormais qu'à quelques réunions plénières sporadiques du collège de Commissaires), a rencontré la même résistance. Les « *petits* » États membres ne sont pas prêts à perdre leur représentation politique directe au sein de la Commission, qui leur permet droit de regard et de veto sur toutes les questions traitées par l'Union, même si le maintien du système actuel risque de rendre l'UE ingouvernable après l'élargissement.

Les éléments clefs de la gouvernabilité communautaire, tant le règlement du marché unique que le fonctionnement institutionnel, n'ont donc toujours pas été résolus à seulement un an et demi de l'élargissement ce qui commence à dessiner les

contours d'une crise potentiellement grave de l'Union.

Dans cette situation, l'appui au gouvernement irlandais — afin qu'il fasse pression sur la volonté de ses citoyens lors du second référendum sur le Traité de Nice en déclarant pleinement compatible la neutralité constitutionnelle irlandaise avec la PESC (Politique extérieure et de sécurité commune) — est pathétique, tant du point de vue des aspirations des classes dominantes européennes à une « *Europe Puissance* » que de celui de la légitimité démocratique de l'Union.

« Europe forteresse » comme consolation

La politique d'émigration et d'asile, le souci pour la sécurité intérieure et le contrôle des frontières extérieures de l'Union, qui ont été présentés comme les « *résultats* » du Conseil européen de Séville, ressemblent donc plus à une consolation devant le danger de mélancolie communautaire qu'Aznar voulait éviter.

Les politiques économiques néolibérales de l'UE dépendent de l'exploitation de 11 millions d'ouvriers immigrés qui ont déjà pénétré dans l'Union (près de 10 % de la classe ouvrière) et d'un flux annuel d'environ 600 000 à 900 000 nouveaux ouvriers immigrés pour soutenir l'équilibre démographique actuel sur le marché de travail. Le discours sur les « *illégaux* » cache la création planifiée d'une sous-classe d'ouvriers privés des droits civiques et du droit du travail, définie en termes raciaux, soumise à un degré d'exploitation incompatible avec toute idée du « *modèle social européen* », vivant dans la crainte constante d'expulsion vers leur pays natal s'ils ne « *s'assimilent* » pas. C'est pour eux qu'est créé le nouveau statut de « *résident de longue durée* ».

S'il fallait un exemple de ce dont nous parlons, il suffit de rappeler l'emprisonnement de 400 ouvriers immigrés sans papiers dans l'Université du Séville. Maghrébins et Sub-Sahariens, en majorité mâles, ils ont été privés du travail de récolte des fraises car ils avaient osé se révolter lors de la saison précédente. Avec l'aide du gouvernement les employeurs les ont remplacés par des ouvriers importés de l'Europe Centrale. Le gouvernement a déjà annoncé — si la solidarité ne parvient pas à l'en empêcher — qu'il leur appliquera sa nouvelle politique contre l'émigration illégale et les expulsera tous.

Malgré les avertissements de Marie Robinson, Haut Commissaire de l'ONU pour les droits de l'homme, lors de la remise du Prix Sonning à l'Université de Copenhague,

la nouvelle politique commune d'émigration de l'UE criminalise la fuite devant la pauvreté dans le Tiers-Monde. Elle durcit la législation actuelle sur le droit d'asile et les réfugiés jusqu'à violer la Convention de Genève de 1951 et prépare l'expulsion collective et coordonnée d'immigrés sans papiers du territoire de l'Union au cours d'un véritable pogrome à l'automne prochain.

Bien que dans les récents accords de Cotonou (2000) avec les ex-colonies de l'Afrique, du Pacifique et des Caraïbes (ÂCP), ces dernières aient repoussé toute clause de réadmission de leurs citoyens, l'UE impose maintenant de manière unilatérale l'ouverture des négociations des Accords de réadmission qui affectent non seulement les habitants du pays, mais aussi les émigrants de pays tiers arrivés sur le territoire de l'Union après avoir transité par ces pays. Chirac — plus au fait des relations de la France avec ses anciennes colonies qu'Aznar de celles d'Espagne avec l'Amérique latine — a bloqué la proposition de la Présidence espagnole d'imposer des sanctions économiques aux pays en voie de développement qui ne collaboreraient pas. Blair, qui a aussi soutenu le projet, a dû faire face à la protestation ouverte de sa ministre d'aide pour le développement, Claire Short, qui l'a traité de « *moralement répugnant* ».

Le contrôle de frontières extérieures, la création des premiers éléments d'un corps européen de gardes-frontières et les autres initiatives du Commissaire Vitorino dévoilent la véritable nature et la situation dans laquelle se trouve le projet « *européiste* ». La prochaine avancée de la gouvernabilité communautaire relève du contrôle interne et externe de sa population. Face à la liberté des capitaux sur le marché unique, la libre circulation des personnes sera soumise au contrôle policier, élément essentiel de tout État capitaliste. Ce n'est pas en vain que les questions « *de justice et des affaires intérieures* » occupent déjà plus de 30 % de l'activité du Conseil et de la Commission.

Avertissement aux navigateurs

Le projet d'une Union européenne « *néolibérale à visage humain* », fondé sur la concertation avec les syndicats au sujet de la restructuration, impulsé par les gouvernements de coalition sociaux-démocrates et verts, s'est effondré sous le poids de ses propres contradictions. La défaite de Jospin et celle, plus que probable, de Schröder en sont la preuve.

Le tournant politique à droite, sur la base de l'accroissement de la polarisation sociale dans toute l'UE, est parallèle à une

capacité croissante de résistance autonome du mouvement contre la mondialisation et aussi du mouvement syndical. Les classes dominantes européennes doivent augmenter leur taux de profit pour rivaliser avec les États-Unis et le Japon et ont un programme clair de restructurations néolibérales, d'attaques contre les services publics et de réduction de salaires (combinant la diminution de salaires indirects et des retraites pour les travailleurs disposant d'emplois fixes et une augmentation de l'exploitation directe des ouvriers saisonniers et immigrés). Mais c'est le rapport des forces qui, en fin de compte, sera décisif. Pour le moment la division règne entre les partisans de l'affrontement direct, défendu par « l'axe du mal » Blair-Berlusconi-Aznar, et ceux qui optent pour le maintien partiel de la concertation sociale pour diviser la classe ouvrière et éviter les dangers de l'augmentation de la tension sociale.

Résultat de l'abandon de l'État-providence et de la mise en concurrence pour l'accès aux subventions des secteurs ouvriers traditionnels paupérisés par les restructurations et des ouvriers immigrés, l'extrême droite se développe. La droite exploite cette situation sociale et politique comme un élément de division complémentaire de la classe ouvrière.

L'autonomie relative de l'UE face aux cadres nationaux de la lutte de classes et l'absence d'une « politique européenne » des syndicats ont conduit la Commission et le Conseil européens à jouer un rôle essentiel pour impulser la restructuration néolibérale et faciliter le tournant vers la droite. Cela a été le grand mérite d'Aznar et de la Présidence espagnole et son principal capital politique pour l'avenir.

Mais l'UE accumule des contradictions internes immenses : manque de légitimité démocratique ; absence d'un projet clairement défini de réforme institutionnelle pour l'avenir de la gouvernabilité de l'Union ; rivalités nationales internes, tant économiques que politiques ; dépendance et différents degrés d'autonomie dans les relations avec les États-Unis ; marges de manœuvre différentes face à la récession et à ses conséquences sociales ; et, surtout, difficultés d'assimilation au marché unique des candidats de l'Europe Centrale, tout en prétendant à un « modèle social européen ».

Sans une direction de l'Union clairement établie, qui aujourd'hui n'existe pas, ces contradictions peuvent aboutir à une crise grave.

La gauche anticapitaliste et alternative doit se préparer consciemment, en développant les mouvements sociaux dans une per-

spective européenne, et en élaborant un programme de résistance ainsi que des éléments alternatifs pour une Europe différente et possible des travailleurs et des peuples. Cela exige un effort conscient et coordonné dans le mouvement "antiglobalisation", dans les syndicats et dans la sphère de la représentation politique. Les premiers pas, avec les différences inévitables, seront fait au Forum social européen et dans les Conférences de la gauche anticapitaliste

européenne.

Au cours des six prochains mois, trois tâches seront centrales : la lutte en solidarité avec les ouvriers immigrés, la dénonciation des conséquences sociales de l'élargissement de l'Union et la résistance face à elles, et enfin l'organisation de l'opposition à la pseudo-convention d'un modèle d'Europe démocratique et solidaire au service des travailleurs et des peuples. ■



Communiqué de presse

4^e Conférence de la Gauche Anticapitaliste Européenne

C'est à Madrid que la Conférence de la Gauche Anticapitaliste Européenne s'est réunie, les 18 et 19 juin 2002, pour la quatrième fois, après Lisbonne, Paris et Bruxelles.

Étaient présents : l'Alliance Rouge Verte (RGA, Danemark), le Parti Socialiste Écossais (SSP, Écosse), l'Alliance Socialiste (SA, Angleterre), le Parti Socialiste des Travailleurs (SWP, Grande-Bretagne), La Gauche (Déi Linke, Luxembourg), la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR, France), le Bloc de Gauche (BE, Portugal), le Parti de la Refondation Communiste (PRC, Italie), SolidaritéS (Suisse), le Parti de la Solidarité et de la Liberté (ÖDP, Turquie), Espacio Alternativo (Espagne), Zutik (Pays Basque) ; et comme observateurs : le Corriente Roja, (antérieurement Plataforma de Izquierda dans Izquierda Unida, Espagne) et Izquierda Unida (Espagne) ; le Parti Communiste Allemand (DKP) a assisté à la réunion sans faire partie de la Conférence. Le Parti Socialiste (SP, Pays-Bas), absent cette fois-ci, avait envoyé un message expliquant son intérêt pour la Conférence et la poursuite de la collaboration.

La Conférence avait à son ordre du jour : la situation de la gauche en Europe ; la politique de l'UE ; une déclaration politique commune ; le contre-sommet à Copenhague, à l'occasion de la prochaine présidence danoise ; un point d'information sur la grève générale en Espagne et les mobilisations à Séville.

La Conférence a pris acte des progrès importants pendant cette quatrième réunion : le renforcement de la plupart des organisations participantes dans leurs pays respectifs ; l'entrée du parti de

la Refondation Communiste (sans qu'il quitte le GUE — qui regroupe les partis communistes d'Europe) ; l'engagement important des organisations participantes au mouvement social antimondialiste, au mouvement contre la guerre et pour la solidarité avec le peuple palestinien ; et un accord profond sur l'analyse de la situation politique et le rôle de la gauche anticapitaliste.

La Conférence se prononce pour ouvrir un processus vers une formation anticapitaliste européenne, capable de présenter une alternative crédible à la gauche gouvernementale sociale-libérale. Dans cet esprit, la Conférence appuie l'Appel du PRC qui compte lancer un Forum de la gauche alternative, au mois d'octobre prochain.

La Conférence contribuera à la formation du Forum Social Européen, un événement majeur pour le mouvement social, syndical et citoyen sur le plan continental ; elle soutiendra sa constitution dans tous les pays européens, ses activités et ses objectifs.

La Conférence a décidé de mieux se coordonner, notamment dans la lutte contre une nouvelle guerre de l'impérialisme américain et ses alliés, pour la solidarité avec les immigrés et la mise en avant des « droits sociaux européens ». Elle se dotera à cette occasion d'un logo commun, pour souligner son identité comme courant anticapitaliste européen.

Les organisations de la Conférence contribueront à la réussite du contre-sommet lors de la présidence danoise de l'UE. La Conférence a décidé de tenir sa cinquième Conférence en décembre 2002, à Copenhague. Cette dernière sera organisée par l'Alliance Rouge Verte. ■

Élargissement de l'Union et nouvelles restructurations néolibérales en Europe centrale

Par
G. Buster*

L'élargissement de l'Union européenne vers l'Europe centrale et orientale atteint, en ce début de l'année 2002, un point décisif. Le Conseil de l'Europe de Göteborg a confirmé qu'il s'agissait d'un processus "irréversible" et a fixé un calendrier final pour les négociations, qui devront s'achever avant décembre 2002 et permettre aux États concernés de participer à l'élection du Parlement européen en 2004. Le Conseil de l'Europe de Laeken a adopté à son tour une résolution politique fixant la première phase de l'élargissement qui inclura l'ensemble des pays candidats à l'exception de la Roumanie, la Bulgarie et la Turquie. Finalement, le Conseil européen de Séville a confirmé son intention de présenter la position de l'Union sur les chapitres encore non ouverts des négociations au mois de novembre et de conclure avant la fin d'année, en accord avec le plan prévu.

Si pendant des années la question de l'élargissement a marqué et conditionné l'horizon politique des Pays d'Europe centrale et orientale (PECO) et servi à justifier les politiques néolibérales d'ajustement comme mécanisme de changement de système, dans les douze mois restants – et au cours des différentes périodes transitoires qui leur seront concédées – ils seront contraints à une restructuration économique et administrative profonde et définitive et, en conséquence, à une exacerbation des conflits d'in-

térêts. Ensuite, quand l'adhésion sera pleinement réalisée, le marché unique agira effectivement sur les rapports de forces établis dans chacun des pays candidats, en aggravant la division entre gagnants et perdants dans ce grand chambardement social.

Au bout de dix ans de changement de système, l'opinion publique dans les PECO vit le processus d'adhésion à la façon de quelqu'un qui espère apercevoir la lumière au bout du tunnel, accablé par les sacrifices d'aujourd'hui mais avec l'espoir qu'ils serviront à quelque chose demain. C'est une question primordiale parce qu'au terme des négociations un référendum devra être



L'aveni des PECO, qui fut "radieux" est devenu réellement "hollywoodien"

organisé dans chacun des pays candidats. L'expérience de ces dernières années en la matière n'est pas très concluante, en particulier dans des pays comme l'Estonie et la Lettonie. Mais la dernière enquête de l'Eurobaromètre fait apparaître une légère progression des votes favorables qui, pour l'ensemble des PECO, atteindraient 60 %, même si dans un pays comme la Pologne 40 % des personnes interrogées estiment que le gouvernement est « trop complaisant avec l'UE » dans les négociations. Dans les États membres, huit personnes sur dix estiment de ne pas être informées sur l'élargissement, quoique 48 % se montrent inquiets des effets négatifs possibles en ce qui concerne l'immigration, l'emploi ou la criminalité (1).

Où en sont les négociations ? Sur un total de 372 chapitres (12 pays, 31 chapitres

par pays), la discussion s'est ouverte pour 354 et 289 ont été provisoirement refermés. Les 18 qui restent à ouvrir, et les 83 qui ne sont pas encore fermés, concernent les questions décisives et les plus délicates, ayant des implications financières ou institutionnelles : agriculture, politique d'aides régionales, restructuration de l'industrie lourde et aides de l'État, provisions financières et budgétaires pour l'après-élargissement (2).

Les différences de niveau de vie des PECO par rapport à la moyenne de l'UE, la faible productivité agricole et le pourcentage élevé de la population active dans le secteur de l'agriculture, le maintien d'effectifs importants dans l'industrie lourde et dans la sidérurgie-métallurgie moyennant une subvention de l'État plus ou moins ouverte, à quoi s'ajoute un niveau de chômage élevé, atteignant 16,5 % en Pologne, font que ces négociations se déroulent dans un cadre très complexe. Ce qui est exigé des PECO, et particulièrement de la Pologne qui, par sa taille, pose un problème particulier, c'est une réduction drastique du nombre de paysans et leur transfert vers d'autres activités de production, mais aussi une restructuration de l'industrie lourde et de la sidérurgie-métallurgie traditionnelle, avec un système de protection sociale très peu développé et une crise budgétaire qui empêche toute augmentation des dépenses sociales. Et tout cela en trois ans et en marchandant les aides structurelles et les subventions de la Politique agricole commune (PAC).

Rien d'étonnant à ce que le processus de négociation et d'adaptation au cadre communautaire ait provoqué suspicions et résistances dans les PECO, surtout en Pologne. Le gouvernement de coalition social-démocrate-paysan récemment élu y fait face à une opposition parlementaire composée des partis paysans les plus radicaux et de l'extrême droite catholique anti-européenne. Il a déjà dû faire marche arrière, en plein scandale politique, sur le premier thème abordé dans les négociations avec Bruxelles, concernant la période transitoire pour l'acquisition de terres par les citoyens communautaires après

* G. Buster est membre du conseil de rédaction de la revue *Viento Sur*, por una izquierda alternativa, publiée à Madrid.

1. Voir "Initial results of Eurobarometer survey in candidate countries show broad support for accession" (http://europa.eu.int/comm/public_opinion).

2. Voir *Enlargement Weekly*, janvier 2002, avec le cadre complet des négociations pays par pays (<http://europa.eu.int/comm/enlargement/docs/newsletter>)

3. Voir *EU Observer*, "Poland Tightens up position in talks", 19-12-2001 (http://www.euroobserver.com/index.phtml?selected_topic=none&action=view&article_id=4616i).

l'élargissement (3).

Tout ces éléments — la décision politique prise à Laeken quant à la composition du premier groupe pour l'élargissement, la situation politique en Pologne et dans d'autres PECO, les conséquences sociales des questions en négociation et les difficultés pour l'UE à définir une position commune au moment des élections au Portugal, aux Pays-Bas, en France, et en Allemagne — tout cela, donc, a pesé lourdement sur la capacité de la présidence espagnole à assurer les progrès attendus et le plan des négociations.

Un peu d'histoire

Les "thérapies de choc" néolibérales, qui ont engagé la transition vers le capitalisme après la chute du Mur de Berlin en 1989, ont engendré une forte baisse du PNB, provoqué l'appauvrissement d'une part importante de la population et conduit à un chômage structurel compris entre 10 % et 17 % dans l'ensemble des PECO (4). Il a fallu attendre 1999 pour que la majorité d'entre eux retrouvent un taux de croissance positif et que leur PIB atteigne le niveau d'avant la « transition », et 2000 pour que cela les concerne tous (5).

C'est en 1993, sur la base de l'article 49 du traité de l'UE, que le Conseil de l'Europe de Copenhague a établi les critères politiques et économiques pour l'adhésion des PECO (démocratie, État de droit, économie de marché viable, reprise de l'acquis communautaire). Les négociations engagées par l'UE avec les candidats déclarés sélectionnés en 1994-95 ont conduit à la signature des Accords européens, un mécanisme transitoire pour préparer les négociations d'adhésion, avec un ensemble d'aides limitées, en particulier les programmes PHARE, auquel se sont rajoutés à partir de 2000 ISPA et SAPARD. Les Comités et les Conseils d'Association annuels ont veillé et pesé sur le rapprochement des PECO avec le cadre communautaire. En 1994 déjà, avec la désarticulation de l'ancienne division régionale du travail au sein du COMECON, l'UE est devenu le partenaire commercial le plus important pour les PECO, en absorbant 60 % de leurs exportations en 2000, avec un excédent commercial pour l'UE qui atteint 17 milliards d'euros (6).

Le Conseil européen de Madrid en 1995 a demandé que la Commission fasse une étude des conséquences financières de l'élargissement. Le résultat, l'Agenda 2000, a donné lieu à des négociations particulièrement dures qui ne se sont achevées que lors du Conseil extraordinaire de Berlin en 1999, en adoptant un calendrier de financement

jusqu'en décembre 2006. Pendant la période transitoire, les critères de répartition des aides agricoles, régionales et structurelles seront les mêmes pour les anciens et les nouveaux membres de l'UE. Au vu des calculs faits en son temps par la Commission, ces budgets doivent permettre de couvrir les transferts au bénéfice des nouveaux membres jusqu'en 2007, où il faudra alors adopter un nouveau budget pour l'UE. A ce moment là, la Commission a prévu 3,12 milliards d'euros par an pour financer les programmes de pré-adhésion et un total de 58 milliards d'euros pour les aides structurelles et à l'agriculture concernant les nouveaux membres, et uniquement 45 milliards de crédits de paiement (7).

Le problème de fond

L'élargissement va concerner 75 millions de citoyens qui vont se rajouter aux 375 millions que compte aujourd'hui l'UE, une augmentation de 20 % donc, alors que le PNB de l'UE ne progressera que de 4,5 %. Comme le relève *The Economist*, avec un certain relent malthusien, « ils sont nombreux et ils sont pauvres » (8). Dans le cas de l'élargissement à l'Espagne, au Portugal et à la Grèce, l'augmentation atteignait 22 % pour la population et 10 % pour le PNB.

La différence de niveau de revenus est énorme. Le PNB per capita de ces trois pays candidats en 1980 représentait 66 % de la moyenne de la communauté européenne, alors que celui des PECO n'atteint que 38 % (exprimé en parité de pouvoir d'achat et moins de 20% exprimé en valeur au taux de change réel). Cela conduira à une réduction de 15 % du PNB per capita de l'UE (exprimé en parité de pouvoir d'achat). Dans le cadre des règles actuelles, cela conduirait à des modifications importantes des transferts financiers entre pays actuellement membres. Alors que la population de la Pologne atteint 10 % de celle de l'UE, son PNB n'en repré-

sente que 2 %. C'était 14 % et 8 % respectivement dans le cas de l'Espagne en 1980.

Selon le modèle le plus sophistiqué qu'ait élaboré la Commission jusqu'ici, le problème tient à ce que, en supposant que les réformes en cours se poursuivent, « pour les 8 pays candidats, ou les 10 si on inclut la Roumanie et la Bulgarie, la croissance annuelle moyenne pourrait atteindre 3 % pendant la période 2000-2009 alors que pour l'Europe des 15, selon un calcul prudent, elle atteindrait 2,5 %. On peut donc dire que le processus de rapprochement se poursuivra, mais à un rythme très lent » (9). On peut souligner que ce modèle est construit à partir des chiffres de croissance de la période 1994-1999. Mais il sera nécessaire de tenir compte des effets différenciés de la récession internationale entre les États membres de l'UE et parmi les candidats. Les conséquences de l'élargissement pour les actuels États membres, toujours selon ce modèle et la dernière étude faite par la Commission, seront donc infimes, qu'elles soient négatives ou positives (10).

Ces perspectives ont des conséquences politiques quant à l'élargissement, avec un durcissement jusqu'au dernier moment des positions des uns et des autres. Si on considère les fonds structurels — soit 213 milliards d'euros pour la période 2000-2006 — la baisse du revenu régional per capita due à l'élargissement aura pour conséquence que 11 des 17 régions qui, en Espagne, perçoivent des fonds structurels, perdront cette aide car elles se situent au-dessus des 75 % de la moyenne communautaire. Aznar a essayé de rouvrir la discussion close au Sommet de Berlin en 1999 et d'assurer à l'Espagne une garantie explicite de dotation de fonds structurels pour 2007-2013, avec une longue période transitoire pour les régions qui ne seraient plus sélectionnées avec les critères actuels, en menaçant de bloquer dans les négociations la position allemande qui propose une période trans-

4. Pour un résumé des conséquences sociales de la transition et des conflits sociaux qu'elle a provoqués, voir Agustín Maraver, "Trabajadores y Nomenclatura en la Transición", *Cuadernos del Este*, n° 20, 1997.

5. EBRD (2001) *Transition Report*, European Bank for Reconstruction and Development.

6. Pour l'évolution des rapports commerciaux avec les Accords européens, voir Joseph F. Francois et Machiel Rombout, *Trade Effects from the Integration of the central and East European Countries into*

the EU, Sussex European Institute. On va vers l'équilibre dans des secteurs comme l'industrie automobile et ses composants, la mécanique électrique, les équipements de bureau et les télécommunications, du fait des investissements de multinationales européennes dans ces secteurs, motivés par de plus bas niveaux de salaires et autres coûts de production.

7. EU Enlargement DG, *Enlargement of the European Union: An historic opportunity* (<http://europa.eu.int/comm/enlargement>).

8. Pour les chiffres qui suivent, DG for Economic and Financial Affairs, "The economic impact of enlargement", *Enlargement Perspectives*, (http://europa.eu.int/economy_finance). *The Economist*, "The door creaks open", 17 novembre 2001.

9. "The economic impact of enlargement", OC, p. 30-31.

10. Consensus Economics, "Eastern Europe Consensus Forecasts", 19 novembre 2001 (<http://www.consensus-economics.com>).

Union européenne

itoire de 7 ans pour les déplacements de personnes. A ce moment là, tous les autres États membres ont refusé d'ouvrir le débat et ont isolé Aznar. Mais quelques mois après, en mai, le premier ministre danois Rasmussen a souligné le danger que différents États membres essayent de poser non seulement cette question mais aussi celle de la réforme de la PAC si aucun accord n'intervient entre eux avant décembre sur l'offre financière pour le PECO ou si l'élargissement est en retard à cause du blocus de la question de Chypre ou d'un second « Non » au référendum irlandais sur le Traité de Nice.

Dans les nouvelles négociations qui s'ouvriront au lendemain de l'élargissement, avec pour horizon 2007, si l'Espagne veut conserver une partie des aides structurelles qu'elle perdrait du fait de « l'effet statistique », elle devra rechercher une alliance avec les PECO. Cette alliance peut seulement porter soit sur le relèvement du seuil du PNB per capita pour les aides, en le portant à 90 % de la moyenne communautaire, soit sur l'augmentation de budget correspondant qui passerait de 0,45 % du PNB de l'UE aujourd'hui à 0,66 %, comme cela a déjà été suggéré dans une étude de la Commission. Mais la première hypothèse ne rapporte rien aux PECO et, dans la seconde, ils préféreront rechercher un accord avec l'Allemagne — le principal contributeur au budget communautaire — pour éviter que les grandes puissances de l'UE ne réforment définitivement le système des aides régionales en les réduisant dramatiquement, comme Schröder en a fait la menace. Si l'Espagne reçoit au titre des aides régionales 1000 euros par tête et par an dans la période 2000-2006, il n'est pas sorcier de prévoir ce qui attend la Pologne et la Slovaquie même si le transfert des fonds structurels ne pourra excéder 4 % du PIB d'un pays.

Dans la proposition de la Commission en vue de clore les négociations, présentée le 30 janvier, les limites décidées à Berlin en 1999 sont maintenues. Mais en repoussant l'élargissement au second semestre de 2004 une série d'économies réalisées permettrait d'étendre les aides prévues à l'ensemble des dix nouveaux États membres au lieu des six prévus en 1999. De plus les candidats devraient payer leur contribution au budget communautaire dès le premier jour de leur

adhésion (environ 5 milliards d'euros annuels dans l'ensemble), ce qui réduirait en 2006 le poids de la contribution des 15 membres actuels de 0,16 % du PNB de l'Union à seulement la moitié, 0,08 % (à l'exception du Royaume-Uni, qui a obtenu un régime spécial dans l'Agenda 2000).

Comme l'octroi des aides aux PECO nécessite de régler des formalités et donc prendra du temps et que leur contribution au budget sera immédiate, une réduction nette des flux financiers touchera cinq des nouveaux membres et nécessitera des compensations spéciales de la part de l'UE pour éviter qu'ils en soient réduits à l'état de simples payeurs. De même sept des nouveaux membres risqueraient de ce fait de recevoir moins d'aides qu'avant l'élargissement. Pour éviter cela un mécanisme complexe de redistribution a été prévu, qui pourra affaiblir la cohésion des nouveaux membres lors de la défense de leur position dans les négociations concernant la période 2006-2013 face aux 15 membres originaux.

L'agriculture

C'est le secteur le plus délicat dans les négociations en cours et c'est aussi celui qui fait apparaître les différences les plus dramatiques. Dans les PECO, 17 % de la population active se trouve dans le secteur de l'agriculture qui représente 8 % du PNB (ce qui est très semblable à la situation que connaissaient à l'époque l'Espagne, le Portugal et la Grèce), alors que la moyenne se situe à 4 % et 1,5 % respectivement dans l'UE. Ici encore, la Pologne constitue un cas à part, tout comme la Roumanie : 21 % de la population active et 4 % du PNB pour la Pologne, 40 % et 15 % pour la Roumanie. Dans ces deux pays, plus de 80 % des terres sont de petites exploitations familiales au niveau de productivité très bas. A eux deux, ils comptent autant de paysans — 7,3 millions — que l'UE dans son ensemble. Dans l'ensemble des PECO, la Roumanie exceptée, l'emploi rural a diminué de 4 % depuis 1994. La Pologne a déjà perdu 600 000 emplois dans les campagnes au cours de cette période.

Le modèle de la Commission déjà évoqué prévoit des réductions d'emploi annuelles supérieures à 1 % dans l'agriculture et de l'ordre de 2 % dans le secteur public pour les 8 pays candidats de la première phase. Pour la Pologne, avec sa structure agraire particulière, cela suppose le déracinement de plus d'un million d'habitants des campagnes au cours des 5 prochaines années, alors même que la réforme du secteur public et la restructuration de l'appareil industriel jetteront à la rue quelque 250 000 personnes.

Les conséquences sociales de tout cela sont difficilement prévisibles dans un pays qui a connu au cours des 10 dernières années une diminution de 50 % du pouvoir d'achat à la campagne et un taux de pauvreté, toujours à la campagne, porté à 29,9 % alors que la moyenne nationale est de 16,5 % (11).

Pourtant, la Commission considère que les aides liées à la PAC sont incompatibles avec la nécessaire restructuration de la campagne polonaise. Au comble du cynisme, le commissaire Fishler a déclaré le 10 janvier à Berlin que « le changement structurel dans les pays candidats prendra du temps et que nous devons prendre en compte le débat très controversé concernant les paiements directs. Qu'arriverait-il si on appliquait pleinement ce dispositif dès l'adhésion ? D'abord ce serait un encouragement à maintenir les structures actuelles et, ensuite, nous courrons le risque de révoltes sociales parce que, tout d'un coup, les paysans gagneraient plus que les autres travailleurs dans une même région » (12).

Cela résume la philosophie de la proposition de la Commission en ce qui concerne les aides agricoles dans le cadre du paquet financier pour achever les négociations sur l'élargissement, présentée le 30 janvier. Les aides directes seraient étendues aux paysans des PECO dès leur adhésion, mais avec une longue période transitoire, ce qui conduira à leur réduction au niveau du quart de celles reçues par les paysans de l'UE en 2004, de 30 % en 2005 et de 35 % en 2006, sur la base d'un système d'attribution également distinct, qui ne serait pas basé sur la production ni sur le nombre de têtes de bétail. A partir de 2006 la proportion des aides directes devrait être croissante jusqu'à atteindre, en 2013, le même niveau que celui des quinze États membres. Néanmoins, comme l'a signalé Fishler, cette égalisation se réfère aux proportions et non aux montants absolus, car il s'attend à ce que d'ici 2013 la PAC soit radicalement réformée dans tous les cas de figure. Il s'agit d'une réforme qui impliquerait la réduction draconienne des aides directes pour tous les paysans de l'Union et leur remplacement par des fonds de développement rural dont l'objectif sera de maintenir le niveau de vie de manière à éviter le dépeuplement des zones rurales, mais non d'inciter à l'actuelle surproduction agricole à des prix subventionnés par l'UE.

D'après *The Economist*, « conformément aux plans actuels, la PAC ne s'appliquera pas pleinement à l'Europe centrale parce que, à en croire les eurocrates, cela supposerait la banqueroute du système et que, par ailleurs, ce n'est pas nécessaire parce que les prix des aliments en Pologne connaîtront une hausse

11. Gertruda Uscinka, "The social security system in Poland", numéro spécial sur la sécurité sociale dans les PECO de la *Belgian Review of Social Security*, vol. 43, 2001, p. 224-225.

12. *Enlargement Weekly*, 14 janvier 2002, "Fishler goes further on agriculture thinking", (<http://europa.eu.int/comm/enlargement/docs/newsletter>)

après l'adhésion » (13). Or les mêmes eurocrates affirment dans leurs publications que « des augmentations significatives de prix après l'adhésion ne pourront concerner que la viande de bœuf, le sucre, le lait (et des dérivés comme le beurre ou le lait en poudre) et des céréales de consommation courante (maïs, seigle et orge)... Les simulations font apparaître que, compte tenu de ces facteurs, l'impact sur les prix agricoles de l'introduction de la PAC dans les PECO sera faible ou modéré. Tout semble indiquer que les développements à venir de la production dans les PECO, et les conflits éventuels liés aux limites imposées par l'OMC après l'adhésion, seront davantage dominés par des progrès en termes de productivité que par l'introduction de la PAC elle-même » (14).

Sombres perspectives pour les PECO

« L'UE paraît nous dire que nous aurons les mêmes obligations que les États membres, mais pas les mêmes droits » a reconnu Pawel Samecki, l'un des négociateurs polonais (15). Le 22 mai, les dix candidats prévus pour l'élargissement de 2004 se sont réunis en Pologne, à Varsovie, pour exiger ensemble plus d'argent et une application pleine de la PAC et des aides structurelles aux PECO, avec une phase transitoire qui n'irait pas au delà de 2006. Ils réclament également la garantie que les aides financières de l'UE aux PECO seront au moins égales ou supérieures en 2005 à celles reçues avant l'élargissement.

La résistance de l'Allemagne, des Pays-Bas et de la Suède envers toutes les aides directes qui pourraient mettre en cause la réforme radicale de la PAC qu'ils proposent ne peut être dépassée actuellement. Mais lors du Conseil européen de Séville un accord provisoire a été trouvé pour considérer que si l'Agenda 2000 ne prévoit pas d'aides directes à l'agriculture, ces dernières feraient partie d'un trésor qui devrait servir à tous les États membres après l'élargissement.

Il faut ajouter à ce scénario la réduction des aides de l'État et la restructuration de la

sidérurgie, repoussée jusqu'ici dans la majorité des PECO. Ou encore le déficit budgétaire alarmant de la Pologne et la crise fiscale que cela a provoqué, ainsi qu'une crise grave de surproduction agricole en 2001 et lors de la prochaine récolte d'automne, que l'État ne sera pas capable d'acheter aux prix négociés. Et l'absence d'un système de protection sociale dans les PECO quelque peu comparable avec ceux de l'UE. Karol Modzelewski avait déjà attiré l'attention en 1995 sur les conséquences négatives de l'élargissement (16). La seule soupape de sécurité prévue est l'émigration de 900 000 personnes des PECO vers l'Europe occidentale dans les cinq premières années après l'adhésion.

Mais les cartes sont déjà distribuées et, malgré l'âpreté des négociations en 2002, les gouvernements des PECO, quelle que soit leur couleur politique, céderont l'un après l'autre dans la phase finale. Ils sont en effet convaincus que le refus d'adhérer dans le premier groupe aurait des conséquences électorales bien plus dangereuses pour leur avenir politique qu'une mauvaise négocia-

tion. Il ne reste plus qu'à se consoler en considérant, qu'après l'adhésion, ils disposeront au sein du Conseil de l'Europe d'un nombre de voix considérables — à condition que soit ratifié le Traité de Nice après le deuxième référendum en Irlande ou que les États membres trouvent une solution pour ignorer la volonté démocratique du peuple irlandais — et qu'ils pourront participer de plein droit aux prochaines négociations sur le budget communautaire.

Mais les règles du jeu sont sur le point de changer dans le débat sur l'avenir de l'Union européenne. Le directoire des grandes puissances (France, Allemagne et Royaume-Uni) n'est pas prêt à d'interminables négociations et marchandages au sein de l'UE élargie. Et nombre de pimpants citoyens de l'UE en Europe centrale et orientale peuvent finir, comme l'a dit Marx (Groucho) par « passer, grâce à leurs propres efforts, de la plus épouvantable pauvreté à la plus totale misère ».

30 juin 2002

Après Séville, bilan rapide du "semestre espagnol"

Par
Josep Maria Antentas*

1. Séville et la Grève Générale : le clou du semestre européen

Les mobilisations à Séville les 21 et 22 juin à l'occasion du Sommet des Chefs d'État de l'Union européenne (UE) et la Grève Générale du 20 juin couronnent l'ample cycle de mobilisations de la présidence espagnole de l'UE. Séville et la grève générale ont été le clou de plusieurs mois de mobilisations importantes. Les actions du contre-sommet de Séville ont été organisées dans le cadre du Forum Social de Séville, un cadre unitaire qui rassemblait un large éventail de l'ensemble de la gauche sévillaine : les réseaux et organisations du mouvement "anti-mondialisation", la gauche syndicale, comme la Confédération générale du travail (CGT, issue de la tradition de la CNT anarchiste) ou des secteurs des Commissions ouvrières (CCOO), ainsi qu'une multitude de groupes différents... Les grands syndicats et

les partis de la gauche parlementaire ont aussi participé dans ce cadre unitaire, mais avec un rôle secondaire.

Les actions les plus significatives ont été : — une journée d'actions décentralisées le 21 juin à l'image de celle qui avait été organisée à Barcelone le 15 mars, avec un bilan plutôt pauvre ;

— un contre-sommet divisé en différents axes thématiques, avec un bon bilan global ; — la manifestation unitaire du samedi 22, avec la participation de 100 000 personnes. Autour des activités du sommet, 500 "sans-papiers" ont occupé l'Université de Séville, avec un fort impact politique et social. En solidarité avec eux, le samedi 21 fut aussi organisée une occupation de l'église San Salvador, au centre de la ville, avec la participation de plus d'une centaine de personnes, en majorité des jeunes venus de tout l'État espagnol, de la France et de l'Italie.

* Josep Maria Antentas est membre de Espacio Alternativo et de la Campagne contre l'Europe du Capital

13. *The Economist*, "Looking west, looking east", 25 octobre 2001.

14. "The economic impact of enlargement", op. cit., p. 57.

15. *The Economist*, "Looking west, looking east", 25 octobre 2001 et Michael Mann, "EU candidates may wait years for subsidies", *Financial Times*, 8 janvier 2002.

16. Cité par Catherine Samary dans son intéressant article "L'élargissement à l'Est : quelles alternatives à gauche ?", *Inprecor* n° 452 de novembre 2000.

Union européenne

Les journées de Séville ont été précédées par l'appel des syndicats à la grève générale du 20 juin contre la réforme de l'allocation-chômage décrétée par le gouvernement Aznar (1). Son succès a été évident : les secteurs clefs du pays ont été paralysés et près de deux millions de personnes ont pris les rues dans des manifestations qui ont eu lieu dans tout le pays, dont certaines comme celles de Madrid où Barcelone étaient vraiment massives. Le mouvement "antimondialisation" a soutenu la grève, avec ses propres mots d'ordre et revendications. Bien que leur visibilité pendant la grève ait été plus réduite, les différents réseaux et organisations du mouvement, y compris les secteurs combattifs du mouvement syndical et aussi quelques réseaux animés par la jeunesse, ont participé aux piquets et aux manifestations.

Le semestre européen étant déjà fini, c'est le moment d'en faire un premier bilan d'urgence et de dessiner les perspectives du mouvement "antimondialisation" et des luttes sociales dans l'état espagnol.

2. La dynamique du semestre européen

La présidence espagnole de l'UE, comme nous l'avons déjà signalé dans un article précédent (2), est arrivée dans un contexte marqué par la montée des luttes sociales contre le gouvernement du Parti populaire (PP, conservateur) et par le développement considérable, même si partiel, du mouvement "antimondialisation" à travers l'État espagnol. À la veille de la présidence européenne il était déjà évident que la démobiliation sociale générale (le mouvement des squatters étant l'exception), qui avait marquée la première étape du gouvernement du PP, touchait à son terme.

Aznar avait conçu les activités de la présidence espagnole de l'Union de manière très décentralisée, avec une multitude de réunions, séminaires et sommets officiels

dans la plupart des grandes villes de l'État espagnol. Cela a conditionné dès le début la préparation des mobilisations du semestre, qui ont pris un caractère tout aussi décentralisé et local, favorisé par la structure politique même de l'État espagnol et la grande diversité de ses réalités nationales et régionales, comme par la structuration des mouvements sociaux. La campagne contre l'Europe du capital et contre la guerre — organisée officiellement fin novembre 2001,



Madrid, 20 juin 2002

au cours d'une réunion de coordination éditoriale, à Saragosse, qui fut chaotique et à la limite de l'échec — s'est convertie, en pratique, en un parapluie très flexible sous lequel se sont organisées des campagnes locales dans les villes où il y avait des événements officiels de la présidence (Barcelone, Saragosse, Oviedo, Valence, Madrid, Séville...). Parmi les nombreux rendez-vous du semestre, Barcelone et Séville sont devenus les deux priorités centrales.

Dans chacune des grandes villes où il y avait des mobilisations se sont constituées des campagnes unitaires à partir d'une large convergence d'organisations, réseaux et mouvements (Campagne contre l'Europe du capital à Barcelone, le Foro Transatlantique à Madrid, le Forum Social à Séville...). Elles occupaient un éventail politique et social très large :

— les principaux réseaux du mouvement "antimondialisation", comme la Red

Ciudadana para la Abolición de la Deuda Externa (RCADE, Réseau citoyen pour l'abolition de la dette extérieure), les militants et les collectifs autour du Mouvement de Résistance Globale (MRG) de Barcelone, ATTAC, Indymedia, les collectifs locaux "antimondialisation", etc. ;

— la gauche syndicale, dont la CGT, plusieurs intersyndicales et des structures du secteur critique de CCOO ;

— les organisations politiques, comme Espacio Alternativo ou le courant Rojos (3) de la Gauche unie (IU) ;

— enfin, un large ensemble de mouvement sociaux de natures différentes.

Dans l'ensemble la participation d'IU, de CCOO et de l'UGT dans ces cadres unitaires a été très faible, même si l'on notait des exceptions ici ou là. À Barcelone, l'organisation catalane d'IU, EUiA, et CCOO et UGT n'ont pas participé à la campagne unitaire et ils ont impulsé un cadre parallèle, le Forum Social de Barcelone, avec le but de concurrencer celle-ci. À Séville, au contraire, comme nous l'avons déjà signalé, les syndicats et IU ont participé au cadre unitaire, même si la participation des premiers a été secondaire.

Le semestre de la présidence espagnole de l'UE a, en termes généraux, permis la consolidation et le renforcement du mouvement "antimondialisation", malgré la permanence de quelques

faiblesses importantes, et a démontré sa capacité de mobilisation. Les mobilisations contre la mondialisation ont été accompagnées d'une réactivation des luttes sociales, comme en témoignent le succès de la manifestation de 200 000 personnes contre le Plan hydrologique national (PHN) à Barcelone le 10 mars, les mobilisations des "sans-papiers" ou les luttes syndicales dans les entreprises menacées de fermeture, comme Lear ou Fontaneda.

En termes politiques, le changement le plus significatif dans la dynamique des luttes sociales pendant ce "semestre européen" fut l'entrée en scène des grands syndicats, avec l'appel à la grève générale le 20 juin contre le décret-loi de réforme du système de l'allocation-chômage. Après une longue période de stratégie démobilitatrice, de défense de la "concertation sociale", et

1. cf. l'article de Javier Navascués dans ce numéro d'*Inprecor*, en p. 18.

2. cf. Josep Maria Antentas, "Barcelone contre l'Europe du Capital" dans *Inprecor* n° 468/469, mars-avril 2002.

3. Le courant "Rojos" regroupe au sein de la Gauche unie (Izquierda unida, IU) les militants qui avaient présenté lors de la VI^e Assemblée en octobre 2000 un "Document alternatif : pour la relance d'IU à gauche", obtenant 27,6 % des voix, ainsi que la candidature d'Angeles Maestro au poste de coordinateur général d'IU. Les militants du PCE (majoritaires au sein de "Rojos") ont également constitué une plate-forme d'opinion lors du récent XVI^e congrès de ce parti. Voir la tribune libre d'Angeles Maestro dans *Inprecor* n° 470/471 de mai-juin 2002.

après avoir eu un rôle secondaire dans une grande partie des luttes récentes, les grandes confédérations ont été obligées d'appeler à la grève générale pour des raisons très diverses : l'autoritarisme du gouvernement, la montée du malaise social cumulé, et surtout la pression du nouveau contexte de montée des luttes et l'élan du mouvement "antimondialisation", après son succès du 16 mars à Barcelone. L'évolution de la situation politique italienne, dont il est difficile de nier les parallélismes avec la situation espagnole, a également pesé sur les directions des CCOO et de l'UGT.

En ce qui concerne le mouvement "antimondialisation", le bilan global du semestre, malgré la diversité de situations, est très positif, surtout en ce qui concerne la capacité de mobilisation acquise. La réussite des principales manifestations parle d'elle-même : 300 000 à Barcelone, 40 000 à Valence, 50 000 à Madrid, et presque 100 000 à Séville. Le semestre européen a montré l'enracinement social croissant du mouvement "antimondialisation" dans l'ensemble du territoire et une progression évidente depuis la campagne précédente contre la Banque Mondiale, en juin 2001. Les mobilisations ont eu, en plus, un caractère très local, la grande majorité des manifestants venant de la ville où de la région où était organisé le contre-sommet.

En termes organisationnels, cependant, le bilan, même s'il est positif, doit être plus nuancé.

En premier lieu, si la création de larges convergences stratégiques est évidente et positive, les difficultés et les tensions politiques dans les espaces unitaires, telle la campagne contre l'Europe du capital de Barcelone, sont importantes. Le degré de réflexion stratégique au sein du mouvement reste bas, comme les échanges entre ses différentes composantes, et la cohésion du mouvement est précaire et difficile à gérer.

En second lieu, le contraste est choquant entre la capacité de mobilisation du mouvement et sa faiblesse organisationnelle. Malgré l'explosion de la participation au cours de ces deux dernières années, grâce à l'émergence d'une nouvelle génération militante dynamique et à la remobilisation des couches des générations précédentes qui retournent à l'activité attirées par les nouvelles perspectives de lutte, dans l'ensemble les couches militantes sont encore étroites. En même temps, comme dans les autres pays, il y a une difficulté importante à maintenir l'élan du mouvement après les mobilisations des contre-sommets et aussi à offrir un espace de participation approprié pour beaucoup de ceux qui se rapprochent du mouvement

avec la volonté d'y participer et de collaborer. Dans quelques cas, comme à Barcelone, il y a des expériences intéressantes, telles que la constitution de plates-formes "antimondialisation" dans chaque quartier, avec une activité importante.

En troisième lieu, l'articulation avec les luttes existantes de ces derniers mois (étudiants, immigrés, plan hydrologique...) et leur visibilité dans les mobilisations du semestre européen est améliorable, même

sommets, à travers des campagnes et des initiatives propres, contre la politique du PP et contre la mondialisation capitaliste. Dans les différents contre-sommets de ce semestre, plusieurs propositions ont été avancées, et certaines, comme la proposition d'une Charte pour les Droits Sociaux, ou les campagnes contre les multinationales (la suite de l'action de la "chasse aux lobbies" du 15 mars à Barcelone), pourraient peut-être devenir des initiatives de travail pour l'avenir.



L'avenir européen : « Fille ou garçon ? » « Immigré ! »

s'il y a eu dans ce domaine des événements très positifs, comme la manifestation contre le PHN du 10 mars à Barcelone, une semaine avant le sommet européen, ou l'occupation de l'Université de Séville par 500 "sans-papiers" les jours précédant le sommet.

3. Quelques perspectives pour l'avenir

Le succès des mobilisations pendant la présidence européenne et celui de la grève générale marqueront, sans doute, le début d'une nouvelle étape des luttes sociales en Espagne.

La présidence espagnole de l'UE clôt une étape du parcours du mouvement "antimondialisation" espagnol, dans lequel son développement rapide était largement dû à l'enchaînement serré des sommets officiels organisés en Espagne (BM, UE...). Au cours de la prochaine période, la stimulation des contre-sommets sera plus faible et il n'y a aucun événement officiel dans l'avenir immédiat. Le mouvement devra donc trouver d'autres voies. D'un côté, il y a quelques rendez-vous internationaux qui devraient être importants pour le mouvement "antimondialisation", dont le Forum Social européen de Florence en novembre et le sommet du G8 en France, en juin 2003. De l'autre côté, le mouvement devra chercher d'autres voies de mobilisation, au-delà des contre-

En même temps, une partie du mouvement "antimondialisation" espagnol est engagée dans la promotion du projet de la "Consultation Sociale Européenne", inspiré de la Consultation sur la dette organisé par la RCADE le 12 mars 2000, et qui est une bonne initiative d'articulation locale du mouvement "antimondialisation".

Le succès de la grève générale ouvre de nouvelles perspectives d'intensification des luttes sociales contre le gouvernement Aznar, encouragées par son attitude intransigeante. Le mouvement "antimondialisation" devra être présent dans toutes ces luttes, pour favoriser le développement d'une perspective de contestation globale en leur sein et leur articulation avec les initiatives unitaires "antimondialisation". L'entrée des syndicats dans la lutte, si elle est positive, risque aussi de rendre moins visible l'ensemble du mouvement "antimondialisation", qui aura besoin de se chercher des voies d'expression dans ce nouveau contexte.

Sa massification et l'entrée en scène des syndicats ouvrent de nouvelles opportunités et dressent de nouveaux défis pour les résistances à la mondialisation capitaliste. Imagination et capacité de compréhension d'une réalité qui change très vite seront deux éléments clefs pour l'avenir.

Succès de la grève générale

Par
Javier Navascués*

Tout semble confirmer que la participation des salariés de l'État espagnol à la grève générale du 20 juin dernier fut plus importante que lors de n'importe quelle grève générales ayant eu lieu depuis la fin de la dictature de Franco. La grève fut particulièrement suivie dans les secteurs du bâtiment, de l'industrie, de l'agriculture, du transport et de l'enseignement. Du point de vue géographique, ce sont — dans l'ordre de participation à la grève — les communautés autonomes des Asturies, de l'Andalousie (1), de l'Estramadure et de la Catalogne qui furent en pointe.

Néanmoins ce fut aussi l'une des grèves les moins "visibles", du fait du choix du gouvernement et des importants moyens de communication qu'il contrôle, de l'occulter. Pour cela le gouvernement n'a pas hésité à mentir (2) au sujet de la participation, mais surtout il a utilisé tout le pouvoir dont il dispose pour réduire les effets de l'impact citoyen de la grève en imposant les services minimum dans les transports et dans les communications qui ont assuré une apparence de quasi-normalité. Normalité apparente, puisque nombre de moyens de transport circulaient, bien que presque vides, et que les télévisions émettaient des programmes préenregistrés au nom de l'argument de la défense « *du droit essentiel à l'information* ».

Les grévistes étaient conscients de cette stratégie gouvernementale en vue d'obscurcir leur grève et ainsi les manifestations convoquées en fin de journée du 20 juin furent non seulement les plus massives en

comparaison avec toutes les grèves générales réalisées dans le passé, mais aussi souvent les plus nombreuses que chacune des villes concernées ait connues. Dans les rues de Barcelone et dans celles de Madrid on compta jusqu'à 500 000 manifestants, chiffres similaires à l'immense mobilisation contre le sommet de l'Union européenne le 16 mars dernier à Barcelone.

Sans nul doute cette riposte révèle que sous une apparence de conformisme de la population salariée, motivée essentiellement par le climat de paix sociale qu'assure l'orientation du syndicalisme majoritaire, existe un profond malaise face à la situation sociale, aux conditions de travail et aux politiques du gouvernement du Parti populaire. Ce malaise a pu s'exprimer au travers de la participation à la grève générale. On a pu voir également que, contrairement à ce qu'a prétendu le gouvernement en justifiant son décret réformant les conditions des chômeurs, les salariés n'ont pas accepté le message de division entre ceux qui ont un emploi et ceux qui n'en n'ont pas. Au contraire, les salariés ont compris que la baisse de la protection légale en cas de licenciement, les réductions des allocations de chômage et l'obligation faite aux chômeurs d'accepter n'importe quel emploi pour pouvoir en bénéficier, représentent des attaques contre les fondements de la législation protégeant le travail contre le capital et est donc une agression contre tous.

Un avant et un après le 20 juin

Un coup d'œil sur la grève générale du 20 juin permet de se rendre compte que si l'initiative était dans les mains des syndicats qui l'ont convoquée, les Commission ouvrières (CCOO) et l'Union générale du travail (UGT), la participation et l'appui des autres forces sociales et politiques de la gauche était très importants, en particulier celui de la campagne contre l'Europe du capital et contre la guerre, qui a soutenu dès le début le principe de la grève générale et à appelé à participer, avec ses propres cortèges, aux manifestations majoritaires du 20 juin à

Séville et à Barcelone. Enfin notons que l'appel séparé des organisations syndicales nationalistes en Euskadi pour une grève générale le 19 juin a conduit à ce que la grève soit moins suivie qu'ailleurs dans la Communauté Autonome Basque, tant le 19 que le 20 juin.

Après la grève, le gouvernement a appelé les syndicats à négocier des amendements au décret qu'il veut maintenant transformer en loi soumise au parlement. Les premières réactions des syndicats furent de rejeter cette procédure qu'ils considèrent comme une tentative de faire passer en douce un décret entièrement rejeté par eux. Les syndicats ont appelé à la poursuite du « *dialogue social* » mais quoiqu'ils semblent accepter de déplacer le terme de la négociation (et du conflit en cas de désaccord) au nom du « *dialogue social* » éthéré, supposé éliminer le conflit, la situation a tant changé entre avant et après le 20 juin qu'il sera fort difficile de revenir à la paix sociale des six années passées du gouvernement du Parti populaire. Le gouvernement ne veut pas céder, considérant qu'il peut bavarder avec les syndicats tout en se réservant le dernier mot en ce qui concerne les lois ; de plus Aznar et le Parti populaire aspirent à prendre la tête de la nouvelle vague conservatrice et pro-patronale en Europe ; enfin les répercussions électorales de la grève générale et du nouveau climat conflictuel tarderont à se vérifier.

Afin de tirer de cette grève générale tous les bénéfices possibles pour les salariés, et pour continuer le processus initié, il faut poursuivre l'orientation de ferme opposition au décret de la réforme du chômage, en liant cette lutte avec le rejet de l'ensemble des politiques antisociales du parti populaire. Il faut approfondir la convergence des acteurs et mouvements sociaux qui se sont d'ores et déjà mobilisés contre les politiques du Parti populaire : les luttes contre la législation anti-immigrés, contre le Plan hydrologique, contre les réformes de l'enseignement, les luttes du mouvement syndical et du mouvement contre la mondialisation capitaliste, en respectant leur autonomie tout en cherchant les additions et non les soustractions. Il faut renforcer la dimension européenne des réponses aux agressions conservatrices, comme cela s'est fait dans cette lutte et dans les mobilisations contre le sommet de l'UE à Séville. En fin de compte, face à l'offensive conservatrice du Parti populaire et des ses alliés européens, peut et doit se lever une puissante dynamique sociale, protagoniste et citoyenne, qui mettra fin au climat de passivité et d'individualisme qui nous avait envahi jusque là. ■

* Javier Navascués est membre de l'aire socio-syndicale de l'Espacio Alternativo.

1. L'Andalousie et l'Estramadure sont directement touchées par les réductions des allocations de chômage des salariés agricoles temporaires.

2. Le 20 juin, à 8 h du matin, le gouvernement a déclaré que la grève n'avait pas lieu et à la fin de la journée il a prétendu qu'elle n'avait été suivie que par 17 % des salariés, alors que les CCOO et l'UGT annonçaient 10 millions de grévistes, soit une participation de 84 %.

Lumières et ombres de la nouvelle gauche

Par
Terry Conway*

L'Alliance Socialiste (1) en Angleterre vient d'obtenir de bons résultats aux élections municipales (2) qui ont eu lieu le 2 mai 2002. Cela fait suite à une conférence syndicale très réussie qui a eu lieu en mars et qui a réuni plus de 1000 militants. Voilà de beaux succès pour une organisation qui n'existe sous sa forme actuelle que depuis à peine plus de deux ans.

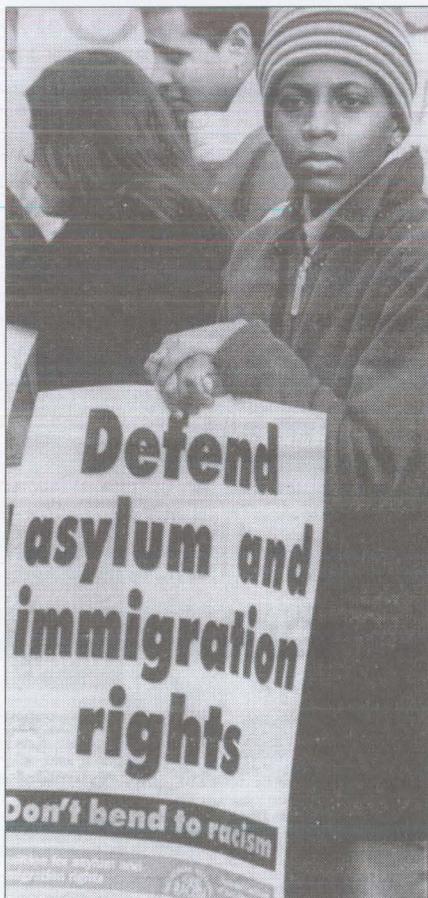
Les nouvelles attaques des travaillistes contre la classe ouvrière se succédant presque chaque jour, l'Alliance Socialiste s'est donné un ambitieux programme d'activités pour cet été et cet automne. Elle organisera une réunion de syndicalistes avant les vacances suivie d'une conférence politique sur l'Europe et l'euro et une conférence, destinée principalement aux jeunes, sur la mondialisation et le nouvel impérialisme. L'organisation continue de faire sentir sa présence dans les mouvements de masse : solidarité avec le peuple palestinien, contre la guerre en Irak ou entre l'Inde et le Pakistan, défense des demandeurs d'asile, etc.

Ses interventions ont lieu non seulement au niveau national, où l'Alliance Socialiste est présente dans les manifestations, participe aux piquets avec des pancartes, des banderoles et des tracts, mais aussi au niveau local. Les camarades tiennent régulièrement des stands dans la rue, mobilisant sur les questions nationales mais aussi se saisissant d'exemples locaux de politique néolibérale comme les privatisations, la mise en vente des HLM ou la fermeture des équipements collectifs. Beaucoup de tracts distribués par des alliances locales après les élections municipales de mai commençaient par la rubrique « *Nous restons ici* ». En effet, le sentiment que les hommes politiques sont des opportunistes qui ne s'adressent à leur électorat que quand ils veulent obtenir leur vote est une des raisons du taux important d'abstentions (40 %) à ces élections. Il est donc crucial pour l'Alliance Socialiste de montrer qu'elle est différente en cela des grands par-

tis traditionnels. Elle doit prouver qu'elle est une organisation qui travaille à construire des structures de base, sur les lieux de travail et dans les cités, pour lutter contre le néolibéralisme et pas seulement une organisation électoraliste.

Montée de l'extrême droite

Ces dernières semaines la réponse du *New Labour* à la montée de l'extrême droite, aussi bien en Grande-Bretagne qu'en Europe, a été de reprendre à son compte leurs mensonges racistes. Le British National Party (BNP), principal parti d'extrême droite



britannique, a réussi à remporter trois sièges au conseil de la ville de Burlney (3), qui était une de leurs cibles pour les élections municipales de Mai. C'est la première fois que les fascistes ont des élus depuis 1993. Ce qui

est clair en Grande-Bretagne, comme en Europe, c'est que le succès de l'extrême droite dépend de deux aspects du programme néolibéral de la social-démocratie : la question de l'immigration et celle des droits sociaux.

Sur la questions des minorités et de l'immigration, le programme du *New Labour* depuis son élection en 1997 a été une suite d'attaques contre les droits des réfugiés et des demandeurs d'asile caractérisée par :

- un nombre croissant de demandeurs d'asile détenus dans des centres de détention ou des prisons ;
- un programme de dispersion des demandeurs d'asile dans des centres d'accueil répartis dans tout le pays. Cela signifie que les gens sont expédiés dans des endroits où ils ne peuvent trouver ni soutien des services municipaux, ni appui de leur propre communauté ;
- le remplacement de l'allocation versée chaque semaine aux demandeurs d'asile attendant l'examen de leur dossier par des bons pour acheter vêtements, nourriture et autres choses, dans des magasins sélectionnés. Cela les empêche de choisir leurs maga-

* Terry Conway, rédactrice du mensuel *Socialist Outlook*, est membre de la direction d'*International Socialist Group* (ISG, section britannique de la IV^e Internationale). ISG est une des organisations qui avaient pris part à la fondation de l'Alliance Socialiste.

1. L'Alliance Socialiste regroupe des membres individuels et plusieurs organisations d'extrême gauche, dont le *Socialist Worker's Party* (SWP), l'*International Socialist Group* (ISG), *Worker's Power*, *Worker's Liberty*, le *Communist Party of Great Britain* (CPGB) et l'*Independent Labour Network* (ILN). Le *Socialist Party* (ex-*Militant Tendency* dans le parti travailliste), qui fut à l'origine de l'Alliance, a connu ces dernières années un tournant d'auto-affirmation et a fini par quitter l'Alliance en décembre 2001.

2. Ce scrutin, auquel est appelé près de la moitié du corps électoral, soit environ 20 millions de personnes, permet d'élire 60 000 conseillers de ville. L'Alliance Socialiste présentait 209 candidats et a obtenu une moyenne de 5,8 % des suffrages exprimés. Cf. aussi l'encadré en p.20.

3. Ville défavorisée du nord de l'Angleterre ayant une importante minorité d'origine asiatique. Elle a connu l'été 2001 de violentes émeutes raciales.

sins, leur ôte la possibilité d'acheter la nourriture correspondant à leurs habitudes alimentaires et conduit à les démarquer du reste de la population. Suite à une campagne de masse menée par les organisations antiracistes et soutenue par de nombreux syndicats, les bons d'achat ont été retirés. Cependant les demandeurs d'asile sont encore supposés vivre avec 70 % de ce qui est attribué aux autres demandeurs sociaux et le droit de travailler leur est refusé.

Aujourd'hui le gouvernement rajoute une série d'attaques à ces indignités. Parmi les mesures actuellement discutées au Parlement, en plus de l'augmentation du nombre de détentions, il y a :

— l'interdiction d'accès pour les enfants des nouveaux demandeurs d'asile aux écoles publiques et la décision de leur fournir une éducation dans les centres de détention ;

— l'utilisation de l'Armée de l'air pour augmenter les expulsions et de la Marine pour contrôler la Méditerranée ;

— la dispersion des enfants et des jeunes qui sont arrivés seuls dans le pays dans des endroits où ils risquent bien d'être les seuls à parler leur langue ;

— la réintroduction de la détestée « *liste blanche* » des pays déclarés comme « *sûrs* ». Des milliers de demandeurs d'asiles provenant de ces pays pourraient y être reconduits quelques jours après leur arrivée en Grande-Bretagne sans pouvoir déposer de recours. Cette « *liste blanche* » instituée par les conservateurs était combattue par les travaillistes quand ils étaient dans l'opposition ;

— l'abandon du droit de faire appel en Grande-Bretagne pour ceux qui essaient un refus du droit d'asile. Ceci risque d'entraîner des milliers d'expulsions (4). Ils seront expulsés soit vers leur pays d'origine, soit vers un « *pays sûr* » traversé pendant leur voyage. Comme il n'y a pas d'accord avec d'autres pays européens cela risque d'entraîner leur renvoi dans des zones de guerre où dans des endroits où ils ont connu la torture ou le viol.

Tout en mettant en place ces mesures réactionnaires, des dirigeants travaillistes ont également repris le langage de l'extrême droite pour susciter des réactions racistes. L'exemple le plus connu est celui du ministre de l'intérieur, David Blunkett, qui a défendu

4. Trois quarts des demandes d'asiles sont déboutées en Grande-Bretagne.

5. Le Conseil du Grand Londres (GLC), créé en 1964, était dirigé par Ken Livingstone, avait de grands pouvoirs et était une place forte de résistance à la politique de Thatcher. Elle le supprima en 1985. Il fut rétabli en 1998 par les Travaillistes au pouvoir sous la forme du GLA (Greater London Authority). Il comprend une Assemblée et un maire élu.

Résultats de l'extrême gauche aux municipales en Angleterre

Aux élections municipales du 2 mai concernant le renouvellement de 60 000 conseillers par la moitié du corps électoral, l'Alliance Socialiste (AS) a présenté 209 candidats — auxquels il faut ajouter les 30 réservés par accord au *Socialist Party* (SP) avant son départ du cadre unitaire de l'AS. L'abstention fut particulièrement importante lors de ces élections.

En pratique, là où ils étaient présents, les candidats recueillent entre 5 et 10 % des suffrages exprimés. Si la plupart obtiennent des scores modestes, des percées significatives de 20 à 50 % ont été enregistrées dans de nombreuses circonscriptions électorales.

Le SP, qui seul avait des candidats sortants, perd deux sièges et en conserve deux à Coventry, avec 52,8 % pour Dave Nellist, et à Lewisham. Il obtient encore 20 à 30 % dans trois autres localités. Mais il manifeste sa déception pour ses autres résultats, qui restent dans la fourchette de ceux de l'AS, en déclarant par la voix de Hannah Sell : « *Ces votes ne reflètent pas le soutien enthousiaste que nous avons reçu de milliers de gens dans le porte-à-porte. Une bien meilleure expression de leur soutien est reflétée par le nombre écrasant de journaux que nous avons vendus durant ces élections* ».

L'AS a obtenu les meilleurs résultats enregistrés jusqu'à ce jour même en tenant compte du bas taux de participation. Dans quelques sections électorales, dont Hackney, Wigan et Walsall, ils dépassent 20 % en doublant le nombre de voix par rapport aux élections générales de l'an dernier, voire en les triplant à Wigan, au nord-ouest de l'Angleterre, où Barry Conway obtient 21,4 % avec 326 suffrages exprimés.

Dans le Grand Londres, pour 88 sièges en jeu, la moyenne est de 7,5 %, soit le double du résultat obtenu lors des élections de l'Assemblée de Londres. Fait significatif, l'AS passe devant les candidats des Tories (conservateurs) dans 10 des 13 sections électorales où elle se présentait, en recueillant de 9,2 à 20,8 %. Paul Foot recueille 20,8 % à Clissold avec 487 voix, suivi par Polly Matcham à Hacney Downs à 19,1 % avec 356 voix, puis par Richard Peacock à Leabridge à 16,3 % avec 327 voix.

sa proposition de ségrégation des enfants des demandeurs d'asile dans des centres de détention en disant que ceux-ci « *envahissent* » les écoles locales. Non seulement il s'agit d'une description inexacte et réactionnaire de la réalité des choses, mais il faut savoir que le discours politique raciste britannique le plus célèbre du XX^{ème} siècle, prononcé en 1968 par le dirigeant d'extrême droite Enoch Powell et connu comme le discours des « *rivières de sang* », utilisait déjà ce terme « *d'invasion* ». Malgré un immense tollé, venant non seulement de la gauche mais aussi de nombreuses personnalités libérales, Blunkett a refusé de faire marche arrière. On ne s'étonnera donc pas que Le Pen puisse dire que sa politique n'est guère différente de celle de Tony Blair !

Mais la montée de l'extrême droite en Grande-Bretagne n'est pas seulement le résultat de l'encouragement des travaillistes aux idées réactionnaires sur l'immigration et les races. Elle vient aussi de leur échec à satisfaire les aspirations de ceux qui ont voté en 1997 pour se débarrasser des conservateurs détestés. Tony Blair continue à claironner le fait que, sous son gouvernement, la Grande-Bretagne dispose des lois les plus contraignantes pour les syndicats. La flexibilité au travail signifie de bas salaires et l'insécurité du travail pour ceux qui en ont un. Le chômage et le sous-emploi continuent à progresser même si cela n'est pas reflété par les chiffres officiels. Des règlements draconiens introduits par ce gouvernement font qu'un nombre croissant de gens ne peuvent plus prétendre à aucune allocation et sont

considérés comme une sous-classe.

La principale raison pour laquelle les gens ont voté travailliste en si grand nombre en 1997 et leur ont encore accordé le bénéfice du doute en 2001, c'était l'espérance de voir une amélioration dans les services publics qui avaient été mis en pièces par dix-huit longues années de gouvernement conservateur. Sur cette question aussi, ce qui est arrivé en Grande-Bretagne reflète ce qui est arrivé ailleurs en Europe avec d'autres gouvernements sociaux-démocrates. La continuation et l'accélération des privatisations et de la déréglementation a accru les profits du secteur privé et a continué à saper les services publics de qualité dont a besoin la classe ouvrière. Le néolibéralisme a pour conséquence une dégradation du tissu social, particulièrement dans les zones de chômage et les bas salaires. Toute espérance est perdue. Les responsables politiques du centre — c'est-à-dire principalement ceux du *New Labour* — n'ont aucune réponse à apporter au désespoir profond que leur propre politique a engendré. Le pays est maintenant mûr pour la droite extrême et c'est bien sûr un défi pour la nouvelle gauche qui seule a les capacités d'apporter une alternative à la fois à la droite et au centre.

L'émergence de l'Alliance Socialiste.

L'Alliance Socialiste a livré une bataille importante en mai 2000 pour les élections du Nouveau Conseil du Grand Londres (GLA) (5). Il régnait à cette époque une grande agitation politique. Trois ans après l'élec-

tion du *New Labour*, Tony Blair, en truquant les votes du parti de manière scandaleuse, refusa d'adouer Ken Livingstone, un non-conformiste de la gauche du parti travailliste, comme candidat à la mairie de Londres. Livingstone se présenta malgré tout comme un indépendant et remporta une retentissante victoire (53 %) contre les conservateurs et le poulain néolibéral de Blair estampillé « *New Labour* ». Il ne présenta cependant aucun candidat pour l'Assemblée sans beaucoup de pouvoirs du GLA (6). L'Alliance Socialiste présenta des candidats à l'Assemblée ainsi que dans les 35 arrondissements (borough). Les résultats furent honorables car ils capitalisaient la colère contre les manœuvres de Blair à l'encontre de Livingstone et la désillusion croissante vis-à-vis des promesses non tenues des travaillistes.

Cette campagne a coïncidé avec la décision du *Socialist Worker's Party* (SWP), la plus grosse organisation d'extrême gauche en Grande-Bretagne, de s'investir sérieusement dans l'Alliance Socialiste. Cela représentait un grand virage pour le SWP qui, pendant plus de quinze ans, a mené une politique isolée du reste de la gauche en ce qui concerne les campagnes ou les alliances de long terme. Cette attitude lui a valu par le passé beaucoup de méfiance du reste de la gauche, alignée ou pas sur le parti travailliste. Malgré tout, l'implication du SWP, qui coïncidait avec l'approfondissement de la crise du *New Labour* autour de l'affaire Livingstone, a été clairement positive.

En juin 2001, l'Alliance présenta 200 candidats aux élections législatives. Cela constituait pour elle un défi plus sérieux que pour les élections au GLA car il s'agissait là de s'organiser à l'échelle du pays. C'est alors que des tensions apparurent au sein de l'Alliance Socialiste. Avant l'élection du GLA, le *Socialist Party* (SP) était la plus grosse organisation d'extrême gauche au sein de l'Alliance. L'entrée du SWP leur posa un problème, surtout à un moment où leur propre

organisation internationale, le CWI (Comité pour une Internationale des Travailleurs), était en plein remous. En effet, la majorité de leurs camarades écossais ont quitté le CWI à cause de désaccords à la fois sur le fonctionnement interne et sur l'orientation du *Scottish Socialist Party*. Le *Socialist Party* acceptait donc très mal l'entrée du SWP dans l'Alliance qu'il considérait comme sa chasse gardée. Le *Socialist Party* demanda qu'on lui attribue des circonscriptions qui seraient ses fiefs c'est-à-dire où il aurait ses candidats et où il déterminerait lui-même la campagne à mener. Bien que personne ne soit d'accord avec cette demande, qui privait de leurs droits tous les sympathisants de l'Alliance dans ces circonscriptions, il fut décidé malgré tout de l'accepter afin d'éviter son départ. A cette époque l'Alliance était encore faible, elle ne s'était jamais présentée aux législatives et n'aurait pas été capable de survivre à une scission. L'élection législative a malgré tout permis à l'Alliance de se présenter comme une organisation nationale et elle y gagna un nombre significatif de nouveaux adhérents, certains venant du Labour pour la rejoindre. Parmi ceux-ci, des anciens conseillers municipaux, d'anciens militants de nombreuses régions et une ancienne membre du comité directeur, Liz Davies, qui préside aujourd'hui l'Alliance Socialiste. Au-delà des résultats, qui n'avaient rien de spectaculaire, cet apport fut le véritable point positif de la campagne électorale.

Débats d'orientation avec le SWP

L'Alliance a connu quelques difficultés après les élections. La trêve avec le *Socialist Party*, nécessaire pour permettre de finir la campagne et faire apparaître une force nationale, ne pouvait durer. Elle faisait obstacle maintenant à un réel développement de l'Alliance. De plus, ses statuts constitutifs étaient à revoir. Ils avaient été écrits à une époque où elle était plus petite et plus souple et où l'espace ouvert à la gauche du *New Labour* était moins grand. Ainsi fut-il décidé d'organiser une conférence constitutionnelle en décembre 2001. Pendant que la préparation de cet événement occupait beaucoup d'énergie, les choses ne se passaient pas très bien sur le terrain. Les groupes locaux connaissaient des difficultés dus à l'épuise-



ment post-électoral. C'est alors qu'à la fin de l'été, au moment où les discussions s'engageaient sur les activités à mener, l'Alliance Socialiste dut prendre position sur l'attentat du 11 septembre et l'entrée en guerre des impérialismes US et britannique.

Le problème de l'Alliance n'était pas seulement de répondre aux énormes problèmes posés par les récents développements de la politique mondiale : il y avait des désaccords internes sur le rôle qu'elle devait jouer dans le mouvement anti-guerre naissant. A la suite des attaques contre le *World Trade Center*, le SWP contacta immédiatement des responsables en vue du mouvement pour la paix et à la gauche du Labour pour organiser une grande manifestation contre la menace de guerre. Ils le firent en leur propre nom et n'invitèrent pas l'Alliance Socialiste en tant que telle à participer à cette démarche même si, en fin de compte et après quelques débats houleux à l'intérieur de l'Alliance, l'Alliance eut droit à un orateur à la tribune.

Cela reflète une difficulté qui existait avant le 11 septembre mais que cet événement a mis brutalement en avant. Le SWP comprenait le potentiel de l'Alliance Socialiste comme force électorale profitant de l'espace qui s'ouvre à la gauche du *New Labour* mais voulait justement la restreindre à ce terrain électoral. Il était juste de penser que le mouvement anti-guerre devait se construire avec des forces plus larges que celles qui ont été gagnées par l'Alliance. On peut d'ailleurs en dire autant des autres fronts unis dans lesquels le SWP s'est investi de plus en plus pendant cette période, comme la Campagne en défense des demandeurs d'asile, la Campagne en défen-

6. Les attributions du nouveau maire de Londres ont été considérablement réduites : si les borough gardent des marges de manœuvre et surtout des ressources fiscales propres, le GLA en est dépourvu et dépend de l'État pour ses dépenses.



Grande-Bretagne

se des logements sociaux et aussi, bien sûr, comme le mouvement anti-mondialisation qui est au centre du tournant effectué par le SWP. Par ailleurs, le déclin brusque de la gauche du Labour ainsi que du toujours faible Parti Communiste de Grande-Bretagne signifiait que l'extrême gauche, et particulièrement sa composante principale, le SWP, était en position de jouer un rôle beaucoup plus important que ces dernières années.

Le SWP dut apprendre de nouvelles méthodes de travail à ses militants. En effet, depuis les années 1980 jusqu'à la fin du siècle, l'organisation s'est construite autour de la vente du journal et par de la propagande, sans investissement dans les mouvements de masse. Ses militants, à l'exception d'un petit nombre de cadres qui étaient restés impliqués dans le travail de masse suite à la période précédente, n'avaient pas de réelle

investissement dans l'Alliance, laissant certains groupes locaux seuls dans la bataille. Il y eut aussi des désaccords au sein de l'Alliance quand deux petits groupes en faisant partie critiquèrent la coalition contre la guerre comme ne s'opposant pas assez au fondamentalisme musulman.

Repli du Socialist Party et nouveau départ de l'Alliance

Pendant cette période, les préparations de la conférence organisationnelle se poursuivaient et les tensions avec le Socialist Party s'accroissaient. Tous les autres partis pensaient que l'accord qui avait été donné au SP d'avoir ses propres fiefs durant les élections législatives ne pouvait être renouvelé. Des statuts basés sur l'adhésion individuelle furent établis, chaque adhérent ayant

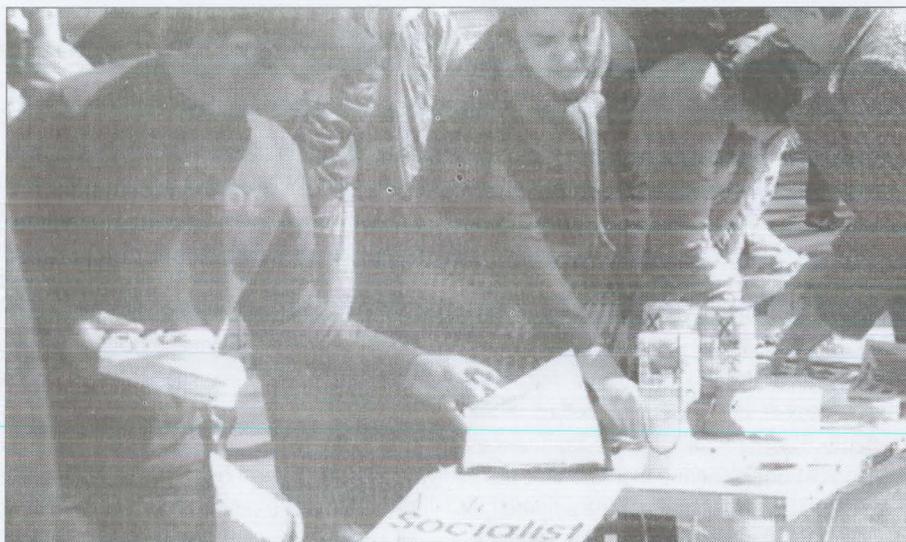
tions de sa base traditionnelle, ces pratiques sont bien sûr de plus en plus questionnées. Au cours de la tournée de conférences syndicales qui a eu lieu en 2001, un certain nombre de grands syndicats ont voté des résolutions demandant que la règle soit abrogée ou revue.

La conférence de l'Alliance qui a elle-même traité cette question, et qui avait également une session consacrée à la lutte contre les privatisations, a été un très grand succès. Elle a permis à l'Alliance de faire connaître son profil à l'intérieur des syndicats et d'atteindre les militants qui se sentent avant tout des militants syndicaux. En même temps, cela a permis à l'organisation d'être en meilleure position pour répondre à la réaction brutale de la bureaucratie qui n'était pas préparée à ces revers sur les fonds politiques en 2001 ni à ce que des élections syndicales internes élisent des militants lutte de classe comme secrétaires généraux de certains syndicats.

Ce retour de manivelle bureaucratique leur a permis de faire échec aux résolutions les plus avancées sur les fonds politiques au cours de la tournée de conférences syndicales de 2002 et de faire limoger l'un des nouveaux secrétaires généraux, Mark Serwotka, du syndicat des fonctionnaires PCS (7), par la droite de son syndicat en utilisant des manœuvres supposées légales. C'est une des raisons pour lesquelles l'Alliance compte resserrer encore ses liens avec les organisations syndicales en organisant une nouvelle réunion le 29 juin.

Malgré ces difficultés, l'Alliance Socialiste est sortie renforcée par ses succès électoraux dans les élections municipales et par l'approfondissement de son implantation dans les syndicats. Maintenant il faut s'appuyer sur ces succès en continuant à faire campagne au niveau national et local contre les assauts de blairisme sur la classe ouvrière et ses alliés. Les prochains tests seront :

- de faire en sorte que l'Alliance lance une campagne socialiste contre l'euro, suite à sa conférence politique,
- que l'Alliance Socialiste se fasse connaître de la jeunesse qui se radicalise autour des mouvements anti-guerre et anti-mondialisation, à la fois en étant active au sein de ces mouvements, en particulier en s'investissant dans le forum social européen qui aura lieu à Florence en novembre, et en faisant en sorte que sa conférence sur la mondialisation et le nouvel impérialisme soit un grand succès. ■



expérience de travail avec des forces plus larges. Le SWP faisait donc un réexamen de sa politique avec une approche de front unique mais en considérant l'Alliance Socialiste comme un autre front unique avec sa sphère spécifique autour des élections. L'incapacité de voir que l'Alliance ne devait pas être comprise comme un autre front unique créa des tensions avec d'autres groupes d'extrême gauche participant à l'Alliance mais aussi avec beaucoup de personnalités indépendantes clés. Alors que le 11 septembre avait mis ces tensions sur le devant de la scène, la mobilisation contre la guerre en Afghanistan devint la principale priorité de l'ensemble de la gauche. Le SWP mit toutes ses forces dans le mouvement anti-guerre et eut tendance à minimiser son

droit de vote pour sélectionner les candidats aux élections. Le direction du SP refusa de jouer le jeu et finalement, après que son projet alternatif ait été mis en minorité, il quitta la conférence et l'Alliance Socialiste le 1er décembre 2001.

Suite à cette scission, l'Alliance se donna deux objectifs importants. Il fut décidé, en plus de la participation aux élections législatives, d'organiser une grande conférence syndicale le 16 mars. Elle fut centrée sur le débat qui a lieu dans les syndicats sur l'utilisation de leurs fonds politiques. La plupart des syndicats britanniques paient des sommes d'argent importantes au Parti Travailleiste en utilisant ces fonds. Les règles détaillées varient selon le syndicat mais le principe est que cet argent ne peut pas être utilisé pour financer un autre parti politique ou un candidat aux élections. Comme le *New Labour* poursuit les privatisations, maintient en place les lois anti-syndicales de Thatcher et de mille autres manières s'oppose aux aspira-

7. Le PCS (Public and Commercial Services union) est le plus grand syndicat de fonctionnaires du pays avec 280 000 adhérents. Il y a 500 000 fonctionnaires en Grande-Bretagne.

L'importance de la grève des métallurgistes

Par
Winfried Wolf*

À la suite d'un vaste mouvement de grève se propageant à Berlin-Brandenburg dix jours après son démarrage dans le Bade-Wurtemberg, une hausse salariale de 4 % pour l'année en cours et de 3,1% pour l'année 2003 a été obtenue. De nombreux métallurgistes hommes et femmes engagés dans le mouvement pensent qu'ils pouvaient obtenir plus. Ils soutiennent que si la grève s'était prolongée, non seulement l'augmentation aurait pu être plus forte, mais le recul du syndicalisme aurait été ralenti et la base aurait connu un regain d'activité. Même s'il était possible d'obtenir plus, le combat des travailleurs et le résultat actuel apparaissent déjà comme un succès. Il y a de bonnes raisons à cela : obtenir 4 % d'augmentation, c'était psychologiquement important, car ce chiffre tout rond était justement celui que les patrons avaient dans un premier temps repoussé comme étant économiquement insupportable. Quant à l'augmentation salariale de 3,1 % en 2003, elle dépasse l'accord prévu l'année précédente.

Il est vrai que cette longue période de deux années pourrait s'avérer être un obstacle, d'autant qu'on ne sait comment l'inflation va évoluer, la clef étant : l'euro ou l'euro-hausse ? Toutefois ce délai est purement formel, par rapport à l'échéance du précédent accord salarial : le nouveau se termine dans les faits le 31 décembre 2003, dans un an et demi. Au total ce résultat pourrait contribuer à l'obtention de nouvelles avancées, dépassant les 3 %, dans les négociations salariales en cours, et susceptibles par là même de compenser le taux d'inflation. Par rapport à l'année écoulée, cela aussi serait un succès.

L'essentiel, c'est que dans le Bade-Wurtemberg, connu autrefois pour sa forte tradition de grèves, c'était la première grève depuis 18 ans. A l'échelle fédérale, il s'agissait de la première grève depuis 7 ans. Depuis la réunification, il y a somme toute eu très peu de luttes sociales. A Berlin et dans le Brandenburg, c'était la première fois

appelée pour imposer au patronat des augmentations de salaires en rupture avec plusieurs années de stagnation voire de recul des revenus des métallurgistes, la grève tournante d'IG Metall (principal syndicat allemand en dehors de la DGB) s'est achevée le 15 mai par un accord salarial jusqu'au 31 décembre 2002. Grève massivement suivie, coïncidant avec le début de la campagne électorale pour le renouvellement du Bundestag, suivie depuis par la grève dans le bâtiment (toujours autour de la revendication d'une augmentation salariale qui dépasse le taux officiel de l'inflation).

Son résultat a été diversement apprécié par les syndicalistes et au sein de la gauche allemande. Nous reproduisons ci-dessous plusieurs articles qui permettent de saisir les arguments en débat.

[J.M.]

qu'une grève était déclenchée depuis la dictature nazie. En RDA, de fait, toute grève était interdite. Mais aucune grève non plus n'avait eu lieu à Berlin-Ouest, les syndicats ouvriers se l'interdisant compte tenu du statut particulier de l'autre moitié de la ville.

Dans les entreprises des zones en grève, l'état d'esprit était combatif. Les premiers appels à la grève dans les secteurs ouvriers furent quasiment suivis à 100 %. Un nombre important de cadres, qui étaient considérablement moins bien organisés, s'investirent dans la mise en place des mesures de combat. Mais pourtant, après quelques jours de grève seulement, une question s'est posée : combien de temps pourra être soutenu un tel mouvement de renouveau des luttes, sans que la mauvaise humeur se répande dans la base ? Dès la première semaine figurait à l'ordre du jour la nécessité de prolonger la grève. Lors d'une assemblée de grévistes à Mannheim, le 7 mai, chez Alstom Power, il y eut un tonnerre d'applaudissements lorsque le chef des délégués du personnel, Udo Belz, donna l'information suivante : les représentants des employés d'autres entreprises appartenant au patron d'Alstom Power, ne faisant pas grève, se seraient déclarés prêts à déclencher un mouvement pour soutenir les grévistes. Cette attitude offensive a pu peser lourd sur le camp des patrons, jusqu'à le décider à prendre le parti de conclure rapidement un accord et à accepter le chiffre net de 4 %. Le large front uni des grévistes et la possibilité de l'extension de la grève à la fin de la

deuxième semaine et après le congé de Pentecôte, ont imposé aux patrons cette issue.

Cette grève était-elle inutile parce que quelques dixièmes de pour-cent étaient en jeu ? Les métallurgistes ont-ils l'impression qu'on s'est moqué d'eux, comme l'a titré *Die junge Welt* ? Et les industriels sont-ils contents comme le prétend le même journal ?

De telles appréciations réalisent un mélange de dissimulation et de réécriture de ce qui s'est passé. Les déclarations officielles des patrons sont clairement hostiles à l'accord obtenu par les travailleurs. Rogowski, le président de BDI a déclaré que cette sortie de crise allait nous handicaper davantage dans notre compétitivité. Le président de la chambre du commerce et de l'industrie, Ludwig Georg Braun, a affirmé que les augmentations convenues étaient nettement trop hautes. Enfin, selon Otmar Zwiebelhofer, l'homme qui a mené les négociations avec le syndicat de la métallurgie de la région du sud-ouest : avec ces 4 % sans virgule, toute politique contractuelle favorable à l'emploi a été compromise.

Bien sûr, de si bruyants mensonges sont naturels quand on fait des affaires et la déclaration de Rogowski, selon laquelle l'accord est catastrophique, a pour but d'en rajouter encore à ce tapage. Mais cepen-

* Winfried Wolf est député PDS du Bade-Wurtemberg au Bundestag. Nous reproduisons ici l'article qu'il a publié dans *SoZ-Sozialistische Zeitung* n° 6 de juin 2002.

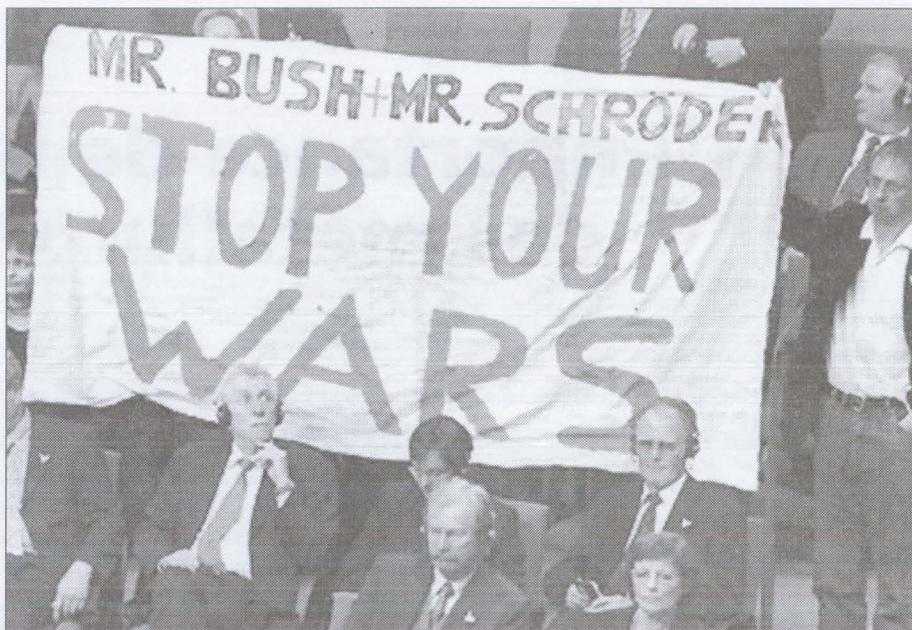
Allemagne

dant, soutenir le contraire, c'est-à-dire que les industriels sont content, n'est absolument pas sérieux. Cela transparaîtrait dans l'autre camp. Or la majorité des employés semble considérer la grève comme un succès. Il est vrai que les collègues combatifs et militants savent que le résultat pouvait être supérieur et sont avec raison déçus de ce que la mobilisation et la grève ne durèrent pas plus longtemps. Par exemple, selon Tom Adler, conseiller d'entreprise chez DaimlerChrysler : l'accord reste bien en dessous de ce qui aurait été possible grâce à la pression d'une grande mobilisation.

Si les grévistes ne sont pas allés plus loin, cela tient en grande partie à la nature de la direction syndicale. Certes, d'un côté, elle soutenait l'action contre les mauvaises conditions de travail des salariés. Mais d'un autre côté, elle était par nature étroitement liée à la direction du SPD et ainsi, par ce biais, partie intégrante du système capitaliste.

La direction syndicale en particulier, ainsi que Zwickel, le chef d'IG-Métal, se plient sans doute spontanément aux pressions (comme auparavant, Franz Steinkühler, le précédent chef d'IG-Métal, au début des années 1990), puisqu'ils sont impliqués dans des affaires obscures avec les sphères dirigeantes du grand cartel industriel. Ainsi Zwickel était-il impliqué, en tant que suppléant du conseil d'administration de Mannesmann, dans l'affaire de pots de vin, qui permit aux anciens dirigeants de Mannesmann de s'accaparer des millions de dessous de table de l'acheteur britannique Vodafone pour la cession du cartel. Mais cette fois, le ministère public l'avait révélé au grand jour.

L'un des acquis décisifs de l'histoire du mouvement ouvrier a été confirmé par cette grève de 2002 : c'est par la lutte qu'on arrache aux patrons une augmentation des salaires, une amélioration des conditions de travail, une réduction du chômage. Pour la première fois depuis environ dix ans, il a été possible de gagner une augmentation des salaires dépassant nettement le taux d'inflation (officiel). C'est trop peu pour exulter ; on pouvait obtenir plus et il y avait dans la base une motivation suffisante pour prolonger et étendre le combat. D'un autre côté, il faut tenir compte du fait que le mouvement des travailleurs allemands doit apprendre ou réapprendre à se battre, et que, dans cette perspective, de telles expériences sont indispensables. ■



Deux députés minoritaires du PDS — dont W. Wolf (à droite de la photo) — se sont fait éconduire du Bundestag après avoir déroulé cette banderole, lors de la visite de Georges W. Bush.

Les grèves aggravent-elles la conjoncture ?

Un des arguments idéologiques massue contre les grèves affirme que celles-ci aggravent la conjoncture, freinent l'expansion et finissent par coûter en termes d'emplois. Il faut en effet se poser la question : qui est "coupable" de cette conjoncture et du chômage élevé ?

Depuis le début des années 1990, il y a eu des accords salariaux "modérés" alors que les taux de croissance dans les années 1993-2001 restaient nettement "dans le vert" — en moyenne au dessus de 2 %. Les salaires réels baissèrent dans l'intervalle 1993-2000 de 6,5 %. Les profits nets consolidés des sociétés de capitaux montèrent cependant de 85 % et les traitements des dirigeants des sociétés de capitaux s'élevèrent dans l'intervalle 1991-2001 de plus de 90 %.

Il s'agissait donc de conditions générales qui, selon la "théorie" de la "science objective", auraient dû conduire à un véritable miracle. Pourtant le contraire survint : depuis 1992 le nombre officiel de chômeurs a augmenté de plus d'un million — de 3 millions en 1992 à 4,2 millions en moyenne annuelle pour 1998. Durant les deux premières "années Schröder" (1999 et 2000) il recula légèrement, atteignant 3,8 million en 2000. Depuis 2001, il remonte. En 2002 le seuil de 4 millions de chômeurs en moyenne annuelle sera à nouveau atteint. Les valeurs pour avril 2002 annonçaient encore une fois une augmentation — malgré les mouvements de reprise "saisonniers" du printemps et malgré les affirmations solennelles multiples qu'on apercevait une tendance à l'expansion. Pourtant, en avril, il n'y avait encore aucune grève.

Du reste les "nouveaux Länder" sont naturellement la preuve frappante que la "théorie économique" ici évoquée n'a rien à voir avec la réalité : le niveau des traitements et salaires nets réels demeure en Allemagne de l'Est à un quart en dessous de celui de l'Allemagne de l'Ouest, et on y travaille deux heures de plus. C'est là qu'aurait dû se produire "le miracle". Mais c'est tout le contraire. Non seulement le taux de chômage à l'Est est bien plus haut qu'à l'Ouest. Ce gouffre s'est encore agrandi depuis le début du gouvernement Schröder — alors qu'en 1998 le rapport entre le taux de chômage à l'Est et à l'Ouest était d'environ 2 à 1, au cours du premier trimestre 2002 il avait atteint 2,2 à 1.

Les tendances récessives actuelles n'ont rien à voir avec une "hostilité aux affaires" des syndicats. Elles sont avant tout un résultat du cycle de la conjoncture internationale, qui depuis l'été 2001 (avant le 11 septembre 2001) est marqué par une tendance récessive. Et si de ce fait les exportations allemandes doivent reculer, cela a à voir avec l'appréciation actuelle de l'euro et avec la guerre commerciale entre le gouvernement des États-Unis et l'Union européenne.

Durant les douze années passées les syndicats firent presque tout ce que la science économique officielle dominante et la soi-disante "théorie de l'offre" exigeait d'eux. Ils n'ont pas seulement rien reçu en retour. Le fossé social dans le pays s'est considérablement agrandi. Le chômage est monté. Les syndicats ont été massivement affaiblis et ont perdu des centaines de milliers de membres.

Si les syndicats dans cette grève exigeaient plus de salaire réel et si, entre autres choses, ils persévéraient dans les négociations salariales à venir, alors ils ne feraient que demander au fond une modeste redistribution en retour du haut vers le bas.

Qu'ils puissent ainsi étrangler une expansion est absurde. Finalement des traitements et des salaires plus élevés représentent sans doute un facteur de coûts pour chaque entrepreneur. Mais ils élèvent en même temps le pouvoir d'achat des masses. Et un des facteurs qui permet de comprendre les raisons de la mauvaise conjoncture actuelle est bien la baisse des salaires réels, c'est-à-dire la stagnation de la demande.

W. W.

Accord dans la métallurgie : une chance gaspillée

Par
Daniel Berger*

Le 15 mai le patronat et le syndicat des métallurgistes IG Metall ont conclu un accord en Bade-Wurtemberg qui a mis fin à la première grève dans le secteur métallo (secteur-clé en Allemagne) depuis des années.

En fait la grève n'en était qu'à son premier stade. Démonstration était faite que les métallos sont toujours capables de lutter malgré une méfiance énorme vis-à-vis de la direction syndicale qui, depuis des années, a toujours non seulement évité la lutte mais aussi signé des contrats collectifs maintenant les augmentations de salaires en dessous du taux d'inflation.

Enfin on avait pu agir avec des milliers de personnes. Malgré le fait que la grève avait été organisée comme une "lutte tournante" (le débrayage d'une seule journée par boîte) son potentiel devenait déjà visible après 4 jours de grève (avec 90 000 grévistes) : non seulement les grandes usines — Daimler-Chrysler (Mercedes), Porsche, Bosch etc. — mais aussi nombre de petites et moyennes boîtes étaient en grève ; dans les grandes usines la participation était quasi totale et le patronat a eu peur de voir apparaître une dynamique gréviste que la direction syndicale ne pourrait plus contrôler. C'est pour ça que de nouvelles négociations ont été engagées le 13 mai.

Quels résultats ?

Au moment d'écrire ces lignes l'accord signé le 15 mai n'a pas encore été accepté par les instances décisives respectives ("délai de déclaration" jusqu'au 23 mai) et il n'a pas encore été adopté dans toutes les autres régions, mais cela va probablement se passer sans grandes difficultés.

L'accord comporte deux parties. Tout d'abord, il y a un début de réforme du barème de salaire tendant à abolir la distinction traditionnelle entre "employé" et "ouvrier". L'idée c'est d'avoir (dans quelques années) un salaire égal pour toutes les personnes qui

font un boulot égal ou comparable (sans pour autant s'attaquer à la discrimination des femmes.) Comme dans cette égalisation (des deux statuts mais surtout des salaires) personne ne doit perdre de l'argent, il n'y aura que des ajustements vers le haut.

Cet accord, donc ce début d'une certaine égalisation, a été en négociation depuis presque 20 ans. Cette fois-ci le syndicat l'avait lié à la négociation des salaires et à une première lutte. Il y aura maintenant un certain nombre de personnes (surtout celles tout en bas du barème mais aussi des "ouvriers faisant un travail d'employé") qui auront une augmentation de salaire bien supérieure à la moyenne. Mais les détails seront à négocier et les résultats seront codifiés dans un deuxième contrat (peut-être à la fin de l'année). Ces détails seront très compliqués et leur application dépendra aussi du rapport de forces dans les boîtes. Pour donner une idée de ce à quoi on pourra s'attendre : à peu près 4 % des ouvriers (surtout des ouvrières) vont profiter de l'abolition de la catégorie la plus basse et vont avoir une augmentation de salaires d'au moins 7-9 %. Par ailleurs entre 10 et 15 % des personnes vont profiter sensiblement des nouvelles catégories qui vont être établies dans les prochaines années.

Beaucoup dépend maintenant de l'activité du syndicat — surtout au niveau des entreprises et des conseils d'entreprise — pour que ces nouvelles catégories ne soient pas plus basses pour toute personne embauchée ultérieurement (un tel processus s'est établi dans le secteur chimie, où une réforme comparable a été mise en route il y a plus de 10 ans)

Le critère décisif : le volume

Au centre de notre critique, néanmoins, est le "volume de l'augmentation des salaires". Le syndicat avait demandé 6,5 % (des militants syndicaux ayant demandé nettement plus) et la direction syndicale avait déclaré publiquement qu'elle ferait mieux que le secteur chimie (3,3 %). Maintenant elle a conclu un accord sur 22 mois (du 1

mars 2002 au 31 décembre 2003) avec une augmentation de 0 % pour les mois de mars et avril 2002, une augmentation fixe de 120 euros pour le mois de mai 2002, 4 % d'augmentation pour les 12 mois suivants et 3,1 % pour les derniers 7 mois. Ce qui équivaut (pour "l'employé-ouvrier" moyen) à 3,46 % d'augmentation salariale d'ici le 31 décembre 2003 en volume.

Ce volume-là est réparti en deux catégories : 3,1 % d'augmentation générale de salaire (du 1 juin 2002 au 30 juin 2003) et 2,6 % (du 1 juillet au 31 décembre 2003), le reste (0,9 % et 0,5 %) étant versé dans la deuxième catégorie pour financer "l'égalisation des salaires" (ERA). En 2002 et en 2003 le barème va augmenter en moyenne de 3,1 %.

Même si le volume qui sera employé pour "l'égalisation" y est ajouté on reste avec 3,46 % bien en deçà des 4 % qui avait été annoncés par la direction syndicale comme le minimum acceptable. La déception, surtout dans les grandes usines, est très nette.

Quels effets ?

Comme un nombre non négligeable aura une augmentation relativement confortable, il n'y aura pas de révolte généralisée. La majorité va accepter les résultats mais pour la plupart d'entre eux il n'y aura que ces 3,46 % d'augmentation. Ce qui pèse bien plus ce n'est pas la déception de ne pas avoir eu ce fameux taux de 4 % auquel on s'attendait. Ce qui compte pour l'avenir de l'IG Metall et, au delà, pour tout le mouvement syndical en Allemagne aussi bien que pour le rapport de forces général c'est qu'on avait enfin la chance de lutter et de rattraper les pertes des salaires réels des années passées, sortant ainsi d'une attitude défensive. C'était la meilleure chance depuis au moins 15 ans. Mais la direction d'IG Metall crai-

* Daniel Berger, métallo dans la région de Francfort et militant d'IG Metall, est membre de la direction de Ligue socialiste révolutionnaire (RSB), l'une des deux fractions publiques de la section allemande la IV^e Internationale.

Allemagne

gnait la lutte et préférait se préoccuper des intérêts du capital allemand. Elle choisit de satisfaire d'abord les désirs du chancelier Schröder qui faisait appel au syndicat pour « ne pas mettre en péril l'économie allemande ».

La vraie lutte n'a donc pas eu lieu ; il aurait fallu pour cela que la grève dure au moins 2 ou 3 jours dans chaque entreprise (ou au moins dans leur majorité). Vu le succès des premiers jours, c'était possible : nul part on n'a constaté de défaillance.

L'épreuve de force était encore à venir et la majorité des ouvriers et ouvrières en lutte s'y attendait et voulait la revanche, voulant profiter de l'occasion de pouvoir agir ensemble.

Même si la déception ne sera pas manifeste chez tous les syndiqués métallistes, la "force d'attraction" du syndicat reste ainsi minime et va continuer à s'affaiblir. On avait tellement besoin d'un "deuxième souffle" syndical, pour renverser la dynamique de désyndicalisation en cours. Il se peut qu'après l'accord du 15 mai les pertes mensuel-

les d'adhérents ne connaissent pas une accélération, mais le déclin va se poursuivre.

Ne pas avoir profité de cette chance énorme pour redonner une "force convaincante" au syndicat relève d'une politique à courte vue. La direction d'IG Metall reste prisonnière de sa soumission aux intérêts du capital allemand et continue à miser sur la victoire de Schröder aux prochaines élections au détriment de l'activité autonome de sa classe. Il y a donc beaucoup à faire pour la petite gauche syndicale. ■

Le vote entérinant le résultat

Par
Manuel Kellner*

Selon la loi allemande une grève ne peut commencer légalement que si 75 % des syndiqués des régions impliquées directement dans le conflit approuvent la grève. Dans le cas actuel, dans les régions de Bade-Wurtemberg et de Berlin-Brandenburg, les métallistes allemands avaient voté massivement pour la grève, l'approuvant par plus de 90 % des voix. Après une négociation avec un résultat concret, il suffit qu'au moins 25 % des syndiqués expriment leur acceptation du résultat pour que le mouvement de grève soit arrêté définitivement. L'obstacle est donc très fort pour une décision de la base de continuer la grève contre la volonté de la direction : de nouveau plus de trois quarts des syndiqués devraient désavouer leur direction.

Comment interpréter alors le résultat du vote final dans le cas actuel ? Ce n'est pas facile, et il n'est pas possible de s'exprimer là-dessus sans recourir à des arguments à caractère plutôt spéculatif. 56,5 % des syndiqués de l'IG Metall dans les deux régions ont, par leur vote, dit "oui" au compromis qui ne réalise que nominalement et partiellement la revendication mise en avant par la direction syndicale pendant la grève. C'est quand même un pourcentage assez bas de "oui", et cela doit donc — vu la "discipline"



bien connue des syndiqués allemands — être interprété comme un signe de mécontentement. Il n'y a et il n'y aura pas de statistiques officielles (ou alors, peut-être, dans dix ans pour des finalités de science sociale) permettant d'analyser ce résultat. Quelles catégories de salariés syndiqués ont voté "oui" et lesquelles ont porté le "non" ? On ne peut pas le savoir exactement.

Après le vote, Jakob Moneta (1), dans une conversation avec l'auteur de ces brèves remarques, a fait observer que la "clause d'ouverture" faisant partie du compromis défavorise les salariés des petites et moyennes entreprises. Puisque là, les rapports de forces entre les salariés et le patron sont moins bons que dans les grandes usines (à très haut degrés de syndicalisation), les patrons pourront encore une fois brandir la menace de la perte d'emplois pour imposer des accords spéciaux entreprise par entreprise en dessous du niveau du résultat général — ce que l'accord conclu permet pour les cas de « situation économique difficile ». Jakob Moneta pense donc, que les "oui" venaient essentiellement des grandes, et les "non" des petites entreprises. Mais il est impossible de vérifier cela empiriquement.

Nos camarades et sympathisants proches militant dans le secteur métallurgique connaissent bien la façon de penser et de juger du milieu des syndicalistes actifs et engagés. D'après leurs témoignages, dans cette couche-là il y a une déception palpable et un danger que cette déception ne se traduise par la résignation plutôt que par la distanciation critique active vis-à-vis de la direction syndicale. Mais indiscutablement, au sein de la masse des syndiqués et des salariés plutôt passifs, nombreux sont ceux qui, dans le contexte social actuel, sont plutôt satisfaits du résultat obtenu. Mais ceci aussi est un jugement contenant des aspects spéculatifs.

Nos camarades et sympathisants proches dans la métallurgie articulent en conséquence une critique claire et en même temps nuancée du compromis-adopté et de la conduite assez timide du mouvement de grève par la direction, tout en s'efforçant d'élaborer des éléments d'alternatives stratégiques pour l'avenir.

Ainsi Tom Adler (2), dans un commentaire dans le SoZ (2), évoque l'argument de la peur du lock-out et surtout du lock-out froid en y répondant : « Si on capitule dès le début devant un tel scénario, au lieu de développer des scénarios de ripostes combattives, alors on s'arrange aisément dans une perspective d'affaiblissement continu du mouvement syndical et on ne peut voir les possibilités de faire bouger les rapports de forces figés. » Il dit donc qu'il faut développer des réponses alternatives à la "modération" face au lock-out froid, en élargissant le mouvement, en organisant des occupations d'usines, etc. Mais s'il le dit de façon prudente, c'est pour tenir compte du rapport de forces actuel au sein du mouvement syndical. La réorganisation de l'opposition de gauche contre l'orientation "modérée" en vigueur n'en est qu'à ses débuts. ■

* Manuel Kellner, collaborateur du mensuel SoZ-Sozialistische Zeitung, est membre de la direction de la Gauche socialiste internationale (ISL), une des deux fractions publiques de la section allemande la IV^e Internationale.

1. Jakob Moneta, militant de longue date de la IV^e Internationale, fut des années durant rédacteur en chef du journal d'IG Metall. Retraité, il continue à écrire un éditorial dans le mensuel SoZ.

2. SoZ n°6 de juin 2002, p. 4.

Polarisation à droite, nouvelle mobilisation à gauche

Par
Peter Drucker*

Les élections ont eu lieu dans un pays bouleversé par l'assassinat le 6 mai de Pim Fortuyn, l'homme qui avait transformé le paysage politique du pays. Il y a un an, le taux de popularité du gouvernement « violette » (social-démocrate-libéral) était de 80 %. Quelques mois après l'entrée de Fortuyn sur la scène électorale, on savait déjà que la coalition au pouvoir ne survivrait pas aux élections. Après le meurtre de Fortuyn, le 6 mai, les partis établis n'osaient même plus faire campagne ; ils ont passé les derniers jours avant les élections dans une inquiétude presque silencieuse.

Évidemment, le contentement de la population néerlandaise n'était qu'apparent. Les médias évoquent depuis longtemps les gens qui meurent dans l'attente d'intervention chirurgicale et les écoliers qui rentrent à la maison faute d'enseignants. Mais c'est Fortuyn qui a su rompre le consensus superficiel de la société, surtout en jouant sur les sentiments xénophobes et sécuritaires.

Les prises de position de Fortuyn étaient fort contradictoires. Il pourfendait l'oppression des femmes sous l'Islam, mais disait qu'elles seraient plus contentes chez elles à la cuisine. C'était un républicain qui flirtait avec la monarchie ; un partisan de l'abolition de l'armée et des forces aériennes qui était prêt à soutenir l'achat par la Hollande du *Joint Strike Fighter* américain. Il n'était certainement pas un fasciste. Mais il avait quand même un programme de droite dure : mise à la porte d'un quart des fonctionnaires d'État ; fermeture totale des frontières hollandaises aux réfugiés non-européens ; abrogation de la garantie constitutionnelle de l'égalité des droits. Son homosexualité ouverte avait une fonction d'alibi, comme son intérêt affiché pour de jeunes hommes marocains servait comme « preuve » qu'il n'était pas raciste.

Ce qui a empêché une victoire écrasante de la Liste Pim Fortuyn (LPF) aux urnes est surtout le fait qu'il n'y a plus à la tête du parti qu'un mélange peu alléchant de vieux

politiciens égarés là et d'inconnus. Le résultat du Parti du travail (social-démocrate) était quand même le pire depuis la guerre : 15 % en 2002, alors qu'en 1998 il avait encore 29 %. Il a été décimé surtout dans ses vieux bastions ouvriers comme Rotterdam, où la LPF, devenu le deuxième parti du pays, recueille le plus de suffrages.

Le grand gagnant est la Démocratie chrétienne, avec 43 députés sur 150. Ce



Pim Fortuyn

vieux parti de l'establishment hollandais, présent dans tous les gouvernements d'après-guerre jusqu'en 1994, a gagné les élections en partie pour des raisons négatives, dans une suite ironique au drame Fortuyn : il ne figurait plus au gouvernement depuis huit ans, n'était pas de gauche, pas identifié avec les immigrés, et moins douteux que la LPF sans Fortuyn. Mais il reste aussi un parti avec des racines profondes dans la société néerlandaise : catholique, protestante, tiers-mondiste et même syndicale.

Gouvernement de droite

Les négociations en vue de la formation d'un nouveau gouvernement dureront sans doute des mois, ce qui est habituel aux Pays-Bas. Le résultat sera probablement le gou-

vernement le plus à droite depuis 30 ans : une coalition de la Démocratie chrétienne, de la LPF (26 députés), et du parti libéral de droite VVD (24 députés, qui faisait partie aussi de la coalition sortante). Jan Peter Balkenende, dirigeant des démocrates-chrétiens — le presque sosie du jeune comédien qui a tenu le rôle d'Harry Potter — sera probablement le Premier ministre, secondé par le dauphin de Fortuyn, Mat Herben — un ancien fonctionnaire incolore du ministère de la défense — et Gerrit Zalm, nouveau dirigeant du VVD, qui a exercé une discipline fiscale rigoureuse comme ministre des finances de la coalition « violette ».

On a déclenché des négociations entre ces trois partis peu après les élections et ils en sont arrivés à une entente après deux ou trois semaines — sur des éléments qui augurent mal pour les classes laborieuses et populaires hollandaises :

— Le nouveau gouvernement vise à maintenir un surplus budgétaire annuel d'un pour cent dans le dessein de rembourser la dette nationale, malgré la récession et la montée du chômage, ce qui se traduira par des compressions de l'ordre de 6 à 10 milliards d'euros. La coalition cherchera à faire des économies en réduisant les indemnités aux travailleurs en arrêt de travail pour raisons d'incapacité.

— En même temps, le nouveau Parlement a déjà voté la participation au développement et éventuellement à l'achat du *Joint Strike Fighter* fabriqué aux USA, à un coût d'au moins 6 milliards d'euros.

— On prévoit une "réforme" du régime national d'assurance-maladie. Tandis que le système actuel assure les deux-tiers des moins nantis de la population par le biais d'un système commun où les contributions sont établies selon le revenu, le nouveau système percevra une cotisation fixe de chacun, peu importe le revenu. On en négocie toujours les modalités, mais quoi qu'il en soit,

*Peter Drucker est membre de la direction du Parti socialiste ouvrier (SAP, section hollandaise de la IV^e Internationale) et militant des mouvements lesbien/gay et altermondialiste.

Pays-Bas

c'est un coup dur contre les moins nantis.

— La seule centrale nucléaire aux Pays-Bas, dont on prévoyait la fermeture en 2003, restera en marche jusqu'à 2007 à tout le moins.

— La politique de l'immigration hollandaise, déjà la plus restrictive en Europe avec celle du Danemark, subira un autre tour de vis. La réunification familiale sera exclue pour les enfants de plus de 12 ans. Les résidents ne pourront parrainer un époux non-résident que dans le cas où ils répondent aux critères de revenu élevé et versent une redevance élevée.

Il reste bien peu des prétentions du parti de Fortuyn d'être ni de droite ni de gauche, « démocratique » et « anti-établissement ». La proposition de permettre des référendums nationaux sur les questions controversées, un élément du programme du gouvernement sortant ainsi que du LPF, a été abandonnée. L'unique « réforme démocratique » qu'appuie la nouvelle coalition est l'élection directe des maires, séparée de celle des conseils municipaux. Loin de démocratiser la vie municipale, cette mesure la transformerait en un cirque médiatique vide de contenu.

Remobilisation à gauche

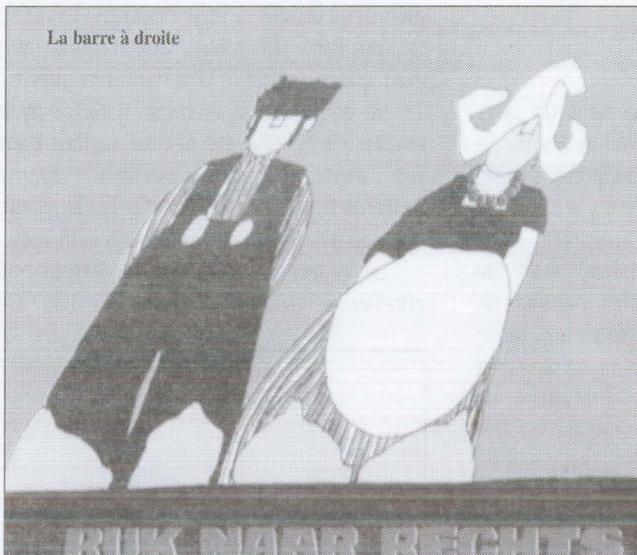
Les partis qui se situent à gauche des social-démocrates ont survécu aux élections dans un état raisonnable et joueront un rôle significatif dans l'opposition.

Les Verts (qui s'appellent la Gauche Verte aux Pays-Bas) ont retenu 10 de leurs 11 députés. Par contre, ils n'ont pas bénéficié du désarroi de la gauche gouvernementale, d'une part parce qu'ils luttaient plus que tout autre parti pour les droits des immigrés, et d'autre part parce que leurs positions ambiguës sur les privatisations et sur la guerre en Afghanistan avaient aliéné leur base. Le Parti socialiste (ex-maoïste) a augmenté sa délégation au parlement de 5 députés à 9, pour de bonnes et pour de mauvaises raisons : parce qu'il est le parti le plus conséquent en opposition aux projets néolibéraux, mais aussi parce qu'il a flirté, lui aussi avec des prises de position peu sympathiques à l'immigration.

Il y aura certainement des ouvertures pour la gauche dans les mois à venir. Le choc du nouveau gouvernement a provoqué un afflux de milliers de nouveaux adhérents chez les Verts, au PS et au parti social-démocrate. Les forces combinées des Verts et du PS sont presque aussi importantes que celles de la social-démocratie, ce qui souligne l'importance de l'unité de la gauche. Il reste à voir si les sociaux-démocrates, eux, resteront trop traumatisés pour participer à un front

oppositionnel de gauche. Plusieurs chroniqueurs appellent le Parti du travail pour qu'il tente de regagner ses assises dans des quartiers ouvriers en suivant l'exemple du New Labour blairiste : avec une ligne dure contre les immigrés et l'insécurité.

Si le Parti du travail opère un virage ultérieur à droite les Verts risquent de suivre son exemple. Ce parti est traversé par des déchirements, qui remontent à ses origines inouïes : formé en 1992 comme fusion de



l'ancien Parti communiste, du Parti socialiste pacifiste et de deux partis religieux gauchisants, il a vite fait de rallier les Verts européens et a tenté de toutes les manières d'établir son profil comme membre de cette famille politique. Ses prises de position formelles, et les conflits internes provoqués par celles-ci, sur les guerres de Kosovo et de l'Afghanistan, rappellent la situation des autres partis verts européens. Ses ambitions aussi : ses dirigeants ont pensé atteindre le rôle de ses partis frères allemand et belge et faire partie du gouvernement hollandais. Or, les origines de gauche radicale du parti demeurent un facteur dans la loyauté qu'il inspire toujours chez des militants de proue des mouvements populaires. Ainsi, il fait face à plusieurs contradictions.

En même temps, le PS tire une gloire de son rôle comme seule force de la gauche à sortir renforcée des élections et s'intéresse peu à l'unité de la gauche. Le député PS Harry van Bommel prétend qu'au cours des prochaines années, sa formation deviendra le véritable parti social-démocrate et qu'il peut faire l'économie d'alliances. Suivre cette voie engage le PS dans un cours ardu d'autotransformation, où il tente de se défaire de son passé maoïste. Par exemple, ce n'était qu'au congrès de 1998 qu'il a abandonné sa revendication de nationalisation des 200 plus grandes sociétés hollan-

daises ; et malgré les traditions peu favorables aux dissensions organisées, presque la moitié des délégués au congrès a rejeté ce changement dans une certaine mesure. À cause de sa croissance rapide depuis quelques années, le PS a du mal à digérer son effectif de 30 000 membres et manque cruellement de cadres. Souvent, des militants expérimentés prêts à rallier ce parti accèdent tout de suite à des postes clés dans sa structure, ce qui les éloigne du coup de la

base au cas où ils risqueraient d'infléchir l'orientation de celle-ci dans un sens qui déplairait à la vieille garde d'origine maoïste.

Le principal espoir de contrer ce danger de virage droitier au sein de la gauche est la perspective d'une nouvelle mobilisation des mouvements populaires. Et il y a des raisons d'espérer. Les organisations d'extrême gauche se sont réunies après l'assassinat de Fortuyn pour dénon-

cer le climat de répression et d'intimidation ; Joost Kircz du Parti ouvrier socialiste (SAP, section hollandaise de la IV^e Internationale) a joué un rôle important lors de leur conférence de presse. Bien qu'une manifestation antiraciste prévue pour le 11 mai ait été annulée après l'assassinat, un ensemble de forces de la gauche organise une manifestation contre les menaces de la droite, qui se déroulera au mois de septembre. L'extrême gauche et les antiracistes pourraient rallier des associations écologistes, prises de court par les projets du nouveau gouvernement pour le nucléaire et d'autres mesures nuisibles à l'environnement.

Une nouvelle orientation

Pour la gauche extraparlamentaire, les défis sont énormes : mobiliser aussi largement que possible en défense des libertés démocratiques et contre le climat répressif et raciste ; faire pression sur les Verts et le PS pour un travail commun et pour soutenir les batailles extraparlimentaires au Parlement ; et jeter les bases pour une nouvelle gauche, plus adéquate que la gauche qui vient d'être battue. À l'occasion de son congrès du 7 au 9 juin, le SAP a voté plusieurs nouvelles orientations pour répondre à ces défis. On voit les organisations « pour une autre mondialisation » où la section est présente

comme ATTAC Pays-Bas et la coordination radicale *Le Monde n'est pas à vendre* comme des protagonistes d'un ralliement des forces progressistes, notamment les forces plus radicales déjà présentes dans les rangs des ONGs écologistes et pour le développement qui semblent prendre un virage prudent vers la gauche. L'organisation d'une délégation hollandaise au Forum social européen au mois de novembre pourra créer une occasion de convergence.

Le mouvement syndical demeure le grand absent de cette nouvelle mobilisation populaire. La gauche syndicale lutte de classe, regroupée autour du mensuel *Solidariteit*, qui persévère depuis des années, demeure marginale malgré tout. La direction social-démocrate de la plus grande fédération syndicale, le FNV, semble s'agripper presque seule à l'ancien modèle consensuel de collaboration de classe. Son plus grand syndicat membre dans le secteur privé, *Bondgenoten*, traverse une crise financière et organisationnelle depuis deux ans ; le nouveau dirigeant de son plus grand syndicat du secteur public, *AbvoKabo*, vient de proposer des limitations de salaires, malgré l'inflation hollandaise, une des plus élevées en Europe, et le marché du travail qui demeure serré.

Sur le plan électoral, le SAP tentera d'assumer un rôle plus grand dans le regroupement radical dont il fait partie à Amsterdam, Amsterdam Anders (Amsterdam Différemment). Les municipales de mars ont affaibli ce regroupement, mais il demeure présent au conseil municipal, et sur le plan national dans la recomposition de la gauche hollandaise. Il tentera aussi d'explorer les possibilités de rétablir des projets analogues dans les autres villes, notamment à Rotterdam, la deuxième ville du pays.

Menaces à droite

Les événements des dernières semaines ont démontré que le mécontentement que la gauche n'est pas en mesure de canaliser peut bénéficier à la droite populiste ou extrême. Le climat devient plus favorable pour la croissance d'une droite dure aux Pays-Bas. L'effusion de colère populaire après l'assassinat de Fortuyn démontre l'importance du potentiel réactionnaire.

Pim avaient menacé les politiciens et la gauche, les politiciens et la gauche avaient permis sa mort, était une conclusion répandue — donc, on se vengera contre la classe politique et la gauche ! On perçoit notamment Ad Melkert du parti social-démocrate et Paul Rosenmöller des Verts comme complices de la mort de Fortuyn. Melkert a reçu



Sur la pancarte du haut : « Votez pour le charmeur des rats » et sur celle du bas « Votez rats »

une lettre de menaces agrémentée de balles pour lui indiquer son destin.

Par ailleurs, des dizaines de militants de base de la gauche, du mouvement antiraciste et des associations écologistes, ont été injuriés et menacés depuis l'assassinat. Les immigrés musulmans, qui se sentaient visés depuis le 11 septembre — les Pays-Bas sont le pays européen qui a connu le plus grand nombre d'attentats contre des mosquées — font face au climat le plus hostile depuis leur arrivée au pays.

Les forces ouvertement réactionnaires que Fortuyn a su conjurer à partir de cette société à l'apparence paisible ne tomberont pas de sitôt, et aucune force politique n'est à l'abri de leurs agressions. Herben, le nouveau dirigeant du LPF l'a appris de manière très désagréable. Au début des négociations en vue de la formation du cabinet, il a proposé une amnistie pour les immigrés illégaux, pour faire table rase avant d'interdire toute immigration ultérieure. L'auréole de sainteté autour de Fortuyn n'a pas mis Herben à l'abri d'agressions sauvages de la part des partisans du LPF. Comme le social-démocrate Melkert, Herben a reçu une lettre accompagnée de balles, et la précision que si une amnistie avait lieu, l'auteur saurait retrouver Herben et sa famille. Herben a abandonné sa proposition en quelques heures.

En vertu du manque d'expérience et de la nature instable de la direction survivante de la liste Fortuyn, un grand nombre de gens se demandent si la LPF s'écroulera dans quelques mois. La LPF n'est pas un parti à

proprement parler ; elle ne dispose pas d'organisation réelle, de direction reconnue, et a un profil politique des plus vagues. Lors de désaccords, les dirigeants doivent parcourir les livres et chroniques de Fortuyn pour démontrer qu'ils agissent « en conformité avec son esprit ». Devant l'éclosion de la LPF d'autres forces attendent leur tour pour occuper l'espace de droite que Fortuyn a su se tailler sur la scène politique hollandaise. Les démocrates-chrétiens et le VVD effectuent un virage à droite pour concurrencer et éventuellement prendre la relève du parti de Fortuyn.

La droite ouvertement fasciste, qui avait à toutes fins pratiques disparu de la politique hollandaise vers le milieu des années 1990, est également disposée à effectuer un retour en scène. Bien que le parti de Fortuyn ait tenté d'éloigner les fascistes affichés de ses listes, certains fascistes ont tout de même accédé à celles-ci. Son assassinat leur a ouvert la porte plus encore. Un regroupement fasciste a rejoint le cortège en mémoire de Fortuyn avec un appel ouvert à interdire l'extrême gauche. Or, l'histoire des Pays-Bas amène même les nationalistes de droite de faire appel aux valeurs démocratiques et occidentales plutôt qu'au racisme ou l'autoritarisme nus.

Personne ne pourra prévoir l'ampleur de ce virage à droite dans la société hollandaise ou son éventuelle expression organisationnelle. Mais une chose est claire : la gauche devra se battre.

19^e Rencontres internationales de jeunes, en France cette année

entretien avec Olivier Besancenot

Olivier Besancenot, porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et son candidat à l'élection présidentielle, prendra la parole à l'ouverture des 19^e Rencontres internationales de jeunes révolutionnaires qui se tiendront cette été en France, à Brioude, dans le Massif central (1). Nous avons demandé à Olivier, qui avait été un des dirigeants des Jeunesses communistes révolutionnaires, l'organisation de jeunes en solidarité avec la LCR, et qui a participé à de nombreux camps internationaux de jeunes révolutionnaires au cours des années 1990, de nous présenter cette initiative.

Olivier Besancenot : Le camp international, c'est un moment extraordinaire de convivialité politique qui se déroule une fois par an dans un pays différent à chaque fois. C'est le moment où plusieurs centaines de militants de toute l'Europe et quelquefois de plus loin se retrouvent et échangent sur leurs expériences de l'année. Comment se confronte-t-on aux partis fascistes et populistes dans les différents pays ? Comment construire le mouvement contre la globalisation capitaliste à l'échelle européenne ? Au cours de la semaine chacun peut se construire un itinéraire de débats, de conférences, d'ateliers, de projections de films, comme il l'entend. Rien n'est obligatoire, évidemment, et c'est cela qui fait le succès du camp : il y a une diversité d'activités et de thèmes suffisamment grande pour que tout le monde y trouve son compte.

Inprecor : Tu parles de convivialité politique, qu'entend tu par là ?

Olivier Besancenot : Je parle de convivialité politique, parce qu'il s'agit vraiment d'un moment où même les débats les plus sérieux se déroulent dans un cadre détendu et agréable. Et puis, c'est vrai qu'en plus de la politique, il y a aussi la fête, la musique... Ce sont d'ailleurs

deux éléments inséparables : on ne fera pas la révolution si on ne change pas aussi notre rapport à la politique et notre façon d'en faire. De plus en plus d'expériences récentes, en Europe ou ailleurs, ont montré que l'on pouvait être très radical, révolutionnaire même, et adopter des formes d'action festives et dynamiques. En France, récemment, les luttes de jeunes salariés précaires dans la restauration rapide (notamment McDo) ont su propager une ambiance de lutte et des formes de militantisme renouvelées qui ont donné envie à beaucoup de les suivre ! Évidemment, on est là pour faire de la politique, mais aussi pour faire de la politique autrement.

Pour beaucoup, c'est aussi l'occasion d'un premier contact avec les organisations de jeunes de la IV^e Internationale. La découverte de l'internationalisme vécu de façon concrète ! C'est quand même la grande richesse de ce camp : y sont concentrés des militantes et des militants impliqués dans toutes les luttes et tous les mouvements les plus importants d'Europe, ça permet de sortir de son petit cocon national, de voir que d'autres vivent les mêmes problèmes, ou qu'au contraire les problèmes sont différents d'un pays à l'autre.

C'est un espace en dehors de la vie militante quotidienne, ou même un peu en dehors de la vie tout court. Bien sûr, ce n'est pas le socialisme, mais presque toutes les tâches sont autogérées et partagées : nettoyage des sanitaires et du campement, sécurité, gestion du bar, activités... Et nous essayons de bannir toutes les formes de discrimination, qu'elles soient racistes, homophobes, sexistes, et de vivre pendant une semaine sur des rapports sociaux égalitaires et ouverts : pas de paternalisme, pas de concurrence machiste, liberté dans les relations sexuelles... Bien sûr, cela ne va pas de soi, et le camp sert aussi à cela : apprendre à vivre des relations sociales débarrassées de tout ce que la société machiste et capitaliste nous impose. Mais comme cela n'a rien de naturel, il faut aussi expliquer, convaincre, et surtout mettre en place des espaces spécifiques pour discuter de ces oppressions et de comment y faire face. Il y a donc un espace femmes et un espace gays et lesbiennes, et aussi une fête non-mixte pour que les jeunes femmes puissent faire l'expérience d'une fête au cours de laquelle elles n'aient pas à subir les regards

lourds, la drague des mecs ou la jalousie de leur copain !

Inprecor : L'an dernier un tel camp avait été organisé en Italie, il y a deux ans, au Portugal, avant au Danemark ou en Belgique... Pourquoi cette année aura-t-il lieu en France ?

Olivier Besancenot : Cette année, pour nous, en France, le camp prend un relief particulier. Avec la campagne présidentielle et après le premier tour les manifestations anti-fascistes dans lesquelles étaient présents beaucoup de jeunes, nos deux organisations, les JCR et la LCR, attirent de plus en plus de personnes qui veulent se mettre à la politique, ou d'autres qui nous connaissent depuis longtemps et qui font le pas de nous rejoindre. Alors on espère y faire venir du monde, et ce sera l'occasion de les convaincre que le combat pour une autre société ne se joue pas seulement au niveau d'un pays ou même de l'Europe, mais à l'échelle internationale ! Et leur montrer que sur ce point-là, nous avons une expérience : celle d'un courant politique qui a toujours été internationaliste et d'une organisation internationale qui s'est construite depuis longtemps par-delà les frontières, ce qui fait que nous sommes à l'aise aujourd'hui dans les mobilisations contre la mondialisation capitaliste : pour nous, le fait que les questions soient traitées à l'échelle de la planète est non seulement un encouragement (ça prouve que l'internationalisme reprend de la vigueur) mais aussi une confirmation de la justesse des analyses de notre courant : la révolution sera mondiale ou ne sera pas !

Inprecor : Quel est le programme du camp cette année ?

Olivier Besancenot : L'axe central du camp est celui de la nécessité, de l'urgence de construire un autre monde. Cette globalisation, marchande et guerrière, n'est évidemment pas la nôtre, et ne peut être le seul avenir possible pour la jeunesse d'aujourd'hui. Nous allons donc essayer de comprendre tous les aspects de cette mondialisation pour mieux les combattre un à un et aussi dans leur globalité : l'économie, le militarisme et la guerre, le néocolonialisme, les politiques sécuritaires, les oppressions spécifiques (femmes, jeunes, gays et lesbiennes notamment), les privatisations de services publics, les attaques contre les travailleurs, le racisme, la destruction de l'environnement... On va aussi se pencher sur toutes les régions où se jouent quelque fois des situations dramatiques, comme la Palestine ou l'Afrique. Mais il s'agit aussi de comprendre la nécessité de s'organiser, de revenir sur les expériences de luttes et de mouvements, d'envisager des projets de nouvelle société... ■

1. Les rencontres internationales de la jeunesse auront cette année lieu à Brioude du samedi 27 juillet au samedi 3 août. Pour y participer prenez contact avec les JCR, 2 Rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, France, tél.: 33/0 1 48 70 42 30, e-mail : <jcr@jcr-red.org>. Le prix, qui comprend le camping (amenez vos tentes), la nourriture (n'oubliez pas vos gamelles), la traduction et toutes les activités du camp pendant une semaine, est d'environ 120 euros.

Réflexions sur la situation présente et les tâches des révolutionnaires

Par
Ernesto Herrera*

Au moment où les États-Unis ont annoncé l'achèvement de leurs bombardements massifs en Afghanistan et le rétablissement de « l'ordre » dans cette zone stratégique de la planète, en Amérique latine le mythe de l'invulnérabilité du « modèle néolibéral » s'écroulait. L'ouverture d'un processus révolutionnaire en Argentine a contribué à accélérer la crise de direction politique bourgeoise dans un cadre de débâcle socio-économique, de résistances, de protestations et de révoltes sociales.

Un climat d'insurrection et de désobéissance populaire s'installe dans la région. Et même si son intensité est loin d'être uniforme, le scénario en est l'instabilité et l'ingouvernabilité.

Le caractère transitoire de cette nouvelle période de la lutte de classes est indiscutable, à la mesure du conflit pour les rapports de force qui est loin d'arriver à une conclusion.

Dans de telles conditions, l'impérialisme réorganise sa stratégie de recolonisation, en lançant une offensive qui vise à assurer sa domination en combinant des facteurs autant politiques qu'économiques et militaires.

Les forces militantes de la IV^e Internationale agissent avec décision en cette nouvelle période de la lutte de classes. Elles partagent les réflexions et les expériences de lutte des mouvements sociaux, les initiatives des organisations de la gauche latino-américaine, tout comme les dilemmes, impasses et défis auxquels elles s'affrontent. De même, les forces de la IV^e Internationale interviennent dans la reconstruction d'une pensée critique, démocratique, libératrice et socialiste. Dans la refondation d'un programme alternatif et d'un horizon stratégique. Avec la perspective d'un regroupement de la gauche radicale.

Le texte qui suit est une introduction au débat dans le cadre de la préparation de notre prochain Congrès mondial, de ses pro-



jets de résolution, et des tâches qu'impose la période aux forces révolutionnaires.

1. Réorganisation de la domination impérialiste

1.1 Le vote de blâme de l'ONU (appuyé par la plupart des gouvernements latino-américains) et la rupture des relations diplomatiques de l'Uruguay avec Cuba ; le coup d'État au Venezuela ; l'approfondissement de la guerre en Colombie ; et la destruction économique de l'Argentine pour racheter ce pays au rabais, liquider le Marché commun du Sud (MERCOSUR), et imposer la Zone de Libre Échange des Amériques (ZLEA), marquent une nouvelle phase de l'offensive de l'impérialisme nord-américain sur tout le continent. Avec le Mexique et l'Amérique centrale alignés dans l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) et le plan Puebla-Panama, avec les Antilles soumises au contrôle absolu de Washington, maintenant la bataille principale est livrée en Amérique du Sud.

Cette offensive se renforce depuis les événements du 11 septembre 2001 et la campagne internationale contre le « terrorisme », mais surtout, après l'ouverture d'un processus révolutionnaire en Argentine et la crise au Venezuela.

1.2 La politique nord-américaine pour la région latino-américaine repose sur trois piliers : le déploiement militaire et la criminalisation de la protestation et des résistances sociales — sous le prétexte de la lutte contre le « terrorisme » ou le « narcoterrorisme » ; une stratégie de recolonisation économique par le biais de la "libéralisation commerciale" totale qui cherche à assurer et élargir les investissements des entreprises nord-américaines et le vol des ressources naturelles par les méga-projets (Amazonie, Patagonie, isthme d'Amérique centrale) ; une redéfinition du rôle des institutions constitutionnelles comme l'Organisation des États Américains (OEA) et le traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR). Cette politique de « sécurité hémisphérique » prétend jouer le rôle de blindage devant la crise de légitimité des classes dominantes locales et agir comme facteur de stabilisation dans un scénario d'ingouvernabilité politico-institutionnelle, de protestation sociale et, dans certains cas, de crise du système de domination.

1.3 Dans ce contexte, les élites au pouvoir se retrouvent subordonnées et ébauchent à peine une moue pathétique de dégoût. Seules les contradictions du Brésil et du Venezuela (42 % du PIB d'Amérique Latine) autour de la ZLEA, des subventions agricoles, de l'acier et du pétrole secouent les relations des États-Unis avec les gouvernements de la région. Dépendantes du blindage économique impérialiste (marchés nord-américains et européens et des conditions des organismes financiers internationaux

* Ernesto Herrera, membre de la direction du Courant de gauche au sein du Frente Amplio uruguayen et rédacteur du mensuel Corriente de Izquierda, est membre du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

Amérique latine

comme le FMI, la Banque mondiale, la BID) et attachées aux règles de l'OMC, les élites bourgeoises locales se rendent ou ne font que des demandes timorées pour un « *commerce libre mais juste* ».

Lors du sommet de Madrid, les gouvernements latino-américains ont encore reçu une gifle. Ils étaient là pour rechercher une « *solide association stratégique birégionale* » avec l'Union européenne, mais n'ont obtenu qu'un refus en raison d'une « *absence d'in-*

Troisième pays destinataire « *d'aide* » militaire (après Israël et l'Égypte), et cinquième économie latino-américaine, la Colombie est le laboratoire d'une intervention à grande échelle. Pendant qu'Uribe, le candidat d'extrême droite lié aux paramilitaires, promet l'implication d'un million de civils dans la guerre, armés ou comme « *sapos* » (informateurs, littéralement « *crapauds* »), Bush redouble son appui. Déjà, 68 millions de dollars additionnels ont été votés pour la lutte

Washington y envoie des troupes. Des bases militaires ont été mises en place à Aruba-Curazao, Manta (Équateur), Comolapa (Salvador), Tegucigalpa et Palmerola (Honduras), Liberia (Puerto Rico) et Washington a mis en marche l'opération Nouveaux Horizons (Pérou). L'occupation de Vieques (Puerto Rico), le Plan Dignité en Bolivie, l'Opération Cabañas 2001 (Argentine) et l'entraînement de militaires à Concepción (Paraguay) constituent la liste d'un schéma militariste régional qui bénéficie d'un accès exclusif à la base d'Alcántara au Brésil.

La préoccupation nord-américaine de « *l'insécurité hémisphérique* » s'exprime dans le document de l'État-major de l'armée des États-Unis, « *Vision conjointe 2020* », publié en juin 2001, qui réitère la doctrine néfaste de « *sécurité nationale* ». Les militaires nord-américains avertissent des principaux foyers d'instabilité : le « *triangle radical* » (Colombie, Équateur, Venezuela), le Pérou, le Panama et l'Argentine. De même, dans le document « *La Politique des États-Unis par rapport à la Région Andine* », mis au point par le Département d'État le 17 mai 2001, on prévoit une injection « *d'aide de sécurité sous la forme de financement militaire étranger, d'entraînement et d'éducation militaires à l'étranger* ».

Les États-Unis mobilisent la CIA, la DEA, le Pentagone, les Gardes-Côtes et le Commando du Sud pour mettre en œuvre cette politique d'intervention.

1.6 La stratégie contre-insurrectionnelle continentale s'accompagne d'opérations multilatérales dans la perspective d'une force d'intervention latino-américaine — une sorte de « *bras armé* » — « *antiterroriste* » de l'OEA elle-même. En effet, l'aspect institutionnel de cette réorganisation se développe aussi. On revitalise l'OEA et on construit un paradigme de « *solidarité démocratique* » pour les pays du continent (Charte démocratique interaméricaine, votée à Lima après le 11 septembre 2001) qui articule « *la défense des droits humains* » et une « *bonne gouvernance régionale* ». En même temps, les appareils répressifs se modernisent, l'impunité du terrorisme d'État est assurée, et le « *nettoyage social* » d'éléments jetables (comme en Colombie, Guatemala, Chiapas, Argentine et Brésil) fait partie du combat contre le « *crime organisé* », la « *contrebande* » les « *narcotrafiquants* », la « *délinquance* », « *l'économie illicite* » et des « *classes dangereuses* ».

Cette gouvernance interaméricaine prétend instaurer un droit d'ingérence, qui envoie au rebut les principes de non-inter-



Militaire
équatorien et
« conseiller »
yankee veillent !

tégration et de stabilité », tandis qu'on exigeait de l'Argentine des mesures d'ajustement plus dures et un accord avec le FMI.

Aux réunions de la ZLÉA de Caracas et Panama (mai 2000), les États-Unis ont insisté pour imposer une convergence autour de leurs intérêts, au moment où ils ont augmenté leurs mesures protectrices sur l'agriculture. L'insistance impérialiste s'est centrée sur « *la libéralisation des marchés* » dans cinq secteurs fondamentaux : les biens industriels, l'agriculture, les services, les achats gouvernementaux et les investissements directs étrangers.

1.4 La réorganisation stratégique des États-Unis s'inscrit dans la double perspective de réalisation d'un processus de libre-échange continental et de répression contre le mouvement populaire. Le déploiement militaire est en marche afin de contrôler — s'il le faut par la force — la mondialisation marchande et les désordres et révoltes sociales qu'elle engendre. L'intérêt stratégique de la région andine fait d'elle une des priorités pour la politique sécuritaire des États-Unis.

Le Plan Colombie (rebaptisé Initiative régionale andine) occupe une place centrale dans le dispositif contre-insurrectionnel.

contre le « *narcoterrorisme* » et en 2003, il y aura 98 millions de dollars pour créer une « *armée pétrolière* » de mercenaires pour surveiller les oléoducs de l'Occidental Petroleum. Dans leur arrière-cour et pour des raisons de sécurité, les États-Unis ont décidé de ne pas permettre un « *État brisé* ». Encore moins dans une région riche en pétrole, charbon et mines.

Dans de telles conditions, le Plan Colombie ne vise pas uniquement l'insurrection armée (particulièrement la FARC) et l'ensemble du mouvement social. Il sert aussi comme mécanisme dissuasif contre les résistances populaires en Amérique latine au moment où des scénarios favorables s'ouvrent pour les sociétés multinationales nord-américaines. Et c'est évident que le Plan Colombie ne connaît pas de limites de frontières ni de compétences. Cette intervention nord-américaine n'épargnera aucun pays et ne sera pas modifiée en fonction de tout autre intérêt que celui des États-Unis.

1.5 Comme un élément de ce dispositif militaire, le gouvernement de Panama augmente sa présence militaire dans la zone de Darien et recourt à une clause de l'accord du Canal qui prévoit la possibilité que

vention et du respect de la souveraineté nationale, très vifs dans des pays dont l'histoire est marquée par les luttes anti-impérialistes et contre les interventions étrangères.

1.7 En même temps, la crise de légitimité et de gouvernabilité des élites bourgeoises, impose des mécanismes et lois de contrôle social et des atteintes aux droits démocratiques de la « *société civile* ». L'État démocratique assume de plus en plus un caractère policier, autoritaire et de répression contre toutes les manifestations de protestation et désobéissance.

Justement, la crise du « *paradigme néolibéral* » comme phase actuelle de la mondialisation capitaliste et l'échec de la « *modernisation du sous-développement* » est un des facteurs clés de cette perte de légitimité et de cohésion du discours dominant. Il n'est plus certain de pouvoir séduire des franges très larges des « *classes moyennes* » avec le mirage de la consommation. Au contraire, elles passent à l'opposition militante par la mobilisation, les votes de protestation ou l'abstention.

La crise de légitimité et de gouvernabilité a été une constante des dernières années en Amérique latine, ce qui souligne l'instabilité politique dans la région. Cette crise frappe en plein dans la ligne d'eau la « *démocratie représentative* ». Les institutions ont été mises en faillite par les luttes démocratiques de masse qui ont fait tomber au cours des dernières années des présidents élus, réélus ou imposés par les parlements et congrès : Cubas Grau (Paraguay), Bucaran et Mahuad (Équateur), Fujimori (Pérou), De la Rúa et Rodríguez Saa (Argentine). C'est une autre singularité de l'Amérique latine, où le mouvement populaire a exercé le principe de révocabilité et de démocratie directe, en laissant de côté la délégation de pouvoirs.

1.8 C'est dans ce cadre qu'on impose — sur les plans économique, militaire et politique — une « *architecture multifonctionnelle* » qui devrait permettre de relégitimer la suprématie impérialiste.

Les objectifs qui figurent à l'agenda de Washington semblent clairs : écraser la nouvelle montée populaire, l'ampleur de la désobéissance civile et la nature radicale des luttes sociales ; renverser le processus révolutionnaire ouvert en Argentine ; coopter, neutraliser ou directement saboter un éventuel gouvernement Lula au Brésil ; vaincre l'insurrection armée en Colombie et assurer la livraison de son pétrole ; déstabiliser le gouvernement de Chávez — coupable d'un discours nationaliste et d'une alliance avec La Havane ; écraser la résistance zapatiste au

Chiapas et des communautés indigènes, les paysans, les habitants et les syndicalistes qui s'opposent au saccage du Plan Puebla-Panama ; poursuivre le blocus et infliger une défaite finale à Cuba ; créer des conditions pour la « *stabilité démocratique* » qui permettent l'influx sécuritaire des capitaux nord-américains pour les marchés qu'ils disputent avec l'Union européenne.

2. Une crise socio-économique accablante

2.1 La crise socio-économique du « *modèle néolibéral* » tout comme celle des projets d'intégration régionale subordonnée (MERCOSUR, CAN — Communauté Andine de Nations, Marché commun d'Amérique centrale) s'est accélérée avec le crash financier de 1997-1998, et l'offensive en direction de la ZLÉA.

Même si nous considérons que le dernier mot n'est pas dit à propos de la ZLÉA : d'une part, à cause des nouvelles conditions (protectionnistes) que le Congrès des USA a imposées à Bush par le biais de la Loi d'autorité de promotion commerciale ou la voie rapide (fast-track) ; d'autre part, à cause de l'augmentation de la mobilisation et la protestation sociale contre la ZLÉA.

En même temps, la gravité de la crise non seulement démontre les effets destructeurs du programme de contre-réformes libérales, mais aussi les conséquences brutales d'un projet littéralement néo-colonial imposé aux pays latino-américains. C'est une des causes qui expliquent la réorganisation de la stratégie impérialiste de domination.

2.2 Ce nouveau pacte colonial implique un transfert gigantesque des divers types de ressources vers les grands groupes impérialistes (sociétés industrielles-commerciales-financières) et vers une minorité de leurs partenaires locaux. Ce projet incorpore une corruption monstrueuse et un parasitisme typique d'une classe dominante qui fait plus confiance à un compte bancaire ouvert aux États-Unis, en Suisse ou dans un paradis fiscal, qu'en son propre pays. Un tel transfert de richesse passe par la destruction de couches sociales entières et par un degré sans précédent de concentration de la richesse, de désastre social, de crise économique et financière et par des récessions toujours plus prolongées.

Le choc implique une destruction industrielle des pays qui — comme l'Argentine — avaient un développement relativement élevé. Les coups d'une mondialisation du capital qui oblige les pays « *sous-dévelop-*

pés » à contracter leurs économies selon une logique d'ajustement structurel et de paiement de la dette externe, pour satisfaire les exigences des pays impérialistes et de leurs groupes industriels, a détruit le potentiel de la région. Presque tout a été privatisé et ce qui reste est à vendre : réserves d'eau et de pétrole, électricité, terres, mines, ports, services de santé.

2.3 Les causes structurelles de la crise économique sont accentuées par le déséquilibre des quatre grandes transformations qui se produisent dans la région :

1) l'augmentation de l'endettement externe à partir des années 1980 : 709 000 millions de dollars (1999) alors qu'entre 1982 et 1988, 796 000 millions de dollars ont été versés pour le paiement d'intérêts pendant que le paiement du service de la dette compromet l'avenir des nations, comme il accapare 39 % du PIB et 201 % des exportations ;

2) la destruction du tissu industriel dans plusieurs pays, avec le recul de branches industrielles liées au développement (stratégie de substitution des importations) et avec l'implantation de secteurs étroitement liés à la stratégie exportatrice des grandes sociétés transnationales ;

3) la détérioration des termes d'échange, c'est-à-dire, de la valeur respective des exportations par rapport aux importations (déficit des balances commerciales) ;

4) l'augmentation de la pauvreté et de l'inégalité : 44 % de la population latino-américaine est pauvre, plus de 90 millions de personnes survivent avec moins de deux dollars par jour, et 10 % s'approprient plus de 50 % du revenu national. Si, pour le cynisme du Forum économique mondial de Davos et New York, la pauvreté est avant tout « *le manque d'information* », les données de la région renversent toutes les supercheries idéologiques des seigneurs de l'argent. En pleine ère d'Internet, presque la moitié de la population latino-américaine n'a pas accès à une ligne téléphonique et la durée moyenne de la scolarité n'est que de 5,2 ans.

2.4 La récession globale touche directement la périphérie latino-américaine : la croissance des exportations a baissé de 12 % à 2 % au cours de l'année passée, l'investissement étranger s'est contracté et la croissance du PIB stagne à 0.5 % (2001), ne pouvant atteindre en 2002 que 1.1 % selon les estimations les plus optimistes.

La débâcle se concentre actuellement en Argentine. La dette externe dépasse la moitié du PIB et équivaut à cinq ans d'exportations : une dette qui a augmenté avec les

Amérique latine

privatisations scandaleuses. La chute du PIB atteindra les 10 % en 2002, au cours des deux dernières années plus de 3 000 firmes ont fermé leurs portes, le chômage atteint les 20 % et il y a 18 millions de pauvres (dont plus de 4 millions d'indigents). En même temps, les coûts de la dévaluation sont supportés par les salariés, qui ont perdu 40 % de leur pouvoir d'achat.

Ce vol gigantesque de ressource avec transfert net de richesses, expropriation de revenus et privatisation de l'État, fait face, par contre, à une réponse colossale de la part du mouvement populaire et s'accompagne d'une nouvelle période de la lutte de classes en Amérique du Sud.

3. La relance des luttes populaires

3.1 Nous assistons à une relance des luttes populaires de masse, de réorganisation des mouvements sociaux et de reconstitution d'une conscience de classe. C'est-à-dire, le pire moment de recul est derrière nous. Même s'il existe toujours des situations de fragmentation et de confusion, ce processus de franche récupération, de socialisation des diverses expériences de lutte, a un caractère large et radical, en liant des demandes et programmes qui incorporent des contenus économiques, sociaux, démocratiques, écologiques, culturels et ethniques.

L'intox idéologique des attentats contre les Tours Jumelles et la campagne terroriste de l'impérialisme et des pouvoirs médiatiques n'ont pas réussi à arrêter ce mouvement. Au contraire, la polarisation sociale s'est accentuée après le 11 septembre 2001. L'Argentinazo, et le soulèvement populaire contre la tentative de coup d'État au Venezuela, comme l'augmentation des protestations, grèves, et concerts de casseroles massifs en Uruguay, et les luttes toujours plus massives et radicales au Paraguay et en Bolivie confirment cette nouvelle période de lutte de classes.

3.2 Ces luttes des mouvements sociaux portent des programmes et revendications qui acquièrent une visibilité « *anti-néolibérale* », tout en s'inscrivant dans une dynamique concrète de caractère anti-impérialiste et anticapitaliste de la résistance.

Des mouvements et des luttes comme celles qui sont menées par la Coordination pour la défense de l'eau et de la vie à Cochabamba, les concerts de casseroles à Chapare et les marches paysannes en Bolivie, la CONAIE en Équateur et le MST du Brésil, les Zapatistes dans le Chiapas, le mouvement développé par le Conseil démocratique du peuple au Paraguay, les ensei-

gnants, étudiants et Mapuches au Chili, les habitants de Vieques, les salariés publics et les mouvements populaires en Colombie, les innombrables mobilisations syndicales, paysannes (où *Via Campesina* joue un rôle moteur fondamental), de travailleurs sans-emploi (l'exemple des piqueteros argentins s'est répandu dans plusieurs pays), le mouvement des Noirs, des femmes, des militants pour les droits humains et contre l'impunité, les étudiants et habitants des quartiers populaires, les radios communautaires, jouent le rôle d'articulation des différentes dimensions de cette résistance qui contient des éléments — bien que partiels — de contre-offensive.

Dans ce nouveau scénario, le resurgissement des peuples indigènes, de leurs organisations et revendications occupe une place à part. Des peuples indigènes qui ont pris la parole contre la commémoration des 500 ans de la conquête de l'Amérique.

Par ailleurs, l'insurrection armée en Colombie se poursuit dans le cadre d'une guerre sans répit et qui a fait des dizaines de milliers de victimes.

Cette nouvelle période de luttes et de prise de conscience démocratique radicale, explique notamment la victoire (provisoire) des masses les plus pauvres contre la tentative de coup d'État au Venezuela. Provisoire, dans la mesure où le populisme nationaliste de Chávez n'assure pas l'écrasement de la conspiration contre-révolutionnaire, ni l'autonomie des Cercles bolivariens, ni l'auto-organisation des forces radicalement anti-impérialistes qui émergent au sein de la « *révolution bolivarienne* ».

3.3 Toutes ces luttes — qui ne se limitent pas à la périphérie de « *l'exclusion sociale* » ou la « *déprolétarianisation* » et ne peuvent pas être décrites comme les luttes d'une « *multitude* » amorphe et éclectique sans appartenance de classe — embrassent des secteurs de plus en plus larges des classes exploitées et se lient à la croissance d'un mouvement de résistance contre la mondialisation capitaliste, établissent des liens avec les campagnes et les réseaux de solidarité et les grands affrontements contre les institutions financières internationales, et confirment en même temps, l'émergence d'un internationalisme renouvelé (dont l'expression massive s'est exprimée depuis Seattle au Forum social mondial de Porto Alegre).

Dans ce mouvement antagoniste surgit une nouvelle gauche sociale radicale, qui ne réfléchit pas seulement sur « *le socialisme de l'avenir* » ou « *un autre monde possible* » mais qui intervient dans la lutte des classes, mène des révoltes, conteste les rapports de

force, œuvre quotidiennement pour la construction de « *contre-pouvoirs* » latents.

3.4 L'Argentinazo a accéléré cette recomposition du mouvement populaire et sa radicalisation. Ce mouvement représente un événement historique décisif dans le cours de la lutte des classes en Amérique latine. Et même s'il ne faut pas sous-estimer la capacité de la bourgeoisie et de l'impérialisme d'organiser une issue contre-révolutionnaire, la force du mouvement populaire est en train de jeter les bases, lentement, de nouvelles formes de démocratie à la base.

Il y a une ligne qui relie la lutte des masses en Argentine (et dans l'ensemble de l'Amérique latine) avec les révoltes de Seattle et de Gênes, avec le mouvement contre la mondialisation capitaliste, comme avec les insurrections, la désobéissance civile, les protestations, et surtout, avec la formidable radicalisation d'une frange toujours plus large de la jeunesse à l'échelle mondiale et, dans le cas de l'Amérique latine, des femmes travailleuses, sans-emploi, chefs de ménage, qui jouent un rôle essentiel dans la recomposition d'une gauche sociale radicale.

L'Argentinazo, à son tour, a renforcé ce climat anti-impérialiste qui constitue la principale menace pour le projet de recolonisation que les États-Unis ont conçu autour de la ZLÉA.

3.5 L'Argentinazo a signifié un saut qualitatif dans cette reprise des mouvements sociaux, non seulement comme articulation de la résistance « *anti-néolibérale* » mais également dans la perspective de la construction d'un mouvement anti-impérialiste et anticapitaliste. De même, il a servi comme facteur clé pour la délégitimation du discours et du programme néolibéral. C'est l'ouverture de ce processus révolutionnaire qui met en question comme rien d'autre, le rôle du FMI et des capitaux transnationaux, la dette externe, les privatisations et la braderie du pays par les élites gouvernantes.

Le processus révolutionnaire ouvert, multiforme, expérience de démocratie directe et décentralisée, permet l'interaction entre les différentes structures qui surgissent : les piqueteros, les assemblées de quartier, les groupes de petits épargnants, de travailleurs des services et des usines. Cette confluence réduit la division traditionnelle entre « *salariés* », « *sans-emploi* » et « *classes moyennes* ».

Les expériences du mouvement des « *piqueteros* » et des assemblées de voisins donnent lieu à la possibilité de poursuivre la construction d'un mouvement révolution-

Pérou, contre les privatisations



naire, un pouvoir populaire démocratique et de perspective socialiste. La « grande révolution » a mis à l'ordre du jour une stratégie qui lie la résistance et la lutte pour le pouvoir, la démocratie représentative et/ou le principe de révocabilité, les « pillages » pour assurer l'autosubsistance alimentaire. Y compris des expériences d'autogestion ouvrière, voire de questionnement de la propriété privée et du monopole du processus de production.

En Argentine, un immense mouvement de masse, radical et démocratique, a subverti et disloqué tous les mécanismes de représentations politiques et institutionnels. Il a mis en question le monopole de pouvoir étatique capitaliste et, potentiellement, exprime la possibilité d'avancer vers des formes de double pouvoir. En ce sens, l'affirmation de Trotsky assume sa pleine validité : les masses ne vont pas à la révolution avec un plan préconçu de société nouvelle, mais avec un sentiment clair de l'impossibilité de continuer de supporter la société ancienne.

4. Construire une gauche anticapitaliste

4.1 En Amérique latine, et en particulier en Amérique du Sud, on vit une situation exceptionnelle. L'intensité d'une crise socio-économique et du « modèle néolibéral » se combine avec une crise des institutions (de gouvernabilité) et de la direction politique bourgeoise.

Le processus de contre-réformes a perdu toute sa légitimité politique et idéologique et la nature large et radicale des luttes populaires pose avec plus de force la nécessité d'une « refondation » programmatique dans une direction anti-impérialiste et anticapitaliste.

Dans ce cadre, autant le front uni et l'unité de la gauche que la construction d'une force révolutionnaire avec une implantation de masse et une capacité de direction, sont des tâches fondamentales et immédiates de la gauche radicale. Ces tâches ne peuvent pas être réalisés par « l'auto-affirmation » de « notre identité ».

Les marxistes révolutionnaires qui font partie des différentes organisations, groupes et courants de la IV^e Internationale doivent opter, sans hésitations, pour une orientation politique de regroupement de la gauche radicale, d'unité de la gauche révolutionnaire.

4.2 L'extrême polarisation de la lutte des classes aiguë, exacerbe les rapports et les débats au sein de la gauche latino-américaine autour des stratégies à suivre. Et surtout, elle ouvre une brèche entre la simple résistance sociale et un projet politique alternatif.

La question de l'articulation entre la résistance sociale et le projet politique dans une perspective stratégique de pouvoir revient sur la scène avec plus de force et

d'actualité. La lecture unilatérale de « réforme ou révolution » cède sa place à l'urgence de réforme et de révolution, pour la « transformation de l'ordre dominant » comme l'avait proposé Rosa Luxemburg.

La distance entre une gauche radicale, dont la nature contestataire ne fait pas de doute, et une autre gauche qui — sans cesser de détenir une base sociale large et aussi de résistance — se situe dans un horizon stratégique de débat institutionnel, se fait plus évidente.

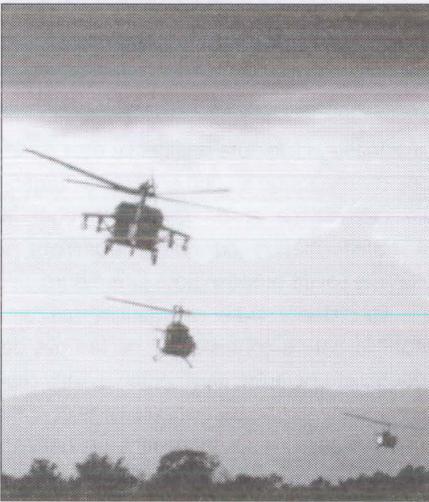
Au moment où celle-là accentue ses accents « résistants » et para-institutionnels, celle-ci se consolide autour de gouvernements municipaux, parlementaires, et en certains cas, comme option électorale nationale. Pendant qu'elle recule sur les questions programmatiques et s'adapte (même si c'est de manière conflictuelle) aux règles du système de domination, elle se polarise avec la droite sur les « modèles de pays ». Ce cours se confirme chez les principales organisations qui composent le Forum de Sao Paulo.

4.3 Dans la gauche dominante dans les grands partis et fronts, une stratégie politique de conciliation de classes, de « concertation » et d'alliances avec des secteurs d'entreprises « progressistes » ou carrément libérales voit le jour. Le « progressisme » se rapproche de plus en plus du social-libéralisme de la « gauche plurielle ».

Amérique latine

Prises dans le syndrome « *ni De la Rúa, ni Chávez, mais Allende non plus* » les directions majoritaires avancent un programme de « *modèle alternatif de développement* » avec l'accent sur « *le social* » et « *l'éradication de la pauvreté* » pour dépasser « *le lourd héritage néolibéral* » : endettement, dénationalisation, chômage, pauvreté, structure productive dominée par les capitaux transnationaux.

Par contre, dans les programmes, on ne retrouve ni le moratoire sur la dette, ni la renationalisation des entreprises publiques privatisées et des fonds privés de sécurité sociale, ni une réforme des impôts expropriatrice du capital, ni une rupture avec les conditions qu'imposent les organismes financiers internationaux, ni les politiques protectionnistes avec une certaine coupure avec la logique « *globalisatrice* ». Cette gauche ne s'inscrit pas non plus dans une stratégie de « *rupture démocratique* » ou de « *révolution démocratique* ». Ce qui prévaut



dans la vision des directions majoritaires est un réformisme sans « *réformes structurelles* » (dans le sens anticapitaliste qu'Ernest Mandel attribuait à ces réformes).

Au sein de la gauche réformatrice prédomine une vision « *redistributive* » sans mesures radicales de redistribution du revenu et de la richesse.

4.4 Néanmoins, en Amérique latine la dimension de la crise et l'arrogance impérialiste ont acquis une telle magnitude que les espaces pour le « *progressisme* » s'évaporent. L'expérience désastreuse du gouvernement de l'Alliance en Argentine est l'exemple le plus fort. Et quand un processus timide de nationalisme et de populisme social surgit, comme au Venezuela, la droite, les secteurs réactionnaires de l'Église, les militaires et les multinationales avec l'impérialisme en arrière fond, organisent la déstabilisation.

Cette opération contre-révolutionnaire — qu'on évoque en parlant d'une victoire du Frente Amplio en Uruguay — s'intensifiera si le PT obtient une victoire au Brésil. Peut-être que la droite n'aura pas recours à la force pour empêcher un triomphe électoral de Lula mais pour faire échec à son gouvernement ; par la voie de la déstabilisation et du sabotage, ou en le dénaturant de fond en comble. Pour le moment, les multinationales et les « *investisseurs* » parlent d'attendre six mois avant de prendre des décisions devant un gouvernement PT. Dans ce contexte, l'évolution de la direction du PT et de Lula, a cessé d'être « *contradictoire* » et se consolide autour de « *l'entente sociale* » et d'un programme de « *maturité* » développementiste sans point de rupture avec la logique qu'impose la mondialisation capitaliste et l'impérialisme.

4.5 Une « *refondation* » programmatique de la gauche latino-américaine ne peut pas se faire en la divorçant des « *tâches concrètes* » dans une période de radicalisation de la lutte des classes. C'est-à-dire, de l'intervention dans les luttes sociales pour « *un autre monde possible* »... sans capitalisme ; de liens avec les secteurs populaires qui se radicalisent en questionnant de fait la propriété privée et en construisant des alternatives à la « *démocratie du marché* » ; de la bataille contre le possibilisme qui imprègne les directions majoritaires de la gauche, et du défaitisme et de la perte de confiance en soi qui imprègnent les forces marxistes et révolutionnaires.

Ce « *programme de transition* » passe par des questions comme le caractère qu'assume la recolonisation économique et la question de la souveraineté nationale (anti-impérialisme concret) ; la reformulation des processus d'intégration régionale comme la ZLEA (en proposant un développement réel) ; le non-paiement de la dette ; la lutte contre les privatisations ; la question de la démocratie politique, de la réappropriation des droits confisqués, comme la nature, la portée et limites d'une orientation de démocratie participative au niveau local ou municipal (la gauche latino-américaine gouverne des métropoles comme des petits villages au Brésil, Uruguay, Mexique, Le Salvador, Équateur, Pérou, Colombie) ; la relation entre luttes urbaines et rurales ; la relation entre la résistance sociale et l'organisation politique ; les nouvelles formes qu'assument les « *sujets* » qui se reproduisent au feu de la fragmentation de la classe ouvrière (piqueteros, assemblées populaires, occupants de terres et de logements, expériences d'auto-défense, quartiers qui luttent pour les servi-

ces publics, espaces pour les jeunes, pour les femmes qui organisent l'autosubsistance, les différentes expériences d'économie de troc) ; les politiques d'alliances sociales et politiques (dans le cadre d'une proposition programmatique de front uni) ; les options de construction d'organisations de la gauche révolutionnaire.

4.6 Construire une force révolutionnaire avec une implantation de masse et une capacité dirigeante dans le contexte actuel devient une tâche immédiate, justement, parce que la crise elle-même accélère tous les délais. Sans cette force dirigeante, la vitalité de la résistance sociale et la radicalisation d'une avant-garde politique finissent dans un cul-de-sac, en réduisant la potentialité transformatrice à une simple apologie du « *rebelle* ».

Au Mexique, le mouvement zapatiste n'a pas su traduire sa capacité de mobilisation dans les consultations et les marches, en une alternative politique de gauche. Il n'y a pas eu de modification du rapport des forces. La théorie de « *l'anti-pouvoir indéfini* » ou de « *changer le monde sans prendre le pouvoir* » n'a pas produit de processus de réformes radicales, ni de processus révolutionnaire. De toute manière, la crise de toutes les formations et partis politiques au Mexique — accentuée avec l'élection de Fox — s'inscrit dans une recomposition, dans des réalignements et dans un surgissement de nouvelles options. Dans ce cadre il faudrait qu'il y ait, pour être à la hauteur des circonstances, un regroupement et une refondation de la gauche révolutionnaire et socialiste. Un regroupement qui dépasse l'impasse du zapatisme et les tentatives épuisantes d'une « *gauche cardéniste* » qui cherche à transformer un PRD piégé par la logique de l'institutionnalisme, du clientélisme, de la conciliation, de la corruption et compromis avec la « *gouvernabilité* ».

En Argentine, l'absence de cette force dirigeante est le plus grand frein. Les différents « *trotskyistes* » (avec l'exception partielle de certains courants du MAS) utilisent la « *crise révolutionnaire* » et les différents scénarios de lutte populaire, d'auto-organisation ouvrière, et de démocratie populaire directe, pour s'emparer des assemblées de quartier, créer leurs fronts dans le mouvement piquetero et recruter de nouveaux militants. Sans faire des pas concrets vers une proposition d'unité de la gauche anticapitaliste avec Autodétermination et Liberté (Zamora).

Cette situation tend à favoriser le concept d'horizontalité et les questionnements des organisations politiques de la

gauche « traditionnelle ».

En Équateur, la crise et la rupture de *Pachakutik* et les tendances conciliatrices qui se manifestent au sein de la CONAIE empêchent de profiter de l'énorme potentiel insurrectionnel du mouvement social.

En Colombie, — au milieu d'une guerre — le Front social et politique prend ses distances de la stratégie militariste de la FARC et de l'ELN et se rapproche d'une version social-démocrate renforcée par la constitution électorale du Pôle démocratique.

En Uruguay, le virage à droite du Frente amplio (Front large) a laissé presque seul le Courant de gauche qui, malgré ses faiblesses et contradictions internes, maintient une optique de contestation du réformisme à partir d'une perspective radicale.

4.7 La construction de cette force dirigeante est également décisive pour la lutte contre la stratégie et le programme du réformisme et les tendances social-démocrates et social-libérales de la gauche ; et surtout pour préparer le mouvement populaire à l'affrontement avec la droite bourgeoise et l'impérialisme. Parce que si nous disons qu'il y a une nouvelle montée populaire et une exacerbation de la lutte des classes, nous reconnaissons également les contre-tendances : autoritarisme, reculs démocratiques, répressions sélectives ou massives, déstabilisation de gouvernements de gauche ou populistes-nationalistes, sorties contre-révolutionnaires.

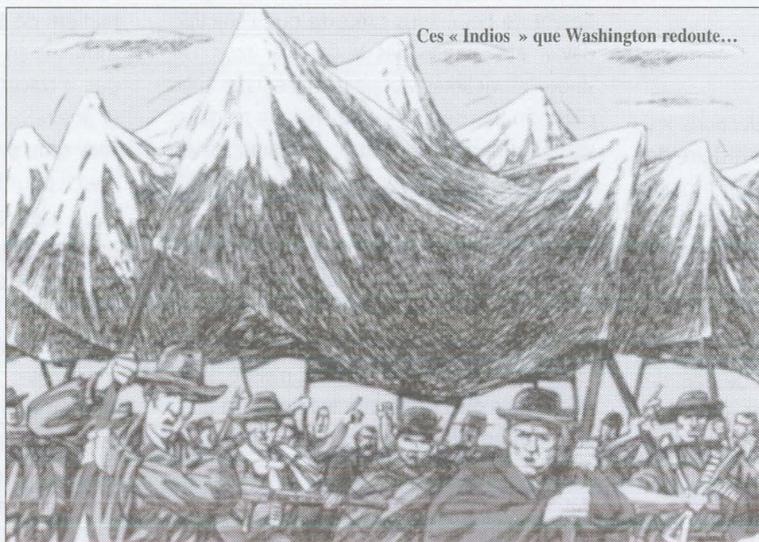
Cette force dirigeante est fondamentale pour favoriser un processus d'auto-organisation massive dont la caractéristique universelle répond à des périodes de mobilisation intense et prolongée. Et aussi, pour organiser l'auto-défense des luttes et critiquer les illusions réformistes du « changement » institutionnel sans affrontement et sans violence.

4.8 Nous sommes pour la construction d'un noyau dur de la gauche et des mouvements résistants et « antagonistes ». Cette perspective ne peut pas se construire à partir d'une pathologie groupusculaire ni en évacuant la pensée stratégique et les initiatives audacieuses au nom de la défense de « notre identité » quatrième-internationaliste.

Les cadres militants de la IV^e Internationale décidés à jouer un rôle dans la

construction de cette force dirigeante font face à une double tâche.

D'une part, contribuer à maintenir et à renforcer l'unité des forces de gauche et populaires (dans un sens large) ; intervenir dans la construction ou reconstruction d'un camp de gauche comme alternative aux courants conciliateurs dans les formations d'unité large (PT, Frente Amplio, Frente Social y Político) sans perdre de vue l'hypothèse de crises et ruptures de cette gauche



large à mesure que son programme et sa stratégie heurtent la nature radicale des résistances sociales et les demandes populaires.

En même temps, et bien qu'avec avec des rythmes et des dimensions différentes, il y a une perspective de regroupement de la gauche révolutionnaire comme expression de la nature radicale des résistances sociales. Cette perspective de regroupements politiques radicaux s'exprime dans des expériences nouvelles comme le Courant de gauche (CI, Uruguay), Présents pour le socialisme (Colombie), le Front socialiste (Puerto Rico) et la Convergence populaire socialiste (Paraguay).

Ces expériences permettent aussi d'enrichir l'accumulation politique et programmatique propre à la IV^e Internationale quand elles réussissent à établir une relation d'aller-retour, d'échange et de propositions et tâches communes pour la réflexion et l'action.

4.9 Dans le cadre de la crise et des luttes sociales, les forces de la IV^e Internationale ont un rôle actif à jouer. Elles font la promotion et en plusieurs cas organisent ces luttes populaires quotidiennes. Elles participent à toutes les mobilisations, campagnes de solidarité, réseaux et forums qui expriment les différentes expériences de résistance,

comme aux espaces de réflexion des expériences sociales et d'élaboration programmatique comme le Forum social mondial. Mais aussi à ATTAC, à la Marche mondiale des femmes, au Blocage contre la ZLÉA, aux campagnes pour le non-paiement de la dette externe et contre le plan Colombie, au Forum de Sao Paulo, aux courants syndicaux de classe et aux coordinations des mouvements sociaux (Argentine, Colombie, Chili, Paraguay, Puerto Rico, Mexique, Uruguay).

Cette perspective de regroupement des forces radicales et anticapitalistes exige qu'on situe notre expérience accumulée dans une dimension de pluralisme révolutionnaire qui transcende nos propres frontières organisationnelles. Une perspective qui s'inscrit dans une période d'accélération des affrontements politiques et sociaux. Tout comme la crise et les recompositions autocritiques de courants révolutionnaires, y compris certaines en provenance des divers « trotskysmes ». De là, la nécessité de créer des

réseaux et ententes qui permettent la socialisation des différentes expériences et options politiques et stratégiques. De là, la nécessité d'ouvrir nos « instances » et de sortir des microclimats « d'auto-affirmation » paralysante.

C'est vrai que nous réalisons « nos tâches » dans un contexte rempli de difficultés comme pour aborder à temps et systématiquement les problèmes nouveaux d'analyse, d'options tactiques, de redéfinition programmatiques et d'approximations stratégiques. Et dans une situation où notre visibilité institutionnelle (à l'exception du Brésil) est très faible.

Ainsi, les organisations de la IV^e Internationale se construisent dans des situations où les tensions font partie du paysage, et par des processus où se combinent des noyaux de militants avec expérience et continuité, des militants qui proviennent d'autres traditions de lutte, et avec l'incorporation de jeunes radicaux qui dynamisent la réflexion et l'action. Syntoniser ou administrer cette diversité engendre des conflits et confusions sur les options politiques à prendre. Cela n'empêche pas nos forces sur le continent latino-américain de continuer à être impliquées dans les luttes et les mouvements sociaux, comme dans les combats anti-impérialistes et anti-capitalistes.

Montevideo, 23 mai 2002

La continuité néolibérale renforce la guerre

Par
Fermin Gonzalez*

Nous venons d'assister aux élections les plus antidémocratiques de l'histoire de la Colombie. La violence conservatrice de la décennie de la Violence (1947-1955) n'était rien en comparaison avec ce qui s'est passé à la veille des élections. Une violence terrible, de la coercition et des fraudes que l'État a fait mine d'ignorer. Un gouvernement qui, avec la rupture des négociations de paix de El Caguan, a décidé d'orienter l'opinion publique vers une candidature qui s'est toujours opposée à ce processus et à sa propre action, en échange de prébendes bureaucratiques et d'impunité future. La campagne du candidat Uribe Velez a coûté plus de huit millions de dollars tout comme celle du candidat libéral Horacio Serpa, alors que Lucho Garzon n'a dépensé que 500 000 dollars. De plus, les médias ont orienté le vote, en attribuant l'appauvrissement croissant exclusivement à la guerre et aux supposées concessions accordées aux guérilleros ; quant aux actions de la guérilla, elles affectent chaque jour davantage la population civile. Tout a entraîné un vote désespéré des couches basses et moyennes de la population pour un faux Messie de plus, à côté d'un vote conscient de l'oligarchie et des milieux dirigeants qui jouissent cependant encore d'une certaine stabilité économique au sein du modèle en place.

Avec la complicité de l'État, la pression paramilitaire a interdit directement dans les campagnes et dans les petites villes toute campagne électorale autre que celle du candidat choisi et on est allé jusqu'à recenser les votants maison par maison, quitte à les tuer ensuite si les votes ne correspondaient pas. Dans le même temps, des campagnes de rumeurs furent lancées dans les villes, et il y a même eu des agressions militaires contre certains quartiers populaires comme à Medellin, le tout visant à engendrer un sen-

timent de peur, sous prétexte que l'élection devait être réglée dès le premier tour, car sinon les victimes auraient été encore bien plus nombreuses. Des centaines de militants sociaux qui participaient à la campagne du Front social et politique (FSP) et du Pôle démocratique dirigée par Lucho Garzon ont été assassinés sans que cela soit considéré comme une atteinte au jeu démocratique électoral.

On n'a pas non plus pris en considération le fait que l'abstention soit passée de 48 à 58 %, ce qui reflète tant le rejet de la pression paramilitaire que la campagne en faveur de l'abstention réalisée par la guérilla dans des régions paysannes traditionnellement à gauche.

On peut en conclure que, grâce à la pression armée de l'État et de son « *para-État* » ainsi qu'à la manipulation de l'opinion publique à travers les médias, un président a finalement été élu par une majorité très importante, ce qui lui donne apparemment une grande légitimité, si on ne prend en compte aucun des éléments précédents.

Si certains des membres de la mission d'observateurs de l'Organisation des États américains (OEA) et des secteurs indépendants ont pu comprendre ce qui se passait, la pression officielle des États-Unis a conduit à minimiser les atteintes à la démocratie. Bush a remporté une nouvelle élection, où cette fois-ci encore la fraude était très présente. Son appui à Uribe s'est exprimé à travers l'attitude sans précédent de l'ambassadrice des États-Unis, qui est allée le féliciter avant même que sa victoire soit officiellement annoncée, et il a été réaffirmé avec la visite éclair inattendue du sous-secrétaire d'État Otto Reich, venu pour donner clairement son aval aux politiques de guerre, pour conférer un statut politique aux paramilitaires et pour rappeler au passage qu'il fallait respecter les engagements auprès du FMI. Ils veulent qu'Uribe soit la copie conforme du Mexicain Fox, qu'il articule le Plan Puebla-Panama avec le Plan Colombie pour assurer ainsi l'exploitation de nos ressources énergétiques, stratégiques et naturelles et, dans le même temps, réaliser les méga-projets en

matière de télécommunications et de voies routières en cours. Ils ont choisi le président qui, à travers une réorganisation territoriale et une réforme politique rétrograde, approuvera sans problèmes l'Accord de libre commerce pour les Amériques (ALCA), ce qui en finira avec le peu qui subsiste de la production et de la souveraineté nationale.

Ces objectifs impérialistes, couplés aux déclarations des entreprises qui évaluent les risques financiers représentant les grands monopoles internationaux du capital, ont conduit Uribe à taire rapidement ses velléités initiales sur la possibilité de renégocier la dette et de demander une modification des politiques de récession de la Banque de la République. La nomination du ministre des Finances, néolibéral convaincu et éminent fonctionnaire du FMI, et son annonce de davantage de " sueur et de larmes ", ont montré qu'aucun écart populiste ne lui sera permis.

Le parti unique du néolibéralisme

Avec cette candidature issue de l'épuisement de la population face à la guerre, la crise du bipartisme libéraux-conservateurs a trouvé le moyen de construire un nouveau parti unique dans le style de l'ancien Parti national, qui ne s'exprime plus sur les places publiques mais virtuellement dans les médias. Nous sommes face à une tentative de changement politique qualitatif de la classe dirigeante. Dans ce parti, l'hégémonie est revenue par les technocrates et non par les clientélistes, ce qui ne signifie pas la disparition de ces derniers mais leur reclassement. Il avance un projet politico-militaire préparé pour la phase finale néolibérale, par la voie de l'autoritarisme mais également de la cooptation, afin de préparer la société aux demandes néocoloniales du Plan Colombie et de l'Initiative régionale andine. Il s'agit d'un parti de la guerre visant à écraser les probables réactions populaires ; de la mise en place d'un modèle présidentiel autoritaire et fasciste à moyen terme qui devra se charger d'agir préventivement face à d'é-

* Fermin Gonzalez est un dirigeant l'organisation marxiste révolutionnaire Présents pour le socialisme (PPS), partie-prenante du Front social et politique (FSP).

ventuels troubles économiques, financiers et sociaux, à l'image de ce qui s'est produit en Argentine.

Cependant, les entrepreneurs et les politiciens n'ont pas tous suffisamment confiance pour tout miser sur cette option guerrière. Croire qu'il existe en Colombie 55 % de personnes qui appuient la solution fascistoïde serait une grande erreur. C'est un appui qui peut se retourner rapidement car des illusions angoissées peuvent rapidement se transformer en désillusions indignées, ce qui laisse une faible marge de manœuvre au gouvernement pour mettre en place les réformes politiques, économiques, sociales et militaires supposées résoudre le conflit armé et social. Cette fragilité fait que la crise du bloc dirigeant historique continue et que la nécessité d'alternatives est plus importante que jamais.

Les votes pour le Front social et le Pôle démocratique

Il est apparemment paradoxal qu'au milieu d'un tel déni de la démocratie, la gauche regroupée dans le Front social et politique (FSP) et dans sa coalition large, le Pôle démocratique, ait obtenu un impact national tel qu'elle se retrouve en seconde position et constitue la seule opposition. Cela est en partie dû au profit d'honnête militant social de son candidat, à la façon d'agir unitaire qui a donné la priorité aux organisations sociales et ethniques, et à son message « *En finir avec la guerre* » qui a attiré les étudiants et les intellectuels. Nous avons assisté au processus de formation d'une gauche socialement radicale mais politiquement intelligente, qui a gagné à sa cause des personnalités comme le sénateur Carlos Gaviria et le sociologue Orlando Fals Borda. Mais seuls le développement de la conscience sociale, qui comprend la crise sans issue du modèle néolibéral et la nécessité d'alternatives qui rompent avec le bipartisme peuvent expliquer au fond l'appui populaire reçu par la candidature de Lucho, qui fut plus important que le strict résultat des urnes. Le résultat électoral reflète de manière importante, mais insuffisante, ce qui s'est passé dans la société. Les enquêtes qui annonçaient 11 % pour Lucho ont montré qu'une partie importante de la base des alliés du Pôle démocratique ont changé de vote à la dernière minute. Là-dessus a pesé l'abstention forcée ou volontaire et les non inscrits qui auraient voulu voter mais ne s'étaient pas inscrits l'an dernier, le vote utile pour Serpa ou le vote pour Uribe au premier tour afin de conjurer la peur d'un second tour sanglant.

L'optimisme général dans les rangs du

FSP s'appuie sur le fait qu'il atteignait déjà pratiquement ce résultat de 6,2 % seul, avant l'alliance avec le Pôle démocratique, dont les partis représentés au parlement auraient théoriquement dû obtenir dans les 12 %. Cela indique que les votes obtenus appartiennent à une frange stable et consciente d'électeurs de la gauche sociale, qui votent pour l'autonomie face au bipartisme

Les miliciens d'extrême droite, comme celui-ci, sont responsables de milliers d'assassinats, mais ce terrorisme là convient parfaitement à George W. Bush



et à la guérilla, à partir de laquelle et avec laquelle on peut construire avec davantage de confiance le projet stratégique des secteurs populaires.

Rien de tout cela n'enlève d'importance au bilan autocritique que doit faire le FSP. En premier lieu, à cause de notre faible insertion dans les secteurs populaires, qui restent dépendants du clientélisme et du poids des médias. Cela ne pourra être dépassé que grâce à davantage de travail depuis la base afin qu'elle réussisse

à organiser ses mobilisations et à s'approprier programmatiquement ses luttes. Les espaces dans les médias sont importants et il faut exiger que l'opposition dispose de droits réels à ce sujet. Mais cela ne sera pas suffisant pour nous différencier et être plus crédibles face à l'incrédulité et à la corruption des dirigeants dues à des années de bipartisme. Si la guerre est un grand obstacle en soi pour effectuer ce travail dans les campagnes et dans les communes populaires, il reste nécessaire et indispensable, ce qui va de pair avec la construction de structures du FSP à la base, en profitant de l'audience et de l'appui électoral reçus.

Il est également très important d'appro-

Colombie / Paraguay

fondir la définition du Pôle démocratique, dont les dirigeants, tous parlementaires, ont des orientations très variées. Il oscille entre des secteurs honnêtes qui rompent avec le bipartisme, mêlés à des visions technocratiques, populistes, possibilistes, dont certains sont prêts à des conciliations avec le néolibéralisme et avec les secteurs sociaux démocrates. Mais il dispose d'une base électorale qui l'a choisi pour son caractère "indépendant" face aux politiciens du système. Dans la réalité, une grande partie du travail régional et de base de la campagne de Lucho a été réalisée par les membres du FSP, qui, à cette occasion, ont attiré les secteurs les plus conséquents des bases du Pôle. Ce qui nous amène à dire que les membres "actifs" du Pôle démocratique deviennent "passifs" en ce qui concerne une bonne partie de sa direction, mais comptent à la base et dans les régions.

Au sein du Front, nous devons continuer à renforcer de manière unitaire et sans sectarisme cette base sociale chaque jour frappée davantage par le modèle néolibéral, la répression et la guerre, car c'est de là que viendra notre principal appui pour former une véritable opposition sociale radicale face à une stratégie agressive de domination intégrale.

Les axes d'une opposition sociale radicale

A ce jour, sont annoncées des restructurations de l'État destinées à liquider davantage d'emplois, à privatiser l'Institut de sécurité sociale, le Service national d'apprentissage, à liquider la Banque du Café et à privatiser le fonctionnement de l'Institut de développement industriel et la Banque de la République, ainsi que la liquidation des régimes spéciaux de retraite des instituteurs et des travailleurs du pétrole, considérée comme une priorité de la législature tout comme l'augmentation des cotisations et de l'âge de la retraite, le tout dans le cadre d'une nouvelle réforme rétrograde de l'emploi. La popularité du gouvernement d'Uribe risque de ne pas résister à ces mesures. Il n'existe pas d'autre alternative que l'opposition radicale de ceux d'en bas, qui appuient le projet politique national du FSP. Alors que le libéralisme de Serpa soutient le gouvernement dans une perspective de « *collaboration constructive et d'indépendance critique* », certains secteurs du Pôle démocratique veulent le faire se contentant d'inverser les termes : « *indépendance critique et collaboration constructive* ». Étant donné le moment historique, ceux qui se trompent dans ce domaine seront vite rejetés dans les

oublies de l'histoire.

Depuis le FSP, nous travaillerons dans l'opposition également sur le terrain de la recherche d'une issue politique au conflit armé, en nous opposant à l'incorporation de toutes les entreprises de vigilance dans le ministère de la Défense et à la nouvelle loi antiterroriste qui viole de manière grossière les droits de l'homme et la démocratie. Nous ne tomberons plus dans le piège de nouvelles rééditions gouvernementales de fronts communs contre la violence et pour la paix, qui ne sont que de la poudre aux yeux pour la communauté internationale. En revanche, il faut renforcer le mouvement de la paix dont le drapeau a été récupéré par le secteur alternatif, ce qui s'exprime par exemple dans les résolutions du récent Congrès de Paix et Pays.

Le troisième axe de notre politique d'opposition devra passer par la lutte contre la réforme politique qui annonce un nouvel ordre régional autoritaire et excluant, semblable à ce qu'a-vait réalisé Pinochet au Chili, avec des seuils électoraux élevés qui réduisent les possibilités d'expression démocratique et une augmentation du présidentialisme accompagnée d'une réduction du pouvoir, voire d'une élimination des espaces de choix populaire, comme le Congrès, les Assemblées départementales, les Conseils et les mairies, le tout sous couvert de lutte contre la corruption et pour la réduction des dépenses publiques.

Pour faire face à tout cela, une forte mobilisation nationale est nécessaire, avec des mobilisations régionales et nationales qui incluent les travailleurs, les usagers des services publics, les personnel de l'éducation et de la santé, les usagers du secteur financier, les communautés indigènes et noires, les mouvements pour la paix et les droits de l'homme. Elles devront se baser sur le rejet des projets du gouvernement associé à des propositions alternatives et sur un programme de résistance qui refuse le paiement de la dette publique, à commencer par celle des départements et des municipalités. Il faudrait relier cela à une enquête populaire ouverte qui permette de jeter en prison tous ceux qui ont volé le pays et prétendent continuer à le faire. Pour cela, le FSP a déjà décidé d'appeler à une Rencontre nationale des organisations sociales, afin de débattre de la nouvelle phase que traverse le capital en Colombie et des résistances politiques et programmatiques que nous devons assumer dans toutes les instances du FSP. Nous en présenterons les résultats aux membres du Pôle démocratique qui veulent se transformer en opposition véritable. ■

Bogota, le 4 juin 2002

Par

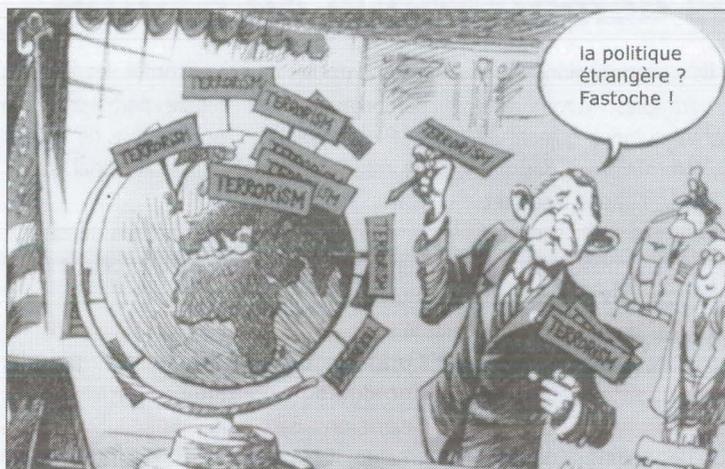
Adolfo Gimenez*

Lors de la troisième semaine de mobilisations contre la politique néolibérale du gouvernement de Gonzalez Macchi, des milliers de paysans se sont rendus à la capitale pour attendre la décision de la chambre des sénateurs concernant l'annulation de la loi 1615 sur les privatisations, d'ores et déjà sanctionnée en partie par la chambre des députés. Durant dix jours, il y a eu des barages sur les principales routes du pays, ce qui a donné lieu à des négociations et à un accord partiel avec le gouvernement sur cinq des six points présentés par le Congrès démocratique du peuple (CDP), mais on attend toujours le rejet de la loi sur les privatisations ainsi que la libération d'une centaine de manifestants arrêtés à San Patricio, dans le département de Misiones, à 230 kilomètres de la capitale.

Il s'agit de la plus importante manifestation de protestation du mouvement populaire depuis la transition démocratique qui a commencé en 1989. La profonde crise économique et politique que traverse le pays, ainsi que le discrédit du gouvernement dû à sa corruption et à son inefficacité, ont entraîné les protestations populaires, dirigées par le mouvement paysan organisé. Cette explosion, en germe depuis des mois, s'explique par la crise aiguë que connaît l'État à cause du manque de ressources pour financer ses dépenses et des graves conséquences de la crise argentine, qui a réduit de 80 % les échanges commerciaux et entraîné la chute de 50 % des exportations paraguayennes ; en outre, il faut tenir compte de la hausse du dollar, qui a un impact important sur l'économie locale (1 dollar équivaut à 5 400 guaranis), et de l'augmentation des prix de l'essence.

Le CDP est composé par les deux plus importants blocs d'organisations populaires surgies durant la crise, parallèlement à la quasi-disparition des centrales syndicales détruites par la corruption et la bureaucratie : le Plénum populaire, créé après l'enlèvement par des groupes para-policiers des militants du Mouvement Patrie libre (MPL), Juan Arrom et Anuncio Marti, et le Front contre l'aliénation des biens publics, qui a commencé par lutter contre la réforme de la banque publique. Ces deux organisations comptent dans leurs rangs les deux principales organisations paysannes du pays, la Coordination nationale des organisations paysannes (MCNOC) et la Fédération nationale paysanne (FNC). Les premiers mots d'ordre unitaires de lutte furent le rejet de la loi antiterroriste, du projet de réforme de la

Le peuple livre sa principale bataille contre le néolibéralisme



banque publique, de la privatisation des routes, de l'application de la TVA sur les produits agricoles, de la loi de privatisation ainsi que la lutte contre la corruption et l'impunité.

Les représentants du gouvernement à la table des négociations ont dit qu'ils acceptaient tous les points sauf celui concernant les privatisations. Le 14 juin doit avoir lieu le lancement d'un appel d'offres pour la vente de l'entreprise nationale de télécommunications, Copaco, et ensuite est prévue la privatisation de l'entreprise de services sanitaires, Essap. Après ce premier accord, la CDP a décidé de lever les barrages routiers mais de maintenir l'état de mobilisation jusqu'à ce que le Sénat décide le rejet de la loi 1615.

Mais il est important d'expliquer que l'aliénation des biens publics a déjà débuté. Durant les années précédentes, on été vendues l'entreprise aérienne Lapsa, la sidérurgie Acepar, l'entreprise d'alcool Apal, la flotte marchande de Estado Flomerpasa. Sur le modèle argentin, après l'entreprise de télécommunications, est envisagée la vente du service sanitaire, de l'eau potable, de l'électricité, de la sécurité sociale, de la poste, des douanes et des routes... En bref, un ensemble complet destiné à satisfaire le capital international, le FMI et ses agents locaux corrompus.

Un des éléments expliquant pourquoi la campagne de privatisations ne va pas de soi au Paraguay est le manque total de clarté et

la corruption auxquels elle a donné lieu de la part des fonctionnaires gouvernementaux. Le secrétariat de la réforme est actuellement l'objet d'une enquête du contrôle général de la République à cause de faits illicites avérés.

Des parlementaires ont également dénoncé des prébendes dans le cadre de la vente de Copaco.

Les événements de mars 1999

La crise sans issue du bloc dominant, l'approfondissement de la dégradation économique à un niveau sans précédent (le chômage et le sous-emploi atteignent 34 % ; 25 % de la population agricole vit dans l'extrême pauvreté), la pression des Etats-Unis et du FMI pour l'application des plans d'ajustement et des privatisations, l'inefficacité absolue et l'immoralité du gouvernement de Gonzalez Macchi et les conséquences de la crise argentine laissaient prévoir un soulèvement au Paraguay.

En avril, Convergence populaire socialiste (CPS), membre du Plénum populaire, analysa la situation nationale en ces termes : « *Après les héroïques journées de lutte du Mars paraguayen de 1999, les mobilisations ont continué durant les années suivantes sans toutefois atteindre le même niveau. Le cas Arrom-Marti a donné lieu à un mouvement spontané qui a conduit à la fondation du Plénum populaire. Mais, depuis, il n'avait pas été possible d'articuler une mobilisation unitaire et massive des organisations populaires, démocratiques et de gauche autour du rejet du gouvernement et du néolibéralisme.*

« *Durant cette période, cependant, les*

mobilisations paysannes ont obtenu des acquis importants car elles ont réussi pour la première fois à faire s'asseoir des représentants du gouvernement à une table de négociations pour débattre de projets concrets concernant les campagnes. Mais, tout comme les syndicats des travailleurs de la santé et de l'éducation, les "sans toit" n'ont pas réussi à mobiliser largement autour de mots d'ordre fédérateurs. La campagne nationale contre l'aliénation des biens publics, la dette extérieure, le gaspillage, la corruption et l'inefficacité des organismes de l'Etat, la crise économique, les manques en matière de santé et d'éducation, le problème indigène, la violation des droits de l'homme, etc., n'est pas encore assez puissante. La situation nationale n'est pas encore arrivée à un point de rupture mais elle peut empirer dramatiquement. »

La grève générale

La mobilisation a réussi à dépasser un écueil important en obtenant l'unité du camp populaire et de la gauche, à travers une combinaison entre lutte populaire démocratique et auto-organisation spontanée des masses qui va croissant. Au fur et à mesure, la lutte s'approfondit. On prépare désormais une grève nationale à laquelle devraient participer les organisations qui ne font pas partie du CDP.

Dans de telles circonstances, des secteurs du bloc dominant discutent ouvertement de la possibilité de procéder à un changement de gouvernement (qui, logiquement, exclut le CDP) et cherchent pour cela l'appui des militaires qui sont intervenus pour secourir la police lors d'un débordement des manifestations de protestation. Dans ce cadre, le CDP est obligé d'approfondir son plan de lutte et ses accords politiques internes.

On ne peut rien prévoir à moyen terme. La combativité du mouvement populaire est indiscutable. Après le premier accord obtenu avec le gouvernement, certains des organi-

* Adolfo Gimenez est journaliste et dirigeant de Convergence populaire socialiste (CPS).

Paraguay

sateurs des barrages routiers ont refusé de cesser leur mouvement et ne l'ont finalement fait qu'après s'être engagés à continuer la lutte pour paralyser la vente de l'entreprise Copaco.

Tout paraît indiquer qu'on assistera à la bataille finale entre un large ensemble d'organisations populaires, démocratiques et de

gauche et un gouvernement affaibli, qui peut juste tenter de se maintenir à flot jusqu'en 2003, année d'élections générales. Le bloc dominant et ses partis politiques sont désarticulés ; ils n'arrivent pas à trouver d'issue pour l'instant et, comme toujours, ses représentants auront recours à l'ambassade des Etats-Unis pour trouver une solution,

mais ce sera très difficile. La rébellion en Argentine et l'éventuel triomphe de Lula au Brésil en empêchent beaucoup de dormir ; l'échec du Mercosur, l'attaque de l'ALCA et du Plan Colombie ouvrent les portes à une lutte prolongée du camp populaire. ■

Asuncion, le 4 juin 2002

Documents*

Proclamations du Congrès démocratique du peuple

Le Congrès démocratique du peuple (CDP) a appelé à une mobilisation à travers tout le pays. Depuis ce jour, des milliers d'ouvriers, de paysans, d'étudiants et d'habitants des quartiers organisent des piquets de grève, des barrages routiers et des manifestations. La résolution a été adoptée par environ 1 500 délégués membres d'organisations populaires et politiques du Paraguay le 15 mars dernier.

Voici leurs revendications :

- abrogation de la loi 1615 sur les privatisations ;
- contre le terrorisme d'Etat et contre le projet de loi antiterroriste ;
- contre la réforme de la banque publique ;
- contre le projet de TVA sur les produits agricoles ;
- contre le projet de privatisation des routes ;
- contre la corruption et l'impunité.

Le communiqué n° 1 du CDP souligne l'importance de l'action coordonnée et unifiée des principales organisations paysannes, unies à des partis politiques et aux mouvements sociaux contre des mesures qui menacent la société tout entière : la privatisation, le terrorisme d'Etat et la corruption/impunité.

Toutes ces organisations, très insérées dans la société paraguayenne et connaissant bien ses problèmes, proposent des solutions qui, toutes, passent par l'arrêt des privatisations et la protection contre un gouvernement terroriste.

Le communiqué n° 2 du CDP déclare que la transition vers la démocratie s'est soldée par treize années d'inefficacité et de mensonges, avec une augmentation significative et progressive de la dette extérieure et du déficit fiscal, l'appauvrissement des secteurs populaires, l'insécurité urbaine, la corruption généralisée et les inégalités sociales. Il demande d'être vigilant quant au proces-

sus de privatisation lié à la corruption et à la loi antiterroriste, véritables miroirs aux alouettes qui ont comme unique objectif de favoriser les capitaux internationaux désireux de s'approprier la richesse nationale en mettant en place des monopoles privés sur l'eau, l'électricité et les communications, ce qui entraînera des hausses des prix et des licenciements. Ce processus a besoin d'un Etat autoritaire et terroriste pour réprimer ceux qui s'organisent et qui résistent afin d'atteindre leurs objectifs.

Face à l'offensive des secteurs conservateurs qui défendent la privatisation, aux organisations patronales et aux pressions du FMI et de la Banque mondiale et dans la perspective d'une crise politique aux conséquences imprévisibles, le CDP, ratifiant l'appel à une mobilisation nationale, a publié son communiqué n° 3, le 16 mars dernier.

1 - Au nom du Congrès démocratique du peuple, nous renouvelons notre appel à toutes les organisations sociales et politiques pour une grande mobilisation nationale contre les privatisations et pour l'abrogation de la loi 1615, en défense de la banque publique, contre la loi antiterroriste, contre la privatisation des routes, contre la TVA sur les produits agricoles et contre la corruption et l'impunité.

2 - Nous encourageons le peuple paraguayen à renforcer la mobilisation et à participer à cette lutte pour les intérêts du pays, la souveraineté nationale et les intérêts du peuple.

3 - Des secteurs du parlement favorables à la privatisation prétendent en finir avec la résistance populaire contre les privatisations en reportant le vote de cette loi à 60 jours. Pour le CDP, il ne s'agit pas d'ajourner les privatisations. Nous luttons pour les refuser, en défense du patrimoine national et des services publics (énergie, télécommunications, eau, santé, éducation, etc.) auxquels ont droit tous les Paraguayens.

4 - Nous craignons que les issues à la crise gouvernementale ne soient pas démocratiques et aillent à l'encontre du peuple.

Face à toute initiative contre les intérêts démocratiques du peuple paraguayen, le CDP organisera des mobilisations de lutte et de résistance avant l'appel national du 21 mai.

Pour la défense des intérêts nationaux, démocratiques et populaire du peuple paraguayen !

Congrès démocratique du peuple, Coordination politique : Marcial Gomez, Belarmino Balbuena, Ermo Rodriguez, Ubaldo Chamorro, Eris Cabrera, Hugo Richer, Cesar Benitez, Juan Arrom.

Plénum populaire contre le terrorisme d'Etat : Coordination nationale des organisations paysannes (MNCOC), Union des travailleurs du Alto Parana (UTAP), Convergence populaire socialiste (CPS), Mouvement Patrie libre (MPL), Unité progressiste (UP), Parti communiste paraguayen (PCP), Parti des travailleurs (PT), Syndicat des travailleurs des Andes (Sitrande), Maison de la jeunesse, Radio Rebelle, Syndicat des travailleurs sociaux (STS), Parti socialiste paraguayen (PSP), Parti humaniste (PH), Mouvement d'objection de conscience de Luque (MOC), Coordination nationale des femmes rurales et indigènes (Conamuri), Coordination des producteurs agricoles de San Pedro Norte (CPA-SPN).

Front pour la défense des biens publics : Fédération nationale paysanne (FNC), Parti révolutionnaire fébrériste (PRF), Parti de l'unité populaire (PUP), Mouvement populaire révolutionnaire Paraguay Pyahra (MPRPP), Changement pour la libération (CPL), Organisation des travailleurs de l'éducation du Paraguay (OTEP), Centrale nationale des travailleurs (CNT), Coordination nationale des organisations populaires - Mouvement des sans toit (Conop-MST), Fédération nationale des travailleurs de l'IPS (Fentra-IPS), Coordination des mouvements et organisations sociales de Cordillera (CSC), Coordination ouvrière et paysanne (COC).

* Publiés par Correo de Prensa de la IV Internacional. Bulletin électronique n° 321, Amérique latine et Caraïbes, 25 mai 2002.

Quel avenir pour le mouvement national de libération ?

Par
Ayshah Handal, Julien Salingue et
Pierre-Yves Salingue*

Après dix-huit mois d'affrontements, le peuple palestinien a subi un nouvel échec, avec pour résultat des milliers de morts et de blessés, des milliers de prisonniers, une dégradation sans précédent de ses conditions d'existence et une déstructuration très profonde de sa vie sociale. Avec aussi un immense sentiment de frustration et une profonde amertume liés aux condi-

tionnement ouvert en septembre 2000 est un vecteur incontournable de la construction du regroupement anticapitaliste et internationaliste qui, en Palestine en particulier et au Moyen-Orient en général, n'est pas moins nécessaire qu'ailleurs pour aider les masses arabes exploitées et opprimées à se frayer un chemin dans la conquête de leurs droits démocratiques et nationaux et, par delà, à ouvrir la voie de leur libération sociale.

Le désarroi et la frustration de ces militants et militantes sont aujourd'hui considérables. Mais pour avoir partagé avec eux

beaucoup de moments difficiles nous sommes convaincus qu'ils sont disponibles pour engager la réflexion et poursuivre l'action. Ce texte veut y contribuer.

Du piège d'Oslo à la réoccupation des Territoires

Imposés par l'Impérialisme américain après la guerre du Golfe et l'écrasement du peuple irakien, les accords de paix de Washington (3) étaient un concentré de l'application au « monde arabe » du nouvel ordre mondial.

Le « processus de paix », véritable plan de normalisation des relations du monde arabe avec l'État sioniste impliquant sa soumission à l'ordre impérialiste, reposait notamment sur l'existence d'une représentation politique suffisamment légitime aux yeux du peuple palestinien pour lui faire accepter la substitution d'une autonomie partielle sous contrôle israélien à ses revendications nationales historiques. Loin d'être « la paix des braves » proclamée par Arafat, l'accord de Washington de septembre 1993 devait se révéler être pour les Palestiniens un accord de dupes.



tions qui ont présidé à la levée du siège d'Arafat à Ramallah et qui ont été vécus par l'immense majorité du peuple palestinien comme un compromis inacceptable et une insulte à l'encontre des combattants et des victimes de ce nouveau soulèvement (1).

Ce nouvel échec appelle une réflexion collective débouchant sur une action politique militante.

Car cet échec est aussi celui d'une génération combative et parfois héroïque, mais d'une génération sans stratégie politique, incapable de proposer aux masses palestiniennes les perspectives de mobilisation que la faillite politique de toutes les composantes du mouvement national palestinien rendait pourtant indispensables.

Cette génération de cadres politiques issue de la première Intifada (2) et qui n'a pas su/pu trouver sa place dans le soulève-

* Ayshah Handal est militante politique et féministe palestinienne. Julien Salingue et Pierre-Yves Salingue sont militants de la Ligue communiste révolutionnaire (section française de la IV^e Internationale). Ils ont séjourné dans les territoires occupés durant plusieurs mois en 2001 et 2002. Julien Salingue y a réalisé le film « Palestine : vivre libre ou mourir ».

1. On évoque ici d'une part l'emprisonnement sous contrôle américano-britannique des militants du FPLP à Jéricho arrêtés après une parodie de procès tenu à Ramallah dans le Palais présidentiel assiégé par l'armée israélienne et d'autre part le feu vert donné par Arafat au bannissement de 13 militants réfugiés dans l'église de Bethléem.

2. Depuis le soulèvement de septembre 2000 il est devenu commun de nommer « Première Intifada » la lutte déclenchée en décembre 1987 et connue sous le nom de « guerre des pierres ». Cette Intifada fut un mouvement populaire d'ampleur sans précédent et d'une nature très différente de « la deuxième Intifada ». Elle se caractérisait notamment par l'existence de très nombreux comités populaires à l'initiative de puissantes mobilisations et d'une résistance civile massive et populaire : boycott des produits israéliens, non paiement de taxes et d'impôts, refus d'aller travailler en Israël, grève des actes administratifs, démission des fonctionnaires palestiniens de l'administration civile israélienne des territoires occupés etc. A l'époque

(avant Oslo) il n'y avait pas d'Autorité palestinienne et beaucoup des cadres historiques de l'OLP étaient à l'extérieur des territoires occupés.

3. Connu sous le nom d'« accords d'Oslo » pour y avoir été négocié en secret de février à août 1993, l'accord fut en réalité signé en grande pompe à Washington le 13 septembre 1993. La dénomination exacte du document est « déclaration de principe sur des arrangements intérimaires d'autonomie de territoires palestiniens ». Il prévoyait la mise en œuvre d'un « statut provisoire d'autonomie » d'abord à Gaza et Jéricho puis progressivement étendu à d'autres territoires au fil de négociations ne devant pas excéder une durée de 5 ans.

Palestine

Ce fameux « processus de paix » a unilatéralement servi les projets sionistes inchangés de conquête territoriale et s'est traduit par une dégradation constante des conditions d'existence de la grande majorité des Palestiniens.

Mais la poursuite de la colonisation avec son cortège inhérent d'expropriations, de destruction de maisons et de champs, de construction de villes fortifiées protégées par des camps militaires, reliées par des routes qui isolaient les villages et empêchaient les paysans d'accéder à leurs champs, les bouclages qui empêchaient les travailleurs de se rendre sur les lieux de leur travail et les privaient de ressources, la mainmise croissante sur les ressources du sol palestinien, l'eau notamment, tout cela était violence à l'encontre des Palestiniens, violence que l'Autorité Palestinienne (4) a cautionnée au motif que « tout serait réglé lors des négociations finales ».



A cette violence se sont ajoutés l'arrogance d'une couche de privilégiés qui ne subissaient pas les affres de l'occupation (qui circulaient dans les territoires munis de laissez-passer leur évitant l'attente aux multiples contrôles israéliens par exemple), le

développement d'une bureaucratie liée à l'appareil de l'Autorité, le développement de phénomènes de corruption et d'affairisme révélant parfois une collaboration ouverte et structurelle avec l'occupant, l'absence totale de démocratie dans les prises de décision, l'irresponsabilité et l'impunité garantie aux proches des réseaux du pouvoir, etc. Loin d'être à l'opposé des négociations interminables, loin d'être « un abandon du processus de paix », ce qui s'est passé depuis 18 mois, y compris dans sa forme exacerbée de la réoccupation des villes palestiniennes, en est l'aboutissement.

La faillite politique de la direction palestinienne et l'absence de toute alternative sérieuse de la part des forces politiques organisées, notamment de « la gauche palestinienne » (5), ont permis que se mettent en place toutes les conditions facilitant le passage à une répression brutale et massive par le gouvernement d'union nationale israélien (6).

La situation ouverte après le 11 septembre 2001 a permis à ce même gouvernement d'enclencher une vitesse supérieure. La réoccupation militaire des zones « sous autonomie palestinienne » de fin mars début avril 2002 n'est pas survenue brutalement. Elle a été précédée par des bombardements, des assassinats ciblés de militants, des assassinats de civils, des réoccupations partielles de quartiers, de villes et de camps de réfugiés. Elle est survenue après une intensification de la politique de bouclage des villes palestiniennes et de limitations du droit de circuler se traduisant en pratique par une interdiction de circuler.

Contrairement à ce que beaucoup ont écrit, Sharon avait une stratégie qu'il a mise en oeuvre avec le concours nécessaire des Travailleurs. Considérant que les développements tout au long de l'année 2001 invalidaient l'hypothèse de base d'Oslo, à savoir la capacité de l'Autorité palestinienne de mettre un terme aux aspirations nationales et de contenir la frustration et la colère palestiniennes dans des limites compatibles avec la sécurité de l'État d'Israël, il en a tiré la conclusion qu'il fallait redessiner profondément la carte avant de reprendre des négociations.

La base commune aux différents scénarios possibles c'était une défaite majeure du Peuple palestinien, l'écrasement de son aspiration à ses droits nationaux telle qu'elle était fortement réapparue à l'occasion du nouveau soulèvement survenu en septembre 2000. Ceci passait notamment par une répression et une terreur de masse. Ceci passait par des destructions massives visant à éradiquer toute base matérielle nécessaire à la crédibilité d'un État indépendant. Ceci passait aussi par la création d'un vide gouvernemental obtenu par la neutralisation politique de l'Autorité palestinienne qui a été réduite au rôle d'interlocuteur potentiel et sous conditions. Cela passait enfin par la destruction des groupes armés dont de nombreux échappaient au contrôle direct de l'Autorité palestinienne.

Dans cette offensive Sharon utilisa pleinement les erreurs d'un Arafat incapable de mettre un terme à son double jeu de poursuite des négociations et de militarisation de l'Intifada notamment par l'intermédiaire du Fatah (7) La seule erreur de Sharon fut son mauvais calcul concernant le calendrier du ciblage de Yasser Arafat, et Américains et Européens ne furent pas de trop pour l'empêcher d'aller trop vite et trop loin avant d'avoir sous la main la formule politique de rechange nécessaire pour les négociations futures.

4. L'Autorité (nationale) palestinienne a été constituée en mai 1994. Elle a pris en charge l'administration de l'autonomie partielle des territoires. En juin 1996 elle a reçu l'investiture du Conseil législatif palestinien. Composée de ministres choisis par Arafat c'est donc l'exécutif de « l'autorité palestinienne d'auto-gouvernement par intérim » de l'accord d'Oslo.

5. Sous ce vocable on regroupe notamment trois organisations du mouvement national palestinien : le Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP), le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et le Parti du peuple palestinien (PPP).

6. Créés respectivement en 1967 (FPLP) et 1969 (FDLP, scission du FP) ces deux partis ont longtemps été identifiés comme des partis « marxistes », intégrant dans leurs programmes la dimension sociale de la lutte de libération, intransigeants dans la lutte contre l'État d'Israël et radicaux dans le choix jamais démenti du moyen de la lutte armée. Ils ont entretenu des rapports conflictuels avec la majorité Fatah de l'OLP, suspendant à diverses reprises leur participation à ses instances de direction. A plusieurs reprises ils ont, séparément ou conjointement, tenté de constituer

des fronts de l'opposition palestinienne à la politique d'Arafat. Opposés à l'accord d'Oslo ils n'ont pas participé aux élections du Conseil législatif palestinien de janvier 1996 et ne font pas partie de l'Autorité nationale palestinienne. Le PPP est le nom adopté en 1990 par l'ex-Parti communiste palestinien (PCP). Créé en 1922, aligné sur la position de l'URSS de soutien au plan de partage en 1947, opposé à la lutte armée, le PCP est longtemps demeuré à l'écart du mouvement national de libération et n'a intégré l'OLP qu'en 1987. Depuis lors il développe une ligne de soutien critique à la politique d'Arafat et

notamment de « participation critique » à l'Autorité nationale palestinienne.

6. Les seules tentatives de redresser la barre furent le fait d'individualités respectables mais sans liens solides avec les masses palestiniennes cf. l'Appel des vingt à la fin de l'année 1999.

7. Fondé en 1959 le Fatah est la principale force politique palestinienne. Présidé par Arafat il dirige sans partage l'OLP depuis 1969, il détient la majorité au Conseil législatif palestinien et est le principal soutien de l'Autorité palestinienne.

Désormais c'est parce qu'ils pensent que les Palestiniens vont devoir accepter ce qui sera signé par « leurs représentants légitimes » que les Américains prennent la responsabilité d'imposer une solution politique qui sera évidemment tout sauf la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien. Il s'agit tout à la fois de prendre acte de l'épuisement du processus d'Oslo, de tirer les leçons de ses faiblesses et de prendre en considération le nouveau rapport des forces après la récente action de « pacification militaire » israélienne.

L'objectif est de neutraliser le front israélo-palestinien au moins le temps de l'offensive que prépare l'impérialisme au Proche-Orient et notamment contre l'Iraq. L'affichage politique d'une solution « prenant en compte le droit des Palestiniens à un État » est indispensable à la participation, du moins à la neutralité, des alliés arabes à la coalition contre le terrorisme : il s'agit bien de les aider à contenir la colère de la rue à un niveau assumable de répression. Le dispositif doit naturellement permettre à Israël de poursuivre dans la voie de ses projets à commencer par l'intégration des principales colonies dans le territoire israélien.

Cette voie de la séparation n'exclut pas de poursuivre la politique d'exode des Palestiniens, l'encourageant dans une première phase et le provoquant sur une plus grande échelle en cas de situation favorable. Il s'agit bien de rendre la vie des Palestiniens

en place d'un nouveau protectorat placé sous égide américaine avec un habillage international. Des zones fermées et isolées les unes des autres, dotées d'une autonomie limitée en Cisjordanie et toujours placée sous contrôle sécuritaire avec peut-être un statut d'autonomie partielle évoluant plus rapidement à Gaza (l'État provisoire ?).

Comment en est-on arrivé là après 18 mois de résistance opiniâtre, après des milliers de morts, de blessés, d'emprisonnés pour ne pas parler des destructions ?

Le Mouvement national palestinien pendant les années Oslo

Avec les accords d'Oslo on peut dire que les Israéliens et les Américains ont réussi à marginaliser l'OLP au profit de l'AP (9). Ainsi l'OLP, qui représentait les Palestiniens vivant dans les territoires occupés et les Palestiniens de la Diaspora, devint une référence sans rôle politique et sans rôle décisionnel, lesquels furent confisqués par Arafat et le petit groupe de fidèles issus ou non de l'OLP qui constituèrent l'Autorité palestinienne.

Le programme politique de l'AP était fixé par les accords d'Oslo : négocier avec Israël (et on promettait au peuple palestinien que ceci mènerait à un État indépendant dont Jérusalem serait la capitale), assurer la sécurité de l'État d'Israël contre toute attaque d'origine palestinienne et assumer les

responsabilités de la gestion de la vie quotidienne des Palestiniens des zones autonomes.

En réalité les demandes réelles des Palestiniens furent différées : le droit à l'autodétermination, les frontières de l'État indépendant et souverain, les colonies, Jérusalem, le droit au retour des réfugiés, la libération des prisonniers politiques...

Les groupes politiques de la gauche palestinienne, opposés au processus d'Oslo, ont rapidement considéré qu'Oslo « était un fait et qu'il fallait faire avec ». Ils appartenaient à l'OLP et justifiaient leur attitude par leur volonté de ne pas se couper du processus dirigé par l'AP. Le FPLP, le FDLP et le PPP ne tardèrent pas à réintégrer le jeu politique structuré par l'AP sans pour autant aller jusqu'à participer à la direction politique de l'Autorité elle-même.

Le Hamas prit soin de préserver son indépendance à l'égard de l'Autorité, développant son programme politique suivant deux dimensions : d'une part une dimension de libération nationale en résistant à l'occupation israélienne par la voie de la lutte armée et d'autre part une dimension sociale d'éducation du peuple par la religion islamique : « l'Islam est la solution ».

La faiblesse des organisations de la gauche palestinienne est constatée dans tous les sondages (autour de 5 %) et ceci recoupe les observations que l'on peut faire sur le terrain : faiblesse des cortèges organisés, absence d'apparition publique, absence de diffusion d'une presse militante. C'est triste à dire et difficile à croire mais ces partis existent désormais principalement par la diffusion de communiqués et par leurs sites Web !

Comment expliquer cette dégradation de la situation pour des organisations qui avaient connu un essor réel au cours de la première Intifada ? Les attentes du Peuple palestinien n'ont pas été modifiées par Oslo. A leurs demandes antérieures s'est rajoutée celle d'améliorer les performances de l'AP dans les zones autonomes. Celles-ci sont très faibles, la corruption et l'incompétence sont notoires. Mettre un terme à cette situa-



« invivable », de fermer tout horizon, de montrer qu'il n'y a aucun avenir possible, d'empêcher toute possibilité de « réalisation » professionnelle et de promotion sociale... bref de créer un flux continu de candidats à l'exil permanent (8). Ceux qui ne pourront pas, qui ne voudront pas partir seront cantonnés dans des zones isolées et contrôlées.

Au plan directement politique ce qui s'esquisse n'est ni plus ni moins que la mise

8. Certaines sources indiquent le départ de 150 000 Palestiniens depuis Septembre 2000.

9. L'Organisation de Libération de la Palestine a été fondée en 1964. Rapidement devenue la plus importante organisation de la résistance palestinienne, l'OLP est d'abord une coordination de la majorité des mouvements palestiniens de libération unis sur une charte adoptée en

juillet 1968. En 1974 le sommet arabe de Rabat la reconnaît « seul représentant légitime du peuple palestinien » et elle acquiert un statut d'observateur aux Nations Unies. Le 9 Septembre 1993, précédant la signature de la « déclaration de principes » Y. Rabin, Premier ministre d'Israël décide « de reconnaître l'OLP comme le représentant du peuple palestinien ». C'est en sa qualité de

président du comité exécutif de l'OLP que Y. Arafat signe les accords d'Oslo. En octobre 1993 le conseil central de l'OLP crée une Autorité nationale palestinienne chargée d'administrer l'autonomie des territoires. Formellement la représentation politique et diplomatique du peuple palestinien relève toujours de l'OLP.

Palestine

tion était probablement devenu ce qu'il y avait de plus important, compte tenu des conséquences économiques et sociales sur la vie quotidienne. Mais ces problèmes ne préoccupaient guère les courants politiques. Seules quelques personnalités tentèrent de le dire, mais elles étaient coupées de toute organisation collective et furent facilement contrées par l'AP, telles celles qui signèrent l'appel des 20, fin 1999, et dont plusieurs furent arrêtées.

Il s'est donc creusé un fossé considérable entre le Peuple palestinien et les organisations politiques de la gauche palestinienne. Les directions des partis politiques n'agissaient en fait qu'en réaction aux initiatives de l'AP et d'Arafat. On peut mesurer cette distanciation des liens avec les préoccupations populaires au travers de la pratique que ces organisations ont partagée avec l'AP dans la construction et l'administration

autres cautionnent. Rappelons que l'AP est le plus gros employeur de Cisjordanie et de Gaza ! Le processus démocratique au sein du syndicat est inexistant, ni élections ni programmes susceptibles d'augmenter la participation des travailleurs. Au demeurant l'activité du syndicat se limite à régler des situations individuelles de conflit entre patrons et salariés.

La situation du mouvement de défense des droits des femmes est tout aussi instructive. La *Palestinian Women General Federation* a été formée après Oslo. Elle est le résultat de la cooptation de tous les comités de femmes appartenant aux différentes organisations politiques, avec bien peu de liens avec les femmes palestiniennes confrontées aux inégalités dans tous les domaines de la société. D'autres organisations de femmes se sont reconverties en ONG, acceptant ainsi de devenir des organi-

gauche palestinienne s'alliant parfois avec le Hamas et parfois avec le Fatah, sans lien avec l'organisation de la défense des intérêts des étudiants. Ces syndicats n'ont rien à envier aux ONG prestataires de services : « Votez pour moi et je vous paierai vos frais d'inscription, je vous obtiendrai une bourse » !

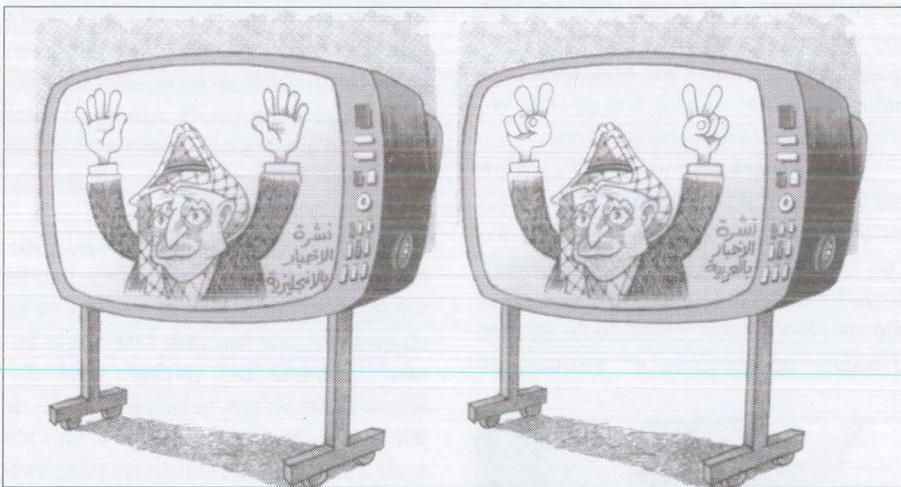
Telle est la réalité des « organisations de masse » en Palestine, une faiblesse due d'une part à leur dépendance des partis politiques en tant que structures cooptées et d'autre part leur dépendance à l'égard de l'AP et des donateurs étrangers qui ont versé des millions de dollars de subventions pour créer un ensemble passif de bénéficiaires dépendant d'avantages consentis et non un mouvement d'acteurs de leur lutte pour leurs droits.

Du fait de l'absence de développement d'organisations de masse véritables les forces politiques ont réduit leur action à un activisme social s'efforçant de répondre à des demandes d'aide face aux problèmes du quotidien, désertant le terrain de la lutte politique et laissant à une Autorité corrompue le soin d'enfermer le combat national dans l'impasse des négociations sans fin avec Israël. Une telle situation a encouragé les gens à chercher des solutions individuelles à leurs problèmes en sollicitant les partis les mieux placés, et donc souvent le Fatah, et aussi parfois par le biais d'interventions d'Arafat lui-même puisqu'il concentre l'essentiel des pouvoirs, notamment celui de la signature des chèques !

Pour ces mêmes raisons les Palestiniens ont été encouragés à revenir chercher protection et pouvoir au sein de leurs « tribus » et familles au détriment de toute indépendance ou à se retrancher dans l'isolement de la religion. Les femmes ont été particulièrement affectées par ce repli qui a remis en cause les conquêtes de la première Intifada. Se sont ainsi réunies toutes les raisons de la frustration palestinienne.

Le soulèvement de septembre 2000

Le soulèvement de septembre 2000 ne fut pas le signe d'une rupture consciente et organisée avec la politique de soumission et de capitulation imposée par l'Autorité. Ce soulèvement spontané d'une population exaspérée fut avant tout le résultat d'une frustration et d'un désarroi politique qui plongeaient leurs racines dans cette vie concrète qui éloignait chaque jour davantage les Palestiniens des espoirs qu'on leur avait fait miroiter dans les années suivant la signature des accords de paix. Cette exaspé-



bureaucratiques des mouvements de masse.

Prenons le cas des syndicats dont le plus important est la Fédération Générale Palestinienne des syndicats (PGFTU). C'est un syndicat unifié. Après Oslo l'unification s'est faite en imposant des quotas de représentation des quatre principaux courants politiques nationaux : le Fatah, le FPLP, le FDLP et le PPP. Du niveau national à celui des branches professionnelles et des districts territoriaux la répartition des rôles a respecté ces quotas. A tous les niveaux les secrétaires généraux appartiennent au Fatah, les autres devant se contenter de participer aux instances de direction désignées. Le Fatah est en situation dominante pendant que les autres courants, et notamment le PPP qui avait une tradition de syndicalisme, ont vu leur influence considérablement décroître depuis cette « unification » au sommet. La PGFTU est donc entièrement sous la coupe du Fatah qui est le parti d'Arafat. Par leur présence issue d'un compromis bureaucratique les

sations rendant des services aux femmes de la communauté palestinienne. Ceci s'est fait en conformité avec des programmes décidés par les financeurs étrangers qui ont transformé les organisations en prestataires de services et les femmes en bénéficiaires passives. Ceci a creusé l'écart entre la masse des femmes et la direction cooptée du mouvement.

De même le rôle du mouvement étudiant s'est-il considérablement affaibli. Alors qu'il fut une véritable pépinière de cadres politiques notamment dans les années 1980, qu'il pesait dans les orientations politiques des différents partis parce qu'il jouait un rôle important dans la lutte contre l'occupation, il n'est plus désormais que le reflet des rapports de forces entre les différentes fractions politiques. Les résultats des élections universitaires témoignent de cet échec de la construction d'un mouvement syndical indépendant : les places ont été captées par le Fatah puis le Hamas, au prix parfois de jeux d'alliances sans principes, les partis de la

ration était perceptible bien avant la provocation de Sharon fin septembre 2000. Si perceptible qu'en juillet à Camp David (10) Arafat avait dit à Clinton qui le pressait de signer : « Voulez-vous assister à mes funérailles ? »

Le soulèvement fut le seul moyen trouvé par le peuple palestinien pour tenter de suppléer la faillite de la direction palestinienne que sa stratégie a progressivement mené à une situation de totale dépendance politique et matérielle vis-à-vis de l'impérialisme US, de l'État colonisateur et des régimes arabes les plus réactionnaires. S'il révélait le maintien au sein du peuple palestinien d'une claire volonté d'atteindre les objectifs historiques de la lutte d'indépendance, ce soulèvement a aussi révélé l'impuissance de ceux qui auraient dû transcrire cette énergie et cette combativité en un programme, une stratégie et des objectifs de lutte renouvelés à la lumière de l'expérience des années Oslo.

Les deux courants politiques dominants ont su récupérer le soulèvement populaire, gaspillant une fois encore les énergies d'une nouvelle génération. En développant des slogans percutants mais vains tels « l'Intifada jusqu'à la victoire » (Fatah) ou « tuer des Juifs affaiblira l'État d'Israël » (Hamas) et en pratiquant la seule voie de la lutte armée de plus en plus réduite à des attentats, ces deux courants ont empêché la construction d'une alternative démocratique et de masse à la politique de soumission de l'Autorité. Ils y sont parvenus grâce à l'absence de toute alternative, les masses palestiniennes étant sommées de choisir entre la voie de la lutte armée et celle de la soumission !

Ce soulèvement a été laissé sans perspectives et instrumentalisé. L'Autorité, Arafat et ses proches principalement, les forces politiques nationales, les forces politiques islamiques, les bandes regroupées autour de tel ou tel caïd local, etc. ont encouragé très rapidement le développement d'actions armées minoritaires et ce dans le plus grand désordre et sans le moindre débat collectif démocratique (11). La

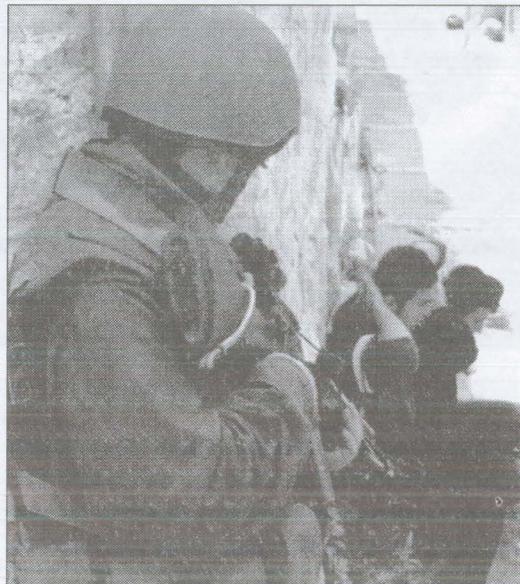
défaillance des organisations de la gauche palestinienne s'explique d'abord par une totale incapacité à analyser le rapport des forces et ses évolutions récentes.

Les organisations et courants du mouvement national et du mouvement islamique se rejoignent à ce sujet. Toute analyse un tant soit peu sérieuse de la réalité de l'état des forces, des conséquences des affrontements, de l'impact réel de l'occupation et de la répression israéliennes sur les populations est systématiquement évitée. Même quand ils décrivent assez fidèlement — pour très légitimement les dénoncer — les attaques et destructions diverses dont sont victimes les populations civiles palestiniennes, les appels de ces organisations se terminent invariablement par la réaffirmation de l'indéfectible détermination des masses palestiniennes. La rhétorique de l'inaltérable résistance du peuple se transforme même parfois en véritable cécité (12).

Les attentats-suicides des martyrs palestiniens sont également systématiquement instrumentalisés, avec le renfort des télé satellites, propriétés de milliardaires arabes qui diffusent des vidéos des martyrs dénuées de tout message politique (13) et transforment les actes de désespoir politique en victoire héroïque. Ce culte fugitif mais surmédiatisé du héros évite aussi aux responsables de rendre des comptes sur la faillite de leurs stratégies depuis bientôt quarante ans. Car, bien sûr, la rhétorique de l'invincibilité de la juste cause sert avant tout à ne jamais traiter des responsabilités des échecs et des tragédies du Peuple palestinien.

Que les appels à « la résistance à l'offensive israélienne par tous les moyens », lancés jusque dans les jours précédant l'accord félon permettant la « libération » d'Arafat de Ramallah, aient fait l'économie d'une analyse sérieuse des moyens disponibles, que des appels à des manifestations au moment des couvre-feux imposés aux villes

palestiniennes aient obligé des militants, à qui il restait encore suffisamment de raison politique, à s'opposer à ces appels irresponsables (14), rien de tout cela ne peut être réduit à une incompétence isolée. Il faut n'avoir jamais partagé la terreur qui s'empare des populations des camps et des villages quand les hélicoptères attaquent et quand les tanks tirent au sein des zones habitées en écrasant tout sur leur passage pour resservir en permanence les discours imbéciles sur



« l'invincibilité de la lutte du peuple uni ». Ou alors il faut avoir intérêt à nier la réalité de peur d'avoir des comptes à rendre, tel Arafat qui après son bon mot sur « Jénine » n'osa pas se rendre au camp de Jénine !

Mais le refus de tirer leur propre bilan de cette prétendue stratégie politico-militaire interdit par là-même aux directions des fractions politiques du mouvement national de porter le fer sur la faillite stratégique d'Arafat et de ceux qui avec lui ont accumulé les défaites. En niant la gravité des coups portés et leurs conséquences sur la conscience et la capacité de lutte du peuple palestinien on évite en effet de se confronter à un moment clef de toute stratégie de

10. En juillet 2000 Clinton réunit Arafat et Barak sur les lieux mêmes où furent négociés en 1978 les accords israélo-égyptiens par Begin et Sadate sous la présidence de Carter. Le cadre, la durée inhabituelle et la dramatisation du déroulement de ce sommet ont contribué à en faire une « référence incontournable » de la littérature consacrée à la recherche d'une issue au « conflit ». Avec le recul ce sommet apparaît de plus en plus sous son vrai visage : un piège tendu aux Palestiniens par Clinton et Barak dans le but de fabri-

quer la légende des généreuses offres israéliennes rejetées par les Palestiniens.

11. A Bethléem nous avons assisté à de nombreuses situations témoignant de l'arbitraire et de l'individualisme des décisions de mener des opérations armées contre la colonie de Gilo ou lors des différentes occupations par l'armée israélienne en octobre 2001, mars et avril 2002. L'absence totale de maîtrise de la part des organisations politiques peut aussi être illustrée par l'existence de réponses locales différentes

quant à l'opportunité de mener des actions armées à partir des zones habitées, le moindre tir isolé entraînant en général une riposte démesurée de l'armée israélienne contre des habitations palestiniennes.

12. C'est ainsi que dans un entretien récent (22 mai 2002) avec le journal Al Bayan, Leila Khaled, dirigeante du FPLP, déclare que « Sharon et son armée se sont cassés le nez sur les barricades de Jénine ».

13. Celles tournées ces derniers mois sont exclusivement centrées sur des discours de revanche et ne mention-

nent même plus les objectifs politiques de libération nationale.

14. Comme à Bethléem où, alors que la ville était sous couvre-feu, des membres du comité d'organisation de l'Intifada appelaient sur les télé locales les femmes et les enfants des camps à se rendre en manifestation à l'église de la nativité cernée par l'armée israélienne ! Peu de temps avant le gouverneur de Bethléem appelait chrétiens et musulmans à aller prier devant les bâtiments de l'AP détruits par l'aviation israélienne !



lutte : faire le bilan de la phase qui vient de se dérouler et en tirer des leçons pour l'avenir. Car aujourd'hui la question incontournable est la suivante : Quel bilan peut-on faire de stratégies et de leaders qui ont exposé un peuple désarmé à l'agression militaire brutale et massive de l'armée ennemie ? Quel bilan tirer de dirigeants qui décident de faire assumer à la population civile, à qui on a d'ailleurs chanté les louanges de la paix pendant des années, un affrontement sans la moindre préparation et sans le moindre moyen de défense ?

Incapables de canaliser les inévitables désirs de « revanche » que suscitaient les assassinats de responsables politiques et de militants, incapables de maîtriser la dynamique que nourrissaient, suivant un plan parfaitement établi, les diverses attaques et incursions israéliennes contre les camps de réfugiés d'octobre 2001 à février 2002, de contre-assassinats en déclarations tonitruantes telle « l'Intifada ira jusqu'à la victoire », tant le FPLP que le FDLP et le Fatah ont démontré leur totale incapacité à faire émerger une alternative à la ligne catastrophique de l'AP. Et c'est ainsi qu'une nouvelle fois chacun refuse de se confronter au problème central des formes de lutte dans la situation actuelle des rapports de forces et notamment la question de la pertinence des actions armées et particulièrement des

15. Secrétaire général du FPLP à la suite du retrait de Georges Habache, revenu dans les territoires occupés depuis septembre 1999 il est assassiné à Ramallah par les Israéliens en août 2001. En octobre la réponse du FPLP fut l'assassinat de Zeevi, ministre du tourisme et favorable au transfert des Palestiniens.

attentats contre des civils qui ont permis à Israël d'attirer les Palestiniens dans le piège d'une confrontation totale.

Une nouvelle phase

Dire que la totalité du dispositif mis en place depuis la déclaration de principes et tout au long des années Oslo est désormais faillie et caduque est indispensable. Mais c'est insuffisant car la question de la nouvelle stratégie à mettre en oeuvre reste évidemment posée.

La tentation est forte pour certains d'en revenir au passé, de tirer un bilan négatif de la phase Oslo, de renoncer à l'AP et de redonner son lustre et son rôle à l'OLP. L'affaire pourrait être simple parce que dans les faits l'OLP n'existe plus. Marginalisée par les accords d'Oslo et la mise en place de l'Autorité palestinienne, « le seul représentant légitime du peuple palestinien » n'est plus qu'une coquille vide soigneusement conservée par ceux qui pensent en avoir encore besoin. Comme Arafat qui fit ressusciter le cadavre le temps de faire semblant de réformer son mode de gouvernement, s'efforçant ainsi d'éteindre les velléités de cadres du mouvement national écartés depuis un moment des affaires et notamment ceux situés à Gaza. Comme la direction du PPP pour qui l'OLP est une caution à sa collaboration ouverte avec l'Autorité palestinienne (le PPP est présent dans le gouvernement). Ainsi dans un récent appel daté de Mai 2002 le Bureau politique du PPP propose-t-il, après un inventaire des carences et faiblesses de « la direction », de réactiver

l'OLP et notamment son comité exécutif, l'OLP étant décrite comme très affaiblie et certains accusés de vouloir en faire un partenaire mineur de l'AP. Le FPLP n'est pas en reste. Lui aussi regrette la paralysie de l'OLP et dénonce toutes les tentatives de marginalisation de cet « acquis de tous les Palestiniens ». C'est que le FPLP ne participe pas à l'AP. Il a même longtemps refusé de bénéficier de tout « avantage » lié à l'instauration d'une autonomie partielle palestinienne, renonçant par exemple à solliciter d'Israël le droit au retour dans les territoires de ses cadres politiques antérieurement bannis d'Israël (le Fatah, moins délicat, en a profité pour truster bien des postes et renforcer ainsi son hégémonie). Toujours est-il que, tout en ne participant pas à l'AP, qualifié de « produit d'Oslo » par Abu Ali Mustapha (15) en mai 2000, le FPLP ne souhaite pas non plus être extérieur au jeu politique tel que mis en place par Oslo. Dans ces conditions l'OLP est un alibi bien utile : quand les dirigeants du FPLP rencontrent Arafat ils peuvent dire qu'ils rencontrent le président du Comité exécutif de l'OLP !

En Palestine beaucoup de militants et d'anciens militants des partis savent les responsabilités de l'OLP dans l'engagement du mouvement national sur le chemin catastrophique des accords d'Oslo. Beaucoup aussi connaissent la réalité de sa situation présente : marginalisée dans les années de négociation l'OLP a été totalement inexistante pendant les derniers 18 mois et notamment dans les derniers mois de l'offensive israélienne. Pour autant il n'est pas aisé de tourner la page et d'envisager la poursuite de la lutte « sans l'OLP ».

La difficulté est d'autant plus réelle que les militants de la gauche palestinienne mènent leur combat dans un grand isolement, loin des débats et des actions qui ont progressivement permis aux acteurs de la lutte contre la mondialisation capitaliste de renouer avec le fil rompu des luttes anti-impérialistes et de libération sociale. Pour beaucoup d'entre eux la chute de l'Union Soviétique demeure l'explication centrale de l'ornière dans laquelle leur lutte est tombée aux lendemains de la guerre du Golfe. Les références du vieux nationalisme populiste nassérien et celles d'un « marxisme-léninisme » stalinisé et dogmatique ne leur permettent ni de faire face à la montée en puissance du nationalisme islamique du Hamas ni de comprendre les rapports de complémentarité entre l'État sioniste d'Israël et l'expansion générale du capitalisme.

Le spectacle pathétique d'Arafat quémandant la rédemption américaine prouve chaque jour un peu plus combien drama-

tique pour le peuple palestinien fut l'erreur de la direction de l'OLP de soumettre son sort à l'arbitrage américain. Le soutien total inconditionnel apporté par les gouvernements des USA à Israël renvoie au lien qui unit le leader incontesté de l'impérialisme mondial à la puissance coloniale investie d'un rôle politico-militaire décisif pour la défense des intérêts de la globalisation capitaliste dans cette région. La nécessaire prise de conscience de cette dimension heurtera de front la volonté des bourgeoisies arabes et palestiniennes de s'intégrer dans le dispositif de la mondialisation capitaliste, fut-ce en position subalterne.

L'évidence croissante de l'impasse des suppliques pour « la justice et le respect du droit » et des sempiternels appels à l'intervention de « la communauté internationale » annonce le retour de la dimension sociale anticapitaliste de la lutte de libération du peuple palestinien (16). Cette dimension sera renforcée par l'aggravation de la crise de la société israélienne dont le développement fulgurant des inégalités sociales ne pourra pas être indéfiniment masqué par le bouc émissaire du « danger terroriste palestinien ».

La refondation programmatique du mouvement national de libération devra nécessairement aborder la question centrale de la mise en oeuvre d'une stratégie favorisant la rupture des travailleurs israéliens avec le nationalisme chauvin ethnico-religieux qui domine la société israélienne aujourd'hui. Compte tenu de la place occupée par les Palestiniens dans le prolétariat israélien ceci exige que tout nouveau projet de libération nationale intègre d'emblée leur rôle de « second front » au sein même d'Israël.

De même l'affirmation claire de la

dimension anti-impérialiste de leur lutte pourrait demain permettre aux Palestiniens de transformer le sentiment spontané de la rue arabe et de favoriser son insertion dans la lutte contre l'impérialisme et contre la guerre. Aujourd'hui symbole de la frustration des masses arabes le soutien à la lutte des Palestiniens peut se transformer en un vecteur de prise de conscience anti-impérialiste et en moteur d'une action contre la soumission des régimes arabes à la globalisation capitaliste et contre leur politique d'insertion dans l'ordre capitaliste mondial. Véritable concentré de l'affrontement entre l'impérialisme et les peuples arabes de la région le combat du peuple palestinien peut ainsi favoriser la jonction des mobilisations qui se développent dans les pays arabes avec le mouvement anti-globalisation capitaliste.

C'est en redevenant un outil de remise en cause de l'ordre social et des pouvoirs autocratiques établis qu'une gauche palestinienne pourra combattre l'islamisme et lui contester ses prétentions à incarner l'anti-impérialisme et la lutte pour l'indépendance. Engager un débat collectif démocratique ouvert, sans préalable lié aux actuelles ou anciennes appartenances et hors de l'atmosphère délétère de l'Autorité est désormais une nécessité. La tragique issue du « processus de paix » des accords d'Oslo a révélé l'impasse stratégique dans laquelle s'est depuis longtemps enfermé le mouvement national palestinien. S'ils veulent barrer la route à la croissance des forces islamiques et éviter au peuple palestinien une nouvelle expérience désastreuse, les militants de la gauche palestinienne n'ont pas le choix : il leur faut analyser les raisons de la désaffection populaire, comprendre la crise de légitimité de l'OLP et s'engager sur la voie

d'une refondation stratégique et organisationnelle. Il faut d'abord mettre un terme à l'isolement des militants et anciens militants fort nombreux et dépasser le localisme malgré les contraintes de l'occupation israélienne. Seule la discussion démocratique permettra de tracer le cadre de cette recomposition nécessaire, l'important est aujourd'hui de commencer sans préjugés ni tabous.

Et maintenant ?

Déjouant la tactique d'Arafat qui pensait que le développement d'actions violentes permettrait de peser sur les choix américains et israéliens, il fut aisé pour l'armée israélienne de défaire ce soulèvement laissé à lui-même et que la transformation en actions minoritaires armées a amené sur un terrain où le rapport des forces était totalement acquis aux Israéliens. Loin de voir sa marge de manœuvre élargie pour négocier la direction palestinienne s'est retrouvée de plus en plus captive des exigences israéliennes et américaines. En témoignent les actuelles parodies de réforme politique et d'organisation d'élections annoncées sous contrainte.

Par delà leur caractère grotesque — l'Autorité refusant d'appliquer la décision de la Cour de justice de libérer Saadat deux jours après le discours d'Arafat sur la nécessaire séparation des pouvoirs, par exemple — il faut bien comprendre la signification politique de ces nouvelles soumissions d'Arafat aux exigences israéliennes et américaines. Le fait que le nouveau gouvernement soit pour l'essentiel la copie conforme du précédent (17) ne doit pas masquer la soumission croissante aux exigences sécuritaires (pour mieux réprimer les tentatives de révolte contre l'occupation) et financières (pour mieux contrôler l'utilisation des fonds octroyés à l'AP). De même la promulgation de la loi fondamentale ne saurait se réduire à un acte démocratique commis par un Arafat soudainement convaincu du nécessaire respect dû au pouvoir législatif. La promulgation de cette loi aujourd'hui, sous la pression américaine et israélienne, entérine l'abandon des objectifs historiques de l'OLP dont celui du droit au retour des réfugiés !

Les « réformes » actuelles sont en réalité l'expression de la mise en oeuvre d'un



16. Ce qu'illustrent les manifestations contre la dégradation de la situation économique et le chômage tenues à Gaza fin juin 2002.

17. On y retrouve pour l'essentiel les mêmes ministres collaborateurs et affairistes, tel Jamil Tarifi, ministre des affaires civiles, patron d'une entreprise de travaux publics qui a fait fortune en construisant des routes reliant les colonies en Cisjordanie.

Palestine

renoncement à la lutte pour les droits fondamentaux, laquelle se retrouve réduite à une quête par les Palestiniens d'une solution « juste » pour mettre un terme à un simple « problème humain » : un territoire baptisé « État palestinien » qui sera au mieux un état octroyé s'opposant terme à terme au droit à l'autodétermination et qui ne sera que l'habillage juridique d'enclaves de survie en attendant la solution définitive de transfert qui est inhérente à la nature de l'État sioniste et qui recueille aujourd'hui l'assentiment de plus de 40 % de la population israélienne ! C'est dans ce contexte qu'il faut analyser la question des élections.

Le peuple palestinien est depuis des années dans son immense majorité maintenu à l'écart de la sphère dans laquelle se discutent les choix et se prennent les décisions politiques ; seule une élite politique est en mesure de trouver sa place dans des élections à court terme. Quelle peut-être la signification d'élections en l'absence de programmes politiques nationaux démocrati-

rendaire d'une consultation dont nul ne précise aujourd'hui si sa fonction serait de débattre des conditions d'une éventuelle négociation ou d'entériner un accord signé !

Le Peuple palestinien n'a plus la moindre confiance politique dans les leaders politiques, notamment ceux qui font partie de l'AP mais pas seulement. De ceci il découle que les candidats useront plutôt des affinités et affiliations tribales et familiales que des débats politiques sur des options clairement exprimées. Ceci ne pourra qu'affaiblir davantage la maturation politique de la communauté palestinienne.

L'acceptation par avance par l'AP que soient exclus de ce vote les Palestiniens vivant à l'extérieur des territoires occupés est une préfiguration des abandons à venir concernant l'unité du peuple palestinien dont sont exclus ceux de la diaspora et notamment les réfugiés des camps en Jordanie, au Liban, etc. Ce choix de limiter le corps électoral aux habitants des territoires est en soi une anticipation des capitulations à venir en ce qui concerne notamment le droit au retour des réfugiés. Comment, par ailleurs, peut-on envisager de demander à un peuple de voter quand il est sous occupation, confronté à une répression militaire permanente, soumis à des contraintes qui empêchent tout accomplissement des actes élémentaires de vie quotidienne ? Incapables de reprendre leur souffle et avant tout préoccupés de survivre face à l'agression et à la terreur de l'occupation militaire, comment les Palestiniens pourraient-ils s'impliquer dans des élections ?

Ce qui compte aujourd'hui c'est de répondre simultanément au défi que lancent Américains et Israéliens et à la frustration et l'amertume provoquées par la défaite. Ceci devrait être la première tâche que se fixent toutes celles et tous ceux qui sont actifs individuellement et qui affirment leur indépendance face à l'AP et à tout le milieu politique traditionnel qui gravite autour. La participation aux élections dans les conditions fixées par



quement débattus et donc en l'absence de choix possibles pour le peuple ? L'absence de choix entre des orientations et programmes alternatifs renforcera la dimension réfé-

l'occupant et ses soutiens internationaux ne permettra pas le renouvellement nécessaire de l'action politique au sein de la communauté palestinienne.

La leçon doit être tirée de l'intégration des forces politiques palestiniennes dans « le processus de paix » et de la dilution politique et la perte d'efficacité dont les partis ont été victimes en voulant s'intégrer au « courant d'Oslo ». Il ne fait aucun doute que l'accord que s'appête à négocier l'AP sous la conduite américaine ne sera pas un accord équitable et positif pour le Peuple palestinien.

Le cadre politique de référence et d'organisation et les maîtres d'oeuvre d'éventuelles élections en Palestine ne sauraient être ceux qui ont précédemment failli et mené à la situation actuelle, sauf à vouloir provoquer d'autres défaites et susciter d'autres frustrations. Les seules élections envisageables seraient des élections susceptibles de fonder les bases d'une nouvelle légitimité, des élections libres qui permettraient au peuple palestinien dans sa totalité de discuter et de définir lui-même les bases fondamentales du programme d'urgence dont il a besoin pour résoudre les problèmes essentiels de la vie quotidienne et pour faire face à la poursuite de l'agression coloniale selon des modalités et des formes de lutte démocratiquement décidées. Au delà, l'élection d'une telle Assemblée Constituante permettrait aussi d'engager la discussion indispensable à l'élaboration d'un nouveau programme politique exprimant les objectifs et les moyens de libération sociale et de libération nationale proposés à l'ensemble des Palestiniens où qu'ils soient situés aujourd'hui. ■

Tensions entre le régime et les ouvriers

Par
Roland Lew*

La République populaire de Chine (RPC) est entrée à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), non sans mal et après quinze ans d'efforts acharnés de la part du pouvoir que l'on qualifie de postmaoïste mais qui est en fait anti-maoïste dans sa logique sociale et économique. Le prochain congrès du PCC se tiendra à l'automne. Il devra faire le bilan des années Deng Xiaoping, organiser la succession, ou l'apparence de succession, des héritiers directs de Deng autour de Jiang Zemin.

Le congrès devra aussi faire le point, ou plutôt entériner des accords au sommet, sur l'évolution économique du pays, de plus en plus ouvert à l'économie de marché internationale, et faire le point sur l'ampleur des privatisations à l'intérieur du pays, privatisations qui bouleversent la donne, y compris celle établie par Deng dans les années 1990. Et tout cela dans un contexte de crise sociale persistante qui, après avoir touché des larges secteurs de la paysannerie, atteint le monde ouvrier, tout particulièrement ceux de l'économie étatique, un peu partout, et dramatiquement dans les anciens bastions de l'industrie lourde au nord du pays et dans les champs pétrolifères de Daqing. A Liaoyang, capitale du Liaoning, et à Daqing, on a assisté à une importante agitation ouvrière qui fait suite à une période de licenciements massifs. Révolte qui a été réprimée ; les animateurs de ces actions — qui échappent à l'autorité du parti et au contrôle des syndicats officiels — ont été arrêtés, ce qui entretient l'agitation (1).

La crise sociale et l'entrée dans l'OMC

Depuis décembre 2001 la RPC est entrée officiellement dans l'OMC. Pour le régime c'est une victoire, le résultat d'une bataille de longue haleine. Pour ladite communauté internationale, et surtout pour le capitalisme mondial, c'est une bonne nouvelle, l'espoir d'une Chine plus solidement arimée au



Manifestation et rassemblement
devant le siège des autorités

marché et aux lois contraignantes du capitalisme, sous la houlette du gendarme de l'OMC. Pour le courant appelé réformiste du PCC, qui a pesé de tout son poids pour faire accepter les conditions, parfois très strictes, d'entrée du pays dans l'OMC, il s'agit de tirer les bénéfices économiques promis de cette officialisation de l'ouverture économique. Ce cours nouveau a commencé modestement à la fin des années 1970 et depuis lors a changé du tout au tout l'économie et la nature sociale du pouvoir « communiste » instauré en 1949 par Mao.

Et pour le peuple ? On lui a fait beaucoup de promesses. Il devrait, lui a-t-on répété à l'envi, bénéficier des retombées d'une nouvelle percée commerciale du pays, y compris en terme d'emplois. Et les consommateurs, eux, devraient avoir un accès plus large et moins cher (du fait de la baisse des tarifs douaniers) aux produits de consommation des pays industrialisés, considérés comme de meilleure qualité, et si prestigieux pour ceux qui ont les moyens de se les offrir.

En attendant ces jours de merveille, c'est la crise sociale qui continue et s'amplifie. L'agitation sociale devient même explosive dans certaines régions du nord du pays. Le préalable à cette intégration plus poussée de la Chine dans l'économie mondiale, c'est en effet une gigantesque restructuration de l'économie chinoise qui atteint avant tout, depuis le milieu des années 1990, le secteur d'État. Celui-ci constituait jusqu'alors le pilier du régime du « socialisme réel » — un socialisme largement irréal mais assez favorable à la condition ouvrière — et formait la très grande majorité du secteur industriel. La

restructuration a abouti à une nouvelle extension du secteur privé, ou semi-privé, et à une mise au chômage massive, effective ou déguisée, des ouvriers du secteur d'État.

Dans ce secteur se retrouvait l'industrie lourde, pour une bonne part concentrée dans les provinces du nord-est, les trois provinces de l'ancienne Mandchourie, occupées par le Japon dès les début des années 1930. Ce sont les autorités nippones qui ont transformé ces régions en zones d'industrie lourde pour répondre à leurs besoins de guerre. En 1949 les communistes chinois héritent de ce potentiel, de fait la seule industrie lourde qu'ils ont alors à leur disposition. Le nouveau pouvoir maoïste installera des usines d'industrie lourde dans d'autres régions (ou à Shanghai plutôt dominée avant 1949 par l'industrie légère...). Le nord-est restera cependant le grand centre de l'industrie lourde chinoise, surtout la province du Liaoning, et sa capitale Liaoyang. Le Liaoning sera pour des dizaines d'années la seule province du pays qui n'était pas majoritairement agricole.

* Roland Lew enseigne à l'Université libre de Bruxelles. Il a publié, entre autres, "1949 : Mao prend le pouvoir", éd. Complexe, Paris 1999, "La Chine populaire", PUF, Paris 1999, "L'intellectuel, l'État et la révolution — essais sur le communisme chinois et le socialisme réel", L'Harmattan, Paris 1997 et, avec Gérard Duménil, "Où va la Chine ?", Actuel Marx n° 22, PUF, Paris 1997.

1. Je voudrais remercier Marie Holzman d'avoir généreusement partagé avec moi sa documentation et ses réflexions sur les grèves analysées dans ce texte. On pourra lire, sous sa plume, une étude plus détaillée à paraître dans la revue *Politique Internationale* (Paris), automne 2002. (note de l'auteur).



Ils portent
le portrait de Mao

C'est dans cette partie du pays que les Chinois découvriront leur premier champ pétrolier important à Daqing, dans la province du Heilongjiang, qui leur procura longtemps une autosuffisance bienvenue dans le domaine stratégique du pétrole. Le champ pétrolier de Daqing lancé de façon très

volontariste par le pouvoir au début des années 1960 était devenu un des grands projets maoïstes ; il devait illustrer les préceptes du grand timonier, la voie socialiste à la chinoise, à partir de rien. Un peu comme le fut la ville de l'acier Magnitogorsk, en URSS, construite au milieu de nulle part, au début des années trente, et devenue l'incarnation de la ville « socialiste » d'industrie lourde de type stalinien. Daqing, elle, devait démontrer une capacité d'autosuffisance, vérifier le mot d'ordre maoïste de « compter sur ses propres forces ». Il s'agissait donc, outre, bien sûr, d'extraire le plus vite possible le pétrole qui devait assurer l'autosuffisance d'un pays replié largement sur lui-même, de

vivre par ses propres moyens, y compris d'assurer ses ressources en nourriture. Jusqu'à 200 000 personnes ont travaillé à Daqing. C'était un des grands fleurons du maoïsme, la fierté du pays, un véritable exploit qui avait en peu d'années libéré la « Chine socialiste » de la hantise de devoir dépendre d'un monde extérieur qui lui était hostile, pour son approvisionnement énergétique.

Que Daqing ait été aussi autosuffisant que le régime le proclamait, cela reste à voir. D'autres expériences dans le pays, tout aussi célébrées pour avoir admirablement pratiqué cette autosuffisance maoïste, se sont révélées bien illusoire...

Quoi qu'il en soit, le secteur pétrolier, et

Document*

Les ouvriers se souviennent du dirigeant Mao (extraits d'un tract distribué à Daqing)

A tous les collègues, amis et ouvriers préretraités (1)!

Par millions jusqu'au soir, nous commémorons le souvenir chaleureux d'un jeune homme rondouillard qui arriva dans le grand désert nord des confins inhabités. Alors nous étions jeunes, beaux, passionnés, vigoureux. Pour faire tomber l'infamante étiquette de « grande puissance pauvre en énergie », nous commémorons la fidélité du président Mao et du comité central dans les luttes pour l'irrigation, l'assèchement des marais, contre les moustiques. (...)

Mais maintenant les principaux dirigeants de l'administration des pétroles prennent chaque mois à la nation des salaires d'un montant incalculable, ne cessent de rafler les plus hautes primes, passent la moitié du temps à prélever des taxes sur les jeux, et en fin d'année veulent encore prendre des primes de quelques millions. Nous demandons au président de l'Assemblée nationale combien peut-il récolter d'argent en une année ? Ils vont ainsi à l'encontre du souhait des « trois représentants » (2) du Président Jiang : ils ne présentent à l'échelon supérieur que des bonnes nouvelles et cachent les mauvaises, en déclarant « à Daqing, il n'y a pas de jeunesse en attente d'emploi, depuis de nombreuses années il n'y a plus de grands rassemblements de travailleurs, les ouvriers préretraités forment une grande entreprise d'entrepreneurs individuels, la vie du peuple est merveilleuse, la société est pacifiée, la sécurité politique est bonne ». Par tous les moyens ils dissimulent aux supérieurs et bercent les subordonnés, ils minent le peuple, volent le peuple, commettent des crimes inexpiables même par la mort.

* Reproduit dans *Pioneer quarterly* n° 63, printemps 2002. Traduit du chinois par M.

1. Préretraités traduit *maiduan gongling* : acheter la propriété de l'ancienneté au travail. Sous peine de licenciement avec perte de tous les avantages liés à l'entreprise, on contraint à la préretraite. *maiduan* englobe aussi les procédures où l'on oblige le travailleur à donner de l'argent au patron pour ensuite pouvoir travailler sur des matériaux ou des outils dont il est propriétaire et percevoir un salaire. Dans une même entreprise d'État, on a différentes catégories de personnel : les retraités et préretraités classiques, des préretraités qui peuvent ou doivent continuer à travailler, des employés préparant leur retraite sur un compte d'épargne, des employés en attente d'un poste qui perçoivent un salaire réduit, enfin des salariés occupant un poste.

2. Slogan du nouveau cours idéologique de Jiang Zemin, président du PCC. Le parti doit représenter les trois forces de la nation : l'élite technique et productive, l'élite culturelle, et l'intérêt général des larges masses.

3. Zeng Yukang tient le rôle du traître, car il est le gendre de "l'homme de fer", le Stakhanov chinois, mort en 1970, héros populaire de la construction des champs de pétrole de Daqing. C'est sur la Place de l'Homme de fer que se déroulent les manifestations devant le siège de l'administration des pétroles.

4. *danwei* : unité de travail ; désigne aussi bien un atelier, qu'un établissement ou une entreprise.

Su Shulin (administrateur général des champs de pétrole de Daqing) et Zeng Yukang (directeur de l'administration des pétroles) (3) sont d'excellents roublards de grande politique. La population de Daqing n'oubliera jamais une soirée d'informations de la télévision câblée des champs de pétrole : en tant que représentant de l'administration des pétroles, Zeng Yukang fit une « explication de la préretraite pour le personnel en poste et le personnel préparant sa retraite » où il dit : « maintenant la direction par de nombreux canaux a obtenu des rapports, on s'est donné beaucoup de peine, au niveau supérieur on s'est efforcé de vous accorder ces primes d'un montant difficile à obtenir. On peut aussi dire que c'est une belle occasion qui se rencontre rarement en mille ans. Ne pas saisir cette occasion, c'est comme traverser un village sans passer par l'auberge. Si on ne fait pas de préretraites maintenant, l'entreprise devra faire de nouveaux ajustements, la direction devra réduire les effectifs de moitié. Si vous ne faites pas de préretraites, les profits de l'entreprise ne seront pas bons, on ne dégagera pas de salaires et plus personne ne vous prendra en charge. Vous devrez directement vous adresser à la société. Alors ne dites pas qu'on ne vous donne pas une chance, surtout ne récriminez pas contre nous. »

Les dirigeants centraux lors de la convocation de l'assemblée des dirigeants de la *danwei* (4) de deuxième niveau ont donné aux cadres supérieurs encore plus de poids pour propager l'angoisse, la crainte et les intimidations, et pour recommencer de plus belle en laissant chaque niveau de dirigeants exercer des pressions sur les ouvriers pour les forcer aux préretraites. Mais aujourd'hui ils retournent leur discours en affirmant que ce sont les ouvriers qui l'ont volontairement sollicité. Nous voulons demander où y a-t-il un ouvrier qui vous a fait une telle demande ? Dans le contrat (c'est-à-dire le contrat de préretraite) où y a-t-il une clause écrite par l'ouvrier ? Où y a-t-il le moindre paragraphe qui ait été discuté par les ouvriers pour rédiger le contenu de ce contrat ? Un contrat doit être réciproquement équitable selon les droits et devoirs du citoyen, égal et proportionné. A ces conditions le contrat prend effet en toute logique, sinon il se retourne en un contrat forcé et c'est un contrat sans effet.

Collègues, amis et ouvriers préretraités !

1. Le contrat signé avec nous par la *danwei* de deuxième niveau est annulé dans les formes à dater d'aujourd'hui. Le contenu fondamental du contrat n'a aucune force légale. La *danwei* ne possède fondamentalement pas la qualité de personne juridique indépendante, le registre n'est pas la partie capitale du contrat, il est sans effet.

2. Les documents 2000-11-7 et 2000-11-8 diffusés par la direction ne correspondent pas à la partie capitale du contrat, sans respect de la procédure juridique et n'ont pas de force légale, l'entreprise népotique est un procédé illégitime, les textes sont nuls et non avenue.

3. Nous exigeons que la direction traite honnêtement les ouvriers préretraités, ils doivent bénéficier des mêmes traitements que le personnel en poste, d'habitations chauffées, de tout l'équipement au gaz, jusqu'à l'âge de la retraite.

4. Nous exigeons que la direction agisse avec prudence et libère immédiatement les personnes emprisonnées.

6 mars 2002

Daqing, en particulier, constituait un des enfants chéris du régime et un secteur bien protégé. Même des années après la mort de Mao (1976) le lobby pétrolier était fortement représenté au sommet du parti et au gouvernement ; c'était une puissance avec laquelle il fallait compter. Mais la logique du marché et le capitalisme (privé et d'État) ont modifié la situation et bouleversé les rapports de force.

Explosions ouvrières à Liaoyang et à Daqing

Or, c'est dans ces deux provinces que se sont produites les explosions ouvrières les plus sérieuses de ces dernières années. C'est là que se sont fait sentir avec le plus de gravité les effets de la restructuration du secteur d'État en vue de préparer la Chine « *new look* » au paradis d'une économie de marché capable d'affronter la concurrence internationale, selon les critères de l'OMC ; en fait, et pour l'essentiel, l'accord a d'abord été âprement négocié bilatéralement entre les autorités américaines et chinoises.

Le nord-est est devenu la « *rust-belt* » chinoise, une zone d'industries lourdes en perdition totale, couverte d'usines obsolètes, non rentables dans la logique économique actuelle, et surtout face à la concurrence internationale, voire nationale. Insistons : dans la logique économique actuelle, et du fait des inconséquences du pouvoir qui n'a pas préparé la reconversion d'industries que l'on savait condamnées. Il s'agissait pourtant du résultat prévisible, inéluctable même de la politique économique « *réformiste* » dans sa phase radicalisée, celle qui poussait résolument en direction du marché et du capitalisme mondial. Elle est mise en pratique dans les années 1990, après plus de dix années de tâtonnements, d'expérimentations, d'hésitations, et plus généralement de stratégie de contournement qui laissait en l'état les grands secteurs industriels datant de l'époque du « *socialisme d'État* ».

Liaoyang est la capitale peuplée de 1,8 million d'habitants de cette province de Liaoning qui avait, deux ou trois décennies plus tôt, le niveau de vie le plus élevé par habitant de toutes les provinces chinoises (on ne compte pas ici, les trois grandes villes, Shanghai, Beijing, Tianjin, qui ont statut de province), et qui connaissait le taux le plus important d'urbanisation. Cette ville est maintenant ravagée par le chômage qui affecte entre 60 % et 80 % des ouvriers du secteur d'État. Un désastre. Un désastre d'autant plus grave que rien, ou très peu, n'a été fait pour faire face à cet effondrement. Ni pour constituer un autre tissu

industriel, ni pour répondre au problème de la protection sociale des ouvriers brutalement mis au chômage. Au contraire tous les méfaits et malversations caractéristiques du cours nouveau, celui d'un capitalisme sauvage piloté, ou laissé à lui-même par les maîtres du pouvoir, s'abattent sur un monde ouvrier hier relativement protégé et valorisé, aujourd'hui laissé à l'abandon, à la misère et au mépris. D'où l'explosion de révolte, qui est pour beaucoup une révolte du désespoir. Mais aussi, on peut espérer qu'il s'agit des véritables débuts d'un important mouvement ouvrier indépendant, animant des formes d'action séparées des structures officielles d'encadrement, en dehors d'un syndicat officiel qui de fait, mais aussi statutairement, est la courroie de transmission des instructions du régime, ou, pire, des patrons, qu'ils soient des « *camarades chefs* » ou même des patrons privés. Il n'est pas rare, en Chine, que le patron, même capitaliste privé, soit aussi un des chefs du syndicat. Patron et syndicaliste ouvrier : merveilleuse dialectique... Plus souvent, il est vrai, les rôles sont séparés : les syndicalistes se contentant d'être étroitement soumis aux besoins du patron.

Au mieux, le syndicat, sous la pression des autorités locales, régionales et nationales fait de la bienfaisance, en organisant des tombolas, et autres opérations de charité, pour soulager la nouvelle misère.

Les raisons d'une explosion

Comment échapper au sentiment de désespoir ? Comment éviter que la colère n'explode ? Disons le tout net : la surprise ne vient pas du constat de ces dizaines de milliers d'actes d'opposition ouvrière de toutes natures à l'échelle du pays – des sources officielles parlent de plus d'un quart de million de « *d'incidents* » du travail pour 2001, en augmentation constante d'une année à l'autre. La surprise vient de ce que la révolte ouvrière ne soit pas plus affirmée, voire plus brutale. Il y a en effet quantité de motifs de frustration, de refus.

La pire frustration ouvrière provient de la rapide dévalorisation de son statut symbolique et réel. La Chine n'a jamais été un « *État ouvrier* », au sens de « *l'État des ouvriers* », mais incontestablement la condition d'ouvrier d'État dans les villes était appréciable, en comparaison du passé et même de la vie de la grande majorité paysanne. C'était un statut protégé, envié de la majorité rurale, et de plus en plus au fur et à mesure des progrès économiques du pays, même si le salaire payé était modeste et si, au surplus, la dépendance était totale à l'égard des autorités de l'entreprise, elles-mêmes soumises au pouvoir « *communiste* ». Tout cela se situait dans une logique économique, le plus souvent, beaucoup moins décentralisée que le discours maoïste ne pouvait le laisser croire.

Aujourd'hui l'ouvrier d'État est mis au chômage en masse et brutalement, parfois sans préavis : officiellement 25 millions depuis 1998. L'ouvrier, ledit maître du pays de l'époque maoïste, est l'objet du mépris des anciennes élites reconverties, et plus encore des nouvelles élites sociales de plus en plus ouvertement, et même agressivement capitalistes. Il est souvent licencié du jour au lendemain. Il ne reçoit pas toujours, et même pas souvent, les primes de départ qui lui sont dues. Avant cela, il n'a pas toujours obtenu son salaire : les retards peuvent être de longue durée. Et devenu chômeur, il n'obtient pas forcément une indemnité de chômage de toute façon souvent modeste, ou doit l'attendre de longs mois, au risque ne pas la recevoir en entier. Ou de ne rien recevoir.

Pire encore, la sécurité sociale (retraite, chômage, soins de santé, logement...) dépend encore dans une grande mesure des entreprises, comme c'était le cas depuis les débuts de la RPC. La volonté, pourtant hautement affichée par le pouvoir central d'établir une sécurité sociale nationale, ou au moins régionale, par ville, n'a pas encore abouti à des résultats significatifs. Mais l'entreprise n'a plus les moyens d'assurer cette sécurité sociale, ou souvent, ne le veut plus.

De toute façon, des entreprises complètes cessent leur activité, ou sont fusionnées avec d'autres, et ne reconnaissent plus leurs anciennes obligations.

Et tout cela souvent dans une très grande illégalité. La prédation des biens, l'accaparement des actifs publics par des cadres locaux, associés à des entrepreneurs privés, tout cela est fréquent au vu et su





de tous. La corruption est généralisée, ce qu'aucun Chinois n'ignore. L'inégalité sociale croît à une vitesse considérable. Les nouveaux privilégiés, souvent d'anciens cadres et chefs d'entreprises, étalent avec une rare insolence leurs richesses. A Liaoyang, où la misère s'étale partout, on trouve comme dans toute la Chine urbaine, quantité de voitures de luxe, des magasins rutilants, des bars pour riches. Il y a une sorte de volonté revancharde de nouveau riche d'étaler sa prospérité et son mauvais goût, d'humilier le pauvre. C'est la Chine nouvelle, celle du PCC qui exalte maintenant officiellement les entrepreneurs comme la nouvelle force motrice de la Chine « socialiste » ! Pas étonnant alors que le cynisme soit aux postes de commande. La corruption, les complicités mafieuses se retrouvent à tous les niveaux de la hiérarchie de la ville. Le chef du parti de la ville de Liaoyang est ouvertement haï de la population.

Indéniablement, si l'on fait le point sobrement de la manière dont sont traités des dizaines de millions d'ouvriers, on peut comprendre l'ampleur des tensions sociales et s'étonner que cela ne débouche pas sur une révolte générale. Constatons que pour le moment le monde populaire, à la ville comme à la campagne, est souvent, et à juste titre, mécontent, voire plus encore, mais qu'il garde de son passé lointain, et aussi des années d'atomisation sociale induite par le maoïsme, une grande capacité à endurer, à s'adapter, à trouver des bouts de solutions pour survivre, avec stoïcisme, et souvent beaucoup de décence. Mais aussi parfois par le banditisme, la délinquance, ou en s'enfonçant dans la désespérance.

En Chine aujourd'hui l'agitation est répandue. Mais comme souvent dans le passé, il s'agit surtout de rappeler aux maîtres du jour leurs anciennes obligations plutôt que de remettre en cause leur légitimité. C'est là une grande difficulté dans la constitution de forces organisées d'opposition, et en particulier d'un combat de classe du monde ouvrier capable d'une véritable indépendance d'action et de revendication. Il est vrai que l'expérience manque en Chine. Un peu — moins que ce qu'on a longtemps cru — au milieu des années 1920 autour de l'in-

fluence du jeune PCC. Un peu encore, en dehors des partis communiste et nationaliste, à Shanghai, vers 1946-1947. Très peu est acquis durant la période maoïste et post-maoïste, et souvent contre le pouvoir qui réprime durement toute velléité d'indépendance ouvrière, et de toute façon atomise le monde ouvrier.

De Daqing à Liaoyang : les formes de la protestation ouvrière

A Liaoyang et à Daqing, c'est la volonté de se battre qui l'a emporté, au printemps de cette année-ci, mais le dos au mur, et soutenue peut-être par l'exaspération, voire le désespoir.

A Daqing, l'agitation a commencé le 1er mars. Des dizaines de milliers d'ouvriers sont descendus dans la rue, pour défendre leur emploi menacé, ou obtenir les primes de licenciement qui ne viennent pas, mais aussi pour sauvegarder leur sécurité sociale, elle aussi menacée par la direction ou dont les avantages (notamment les soins de santé) sont toujours plus réduits, alors que les sommes exigées pour assurer leur future et bien incertaine retraite sont fortement augmentées. Le pouvoir a tout fait pour isoler le mouvement et pour que rien ne transpire dans les médias nationaux. Ils furent jusqu'à 50 000 dans la rue. Des heurts se sont produits avec la police paramilitaire provoquant des blessés. Les autorités locales ont même prétendu que le mouvement était infiltré par des membres de la « secte » interdite et pourchassée du Fanlun Gong, manière d'effrayer les ouvriers, de disqualifier leur action et de préparer une sévère répression. L'action des manifestants a été menée indépendamment des structures officielles : les ouvriers se sont choisis des délégués à eux.

Le mouvement de Daqing a influencé l'action à Liaoyang, ville située à près de 600 kms de Beijing. On pourrait dire a relancé, car cette ville qui est en train de devenir un désert industriel avait connu déjà une certaine agitation au printemps 2000.

Le 11 mars de cette année, 5 000 travailleurs, surtout des ouvriers licenciés des entreprises d'État, sont descendus dans la rue et se sont dirigés, comme c'est le cas souvent dans des périodes d'agitation, vers le bâtiment du gouvernement municipal. Ils demandent le versement des allocations de chômage non versées, parfois depuis deux ans et ils s'en prennent à la corruption, au détournement d'argent, cet argent volé qu'on leur doit. Ils élisent eux aussi leurs délégués. Le mouvement s'étend, et le 18 mars, ce sont 30 000 ouvriers venus de 20

usines de la ville qui descendent dans la rue exigeant la libération de leur leader, Yao Fuxin, un ouvrier de 53 ans de l'usine d'État de ferro-alliage qui a été arrêté la veille en pleine rue par des policiers en civil. Le 19, ils sont encore de 10 000 à 20 000 à manifester avec banderoles, slogan et portraits de Mao. Sur les banderoles, on peut lire des slogans comme : « *Voler l'argent des retraites est un crime* ». Le portrait de Mao comme ce type de slogan, tout comme le fait de pétitionner auprès de l'autorité municipale, est caractéristique des demandes ouvrières aujourd'hui : c'est un rappel des obligations, celles promises ou acquises du temps de Mao, et celles qui étaient dans le contrat implicite entre le régime et les ouvriers, c'est-à-dire la protection sociale et de garantie à vie du travail en échange de la soumission des travailleurs, de l'allégeance au régime. C'est ce contrat non écrit, mais longtemps contraignant pour les deux parties, qui définissait les rapports entre le régime et sa classe ouvrière et assurait la stabilité sociale (relative) du régime.

Le 20 mars, un important déploiement de police, aidé par des militaires, procède à l'arrestation de trois autres leaders du mouvement. Cette arrestation fait suite à une manifestation de 10 000 personnes qui crient, entre autres, « *le peuple a faim et veut du travail* » ; les autorités de la ville refusent le dialogue avec les manifestants et font évacuer par la force les bâtiments administratifs occupés par un millier d'entre eux. Et dans les jours qui suivirent des centaines de travailleurs exigent inlassablement la libération des animateurs ouvriers détenus. Ainsi, le 28 mars de 500 à 600 ouvriers se rendent une nouvelle fois à l'hôtel de ville et supplient à genoux les autorités de libérer leurs délégués. Au total, c'est 5 délégués qui sont encore emprisonnés fin mai. Une action internationale est menée en vue d'obtenir leur libération (2).

La ténacité des manifestants, leur volonté, comme à Daqing, d'élire librement leurs délégués et de les protéger face à la répression montrent une nouvelle maturité de l'action ouvrière, une orientation en direction d'une « structure » (c'est trop tôt de parler de syndicat) autonome ouvrière.

Mais bien des aspects de l'action ouvrière révèlent des traits anciens, de respect, d'allégeance, ou en tout cas de crainte face aux autorités, aux représentants du régime. L'ouvrier, de ce point de vue, ne se comporte pas différemment — disons pas complètement différemment — du Chinois traditionnel, ou du paysan aujourd'hui. Si le pouvoir n'est pas populaire, et est même méprisé, notamment pour sa corruption, son

Document***Nous devons rétablir la justice
(tract des ouvriers de Daqing du 26 mars 2002)**

Depuis plus de vingt jours, le mouvement de pétition directement adressée à la direction de la part du personnel ouvrier et employé préretraité des pétroles de Daqing n'a reçu aucune réponse satisfaisante. Le directeur Zeng Yukang et Zhang Wenbo (responsable du centre des assurances sociales des pétroles) se sont exprimés à la télévision câblée et ont diffusé des petites brochures sans donner satisfaction au plus grand nombre. Pour quelle raison est-ce ainsi ? Parce qu'ils sont encore à jouer des tours pour amuser la galerie.

1. Le 8 novembre 2000 on diffusa le document interne 117/2000 : « Communication concernant la méthode pratique de publication des indemnités pour rupture des contrats de travail ». Il faut dire que ce sont des actes graves pour les intérêts directs de dizaines de milliers d'ouvriers et employés, mais aussi que c'est une grave décision stratégique de la réforme des entreprises. Selon les termes de la loi des entreprises, les affaires et décisions importantes doivent recevoir l'approbation de l'assemblée générale des représentants du personnel de l'entreprise. Cela a-t-il été le cas ? Où les représentants du personnel en ont-il été informés ? En décidant de ne pas les convoquer et en s'appuyant sur une simple note d'information pour la mise en œuvre, ne va-t-on pas à l'encontre de la loi des entreprises et de la loi sur les syndicats ? Pourquoi le syndicat de l'entreprise n'a-t-il pas sauvegardé les intérêts du personnel ? Visiblement la "légalité" affichée par la direction ne tient pas debout.

2. Les documents n'ont pas de valeur juridique. Zhang Wenbo, le responsable du centre des assurances sociales, dit dans une interview que les assurances vieillesse de base des ouvriers et employés des champs de pétrole de Daqing, selon les exigences nationales, sont confiées, depuis septembre 1999, à l'administration provinciale du Heilongjiang et mises en œuvre par le système d'assurances de la province (1). Pourquoi ne pas l'avoir dit plus tôt ? Si les autorités dans leurs documents l'avaient stipulé clairement, nous aurions pu réfléchir davantage sur la question des préretraites. Dans votre propagande, vous affirmez qu'après ces préretraites chaque année chacun ne cotisera que pour 2600 yuans d'assurances et bénéficiera jusqu'à l'âge légal de la retraite des mêmes avantages de traitements que les salariés en poste. Mais en 2001 on nous a sorti deux tarifs de 1634 et 2776 yuans, vous avez augmenté sans cesse les tarifs, et nos préretraites ne peuvent suffire à payer les primes d'assurances. Pouvons-nous encore vivre ? N'est-ce pas une escroquerie ? Dans la propagande pour les préretraites, on fit de nombreuses assemblées, des discussions individuelles d'information, on fit pression pour forcer le travailleur à la préretraite et on a dit des choses comme « l'entreprise, ce grand bateau, du matin au soir menace de sombrer, il ne peut transporter autant de gens, on vous donne une bouée de sauvetage ; vous avez un grand âge (2), vous êtes en concurrence pour l'embauche désormais (3), vous ne vaincrez pas les jeunes. Une nation qui fait des préretraites peut encore donner quelques dizaines voire des centaines de milliers de yuans, mais après que l'entreprise ait fait faillite, vous ne percevrez plus un sou, il vaut mieux entrer en préretraite, c'est la direction qui vous offre une chance. » Et à ceux qui approchent de la retraite on dit : « si vous ne rentrez pas en préretraite, le prochain licencié ce sera vous. » Sous de telles pressions, tous finissent par apposer leur empreinte digitale sur le « registre » (4). Visiblement, vous roulez les travailleurs.

mépris du peuple, il est encore l'incarnation du maître qu'il faut ménager. Même si l'on pense qu'il s'agit de voleurs et d'exploiteurs, il s'agit avant tout, comme dans une très longue tradition paysanne, de rappeler les devoirs réciproques plutôt que de préparer une bataille pour rejeter le pouvoir illégitime. Il est aussi possible que les actes d'allégeance maquent une réelle dérision, un retournement des slogans et règles du régime contre lui-même, une façon de le mettre en contradiction avec ses principes proclamés.

Mais ce contournement, cette prudence révèlent une faiblesse face au pouvoir, le manque encore cruel d'une organisation indépendante, et d'une conception indépendante du discours creux du régime, le « *socialisme chinois* », qui n'est plus cru par personne. L'affrontement de classe est implicite, de facto, plutôt que conscient et voulu. Mais des progrès sensibles vers une plus grande autonomie ouvrière ont été accomplis. Jusqu'où ? Avec quelle vitesse ? Et cela concerne-t-il les régions et les secteurs

caractéristiques du développement économique actuel, là où se constitue le nouveau monde ouvrier de la Chine ? Voilà un des enjeux majeur de la période actuelle.

Les incapables font des affaires d'incapables

La société des pétroles de Daqing est à la tête de 500 filiales en Chine, tout le monde le sait en Chine et dans le monde. Et cette société-mère ne peut même pas garantir le droit à l'existence de quelques dizaines de milliers de travailleurs ? Comment le PDG et le secrétaire peuvent-ils garder la face ? Ces dernières années les branches du chemin de fer, du gaz, des mines, du bois et d'autres sont en crise, mais on n'a pas entendu dire que l'on faisait des préretraites. Pourquoi serait-ce si urgent à Daqing ? Dans la grande discussion « réduire les effectifs ou augmenter l'efficacité », si vous ne faites que licencier cela signifie que vous êtes des incapables. Sans licenciement on peut augmenter l'efficacité, alors seulement on peut affirmer que vous avez du talent, des qualifications, et vous obtiendrez le soutien de dizaines de milliers de travailleurs. L'échelon supérieur ne vous a pas donné vos fonctions de cadres supérieurs pour rien. Sinon vos habitations de 200 m², vos repas à 100 et 1000 yuans, vos voitures à cent mille, vos primes à millions, les accepteriez-vous en toute sérénité ? Vous arrive-t-il de penser à la question de l'existence et de la vie de quelques dizaines de milliers de travailleurs préretraités après des années de labeur ?

Non seulement vous ne résolvez pas la question, mais vous usez de tous les procédés de répression lors des dépôts de plaintes des travailleurs, vous ne les laissez pas parler. Peut-on encore parler du fonctionnaire qui serait le père et la mère du peuple ? Vous considérez les travailleurs comme un coût. Ma Fucai a été promu PDG de la société des gaz et pétroles de Chine, Su Shulin vice-président, Zhang Fuping est devenu vice-président de l'Assemblée du Heilongjiang. Bien que vous vous soyez élevé, vous subirez le verdict de l'Histoire. Vous avez fait souffrir quelques dizaines de milliers de travailleurs, certains se sont jetés sous les voitures, pendus, d'autres sont devenus fous. Et pensons que certains vont de difficultés en difficultés, à payer les cotisations sociales avec l'indemnité des préretraites, ils ne leur restent rien, il n'y a plus que l'assistance alimentaire de l'administration provinciale pour mener une existence misérable.

Porter plainte par le sang et la sueur (5) montre encore une fois que dans le cœur du peuple il y a une balance pour savoir sans qu'on ait besoin de le dire qui est bon qui est mauvais. Nous devons préserver les droits de la personne grâce à la loi, entreprendre un mouvement de plaintes auprès des autorités, à bon droit, avec profit, résolu, jusqu'au sommet, sans être fourvoyés par de mauvaises personnes, jusqu'à la résolution finale des véritables questions.

Nous exigeons le rétablissement du système de retraites de 1998, l'alignement au niveau des salaires de troisième classe, et une hausse de 10 % des retraites.

* Reproduit d'après *Pioneer quarterly* n° 63, printemps 2002. traduit du chinois par M.

1. Les retraites étaient jusque là toujours gérées directement par les entreprises d'État.
2. La moyenne d'âge des "préretraités" manifestants est de 45 ans, et certains y ont été forcés à moins de 35 ans.
3. Daqing connaîtrait un taux de chômage de 40 %.
4. Le registre est un cahier tenu par l'entreprise en dehors de tout cadre légal.
5. Le pétrole de Daqing est rouge et salé : « *rouge du sang des ouvriers, salé de la sueur des travailleurs* » dit la comptine célébrant la construction de Daqing sous Mao.

2. On consultera *La lettre d'information*, bimensuel de la Commission internationale d'enquête du mouvement ouvrier et démocratique contre la répression en Chine [25 rue Ledion, 75014 Paris, France], qui travaille en contact étroit avec *China Labour Bulletin* à Hong Kong.

Lectures

L'extrême gauche pendant la guerre d'Algérie

Les événements de mai 1968 ont révélé l'apparition d'une nouvelle génération militante débordant le PCF sur sa gauche. Cette génération a proliféré pendant plusieurs décennies et l'extrême gauche française, qui a dépassé les 10 % de voix au premier tour de la récente élection présidentielle, en est la descendante directe. Or le point de départ de cette nouvelle prise de conscience dans la société française est indiscutablement la guerre d'Algérie (1954-1962). En appuyant ouvertement la lutte du Front de Libération Nationale (FLN) algérien pour l'indépendance et en l'aidant directement, alors que le PCF se contentait de réclamer modestement « *La Paix en Algérie !* », les réseaux de soutien ont contribué à politiser une avant-garde et à renforcer des organisations politiques auparavant très minoritaires.

Certes, les événements d'Algérie n'ont pas disparu de l'actualité : le président Chirac est même allé jusqu'à reconnaître pour la première fois qu'il y avait bien eu une « guerre » en Algérie et récemment encore le journal *Le Monde* publiait de nouveaux témoignages sur l'emploi de la torture par l'armée française. Cependant, si de rares ouvrages racontaient comment des réseaux avaient aidé les Algériens (1), l'activité concrète des organisations d'extrême gauche demeurait sous le boisseau. C'est le mérite de notre camarade Sylvain Pattieu (2) d'avoir abordé le sujet avec son petit livre « *Les camarades des frères — Trotskistes et libertaires dans la guerre d'Algérie* ». Trop jeune pour avoir connu cette époque, il a cependant eu le privilège de pouvoir rencontrer plusieurs membres des réseaux et consulter nombre de documents et d'archives.

Après avoir rappelé le contexte général, le début de l'insurrection et l'état de l'extrême gauche au début des années 1950, il passe en revue l'attitude des différents groupes face

1. Hervé Hamon et Patrick Rotman, « *Les porteurs de valise — La résistance française à la guerre d'Algérie* », Albin Michel, Paris 1979.
2. Sylvain PATTIEU, « *Les camarades des frères — Trotskistes et libertaires dans la guerre d'Algérie* », Préface de Mohammed Harbi, Syllepse, Paris 2002, prix 19,50 euros.

au FLN, récemment apparu.

Deux organisations vont l'ignorer :

— le PCI lambertiste (issu de la scission du PCI, section française de la IV^e Internationale, en 1952) va soutenir à fond l'organisation rivale du FLN, le MNA (Mouvement National Algérien), dirigé par le vieux militant nationaliste historique Messali Hadj, qui perdra toute influence parmi les combattants et finira par se compromettre avec l'armée française;

— la Fédération Anarchiste (FA), qui renvoie dos à dos le « *nationalisme* » des Français et celui des Algériens.

Une organisation va apporter un soutien critique au MNA : la Fédération Communiste Libertaire (FCL), qui s'efforcera de ne pas se couper non plus du FLN;

Une seule organisation soutiendra pleinement le FLN dès le début, le PCI tendance Frank, section de la IV^e Internationale. L'auteur montre bien que ce PCI « *va être la première organisation à s'engager dans un soutien concret et organisé : la IV^e Internationale va constituer le premier réseau de soutien au FLN* ». « *Dès l'hiver 1954-1955 l'ancien trotskiste Yvan Craipeau organise une rencontre d'un cadre de la Fédération de France du FLN avec Simonne Minguet pour le PCI et Michel Raptis, dit Pablo, qui représente la direction de la IV^e Internationale* ».

Par la suite c'est le PCI qui est chargé d'abord de l'impression de la presse clandestine du FLN, puis les trotskistes monteront un atelier de fabrication de faux papiers à l'étranger et Pablo se chargera de créer, au début 1960, une usine d'armes au

Maroc puis il se lancera dans la fabrication de fausse monnaie pour le FLN. Il finira par être arrêté et aura droit à un procès à Amsterdam en juin 1961.

En même temps qu'ils animent des réseaux d'aide, les militants du PCI ne négligent pas la lutte politique ouverte contre guerre d'Algérie alors que nombre d'anciens trotskistes animeront des courants contestataires issus du PCF comme « *La Voie Communiste* » (VC) de Denis Berger, ou du PS comme la Nouvelle Gauche d'où naîtra le PSU en 1960. Cette activité les amènera tous à impulser des combats antifascistes lorsqu'en 1961, après la venue du général De Gaulle au pouvoir, des généraux partisans de l'Algérie française tenteront un putsch à Alger. Le Front Universitaire Antifasciste (FUA), créé sous l'impulsion de militants trotskistes membres de l'Union des Etudiants Communistes (UEC) va jouer un grand rôle dans la politisation étudiante au Quartier latin et dans la formation d'une aile gauche de l'UEC qui sera exclue en 1965. Une partie sera à l'origine de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire (JCR) dont l'arrivée ultérieure rajourna et transformera la section française de la IV^e Internationale.

Sylvain Pattieu consacre un chapitre aux Pieds Rouges qui sont allés s'installer en Algérie après l'indépendance pour y favoriser la transcroissance socialiste. Il met bien en évidence les illusions qui prédominaient à l'époque dans l'Internationale sur cet objectif. Particulièrement intéressant est un document inédit qu'il publie : c'est un texte de discussion internationale signé Driss (sans doute le pseudony-

me d'un camarade maghrébin), daté du 10 octobre 1962, qui critique de façon très argumentée la position officielle, qu'il trouve trop peu critique, de l'organisation. Certaines de ses conclusions sont même quelque peu « prophétiques » ...

L'auteur ne néglige pas non plus les divergences qui se sont manifestées dans l'Internationale et se sont traduites par le départ du groupe de Pablo en 1965. Cependant, même ceux qui reprochaient à Pablo, qui avait été conseiller de Ben Bella, son soutien inconditionnel à la direction algérienne, conservaient nombre d'illusions dans leur « soutien critique ». Une bonne analyse de ces illusions est citée dans le livre avec un texte de Denis Berger qui animait le courant Voie Communiste. Ce courant issu de l'entrisme trotskiste au PCF avait soutenu concrètement le FLN mais de façon nettement plus critique après l'indépendance. Il y avait eu indiscutablement une tendance dans l'IV^e Internationale (et au-delà ...) à « *idéaler des modèles de révolution dans le Tiers Monde* » (cf. Cuba).

Certes, la FCL et la VC ne survivront pas à la guerre d'Algérie (la FCL sera disloquée par la répression) mais nombre de leurs militants n'abandonneront pas le combat politique et le soutien qu'auront apporté ces organisations, avec le PCI, à la révolution algérienne aura nettement contribué à la naissance d'une nouvelle extrême gauche, débordant un PCF en voie d'extinction, et manifestant vigoureusement sa présence à l'heure actuelle contre la mondialisation libérale et la menace « frontiste » en France.

Jean-Michel Krivine

Correo de Prensa de la IV Internacional Boletín electrónico – América Latina y el Caribe

INFORMACIÓN día a día en español. Las resistencias y luchas populares, los debates programáticos y estratégicos de la izquierda. El Foro Social Mundial, el Foro de Sao Paulo, la Marcha Mundial de la Mujeres. Las movilizaciones antiimperialistas contra el ALCA y la deuda externa. La solidaridad con Cuba. Especiales sobre el Plan Colombia, el zapatismo, los piqueteros, el Movimiento Sin Tierra, los indígenas de Ecuador... Documentos, artículos, entrevistas. Resoluciones y campañas de la IV Internacional.

En fin, un sistema informativo para la construcción de una izquierda resistente, anticapitalista, socialista, internacionalista.

Editado bajo la responsabilidad del Secretariado Unificado de la IV Internacional.

Suscripciones: Ernesto Herrera <germain@chasque.net>

Après le boom : un diagnostic

Par
Robert Brenner *

La longue expansion économique américaine est terminée. Quelle que soit l'évolution de l'actuelle récession, le retour aux conditions du boom de la seconde moitié de la décennie 1990 n'est pas probable. Il pourrait même s'avérer difficile d'éviter une très faible croissance, voire une stagnation, si ce n'est pire.

La raison la plus générale pour laquelle l'économie mondiale, y compris sa composante dominante, l'économie des États-Unis, est confrontée à de mornes perspectives tient à son échec à dépasser définitivement, au cours de l'expansion des années 1990, la longue période récessive qui l'a marquée depuis le début de la décennie 1970 jusqu'au début de la décennie 1990. La surcapacité et la surproduction menant à une faible rentabilité du secteur industriel international ainsi que l'échec des tentatives successives des gouvernements et des entreprises de les contrecarrer ont été fondamentalement responsables de la stagnation continue à l'échelle du système tout entier et il n'y a toujours pas de signes évidents que ce problème ait été surmonté. L'importante baisse du taux de profit entre 1965 et 1973, et l'échec des tentatives pour le récupérer, ont conduit à un ralentissement de la croissance des investissements et de la production durant deux décennies dans la majeure partie de l'économie mondiale, se manifestant par une productivité et un accroissement des salaires des plus réduits ainsi que par un niveau élevé du chômage.

Une hausse significative du taux de profit industriel entre 1985 et 1995 a initialement fourni une base réelle pour le boom nord-américain des années 1990. Mais la hausse de la rentabilité aux États-Unis et, finalement, la croissance économique nord-américaine allaient de pair avec — et dans une certaine mesure étaient provoquées par — la baisse de la rentabilité et la profonde récession dans la majorité du monde capitaliste développé, y compris au Japon et en Europe occidentale, au cours de la première moitié

de la décennie 1990.

Le ralentissement économique sérieux dans la majeure partie du monde capitaliste et la menace d'une crise perturbatrice qu'il impliquait ont obligé les États-Unis à un renversement fondamental de leur politique économique, passant d'un dollar faible à un dollar fort. En retour cela a limité la croissance américaine conduisant, au cours de la seconde moitié de la décennie, à une baisse significative du taux de profit industriel, sapant ainsi le fondement de la reprise aux États-Unis.

Mais bien que la rentabilité des entreprises commençait à décliner entre 1995 et 2000 — et face à ce déclin — le marché boursier a décollé, entamant le plus grand saut de son histoire, augmentant ainsi massivement les actifs comptables des entreprises et la valeur du dollar. "L'effet richesse" de la valorisation des actions a ainsi été capable de remplacer la reprise de la rentabilité industrielle en tant que principal moteur de l'économie. Les entreprises ont constaté que leurs actions surévaluées leur garantissaient un accès quasiment illimité au financement. Sur cette base elles furent capables de soutenir un puissant boom des investissements, permettant la poursuite de l'expansion de la première moitié de la décennie 1990.

Néanmoins la béance croissante apparue entre le prix des actions et le taux de croissance d'une part et la rentabilité déclinante d'autre part, ne pouvait persister longtemps. Dès la mi-2000, l'une après l'autre les firmes qui avaient mené le boom, en particulier dans le secteur de la technologie, des médias et des télécommunications (TMT), ont connu une chute des profits, provoquant l'effondrement du marché boursier. "L'effet richesse" de la valorisation des actions s'est alors inversé : les entreprises ont constaté qu'il est beaucoup plus difficile de trouver des financements et ont dû réduire leurs investissements, entraînant l'économie vers le bas.

Le problème primordial cependant est l'immense excès des capacités de production que les entreprises ont acquis lors de la flam-

bée du marché boursier, se servant de leur richesse comptable pour développer leurs usines et leurs équipements de manière ne pouvant nullement se justifier par leurs rendements, car leur taux de profit industriel était déjà en chute libre. Aujourd'hui les entreprises se retrouvent avec trop de capacités de production et une production trop grande qu'elles sont incapables de vendre à des prix leur permettant un profit adéquat, voire un profit quelconque.

La rentabilité industrielle, qui avait déjà régressé de manière significative entre 1997 et 2000, a plongé en 2000-2001, provoquant une crise profonde du secteur industriel. Cela a mis en mouvement la classique spirale déclinante : le déclin des investissements (réduction des commandes des moyens de production) faisant croître le chômage, qui en retour produit une réduction de la demande des biens de consommation, ce qui conduit à des faillites et à l'accroissement des dettes impayées, provoquant une nouvelle baisse des investissements et ainsi de suite.

Avec l'aggravation de la récession américaine, la croissance de la demande des États-Unis s'est brutalement arrêtée et le reste de l'économie mondiale, profondément dépendante des importations nord-américaines, a suivi les États-Unis dans la récession. La contraction de l'économie internationale a en retour provoqué le déclin des exportations des États-Unis, renforçant la récession. On a ainsi observé un renforcement mutuel de la récession avec la plus grande baisse des investissements aux États-Unis entre l'année commençant au second semestre 1999 et l'année commençant au second semestre 2000.

Au cours de l'année 2001 la Réserve Fédérale des États-Unis a réduit les taux d'in-

* Robert Brenner, professeur à l'Université de Californie à Los Angeles, est membre de la rédaction de la revue américaine *Against the Current*. L'article que nous publions ici est basé sur son nouveau livre *The Boom and The Bubble : The US in the World Economy* (Le boom et la bulle : les États-Unis dans l'économie mondiale), publié en avril 2002 par Verso Press, à Londres.

térêt à une vitesse record et jusqu'à un niveau sans précédent. Cela a conduit les ménages à accroître encore leur endettement pour augmenter rapidement leurs dépenses. Quant aux entreprises, elles ont été encouragées à reconstituer leurs stocks. La spirale déclinante a été arrêtée, du moins pour l'instant, et le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de manière notable au cours du premier trimestre 2002.

Il n'en reste pas moins que la rentabilité des entreprises est restée à son niveau le plus bas depuis près de vingt ans, que l'investissement continue à plonger de manière alarmante, que les exportations ne se sont pas relevées et que — reflétant tout cela — la Bourse ne parvient pas à se redresser. L'avenir de l'économie reste ainsi incertain. Le but de cet article est de fournir les fondements d'une meilleure compréhension de ce qui va se passer.

I. Les légendes du boom : l'histoire officielle

L'histoire officielle standardisée du boom nord-américain commence par la "nouvelle économie". Elle se concentre sur le supposé génie unique de l'économie des États-Unis. Si seulement les autres pays avaient suivi le modèle américain, les problèmes de l'économie mondiale auraient disparu. Mais ce bilan ne peut dresser l'image idéale qu'en se concentrant sur les cinq années du boom, entre 1995 et 2000, gommant le contexte historique et omettant toute comparaison, ignorant les faiblesses sous-jacentes de ce boom et extrayant l'économie états-unienne du système mondial auquel elle est indissolublement liée et qui, en fin de compte, l'a fait plonger.

La Nouvelle Économie ou l'idéologie de la fuite en avant du marché boursier

Selon la version officielle, conservée aussi bien dans le Rapport économique du Président 2001 établi par le Conseil des experts économiques (publié au début 2001 !) que dans le discours d'Alan Greenspan (disponible sur le site web de la Réserve Fédérale), l'économie américaine a compté sur ses marchés ouverts et ses institutions financières/entrepreneuriales — en particulier sur ses sociétés de capital-risque hautement développées, ses start-up de haute technologie et par-dessus tout sur son marché boursier — pour entamer une nouvelle époque qui au travers de la révolution dans la technologie de l'information mettrait

une fin définitive à la longue période de stagnation. Cette longue stagnation des années 1970 et 1980 était ainsi supposée être provoquée par le soudain épuisement (non expliqué ni même prouvé) de l'innovation qui a suivi le boom de l'après-guerre, apparemment responsable du ralentissement à long terme de la croissance de la productivité. Mais avec la disponibilité également soudaine des technologies de la "Nouvelle Économie" au début des années 1990, poursuit la fable, les firmes capables de mobiliser "le capital intangible" — sous la forme d'esprit d'invention, de compétence, d'organisation etc. — ont été présentées comme disposant d'une rentabilité potentielle sans précédent. Les sociétés de capital-risque ont ainsi été ostensiblement motivées pour financer des démarrages à haut risque d'entreprises de haute technologie lorsque les actions de celles-ci ont été introduites en Bourse. Les parts de ces entreprises, supposées infiniment rentables, ont été proposées aux investisseurs enthousiastes à l'idée de les payer avec des dollars forts. Pour les mêmes raisons les banques se sont précipitées pour leur offrir des prêts.

Comme le président de la Réserve Fédérale, Alan Greenspan, n'a jamais cessé de l'expliquer, la promesse des gains de productivité de la "Nouvelle Économie", en gonflant le taux de profit espéré, a tiré le prix des actions vers le haut. Les valeurs des actions des entreprises naissantes (les start-up) — en particulier dans le secteur de la technologie, des médias et des télécommunications — leur ont ouvert l'accès aux financements, leur permettant d'augmenter leurs investissements ("l'effet richesse"). L'accélération de l'accumulation du capital rendait possible une croissance de la productivité encore plus rapide. Ce qui augmentait encore l'expectative des profits potentiels, entraînant le prix des actions vers le haut, tirant toujours plus vers le haut l'investissement... Voilà ce que le président Greenspan n'a pas hésité à présenter comme « le cycle vertueux » de l'expansion économique, centré sur le marché financier et le capital-risque.

Dans ce récit la stupéfiante plus-value boursière lors de l'introduction en Bourse de la société Netscape en août 1995 annonçait le potentiel énorme de la "Nouvelle Économie". En se tirant mutuellement vers le haut, le marché boursier et le boom économique apparaissaient ainsi comme devant mettre en marche un mouvement perpétuel. Cette synergie entre la Bourse et l'économie réelle produisait ce que le Conseil des experts économiques a insisté pour appeler « les béné-

ficiés extraordinaires de la performance » de 1995-2000 (*Le rapport économique du Président 2001*, p. 23).

Le boom tiré par la bulle

En réalité les performances de l'économie américaine au sommet du boom, de 1995 à 2000, bien que supérieures à celles de toute autre période quinquennale depuis le début de la longue stagnation en 1973, n'étaient pas si extraordinaires. En termes d'indices habituels, les performances de l'économie américaine au cours de ces cinq années étaient inférieures à celles des vingt-cinq années qui ont suivi la guerre, 1948-1973, quant à l'accroissement de la productivité, prétendument source de la percée économique américaine, il était de 15 % inférieur.

	1948-1973	1995-2000
PNB	4,0	4,1
Accumulation nette du capital (hors agriculture)	3,5	3,8
Productivité du travail (hors agriculture)	2,9	2,5
Salaire réel horaire (hors agriculture)	2,8	2,0
Inflation/Prix à la consommation	2,4	2,4
Taux de chômage (moyenne)	4,2	4,7

Cependant, le boom des années 1990 avait un réel fondement et il aurait très bien pu aboutir au dépassement de la longue période récessive, tant à l'échelle intérieure qu'à l'échelle internationale. Mais le fait saillant de l'expansion économique nord-américaine, particulièrement de 1995 à 2000, c'est qu'elle était sans cesse plus dépendante de la frénésie du marché boursier, et non le contraire, car elle n'était pas soutenue par la hausse réelle du taux de profit. Les institutions entrepreneuriales/financières des États-Unis, avec l'indispensable assistance de la Réserve Fédérale, ont créé une bulle plus qu'un boom.

Les sociétés de capital-risque ont fourni un financement énorme aux entreprises de haute technologie qui venaient d'apparaître (les start-up). Mais leur contribution fut minime à la fin des années 1990, lorsque les prix des actions approchaient de leur sommet. A ce moment elles ne dépendaient plus pour le retour de leurs investissements dans ces entreprises de leur potentiel productif actuel ni de leur faible capacité à générer des profits. Au lieu de cela elles pouvaient tirer profit de la vente des parts de ces start-up, dont les actions avaient été démesuré-

ment gonflées lors de leur introduction en Bourse. (Le rapport économique du Président 2001)

Certains des démarrages de ces entreprises ont été également largement financés par leurs capitaux propres ainsi que par l'achat de leurs parts par d'autres entreprises du secteur des nouvelles technologies et de l'information, plus anciennement établies. Mais ces engagements n'étaient pas fondés sur la rentabilité des start-up en question, fondée sur leur avance technologique, mais plutôt par la montée en flèche des prix de leurs actions, conduite par la spéculation. La majorité des firmes de commerce électronique (E-business) n'ont jamais réalisé de bénéfices ; et même les entreprises technologiquement en pointe, au cœur de la "Nouvelle économie", des médias et des télécommunications (TMT), ne pouvaient garantir des bénéfices comparables au niveau atteint par le prix de leurs actions.

Les entreprises s'étaient engagées dans un énorme boom des investissements et pouvaient ainsi accélérer la croissance de la productivité. Mais cela n'était possible que parce que l'envolée des prix de leurs actions avait facilité leur accès aux capitaux, et non parce que la "Nouvelle économie" les avait rendues capables d'accroître leur rendement financier. Un gouffre croissant entre le prix des actions et la rentabilité de leur production, qui avait permis l'expansion, constituait la faiblesse fatale de celle-ci et a conduit en 2000-2001 à son arrêt brutal. C'est un point sur lequel il nous faudra revenir.

L'économie des États-Unis ne pouvait pas assumer sa rentabilité et poursuivre son élan au-delà de la mi-2000 parce que, en dernière analyse, elle était restée inextricablement liée à l'économie mondiale toujours en stagnation du fait de la perpétuation et même de l'exacerbation de ses surcapacités de production et de sa surproduction. La faiblesse sous-jacente du système dans son ensemble, et de sa composante américaine, a été manifeste du fait que, au cours du cycle des années 1990, les performances économiques des économies capitalistes développées prises ensemble n'étaient nullement supérieures à celles des années 1980, comme en témoignent tous les indicateurs standard : la croissance du PNB, le revenu par habitant, la productivité

du travail, les salaires réels et le niveau du chômage. Et les performances des années 1980 étaient moins bonnes que celles des années 1970, qui elles-mêmes ne pouvaient approcher celles des années 1960 et 1950.

On peut formuler cela d'une autre façon. Même sous leur forme néolibérale les mesures restaurant le marché n'ont jamais été totalement mises en œuvre après 1980 et l'économie du centre capitaliste a été de moins en moins capable de délivrer des marchandises, particulièrement aux larges couches périphériques de sa population. Dans l'ensemble du monde capitaliste avancé la croissance des salaires au cours de la dernière décennie est tombée à son niveau le plus bas de la période de l'après-guerre, le taux de chômage a atteint des sommets (en dehors des États-Unis) et l'État-providence s'est contracté, même si cela eut lieu à des vitesses différentes. Tout cela s'est produit malgré l'énorme stimulation artificiellement

communiquée à l'économie mondiale par le boom américain gonflé par la bulle.

II. Reprise américaine et stagnation internationale 1985-1995

Étant donné que l'économie mondiale s'est avérée incapable au cours de la décennie écoulée de dépasser sa longue période dépressive, cette dernière doit rester le point de départ de toute analyse de sa trajectoire récente et future. A cet égard, l'histoire réelle s'oriente dans une direction opposée au discours officiel. Ainsi il y a peu d'indices prouvant une régression du progrès technologique et une apparition massive des nouvelles inventions dans les années 1970 et 1980. Par contre il y a des preuves irréfutables de la poursuite du déclin de plus en plus

profond de la rentabilité, particulièrement dans le secteur industriel américain et international. Ce dernier a provoqué, à la longue, un ralentissement durable de l'accumulation du capital, a ralenti les investissements et est largement responsable du ralentissement de la productivité et de l'innovation à l'échelle du système mondial.

Le long déclin

On peut résumer la situation de la fin des années 1960 et du début des années 1970 en disant de manière schématique que l'intensification de la concurrence internationale, conduite en particulier par l'entrée massive sur le marché international des producteurs à bas coût de main-d'œuvre, en particulier japonais, mais aussi ouest-européens, a mis fin au long boom de l'après-guerre. Cela a conduit à la surcapacité et à la surproduction systémique et a provoqué une chute de la rentabilité de la production industrielle à l'échelle internationale, faisant baisser brutalement le taux de profit dans les économies capitalistes avancées dans leur ensemble. Les réductions significatives du taux de profit industriel ont atteint les États-Unis d'abord au cours de la seconde moitié des années 1960, tirant vers le bas le taux de profit moyen des économies du G7 prises ensemble. Avec la sérieuse dévaluation du dollar au début des années 1970 et la réévaluation correspondante du yen et du deutsche

Dynamisme économique déclinant

(changements de la moyenne annuelle en %)

	60-69	69-79	79-90	90-95	95-00	90-00
PNB						
Etats-Unis	4,6	3,3	2,9	2,4	4,1	3,2
Japon	10,2	5,2	4,6	1,7	0,8	1,3
Allemagne	4,4	3,6	2,15	2	1,7	1,9
Euro 12	5,3	3,7	2,4	1,6	2,5	2
G7	5,1	3,6	3	2,5	1,9	3,1
PNB per capita						
Etats-Unis	3,3	2,5	1,9	1,3	3,4	2,35
Japon	9	3,4	4	1,1	1,1	1,1
Allemagne	3,5	2,8	1,9	7	1,6	4,3
G-7	3,8*	2,1**	1,9	1,2	2,5	1,8
Productivité du travail dans toute l'économie (PNB/travailleur)						
Etats-Unis	2,5	1,3	1,15	1,2	2,3	1,8
Japon	8,6	4,4	3	0,7	1,2	0,9
Allemagne	4,3	3	1,5	2,1	1,2	1,7
Euro 11	5,2	3,2	1,9	1,9	1,3	1,6
G7	4,8*	2,8**	2,55	1,7		
Rendement réel dans toute l'économie (par employé)						
Etats-Unis	9,7	2,7	0,7	0,6	1,9	1,3
Japon	7,3	5	1,6	0,8	0,2	0,5
Allemagne	5,1	4,3	1,1	2	-0,1	0,95
Euro 11	5,6	4	0,8	1	0,3	0,6
Taux de chômage						
Etats-Unis*	4,8	6,21	7,1	5,9	4,6	5,25
Japon	1,4	1,7	2,5	2,9	4,1	3,5
Allemagne	0,8	2,05	5,77	8,2	8,6	8,2
Euro 15	2,3	4,6	9,1	9,8	9,9	9,9
G7	3,1*	4,9**	6,8	6,7	6,4	6,6
Investissements étrangers (économie commerciale privé)						
Etats-Unis (net)	3,9	3,8	3	2	3,8	2,9
Japon (brut)	11,3	9,5	6,9	4,5	5,3***	5
Allemagne (brut)	6,6	4,5	3	3,1****		
G7 (brut)	4,8	4,6	3,9			

* 1960-1973 ; ** 1973-179 ; *** 1995-1998 ; **** 1990-1993

Sources : OECD, *Historical Statistics, 1960-1995*, Paris, 1995, Tableaux 2.15, 3.1, 3.2 ; *Statistical Annex in European Economy*, n° 71, 2000, Tableaux 11, 31, 32 ; OECD, *Economic Outlook*, n° 67, 2001, Annex, Tableau 21 ; IMF, *World Economic Outlook*, Washington, D.C., May 2001 ; *Database*, Tableaux 1 et 4 ; Armstrong et al, *Capitalism Since 1945*, p.356, Tableau A6.

Économie / États-Unis

mark, le Japon et l'Allemagne ont connus à leur tour une baisse significative du taux de profit.

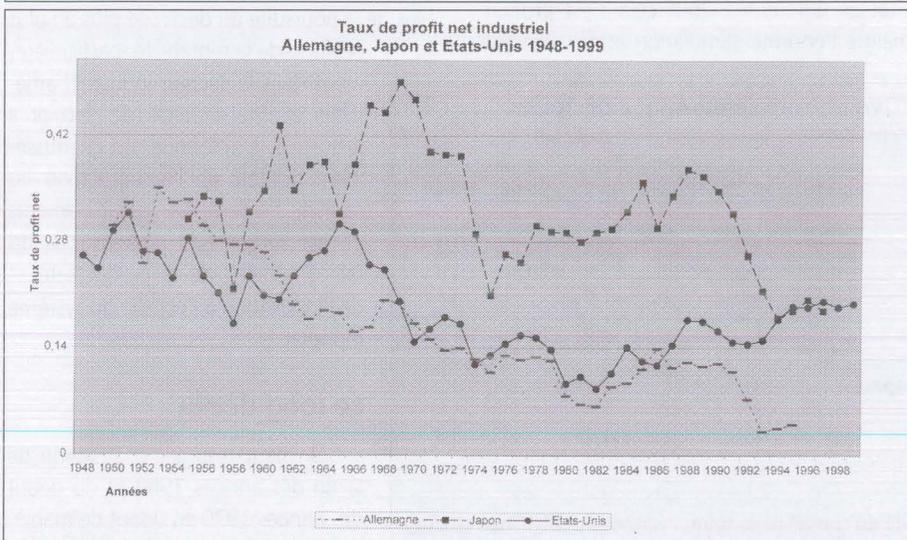
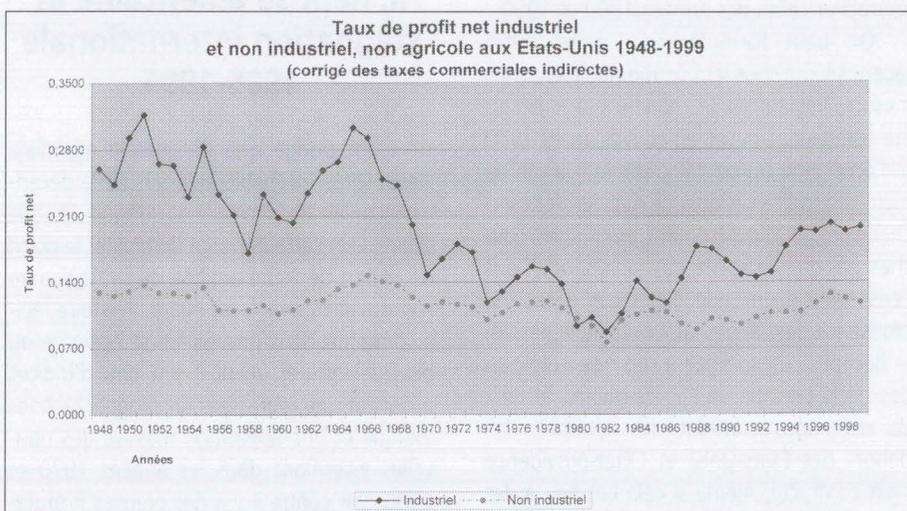
demande, découlant du principe keynésien du déficit, ont empêché une crise profonde au cours des années 1970.

et des grands déficits des budgets qui a prévalu aux États-Unis a été indispensable pour remettre en route les économies capitalistes avancées. La majorité de ces économies avait sérieusement réduit les salaires et les dépenses sociales, réduisant ainsi la demande intérieure et les rendant très dépendantes des exportations et, en dernière analyse, du stimulant des dépenses américaines. Néanmoins cette politique économique américaine a aussi ralenti l'expulsion du marché des usines, des équipements et des travailleurs à haut coût de production, ce qui restait indispensable pour restaurer les bénéfices et — surtout — relever les taux de profit réels. Les États capitalistes avancés ne voulaient visiblement pas supporter le genre de sévère crise qui, dans le passé, servait à éliminer les biens de production et la main-d'œuvre superflue et à créer ainsi les conditions d'un nouveau démarrage économique. Mais le prix de cette stabilité économique fut l'envolée du coût des emprunts, qui, combiné avec les taux de profit toujours bas, a pesé sur l'accumulation du capital et la croissance économique, qui sont restés très dépendants des déficits budgétaires jusqu'à la fin de la décennie.

Face au potentiel si limité de retours sur les investissements dans les nouvelles usines et les nouveaux équipements, le capital s'est brusquement tourné au cours des années 1980 vers la sphère financière. Mais alors que l'économie réelle continuerait à dégager de faibles surplus, il n'était pas facile de profiter des placements financiers ou de la spéculation, à l'exception de l'aide gouvernementale directe ou indirecte — par exemple au travers des bons du trésor à haut taux d'intérêt ou en exploitant les occasions de corruption apparues avec les programmes gouvernementaux de dérégulation et les programmes de privatisation. A la fin de la décennie l'énorme bulle de l'immobilier commercial s'est brusquement dégonflée. Les fusions et la manie d'acquisitions — certainement l'aspect central de l'expansion financière des années 1980 — se sont également effondrées dans l'ignominie. Les entreprises lourdement endettées et les banques gravement déstabilisées se sont ainsi trouvées en situation précaire, prolongeant et approfondissant la récession en 1990. La stagnation économique s'est ainsi perpétuée au début de la nouvelle décennie.

Le rétablissement industriel américain

Dans le contexte des taux de rendement toujours très réduits et de la lente croissance internationale entre 1986 et 1995 le secteur



Au cours des années 1970 la surcapacité et la surproduction se sont en réalité accrues. A l'échelle de l'économie mondiale les entreprises ont eu tendance à répondre aux problèmes de concurrence et de rentabilité en intensifiant les investissements dans leurs secteurs traditionnels, plutôt qu'en se diversifiant. Il en était ainsi parce qu'elles possédaient des montants énormes de "capital propre" — des liens avec les fournisseurs et les clients et avant tout toutes les moyens technologiques — qu'il ne pouvaient employer dans d'autres secteurs. Mais le résultat fut de reproduire et d'exacerber le problème initial. En même temps les entreprises basées dans les nouvelles économie en voie de développement en Asie — et, jusqu'à un certain point, au Brésil, au Mexique et ailleurs — ont considéré pouvoir s'imposer dans certains secteurs déjà touchés par les surcapacités en préservant leurs taux de profit ; ce qui a exacerbé la situation initiale. Seules les subventions publiques de la

Au début des années 1980, afin de combattre l'inflation et de restaurer le taux de profit, les États-Unis et les autres États capitalistes avancés ont cherché à combattre la surcapacité internationale et la surproduction — léguées par l'ère keynésienne — en recourant à des hauts taux d'intérêts et à une politique d'austérité exacerbée. Ces mesures avaient pour but en premier lieu de développer le chômage pour réduire la croissance des salaires. Mais elles devaient également détruire les moyens de production coûteux et peu rentables, qui tiraient le taux de profit vers le bas. Néanmoins le résultat immédiat de leur mise en œuvre fut l'éruption de la crise de la dette du Tiers-Monde accompagnée d'une sérieuse récession aux États-Unis, menaçant de s'aggraver en dépression. Le keynésianisme a dû être réintroduit sous la forme vengeresse des dépenses militaires massives de Reagan et de réductions d'impôts pour les riches.

La combinaison des hauts taux d'intérêts

industriel américain, et ainsi l'économie privée dans l'ensemble, a réalisé un saisissant rétablissement de la rentabilité et, en fin de compte, de vitalité. Il l'a fait en prenant pour modèle ses principaux rivaux internationaux en Allemagne et au Japon, réalisant une reprise puissante de sa compétitivité internationale et des exportations. Mais les fabricants américains n'ont pas augmenté leur compétitivité et leur rentabilité en intensifiant leurs investissements pour accroître leur productivité — du moins pas avant les dernières années de la période en question. Ils l'ont fait au moyen de mécanismes capitalistes classiques en dépoussiérant les moyens de production et de redistribution des revenus de tout ce qui en accroissait les coûts et diminuait les bénéfices, au détriment à la fois du travail et de leurs rivaux étrangers.

Au cours du cycle récessif prolongé, qui s'est étendu depuis la première moitié des années 1980 jusqu'au premier tiers des années 1990, les entreprises américaines se sont défait d'une masse de moyens de production coûteux et faiblement bénéficiaires, particulièrement de la main-d'œuvre, entamant ainsi une reprise de la productivité industrielle sans l'aide d'une croissance des investissements. Ils ont bénéficié aussi du blocage des salaires, pratiquement constant durant une décennie après 1985, et des exemptions fiscales de l'administration Reagan qui leur ont permis de réduire brutalement la part de leurs profits consacrée aux impôts. Au cours de la même période ils ont également bénéficié de la dévaluation du dollar de l'ordre de 40 à 60 % par rapport au deutsche mark et au yen. Ce réalignement monétaire a eu l'effet d'un coup de tonnerre dans un ciel serein, lorsqu'en 1985 les États-Unis ont obligé leurs principaux alliés et rivaux d'accepter les Accords de la Plaza, qui ont provoqué la chute du dollar des hauteurs où il planait au cours de la première moitié de la décennie. Finalement, l'administration Clinton arrivée aux affaires en 1993, a commencé à équilibrer le budget. Ce faisant elle a réduit la croissance de la demande globale, aidant ainsi à réduire à la fois l'inflation et les taux d'intérêt à long terme, améliorant encore la compétitivité et accroissant encore la pression sur les salaires.

Entre 1985 et 1995 le secteur industriel des États-Unis a relevé son taux de profit de près des deux-tiers. Il a ainsi permis de redresser la rentabilité de l'économie privée dans l'ensemble à son niveau de 1973, pour la première fois en vingt ans. Le décollage de la rentabilité industrielle américaine était profondément dépendant d'un extraordinaire rétablissement de la compétitivité indus-

trielle des États-Unis et les exportations se sont accrues plus rapidement au cours de cette décennie qu'au cours de n'importe quelle décennie depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Le principal résultat fut la fin de la longue période de stagnation des investissements dans l'industrie. A partir de 1994 l'accumulation du capital s'est accélérée et la croissance de la productivité a décollé, amplifiant la hausse de la rentabilité et ouvrant l'expansion des années 1990.

Impasse de l'industrie japonaise et ouest-européenne

Dans un monde idéal de productions spécialisées mutuellement complémentaire la revitalisation de l'économie des États-Unis aurait pu finalement propulser l'économie mondiale vers une nouvelle ère de croissance. Mais, avant le milieu des années 1990, dans le monde réel des surcapacités industrielles et de production superflue, le rétablissement des États-Unis a non seulement faiblement communiqué son dynamisme à l'économie mondiale, mais de plus s'est largement réalisé au détriment des économies de ses principaux concurrents et partenaires commerciaux, particulièrement du Japon et de l'Allemagne. Il en a été ainsi du fait, encore une fois, de l'arrière-plan marqué par la surcapacité et la surproduction à l'échelle internationale, au moins jusqu'à la fin de 1993.

Les industriels américains ont ainsi garanti l'accroissement de leurs bénéfices en premier lieu au moyen de la baisse du dollar et surtout de la stagnation de leurs coûts salariaux, ainsi que grâce à la réduction des impôts sur les entreprises, mais sans grande augmentation de leurs investissements. Dans ce qui s'est avéré être quasiment un jeu à somme nulle, ils ont augmenté leurs taux de rentabilité en réduisant leurs coûts pour s'approprier avec succès les parts de marché de leurs rivaux, en leur imposant une baisse des prix. Cela n'a généré qu'un faible accroissement de la demande, tant de la demande des investissements que de la demande de la consommation, pour les produits de leurs concurrents. Et lorsque, en 1993, le gouvernement américain a modifié sa politique en vue d'équilibrer le budget, la croissance de la demande mondiale générée par les États-Unis sur le marché mondial a reçu un choc négatif supplémentaire.

L'autre face de la même médaille, fut celle de l'intensification après 1985 de la pression sur les économies industrielles du Japon, de l'Allemagne et des autres pays de l'Europe occidentale. Le renforcement de leurs devises et la croissance relativement

rapide de leurs salaires produisaient le déclin de leur compétitivité, ce qui a poussé vers le bas leur taux de profit industriel et leur accumulation du capital, déjà réduits. En même temps la croissance de la demande tant des investissements, que des biens de consommation ou des commandes gouvernementales déclinait à l'échelle de l'économie mondiale, provoquée par la stagnation du pouvoir d'achat pour leurs produits aussi bien sur leur marché intérieur qu'extérieur, en particulier aux États-Unis. Ces économies ne pouvaient ainsi éviter l'intensification de leurs difficultés au cours de la seconde moitié des années 1980, ni la sévère crise au début des années 1990 et, à partir de 1991, elles ont plongé dans la récession la plus profonde depuis la guerre. Au milieu de la décennie 1990, lorsque le dollar s'échangeait à 79 yens — le niveau du yen le plus élevé depuis la guerre — les fabricants japonais n'avaient plus les moyens de faire des bénéfices et l'économie japonaise a commencé à geler.

III. La bulle boursière moteur de l'expansion 1995-2000

Au printemps 1995 l'envolée du yen a commencé à menacer la stabilité économique internationale. Le gouvernement des États-Unis, encore traumatisé par la récente crise du Peso mexicain et par "l'effet Tequila" qui l'a suivi, a estimé n'avoir d'autre choix que de cautionner l'économie industrielle japonaise. Il l'a fait de la même manière que les gouvernements japonais et allemand avaient soutenus financièrement l'économie industrielle américaine lors de la crise de 1985 — en construisant, avec les autres pouvoirs de la triade — une nouvelle appréciation du dollar. Ce renversement de l'accord de la Plaza à l'été 1995 a marqué un point tournant de l'économie mondiale, provoquant la montée du dollar et des devises de l'Asie orientale et le déclin parallèle du yen et du deutsche mark, amorçant un changement profond du modèle du développement économique international qui prévalait au cours de la décennie précédente.

Déclin de la rentabilité et envol des actions

Lorsque le dollar a commencé à monter à la fin 1995, après une longue décennie de déclin, le poids des surcapacités et de la surproduction industrielles s'est déplacé du Japon et de l'Europe occidentale vers les

Économie / États-Unis

États-Unis. La réévaluation de la monnaie a ainsi immédiatement mis fin à ce qui avait permis l'accroissement de la compétitivité industrielle des États-Unis qui avait soutenu la reprise de la rentabilité américaine. En 1996 et 1997 l'expansion industrielle américaine a réussi à se nourrir d'elle-même, grâce aux réductions de la production, à la baisse des coûts de production et au taux de croissance de la productivité au cours des années précédentes. Néanmoins l'industrie

mais pas au-delà des profits industriels. Autrement dit, jusqu'en 1995 la hausse du marché boursier avait été entièrement justifiée par l'augmentation sous-jacente des profits des entreprises. Mais à partir de ce moment, le prix des actions a laissé les profits mordre la poussière, d'autant plus que le taux de profit industriel a cessé de monter et a commencé à baisser. La plus grande bulle du marché boursier dans l'histoire américaine a gonflé...

richesse comptable leur permettant d'emprunter plus aisément et à des taux réduits pour intensifier leurs investissements et leur consommation, soutenant ainsi l'expansion économique.

Les entreprises américaines ne se sont pas fait prier pour exploiter l'argent facile alloué par Greenspan. Entre 1995 et 2000 elles ont augmenté leur endettement jusqu'à des niveaux jamais vus en rapport avec la part entrepreneuriale du produit national brut (PNB). Cela non principalement pour financer leurs achats de nouvelles usines ou de nouveaux équipements, mais avant tout pour couvrir le coût de rachat de leurs propres actions. De cette façon les entrepreneurs ont évité le processus plus compliqué de valorisation des actions de leur entreprises par la production bénéficiaire des marchandises et des services et ont fait directement grimper le prix des actions à l'avantage de leurs actionnaires autant que de leurs cadres, grassement rémunérés avec des stock-options. Les entreprises américaines ont été en effet les principaux acheteurs nets sur le marché boursier entre 1995 et 2000.

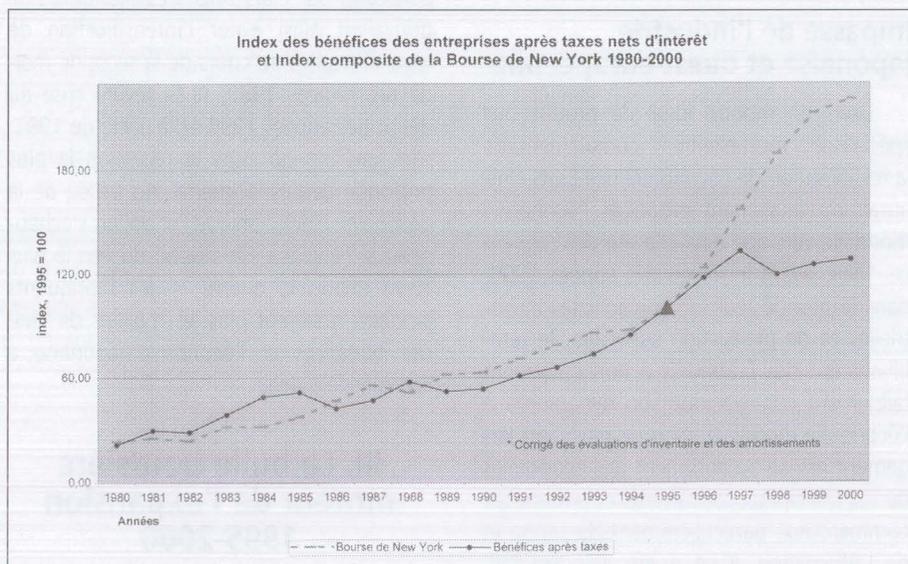
"Effet richesse" de la hausse des prix des actions

La fuite en avant du marché boursier a permis la poursuite et même l'accélération de l'expansion américaine entre 1995 et 2000, même lorsque la baisse du taux de profit industriel a privée cette expansion de ses solides fondements initiaux. Comme la valeur comptable de leurs actifs a été gonflée au-delà de toute réalité économique possible, les entreprises se sont vues dotées d'énormes sources de financement pratiquement gratuites, indépendantes de leurs bénéfices. Elles pouvaient émettre de nouvelles actions surévaluées ; elles pouvaient aussi garantir leurs emprunts par les provisions illimitées grâce à la croissance comptable continue de leurs actifs. Elles pouvaient ainsi maintenir, voire augmenter, le taux de croissance de leurs investissements malgré la baisse de leurs profits. Grâce à cet "effet de richesse" en réalisant leur propre expansion, elles accroissaient leur vitalité.

IV. Les limites de l'effet richesse

Néanmoins une expansion économique tirée par la montée en flèche du prix des actions combinée avec la stagnation ou la chute des profits avait un avenir limité. La tendance de la baisse des profits devait, tôt ou tard, être prise en compte par le marché

Index des bénéfices des entreprises après taxes nets d'intérêt et index composite de la Bourse de New York 1980-2000



américaine a perdue sa vitalité, serrée qu'elle était entre la pression intense de la baisse des prix provoquée par l'excès de la production internationale et l'accroissement relatif de ses propres coûts dû à la revalorisation du dollar. En effet, si les fabricants américains n'avaient pas réussi à réduire les salaires réels au cours de ces années, la rentabilité industrielle aurait alors décliné. Dans ce cas une sérieuse chute n'aurait pas tardé.

En attendant, conformément à l'accord sur le grand chambardement des taux de change dollar-yen-deutsche mark, les gouvernements des États-Unis, d'Allemagne et surtout du Japon ont inondé le marché des capitaux américains pour provoquer une hausse du dollar, avant tout en achetant des bons du Trésor américain. Les gouvernements de l'Asie orientale et les fonds spéculatifs du monde entier les ont suivis. En conséquence les taux d'intérêts américains à long terme ont brusquement baissé, alors qu'en même temps la Réserve Fédérale a réduit les taux d'intérêt à court terme (pour aider à combattre la crise du Peso mexicain).

L'énorme détente des marchés financiers qui a ainsi eu lieu en 1995, tout comme la revalorisation du dollar lui-même, ont revigoré le marché boursier. Jusqu'ici — entre 1980 et 1995 — le prix des actions américaines avait monté de manière significative,

Si les modifications financières internationales de 1995 ont mis en route la croissance du marché boursier, Alan Greenspan et les entreprises ont assuré la poursuite de la tendance. A la fin de 1996 Greenspan a publiquement exprimé son inquiétude devant « l'exubérance irrationnelle » des prix des actions. Mais en privé il était bien plus inquiet du possible ralentissement de l'économie américaine, d'autant plus que le dollar avait monté et que la croissance économique commençait à se montrer hésitante. Il n'a ainsi pas tenté de contrôler l'augmentation énorme des liquidités résultant de l'afflux des capitaux étrangers et de la réduction des taux d'intérêts qu'il a lui-même décidée. En fait, à part l'augmentation d'un quart de point des taux d'intérêt en 1997, Greenspan n'est pas parvenu à élever les taux d'intérêt entre le début de 1995 et 1999. En conséquence au cours de la seconde moitié de la décennie la masse monétaire américaine a augmenté quatre fois plus qu'au cours de la première moitié des années 1990. Ce relâchement du régime monétaire avait pour effet de faire monter le marché boursier, augmentant "l'effet richesse" — de manière absolument non accidentelle — c'est-à-dire permettant aux entreprises d'émettre des actions à des prix surévalués et procurant aux entreprises et aux ménages une

boursier. Et à partir du moment où le prix des actions commençait à tomber, l'effet richesse allait s'inverser et l'économie, faisant face à une surcapacité toujours plus grande, devait plonger.

La crise internationale 1997-1998

Ce ne furent pas les difficultés du profit ni la bulle des actifs, limités à ce moment aux États-Unis, qui provoquèrent cette crise. Entre 1985 et 1995 les économies industrielles de l'Asie du sud-est avaient réalisé une croissance extraordinaire fondée sur les exportations, essentiellement grâce à la dévaluation de leurs devises. Ces devises dévaluées, accrochées au dollar en chute libre, ont fourni à ces économies d'énormes gains de compétitivité et leur ont permis d'accroître leurs parts du marché international au détriment de leurs rivaux japonais. Cela a aussi obligé les entrepreneurs japonais de délocaliser un large part de leur production finale en Asie orientale et de réorienter, en retour, une part significative de leurs capitaux et de l'exportation de leurs produits intermédiaires dans cette direction. Mais à partir de 1995 les tables ont tourné. La hausse du dollar, tout en réduisant la rentabilité industrielle aux États-Unis et dopant le prix des actions américaines, a fait grimper les devises sud-est asiatiques. Les économies sud-est asiatiques ont commencé à éprouver le même phénomène que l'économie américaine : une baisse de compétitivité tirant vers le bas leur rentabilité industrielle d'une part et, de l'autre, un afflux de fonds étrangers dopant la valeur comptable de leurs actifs.

La réaction en chaîne ne s'est pas arrêtée là. Entre 1985 et 1995, pour faire face à la montée du yen, les fabricants japonais ont réorienté leur production vers l'Asie orientale, augmentant les exportations des

biens d'équipements vers cette région et y transférant les chaînes de montage. Lorsque le yen a baissé à la suite du renversement des accords de la Plaza, les fabricants japonais ont pu regagner des parts de leur marché intérieur au détriment de leurs rivaux est-asiatiques et de les expulser aussi des marchés tiers. Mais la crise de l'industrie sud-est-asiatique qui en a résulté eu un effet boomerang sur l'économie japonaise, pour ses entreprises affaiblies et ses banques, dont l'Asie du sud-est était récemment devenue le meilleur marché. En 1998 le Japon a replongé dans la récession.

L'économie des États-Unis est apparue vulnérable. A la suite de l'effondrement des bulles boursières, immobilières, des prix de terrains et du retrait des capitaux de la région, la crise est-asiatique a éclaté en 1997-1998 et fut rapidement exacerbée par le retour du Japon vers la croissance négative. Les fabricants des États-Unis ont perdu des parts de marchés en Asie de l'est et au Japon et ont été mis à mal par la concurrence des marchandises asiatiques bon marché sur leurs marchés intérieur et extérieurs. En 1998 et 1999 les exportations des États-Unis, dont la croissance avait été très rapide au cours de la majeure partie de la décennie, ont soudainement stagné, alors que les importations continuaient leur rythme de croissance. Devant cette pression le taux de profit industriel aux États-Unis a baissé de 17 % entre 1997 et 2000, entraînant avec lui le déclin de 9 % du taux de profit non financier au cours de la même période.

A partir de la mi-1998 le cours des actions des entreprises américaines a commencé à décliner, enregistrant la baisse des profits sous la double pression de la crise asiatique et du dollar fort. A la suite des crises russe et brésilienne les États-Unis sont entrés, au début de l'automne 1998, dans

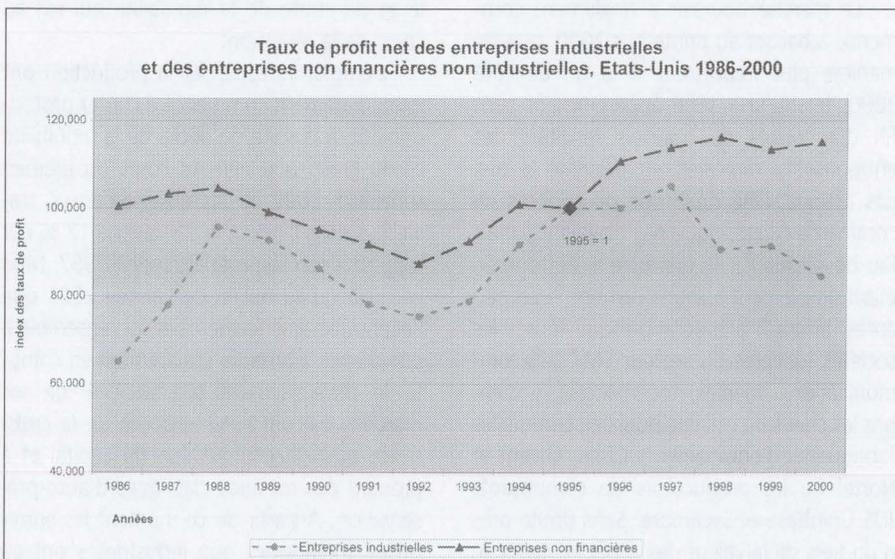
une crise économique et financière s'annonçant comme la plus importante depuis la seconde guerre mondiale. L'entrée en récession des États-Unis risquait d'entraîner une large part de l'économie mondiale, si dépendante du marché américain, vers une dépression.

La Réserve Fédérale soutient la bulle qui soutient le boom

En septembre-octobre 1998, lorsque les marchés financiers mondiaux ont commencé à baisser, Alan Greenspan et la Réserve Fédérale ont décidé de renflouer le fonds spéculatif LTCM en faillite et ont baissé les taux d'intérêts trois fois de suite. Ils l'ont fait, en premier lieu, pour arrêter la chute du marché boursier et combattre une crise qui menaçait le système financier international. Mais le but de Greenspan ne se limitait pas à soutenir le marché boursier et écarter le danger d'une crise financière internationale à court terme. Il voulait assurer les investisseurs financiers qu'il était en faveur de la poursuite de la hausse des prix des actions, de manière à ce que "l'effet richesse" de la montée ininterrompue du marché boursier mette l'économie américaine, et mondiale, à l'abri d'un retournement.

Ce que Greenspan tentait pourrait être appelé « le keynésianisme boursier ». Dans la politique keynésienne classique la demande a été soutenue par le gouvernement fédéral, qui dépensait au-delà des recettes fiscales creusant ainsi le déficit public. Au contraire, dans la version de Greenspan, la demande devait être soutenue par le creusement des déficits privés, en encourageant les entreprises et les ménages riches à dépenser au-delà de leurs moyens par la croissance de leur richesse comptable représentée par la valorisation des actions qu'ils possédaient. En 1997-1998 les États-Unis menaient la campagne en faveur de l'équilibre budgétaire et du déficit zéro, il était exclu de recourir au keynésianisme traditionnel. Pour réchauffer les investissements et la demande de consommation et contrebalancer ainsi le déclin continu de la compétitivité industrielles, des exportations et de la rentabilité, la Réserve Fédérale n'avait donc peu d'autres choix que de gonfler le marché boursier, augmentant ainsi encore la dépendance de l'économie envers "l'effet richesse".

Grâce au soutien matériel apporté au marché des capitaux et à ses odes à la gloire de la "Nouvelle économie", Alan Greenspan est parvenu à réaliser ses buts, avec des résultats historiques. Entre la fin de 1998 et la mi-2000 la hausse du marché boursier et en retour le boom économique américain



Économie / États-Unis

ont connu une phase fiévreuse. Le prix des actions a atteint des sommets malgré la baisse simultanée de la rentabilité, les entreprises — en particulier celles des télécommunications, des médias et de la technologie (TMT), qui se sont octroyé une part disproportionnée de la hausse boursière — ont obtenu un accès aux capitaux pour pratiquement rien. Sur cette base elles ont réalisé une nouvelle vague de croissance, d'accumulation du capital et d'augmentation de la productivité, accélérant toujours plus l'expansion.

resser à la rentabilité des entreprises, il pouvait continuer à monter. Au cours des dernières années de la décennie la chute de la rentabilité avait été, pour un temps, partiellement atténuée par les grands gains de productivité assurés par les fabricants au travers de la croissance rapide des investissements financés grâce à l'inflation galopante de leurs actions. Il a été aussi partiellement contrebalancé par la croissance de la consommation des 20 % des ménages américains les plus aisés, qui ont bénéficié de 90 % de la valorisation des actions et furent,

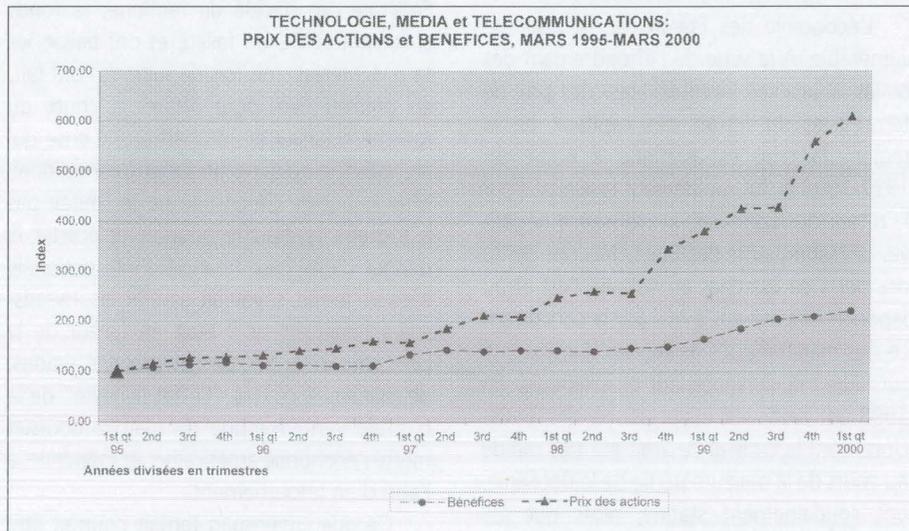
début 2000 est à ce jour parti en fumée.

A la suite de la chute des cours des actions l'effet richesse a brusquement joué un rôle inverse. La valeur comptable de leurs actifs étant soudainement réduite, les firmes et les ménages ont non seulement connu des difficultés pour trouver des fonds, mais de plus sont devenus moins attractifs pour le faire, spécialement lorsque les menaces de faillite et du chômage les ont forcés à revoir leurs bilans surévalués. A leur tour ils ont réduit leurs dépenses d'équipement et de biens de consommation. Mais avec l'arrêt de la croissance des investissements, la croissance de la productivité s'est aussi réduite, exerçant à son tour une pression sur la baisse de la rentabilité.

Par-dessus tout l'économie s'est retrouvée en possession d'une quantité d'usines, d'équipements et de software dont la valeur ne pouvait être réalisée d'aucune manière, d'autant plus que la consommation avait cessé de croître. La surcapacité de production qui en a résulté a réduit en 2001 les bénéfices absolus (nets d'intérêts) dans le secteur industriel à seulement 60 % de leur niveau record de 1997, ce qui a fait baisser le taux de profit dans le secteur non-financier de 25 % par rapport à son sommet de 1997.

Sous l'impact de l'effet richesse inversé et face au gigantesque excédent de capacités de production, la croissance de la production et celle des investissements a déçu plus rapidement qu'au cours de n'importe quelle période comparable depuis la seconde guerre mondiale, la croissance du Produit intérieur brut (PIB) s'est effondrée de 5,2 % à la mi-2000 à 0,8 % au premier semestre 2001 (sur une base annuelle) et la croissance des investissements étrangers a chuté de 11 % à moins 7 % durant la même période. C'est l'écroulement des investissements dans une situation de surcapacité industrielle et de chute de la rentabilité qui est au cœur de la récession.

L'emploi industriel et la production ont immédiatement commencé à chuter profondément, à la suite du déclin de la rentabilité et du krach boursier. Au cours du premier trimestre 2002 le nombre d'heures travaillées dans l'industrie a baissé de 12 % par rapport à son sommet atteint en 1997. Mais ce n'est qu'au milieu de l'année 2001 que l'économie américaine dans son ensemble a commencé à prendre entièrement en compte le rétrécissement spectaculaire de ses marchés qui ont suivi le déclin de la croissance et de l'accumulation du capital et à prendre des mesures classiques d'auto-préservation. A partir de ce moment les entreprises américaines non industrielles ont eu



Finalement l'énorme hausse de la demande américaine qui a résulté de cette expansion, alliée au dollar toujours fort, a sauvé l'économie mondiale de la crise de 1997-1998 et a soutenu une nouvelle reprise économique internationale en 1999-2000. L'impact de la très rapide croissance des importations américaines a été le plus clair en Asie de l'Est, où la demande sans précédent des composants de haute technologie a pratiquement à elle seule sorti les nouveaux pays industrialisés et, jusqu'à un certain point le Japon, d'une profonde récession, les propulsant vers une croissance rapide. La demande américaine de voitures, de machines-outils et d'autres produits a également rendu possible le rapide retour à la croissance des économies allemande et italienne, alors que la faiblesse de leur devise facilitait l'accès des producteurs de la zone euro aux marchés tiers.

V. Du crash boursier à la récession

Le marché boursier grimpait sur une falaise abrupte mais, comme dans le classique dessin animé, tant que les investisseurs refusaient de regarder vers le bas, de s'inté-

à eux seuls, responsables de la réduction, sans précédent historique, du taux d'épargne durant les années 1990. Néanmoins, le fait qu'au cours de ces années, malgré la rapide croissance de la productivité et de la consommation, la rentabilité industrielle ait baissé de manière significative et le taux d'utilisation des capacités de production installées n'ait pas augmenté, indique que les surcapacités industrielles étaient déjà très importantes même lorsque le boom atteignait son zénith.

Le marché boursier a finalement commencé à baisser au printemps 2000, puis de manière plus importante à la fin de l'été 2000, lorsqu'une série apparemment sans fin d'annonces de mauvais résultats des entreprises a radicalement déprimé le prix des actions. Une multitude de sociétés de commerce électronique qui n'avaient jamais fait de profits fut la première à s'effondrer, étant simplement à court d'argent. Mais peu après, le crash a touché presque toutes les sociétés lumières du secteur TMT (télécommunications, médias, technologie), y compris les chéris du marché boursier, comme les fabricants d'équipements Cisco, Lucent et Nortel ou les producteurs de composants JDS Uniphase et Sycamore. Sans doute près d'un tiers de la valeur des actifs existants au

recours aux coupes sombres dans leurs capacités de production et, en particulier, dans leur force de travail, dans un effort visant à restaurer leur compétitivité et à améliorer leurs bilans, exerçant une énorme pression sur leurs rivaux pour qu'ils agissent de même. Cela a conduit l'économie dans une spirale déclinante dans laquelle la chute des investissements et de la consommation a mené à la multiplication des licenciements, des faillites et du non paiement des crédits, réduisant à nouveau la demande et aggravant la récession en retour.

A la suite de l'entrée des États-Unis dans la récession le reste du monde les a suivi dans ce trou de serrure virtuel. La dernière poussée ascendante du marché boursier avait pour fonction de préserver non seulement l'économie américaine, mais l'économie mondiale, de la crise économique internationale 1997-1998, qui avait son origine en Asie du sud-est. Mais avec l'effondrement du prix des actions et de l'investissement aux États-Unis, en particulier dans le secteur de la haute technologie, le film a commencé à se dérouler à l'envers : sous l'impact de la baisse des importations américaines les économies de l'Asie orientale, du Japon et sans doute aussi d'Europe occidentale ont sombré plus rapidement même que l'économie américaine. Dans la foulée la croissance des exportations américaines a décliné plus vite encore. Un processus de récession internationale se renforçant mutuellement en a résulté.

VI. Une politique expansionniste peut-elle arrêter la marée ?

Pour arrêter la plongée effrayante de l'économie la Réserve Fédérale américaine a baissé ses taux d'intérêts très rapidement et très sérieusement. L'idée était bien sûr d'encourager les dépenses en réduisant au minimum le coût réel des emprunts.

Pourtant il aurait dû être dès le début évident que cette politique n'aurait que peu d'effet direct sur l'accumulation du capital, la clef de tout redémarrage économique. Possédant déjà beaucoup trop d'usines et d'équipements les firmes n'avaient aucune envie d'investir. Elles ne voulaient donc pas emprunter, quelque faible que soit le coût de l'emprunt.

La réduction historique des taux d'intérêt fut cependant couronnée de succès en ce qui concerne son principal but à court terme : elle a stimulé les dépenses des ménages. Le crédit quasiment gratuit a ainsi provoqué une remarquable croissance des

emprunts individuels, particulièrement dans le but de refinancer les hypothèques domestiques, et une hausse de la consommation. Seule cette croissance de la consommation individuelle a permis de sauver l'économie, du moins pour le moment. En 2001 et au premier trimestre 2002 l'endettement des ménages s'est accru plus rapidement qu'au cours de n'importe quelle période comparable des années 1990, considérées comme la décennie de l'endettement. Les dépenses individuelles se sont accrues de 3,1 % en 2001, atteignant au cours du dernier trimestre de cette année le rythme impressionnant de 6 %. En réponse à cette hausse des dépenses des consommateurs, les entreprises ont reconstruit leurs stocks, qu'elles avaient réduit précédemment, et le PIB s'est accru en conséquence. C'est cette chaîne causale — partant de la croissance de l'endettement, se poursuivant par la croissance des dépenses de consommation pour aboutir à la croissance des stocks — qui a été en premier lieu responsable de la croissance du PIB au quatrième trimestre 2001 et au premier trimestre 2002.

Mais, précisément parce que le rétablissement de l'économie a été presque uniquement provoqué par la rapide croissance des dépenses de consommation et, au-delà, par celle de l'endettement des consommateurs, ses fondations restent très chancelantes. La croissance des investissements étrangers — la clef de la bonne santé économique — a coulé telle une pierre, passant d'un taux annuel de 14 % au cours du premier semestre 2000 à 4 % au cours du second semestre de cette même année et à moins 3,2 % en 2001. Les exportations se sont également effondrées, passant d'une croissance de 11 % au cours du premier semestre 2000 à 3,3 % au second semestre et à moins 4,5 % en 2001 (un léger rétablissement a commencé au premier trimestre 2002).

La baisse des investissements et des exportations fut responsable de la spirale descendante qui avait saisi l'économie jusqu'à la fin 2001. Le but de la politique économique est bien sûr de maintenir les dépenses des ménages pour qu'elles tirent l'économie jusqu'à ce que les investissements et les exportations reprennent, la croissance de la demande des consommateurs stimulant les investissements. Mais on peut craindre que le poids des surcapacités productives continuera à prévenir tout boom des investissements : en effet au cours du premier trimestre 2002 les investissements étrangers ont baissé de 6,8 % (sur une base annuelle). Quant aux exportations, bien que l'on puisse s'attendre à ce qu'elles redémarrent dans la mesure où la reprise des États-

Unis stimulera la croissance à travers le monde, il est pratiquement certains qu'elles se traîneront loin derrière les importations, du fait de l'appétit de consommation de l'économie américaine. Cela augmentera certainement la pression sur le déficit commercial américain déjà record.

Combien de temps les taux d'intérêt réduits peuvent-ils tirer les dépenses des ménages est en soi une question critique. En 2001 la croissance de l'endettement des ménages en pourcentage du PIB a atteint son point le plus élevé depuis 1980 (à l'exception de l'année 1985) et la dette cumulée des ménages (en pourcentage du PIB) a atteint son sommet, presque 25 % de plus qu'en 1990. Il est donc tout à fait possible que les ménages, confrontés qui plus est à une situation de l'emploi toujours déclinante, ne doivent rapidement arrêter la croissance de leur endettement et réduire leurs dépenses. Au cours du premier trimestre 2002 la consommation des ménages s'est accrue moitié moins vite qu'au cours du dernier trimestre 2001. Cela pourrait indiquer le début d'un déclin. Si tel était le cas la reprise naissante s'arrêterait probablement.

Dans ce contexte de grande incertitude les énormes "déséquilibres" légués par la bulle de la fin des années 1990 ressemblent à de sombres nuages :

i) La montée record de l'endettement, non seulement des ménages mais surtout des entreprises, a été essentielle dans le boom. Mais, alors que les perspectives déclinent et que les faillites se multiplient, les entreprises doivent brutalement réduire leur endettement pour réduire leur vulnérabilité. Si cela continue à se produire à une large échelle, les investissements s'en ressentiront.

ii) En 2001 le déficit courant et commercial des États-Unis avait à nouveau atteint un record absolu, pour la troisième année consécutive. Jusqu'à récemment les investisseurs étrangers avaient été plus que suffisants pour financer ce déficit, réalisant des investissements directs énormes aux États-Unis ainsi que d'énormes achats des actions et des obligations des entreprises américaines. Mais comme l'économie américaine en récession continue à décevoir les espérances et que le marché boursier continue à se languir, le reste du monde semble finalement trouver les actifs américains moins attirants. En 2001, bien que les achats étrangers d'obligations restaient soutenus, les investissements étrangers directs pour acquérir ou installer une entreprise aux États-Unis ont baissé de 60,4 %, ce qui est énorme, alors que les achats d'actions américaines par le reste du monde ont décliné de 35 %... puis de nouveau de 45 % au cours du premier

trimestre 2002.

Suite à cette désillusion envers les actifs américains la pression s'est accrue sur le dollar et, au moment où nous écrivons (à la mi-juin 2002), le dollar a baissé sérieusement, en particulier face à l'euro. Si ces tendances se poursuivaient, la Réserve Fédérale pourrait bientôt devoir faire face à un choix déchirant : ou bien laisser le dollar tomber au risque de voir les investisseurs étrangers se défaire de leurs propriétés aux États-Unis, ce qui pourrait non seulement ravager le marché des actifs mais encore faire apparaître une véritable course pour se défaire des dollars ; ou bien augmenter les taux d'intérêt au risque de repousser l'économie dans la récession.

iii) Les prix des actions se sont évidemment largement effondrés à la suite de l'aggravation des perspectives économiques. Mais paradoxalement leur déclin n'a pas permis d'aligner leur valeur sur les perspectives des profits, car les profits ont baissé dans de nombreux cas presque aussi vite. A la fin de 2001 l'index boursier S & P 500 s'est déprécié de plus d'un tiers, mais le rapport entre le prix des actions et le rendement des entreprises qu'il représente n'était pas meilleur qu'en juillet 2000. Le NASDAQ a connu la même évolution. Les actions restent ainsi beaucoup trop chères et le marché boursier semble toujours manifester une tendance déclinante.

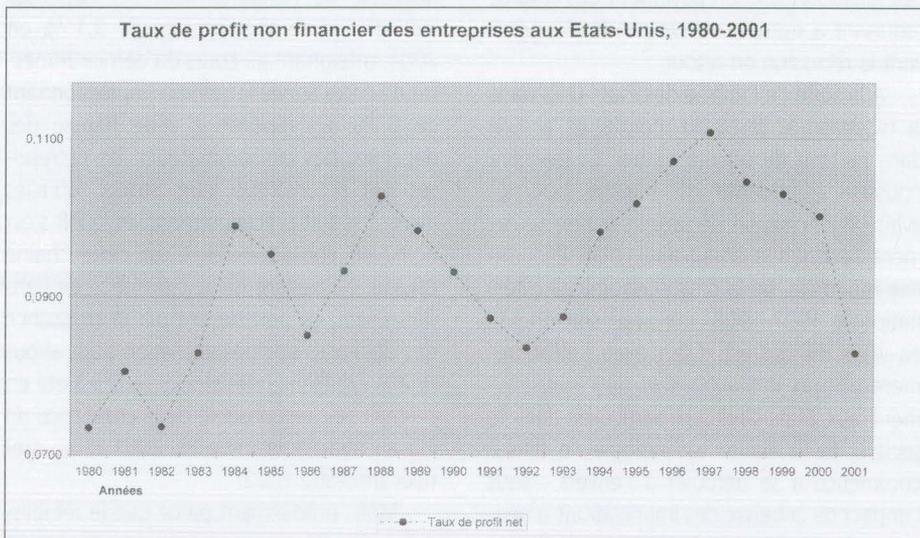
Pire, on a assisté à une succession de scandales comptables touchant un nombre croissant des entreprises phares du pays. Leurs dirigeants avaient systématiquement caché les dépenses des firmes et l'inflation correspondante des bénéfices, tout comme leur appropriation personnelle des biens des entreprises. Beaucoup des entreprises concernées étaient, et pas seulement récemment, parmi les premières étoiles des nouvelles technologies et du marché boursier, dont non seulement Enron, mais aussi les géants de la télécommunication comme Global Crossing, Quest et World.com, pour ne pas mentionner Merck drugs et Adelphia cable. Ces fraudes n'avaient rien d'accidentel, elles sont le sous-produit inévitable de l'économie-bulle qui avait perdue toute base réelle des bénéfices.

Parce que la bulle boursière était la principale force permettant à l'économie de tourner dans une situation de la baisse du taux de profit au cours des dernières années de la décennie 1990, les fonctionnaires fédéraux avaient tout intérêt à fermer les yeux devant les pratiques comptables douteuses des entreprises. De même, tant que les directions des firmes maximalisaient la valeur des actions — surtout lorsque leur

revenu dépendait de manière croissante des stock-options — ils étaient sous une pression immense pour éviter de voir la réalité et retarder aussi longtemps que possible les effets de la découverte de telles pratiques. Mais ils ne pouvaient pas le faire indéfiniment et l'inévitable découverte a conduit les investisseurs à perdre toute confiance envers les rapports financiers des firmes... apparemment avec raison.

même temps le taux de profit non-financier a plongé jusqu'à son niveau le plus bas depuis 1981. Néanmoins le dollar reste encore haut, déprimant la compétitivité des fabricants américains et rendant tout rétablissement du taux de profit industriel particulièrement difficile. Et bien sûr, l'effet richesse du boom du marché boursier ne gonfle plus la demande ni ne rend plus l'investissement quasiment gratuit.

Taux de profit non financier des entreprises aux États-Unis, 1980-2001



Selon un récent rapport de SmartstockInvestor.com les entreprises qui figurent sur la liste NASDAQ ont fait état à l'intention de leurs actionnaires et des médias de 19 milliards de dollars de bénéfices pour les trois premiers trimestres de 2001, se fondant sur les lâches standards "pro-forma" qu'elles ont le droit d'utiliser à cette fin. Cependant devant la Commission des Valeurs et de Change (SEC, Securities and Exchange Commission) elles ont dû faire état pour la même période de 82,3 milliards de dollars de pertes en employant les principes comptables généralement acceptés (GAAP), dont la SEC exige le respect. Si le marché boursier continue à chuter, avec la fragilité du rétablissement économique, son effet sur la confiance des hommes d'affaires et plus généralement sur l'économie sera probablement dépressif, ouvrant la possibilité d'une spirale déclinante mue par la baisse du dollar et celle des prix des actifs se renforçant mutuellement.

Sombres perspectives

Le taux de profit, qui est la clef suprême de tout rétablissement de l'économie capitaliste, reste particulièrement bas. De plus les forces qui l'avaient tiré vers le haut au cours des années 1990 ont disparu. En 2001 les bénéfices des entreprises industrielles ont atteint leur plus bas niveau depuis 1986. En

Même si la croissance économique s'est accélérée, atteignant près de 6 % au cours du premier trimestre 2002, la Réserve Fédérale n'a jusqu'ici pas réussi à élever les taux d'intérêt, signe qu'elle manque de confiance dans le démarrage économique et dans son rétablissement. Un autre signe similaire : le marché boursier continue à chanceler, retrouvant son niveau déprimé de l'automne 2001, à la suite du 11 septembre. Les grandes entreprises semblent sérieusement dubitatives au sujet de la reprise tirée en avant par les consommateurs. Alan Greenspan a déclaré que la récession était terminée. Mais l'économie est loin d'être sortie du marais. ■



Lectures

La question nationale et l'autonomie vues par Rosa Luxemburg

Voici enfin traduit en français, grâce à l'initiative de Claudie Weill, ce texte de Rosa Luxemburg souvent cité, mais que l'on ne connaît que de seconde main, par la critique qu'en fit Lénine. Il s'agit de six articles publiés en 1908-1909 dans le *Przegląd Socjaldemokratyczny* (La Revue Sociale-Démocrate), l'organe théorique du SDKPił, le Parti Social-Démocrate du Royaume de Pologne et de Lituanie, dont Rosa Luxemburg et Leo Jogiches étaient les principaux dirigeants. C'est la première fois que l'ensemble de ces textes est rassemblé dans un livre. Comme le rappelle Claudie Weill dans son introduction, ces articles sont étroitement liés au combat internationaliste intransigeant que menait la marxiste judéo-polonaise contre le « *social-patriotisme* » représenté en Pologne par le PPS, le Parti Socialiste Polonais. Ils sont aussi en rapport avec les débats sur la question nationale dans le mouvement ouvrier russe, c'est-à-dire dans le POSDR, le Parti Ouvrier Social-Démocrate de Russie auquel appartenait, depuis 1906, le SDKPił.

Les six articles sont relativement autonomes mais font partie d'un ensemble cohérent : I. Le droit des nations à l'autodétermination. II. L'Etat-Nation et le prolétariat. III. Fédération, centralisation et particularisme. IV. Centralisation et autoadministration. V. La Nation et l'autonomie. VI. L'autonomie du Royaume de Pologne.

L'argument principal, et le plus controversé, de ce recueil est la critique contre le droit à l'autodétermination — proclamé par le programme du POSDR et défendu aussi bien par les bolcheviks que les mencheviks — comme illusion utopique. Certes, Rosa Luxemburg accepte la résolution du Congrès de l'Internationale Socialiste de Londres (1896) qui affirme le droit à l'autodétermination de toutes les nations. Mais dans son interprétation cela ne sera possible que dans l'avenir socialiste de l'humanité : « *Les nations seront maîtresses de leur existence historique lorsque la société humaine sera maîtresse de son processus social* » écrit-elle dans une de ces belles formules dont elle avait le secret. En attendant, tant que nous vivons sous le capitalisme

la seule conclusion pratique que l'on peut tirer de cet impératif c'est de lutter contre toute manifestation d'oppression nationale, de la même façon — la comparaison n'est pas sans intérêt — que nous luttons pour l'égalité sociale et politique des sexes.

Il y a dans l'argument de Rosa Luxemburg un aspect prophétique, qui s'est pleinement accompli au cours du XX^{ème} siècle : dans le capitalisme, écrit-elle, il ne peut pas exister d'Etat national qui ne soit militariste, agressif, expansionniste, guerrier, conquérant. La lutte meurtrière entre les nations est la règle, non l'exception. L'impérialisme capitaliste, avec sa logique d'expansion commerciale ou coloniale, détruit l'indépendance d'un nombre croissant de peuples et même des continents entiers. Les Etats impérialistes — européens et nord-américain — dominent non seulement les colonies mais aussi d'autres pays, formellement indépendants mais de fait totalement asservis.

Par contre l'aspect le plus « daté », et le plus discuté, de ce texte est ce qu'elle désigne comme « *la froide analyse du socialisme scientifique* », qui refuse toutes les solutions « *utopiques* » et tous les « *clichés métaphysiques* » — tels « *les droits des nations* » ou « *les droits de l'homme* » — au nom du « *développement social objectif* » du capitalisme, du « *développement progressiste de la société bourgeoise* ». Le rôle de la social-démocratie — c'est-à-dire, dans la terminologie de l'époque, des marxistes — ce n'est pas de soutenir un prétendu « *droit* » métaphysique des peuples, écrit-elle, mais d'accompagner « *le courant du développement objectif* » de la civilisation capitaliste qui va vers la centralisation économique et politique. Rosa Luxemburg est ici influencée par l'idéologie du progrès et par l'évolutionnisme linéaire, incarnés au sein du marxisme de la II^{ème} Internationale par Karl Kautsky, l'auteur le plus cité dans ce livre — une vision passablement déterministe de l'Histoire dont elle va se débarrasser de façon radicale en 1915, avec le mot d'ordre « *Socialisme ou barbarie* » de la brochure signée « *Junius* ».

Plus intéressante est sa proposition d'autonomie nationale-culturelle, une solution originale pour la question nationale, distincte aussi bien de celle avancée par les marxistes russes — le droit à la séparation — que de celle prônée par les marxistes autrichiens : l'autonomie culturelle (non territoriale). Elle consti-

tue à ses yeux une des formes possibles de l'auto-administration locale moderne — qu'elle distingue catégoriquement du fédéralisme, sommairement taxé de « *réactionnaire* » — c'est-à-dire une forme de décentralisation et démocratisation des grands Etats qui ne mette pas en cause leur unité politique.

L'idée de l'autonomie nationale part aussi de la constatation que la culture — comme toutes les idéologies — est relativement autonome : elle se rattache à l'héritage idéologique du passé et suit son propre développement logique dans un espace donné. Les intérêts culturels du prolétariat exigent l'élimination de l'oppression nationale et une vie culturelle large, sans restrictions. L'autonomie nationale-culturelle est donc une forme d'auto-administration locale des territoires nationaux, avec leur propre pouvoir législatif local et le développement, par l'éducation populaire, de la culture nationale.

Dans le cas d'une révolution démocratique contre le tsarisme, quel serait l'avenir du Royaume de Pologne, c'est-à-dire de cette partie (en fait la majorité) de la Pologne annexée par l'Empire russe au XVII^{ème} siècle ? Rosa Luxemburg croit que « *le développement capitaliste conjoint de la Pologne et de la Russie* » condamne à l'échec — parce que « *utopique* » et « *réactionnaire* » — tout projet séparatiste, tout rêve d'indépendance de la Pologne. Dans le cadre d'une République russe démocratique, par contre, il y aurait lieu d'établir une autonomie nationale pour la Pologne, en lui permettant de gérer, selon les principes de l'auto-administration locale, sa propre politique éducationnelle, agricole, minière, sanitaire et surtout, culturelle.

Ce texte montre que, malgré son opposition intractable au nationalisme polonais — dans ses versions de droite comme de gauche — Rosa Luxemburg ne dénonce pas moins l'oppression nationale dont souffre la Pologne dans le cadre de l'Empire tsariste et cherche à sauvegarder une forme de vie nationale autonome pour le peuple polonais dans un avenir démocratique commun avec les autres peuples de l'Empire. La solution était intéressante, à condition d'être présentée comme proposition programmatique des socialistes, quitte pour les intéressés, c'est-à-dire pour le peuple polonais, à l'accepter ou à lui en préférer une autre, dans un processus démocratique d'autodétermination... C'est un peu la division du travail que lui propo-



sera Lénine : nous, les marxistes russes, affirmons le droit à l'autodétermination de la nation polonaise, et vous, les marxistes polonais, vous lutterez contre le séparatisme et pour l'unité avec les travailleurs russes.

Les prévisions de Rosa Luxemburg sur la Pologne ne se sont pas réalisées, mais son programme d'autonomie nationale redevient d'actualité aujourd'hui, quand on voit, notamment en Europe de l'Est, dans les Balkans et au Caucase, les dégâts du séparatisme national poussés jusqu'à l'absurde.

Il faut ajouter, cependant, qu'aux yeux de Rosa Luxemburg, l'autonomie nationale n'est pas l'unique forme politique applicable à tous les groupes nationaux. Là où les nationalités sont étroitement imbriquées, comme au Caucase, tracer des frontières est une tâche insoluble. Dans ces situations où la séparation territoriale est impraticable, la seule méthode démocratique assurant à toutes les nationalités la liberté culturelle sans qu'aucune ne domine les autres, c'est une large autoadministration locale qui ignore les frontières ethniques. A condition de compléter cette décentralisation par des lois culturelles et linguistiques, à l'échelle de tout l'Etat, protégeant les minorités.

La préoccupation des droits des minorités est une autre constante de la réflexion de Rosa Luxemburg sur la question nationale. Elle se situe dans la droite ligne de ce qu'elle désigne, dans un des plus beaux passages du livre, « *l'idéal moral et social du socialisme* », qui exige de « *défendre les droits des non-possédants par rapport aux possédants, des femmes par rapport aux hommes, des mineurs par rapport aux parents et aux tuteurs, des enfants dits illégitimes par rapport aux pères et à la société* ».

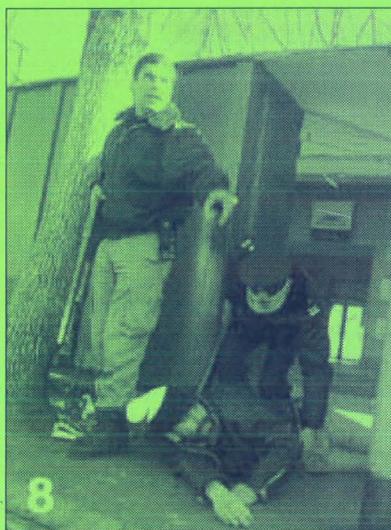
Michael Löwy

Rosa Luxemburg, *La question nationale et l'autonomie*, Le Temps des Cerises, Paris 2002, 264 pages, traduit et présenté par Claudie Weill, avec la collaboration de Bruno Drweski.

Argentine

Non au massacre !

Solidarité avec la lutte populaire !



L'assassinat des jeunes piqueteros n'était pas une bavure, mais une intimidation préparée. Un photographe a été invité pour le filmer !

1. Une fois de plus les gouvernants qui servent les classes dominantes et l'impérialisme se sont livrés à un massacre « démocratique », tuant pour s'en sortir. Une fois de plus les travailleurs, les chômeurs, les femmes et les enfants qui manifestaient dans la rue leur légitime rejet de la famine et de la confiscation de leur futur, ont été sauvagement réprimés. Deux jeunes *piqueteros* (1), Dario Santillan (21 ans) et Maximiliano Costequi (25 ans), ont été fusillés alors qu'ils tentaient de venir en aide à d'autres camarades réprimés, 190 manifestants ont été blessés, 160 détenus et torturés dans les commissariats de la province de Buenos Aires. Les policiers et les gendarmes de la préfecture maritime — comme du temps de la dictature militaire — se sont livrés à une chasse à l'homme et ont donné l'assaut aux divers locaux des partis de la gauche, passant certains à sac.

2. Le gouvernement des gangsters du président Duhalde, ses forces de sécurité et les bandes à sa solde sont les responsables de ce nouveau massacre. Mais en sont aussi responsables les gouvernements des États-Unis et de l'Union européenne, le FMI et ses fonctionnaires, qui viennent d'exiger la répression pour remettre de "l'ordre" dans le désordre néolibéral et le désastre social provoqué par leur propre politique économique. L'Argentine est "à vendre" et la mondialisation capitaliste — par le biais de ses entreprises et de ses banques transna-

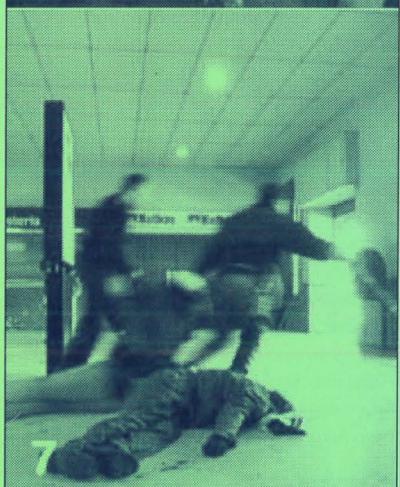
tionales — se dispute le partage du butin. Ne se satisfaisant pas des privatisations, de la flexibilité du travail, de la rétention de l'épargne, de la misère de la moitié de la population, de la dette extérieure frauduleuse, ils veulent plus encore. Ils veulent l'expropriation totale des richesses, des revenus et des droits populaires acquis.

3. Dans cette logique la criminalisation de toute forme de résistance sociale joue un rôle fondamental dans la domination du Capital. La répression et la violence deviennent les composantes essentielles de la "démocratie de marché" et des instruments décisifs pour désarticuler le nouveau cycle de luttes populaires qui s'étend à l'ensemble de l'Amérique latine. Comme on l'a vu récemment au Pérou, au Paraguay, en Bolivie, en Équateur et au Chiapas, comme le prouve l'application du Plan Colombie, l'impérialisme et les élites gouvernantes à sa solde sont décidés à résoudre dans le feu et dans le sang la crise de légitimité du "modèle néolibéral" et à écraser toute tentative de rébellion et d'alternative populaire.

4. Le Centrale des travailleurs argentins (CTA), le Bloc national Piquetero, les organisations de quartiers et de défense des droits humains et les partis et mouvements de la gauche ont appelé ce 27 juin à une grève générale et à des mobilisations de protestation dans tout le pays. La lutte pour l'emploi, le salaire, les droits démocratiques, contre la corruption, l'impunité du terrorisme d'État et pour que « tous s'en aillent » (2) se renforce en ce moment. La solidarité internationaliste de toutes les forces démocratiques, révolutionnaires et socialistes doit être à la hauteur : ample, militante et inconditionnelle.

le 27 juin 2002

Secrétariat unifié de la IV^e Internationale



1. *Piqueteros* est le nom que se sont donnés les militants du mouvement des chômeurs et précaires, dont l'une des formes de lutte consiste à barrer les routes en organisant des "piquets". Cf. E. Lucita, Nouvelles et anciennes formes de luttes, *Inprecor* n° 456, mars 2001.
2. « Que se vayan todos ! » (qu'ils — les politiciens illégitimes — s'en aillent tous) est devenu le cri de ralliement du processus révolutionnaire argentin. Cf. *Inprecor* n° 466/467 de janvier-février 2002, n° 468/469 de mars-avril 2002 et n° 470/471 de mai-juin 2002.